

*Bibliothèque numérique*

medic@

**Chambre syndicale des pharmaciens  
de la Seine. - Bulletin de la Chambre  
syndicale des pharmaciens de la  
Seine**

*1915. - Paris : Chambre syndicale des pharmaciens  
de la Seine, 1915.*

*Cote : BIU Santé Pharmacie P 40100 1915*



21<sup>e</sup> Année.

**BULLETIN**  
DE LA  
**CHAMBRE SYNDICALE**  
DES  
**PHARMACIENS DE LA SEINE**

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884)

MENSUEL, SUCCESSIVEMENT DIRIGÉ PAR

V. RIËTHE, Fondateur. — D<sup>r</sup> Henri MARTIN, Directeur honoraire.

A. JABOIN, Ancien Président.

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE :

**J. FEUILLOUX**, Docteur en Pharmacie.

*Membre-adjoint du Comité disciplinaire.*



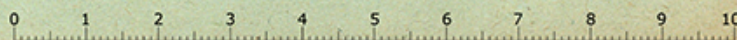
**N° 1 — 31 JANVIER 1915**

ABONNEMENTS { Paris et Départements . . . . . 6 fr.  
Étranger . . . . . 8 fr.

SIÈGE SOCIAL :

**5, Rue des Grands-Augustins, 5**

**PARIS (6<sup>e</sup>)** TÉL. : Gobelins-18-37





## AVANTAGES OFFERTS A SES MEMBRES

PAR LA

### Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Seine

La CHAMBRE SYNDICALE protège ses membres contre le tort que leur cause l'exercice illégal de la profession et assure la défense de leurs intérêts moraux et matériels.

Elle les conseille et, chaque fois que cela est possible, leur donne tout son concours, pour l'heureuse solution de leurs difficultés personnelles.

Elle leur procure des avantages importants, au point de vue de leurs assurances, notamment par les services professionnels suivants

Assurance mutuelle contre les accidents en pharmacie (Fondée en 1886);  
Caisse mutuelle pharmaceutique de retraites (Fondée en 1903);  
Assurance mutuelle contre le bris des glaces, etc., etc..

La CHAMBRE SYNDICALE met en outre à la disposition de ses membres :

- 1° Un service de placement pour le personnel;
- 2° Un service de recouvrements, à la fois économique et rapide;
- 3° Un Conseil de famille, destiné à solutionner par arbitrage les différends entre confrères;
- 4° Un Registre spécial pour les offres directes de vente d'officines;
- 5° Une Bibliothèque professionnelle, composée d'ouvrages de jurisprudence, formulaires d'actes sous-seing privé, tarifs pharmaceutiques, formulaires de toute nature, etc., etc.;
- 6° Une salle de réunion à l'usage des sections syndicales et toutes réunions de défense professionnelle.

Pour éviter toute perte de temps,

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

à

Monsieur le PRÉSIDENT

de la CHAMBRE SYNDICALE  
des PHARMACIENS de la SEINE

5, Rue des Grands-Augustins — PARIS (VI<sup>e</sup>)

L'Administration la fera parvenir aux services compétents

(Affaires judiciaires, Administration Syndicale et Sociétés de Secours Mutuels, Rédaction du Bulletin, Réglementation, Sociétés d'arrondissements, Caisse de Retraites, Publicité, Recouvrements et Assurances, Cessions d'officines et Changements d'adresses, Placement du Personnel.)

Les lettres portant une suscription personnelle seront remises au membre du Conseil nommément désigné comme destinataire.

Pour les changements d'adresses, renvoyer l'ancienne bande du BULLETIN avec la nouvelle adresse.



MÉD. D'OR  
GAND 1913

PRODUITS :

FREYSSINGE  
DARTOIS  
FRÉMINT  
DUSAULE  
RIVALLS  
ROZET

LABORATOIRE de Produits Pharmaceutiques

**FREYSSINGE**

PHARMACIEN DE 1<sup>re</sup> CLASSE, LICENCIÉ ÈS-SCIENCES  
EX-PRÉPARATEUR À LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET À L'ÉCOLE DE  
PHARMACIE DE PARIS, ANCIEN ÉLÈVE DE L'INSTITUT PASTEUR

6, Rue Abel, PARIS (anc<sup>e</sup> R. de Rennes, 83)

ADRESSE TÉLÉGR. : FREYSSINGE-PARIS

Franco de port et d'emballage à partir de 50 francs.

Conditions spéciales pour l'Exportation.

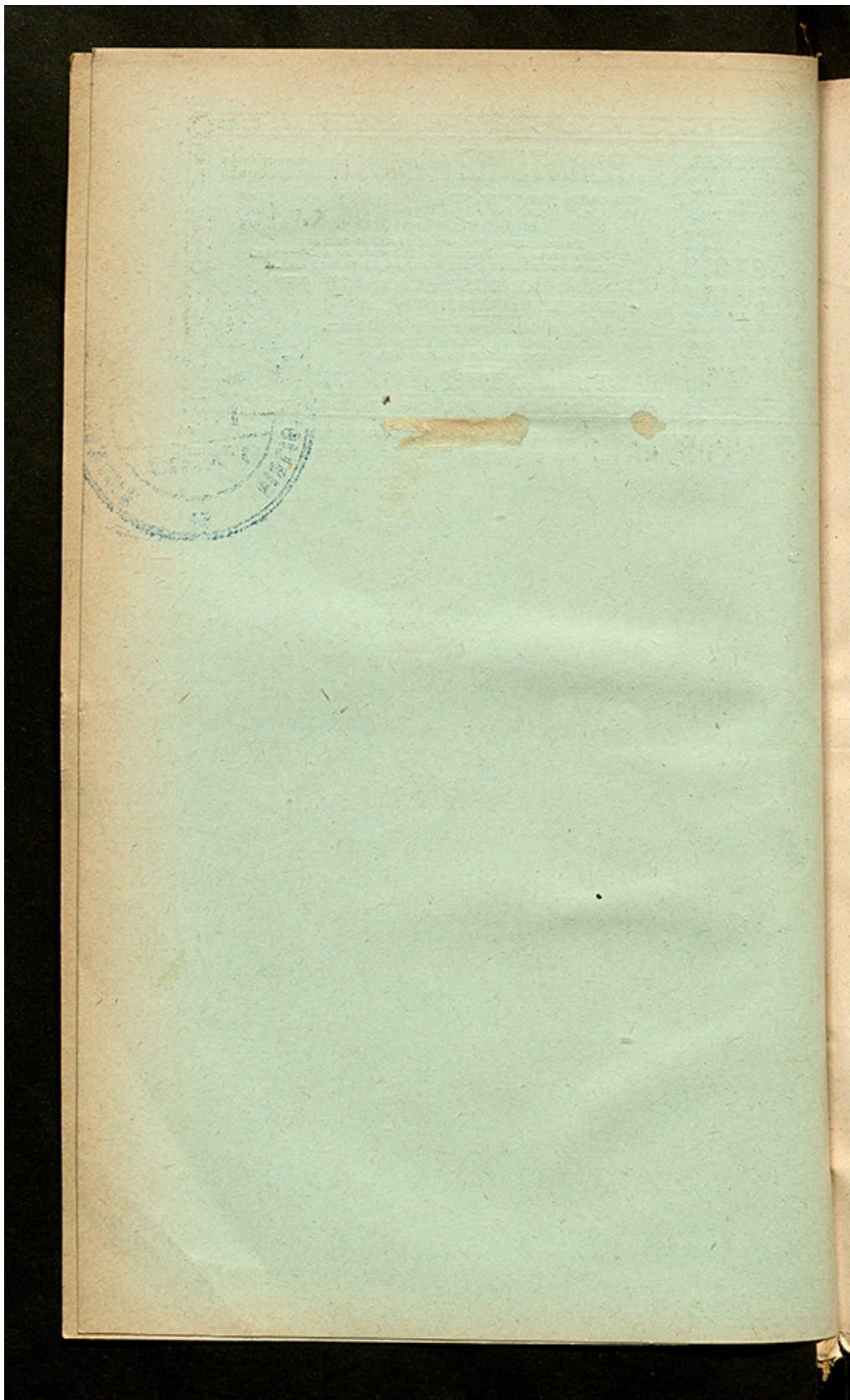
Prospectus en toutes langues.

VENTE RÉGLEMENTÉE par TICKET



**AVIS IMPORTANT :** Le prix de vente minimum demeure obligatoire  
malgré la suppression momentanée du Ticket.

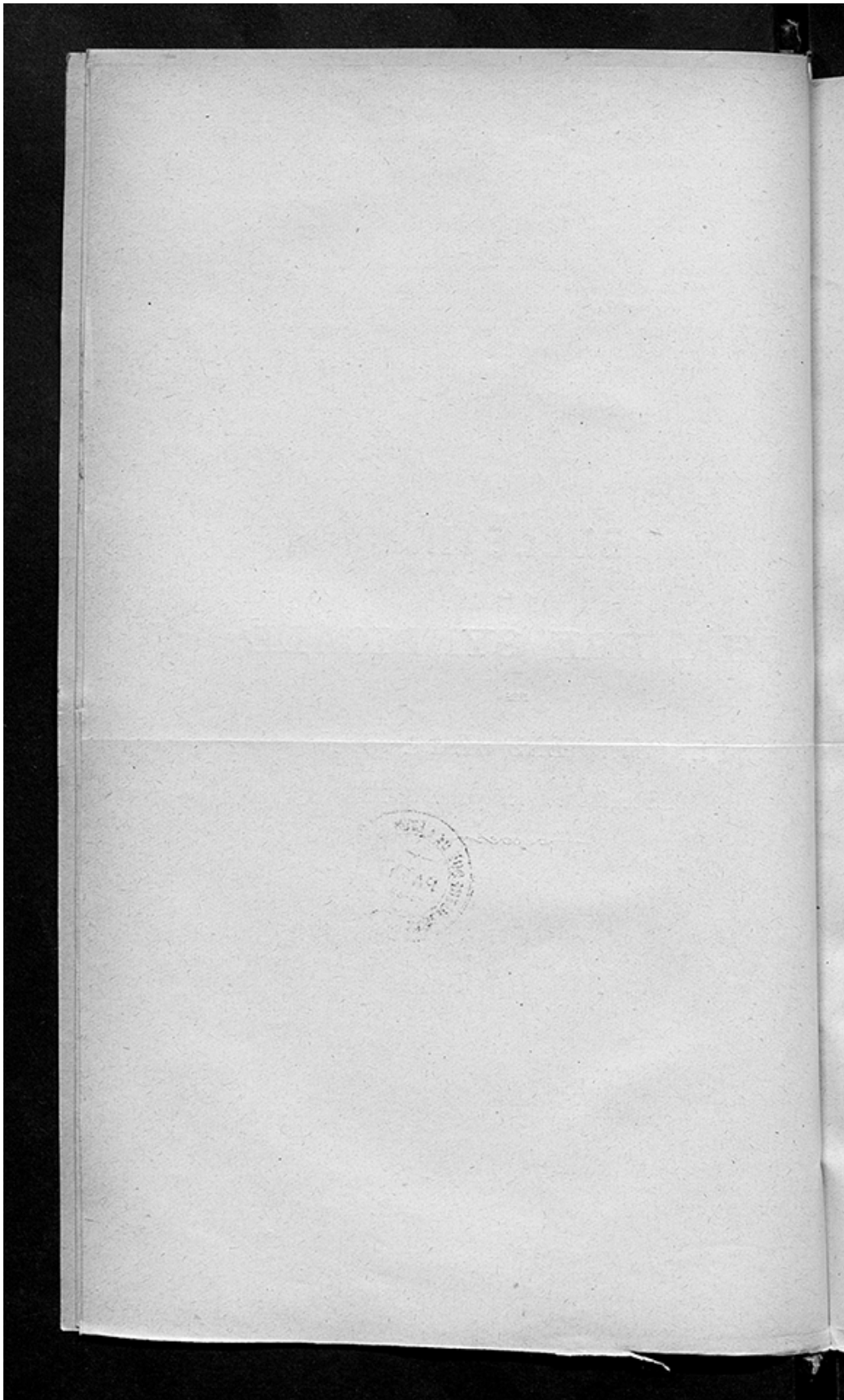




**BULLETIN**  
DE LA  
**CHAMBRE SYNDICALE**  
DES  
**PHARMACIENS DE LA SEINE**  
(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884)

---





21<sup>e</sup> Année

**BULLETIN**  
DE LA  
**CHAMBRE SYNDICALE**  
DES  
**PHARMACIENS DE LA SEINE**

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884)

MENSUEL, SUCCESSIVEMENT DIRIGÉ PAR

V. RIETHE, Fondateur. — D<sup>r</sup> Henri MARTIN, Directeur honoraire.

A. JABOIN, Ancien Président.

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

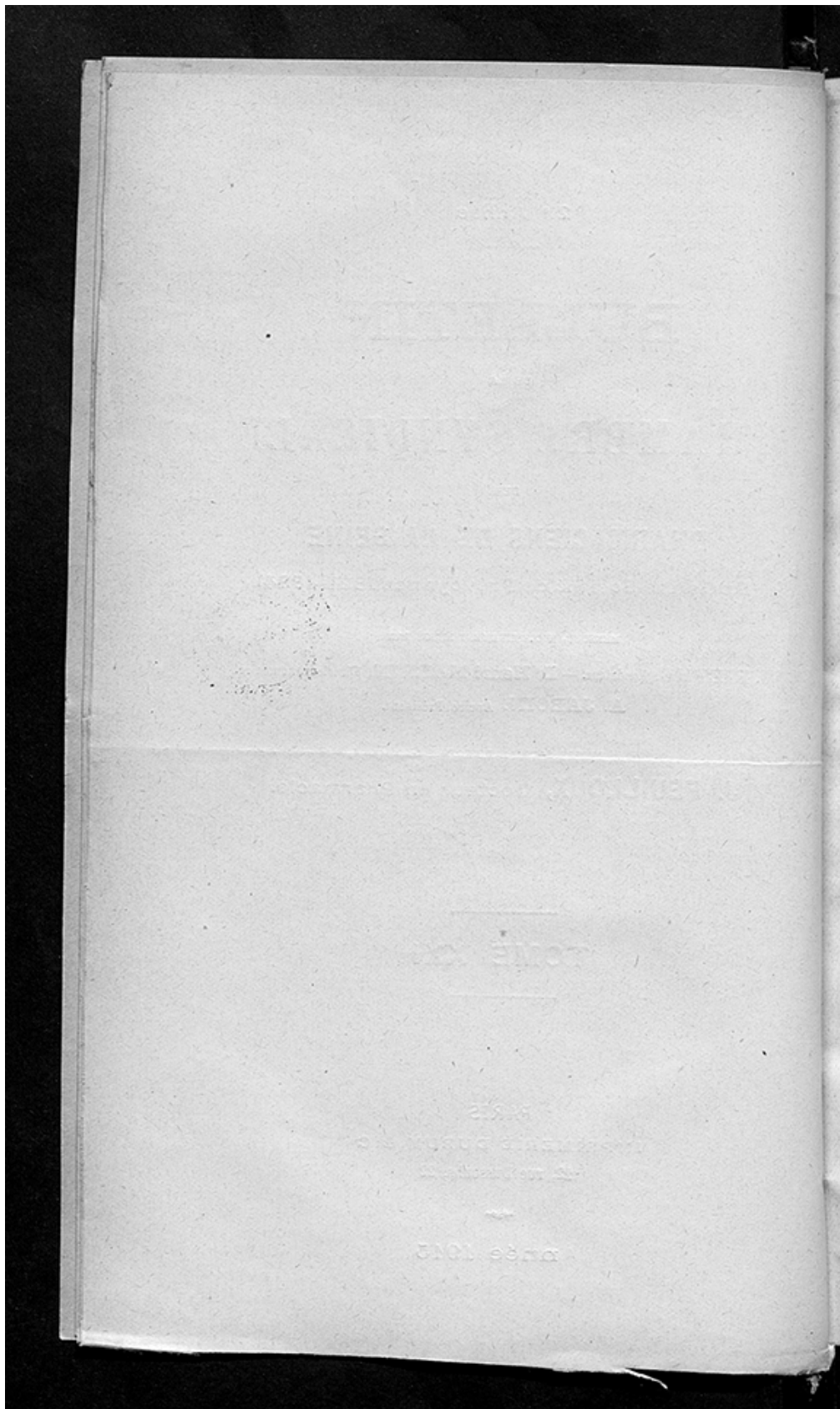
J. FEUILLOUX, Docteur en Pharmacie.



TOME XXI

PARIS  
IMPRIMERIE DURUY & C<sup>e</sup>  
22, rue Dussoubs, 22

Année 1915





**BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE**  
DES  
**PHARMACIENS DE LA SEINE**  
(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

31 Janvier 1915.

**SOMMAIRE**

La *Kultur* allemande et la science française, p. 1. — Notre Caisse de Secours immédiats, p. 3. — Souscription au profit des Pharmaciens mobilisés du département de la Seine, p. 4. — La question des loyers. Loi des 21 avril-9 mai 1871, p. 7. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration du 12 janvier 1915, p. 9. — Les Assurances et la Mobilisation générale, p. 11. — Nécrologie, p. 12. — Promotions, p. 13. — Informations, p. 14.

**La *Kultur* allemande  
et la Science française**



Le vulgaire a toujours pensé que les progrès de la civilisation devaient marcher de pair avec les progrès des sciences : des hommes de talent ont partagé cette opinion et Victor Hugo a écrit : « Eclairez cette tête, vous ne la couperez pas. »

Pour expliquer certaines mœurs du moyen âge, n'évoque-t-on pas les ténèbres de ces temps encore mal connus ? De même, dans les discussions politiques, on impute à l'obscurantisme les manifestations d'une mentalité rétrograde.

Les 93 intellectuels allemands qui ont signé le fameux « Appel aux nations civilisées » nous ont prouvé qu'on se trompait en admettant une relation entre les progrès des sciences, des arts et des lettres et le niveau moral des individus et des peuples.

Les signataires sont bien l'élite intellectuelle de la Confédération germanique, et c'est ce qui augmente notre indignation quand ils se solidarisent avec les turpitudes de ce militarisme allemand dont les excès sont tels que même, dans l'esprit des neutres, l'armée allemande est à jamais déshonorée.

Les diplomates ont relevé les allégations mensongères qui se répètent dans les divers paragraphes de l'impudent *factum*, sous la rubrique : « Il n'est pas vrai que... »

Il incombait aux savants français d'établir, par des affirmations étayées sur les documents de l'histoire des sciences, qu'il n'est pas

vrai que la *Kultur* allemande soit fondée à prétendre à l'hégémonie universelle.

C'est le but que s'est proposé M. Emile Picard, de l'Académie des sciences, dans un article : *L'Histoire de la science et les Prétentions allemandes*, que publiait l'*Echo de Paris* du 5 janvier.

Pour les confrères qui n'ont pas pu lire, avec un légitime orgueil, ce palmarès des savants français, je citerai quelques passages qui montrent « que la plupart des contributions essentielles, tant théoriques que pratiques, n'appartiennent pas à des savants ou inventeurs allemands. »

« Dans la fondation de la chimie moderne, Lavoisier occupe une place à part ; après lui, Dalton, Davy, Gay-Lussac, Dumas, Gerhardt ont été de grands créateurs. La mécanique chimique et la chimie physique relèvent de la statistique chimique de Berthollet, ainsi que des travaux de Berthelot sur l'éthérification et de Sainte-Claire Deville sur la dissociation.

« Dans les sciences naturelles, l'orientation des recherches a été changée depuis Lamarck et Darwin. La biologie tout entière est dominée aujourd'hui par l'idée d'évolution, idée qui fut d'ailleurs un ferment puissant dans d'autres domaines, comme la philosophie et l'histoire. Est-il nécessaire de rappeler les noms de Claude Bernard et de Pasteur ? On a pu dire du premier qu'il fut la physiologie elle-même ; quant à Pasteur, toute louange languit auprès de son grand nom.

« Parmi les applications, il en est de même pour la navigation à vapeur, les chemins de fer, la télégraphie transatlantique, la télégraphie sans fil, la poudre sans fumée, la navigation sous-marine, les ballons, les aéroplanes.

« Aujourd'hui, ce qui caractérise particulièrement la science allemande, c'est son habileté à mettre en œuvre les idées qui lui sont fournies d'ailleurs. Elle est organisée comme l'industrie et trop souvent dans l'une et dans l'autre, la quantité est préférée à la qualité ; on recherche les gros rendements. Loin de nous la pensée de méconnaître les services rendus par cette organisation systématique ; il est très utile que les idées générales une fois mises en lumière, des travailleurs patients tirent d'une méthode tout ce qu'elle peut donner, et nous ne craignons pas d'avouer que les Français n'ont pas toujours exploité suffisamment leurs découvertes. Mais il ne faut pas confondre l'augmentation du rendement scientifique avec le progrès de la science. Ne nous laissons pas non plus hypnotiser par les immenses laboratoires d'où ne sont pas sorties toujours des découvertes d'importance proportionnée aux dimensions.

« Il n'est pas contestable que dans certains domaines la science coûte très cher à notre époque, mais nous ne devons pas cependant oublier que de belles découvertes ont été faites avec un matériel peu compliqué. Sans remonter à l'âge héroïque des recherches de Pasteur dans son modeste laboratoire de l'Ecole Normale, reportons-nous seulement aux expériences simples et fondamentales pour la physique moderne faites avec les tubes de Crookes, aux travaux de M. Branly sur les radioconducteurs qui ont été l'origine de la télé-



« graphie sans fil et aux études récentes de M. Perrin sur le dénom-  
« brement des molécules. »

Ce dernier passage de l'article de M. Emile Picard met en un relief  
particulier le génie propre des savants et des inventeurs français.

J'y trouve un stimulant à l'adresse de nos chimistes dépourvus, à  
l'heure actuelle, des vastes laboratoires des usines allemandes, ainsi  
qu'un appel aux industriels français placés dans la nécessité de fournir  
à la pharmacie, à la parfumerie, à l'agriculture, à la teinturerie, des  
produits destinés à détrôner sur le marché mondial ceux des fabriques  
allemandes.

Pour les applications des sciences aux diverses industries, les Fran-  
çais n'ont pas à se laisser influencer par la hantise du « Kolossal » : ils  
n'auront qu'à se discipliner à des habitudes de production méthodique  
et nous avons le ferme espoir qu'ils seront encouragés par la confiance  
des capitaux nationaux et par une législation nouvelle adaptée à des  
conditions nouvelles.

J. FEUILLOUX.

## Notre Caisse de Secours immédiats

En tête de la publication de notre quatrième liste de souscription,  
une rectification s'impose : le montant exact des trois premières listes  
était, au 23 décembre 1914 : seize mille soixante-deux francs ; notre  
dernier *Bulletin* contenait une erreur typographique de mille francs et  
l'omission d'un report de vingt francs, à la dernière ligne de la liste.

Avec cette quatrième liste nous avons obtenu, le 21 janvier 1915, de  
la générosité de nos souscripteurs, la somme de 18.442 fr. 50.

Il n'échappera pas à ceux qui suivent, avec intérêt, cette superbe  
manifestation de solidarité professionnelle, qu'en ce mois de janvier,  
l'activité bienfaisante de nos confrères semble s'être un peu ralentie.

S'ils ont besoin d'une excuse, on peut la trouver dans la coïnci-  
dence des étrennes ; toutes n'ont pas été supprimées, du fait de la  
guerre cruelle : beaucoup n'ont pas voulu priver des êtres chers ou  
nos braves soldats, des petits cadeaux attendus.

Le fleuve aux paillettes d'or s'est donc divisé en ruisselets et notre  
caisse s'est ainsi trouvée un peu moins favorisée.

En remerciant nos souscripteurs, nous leur exprimons notre ferme  
espoir de les voir nous continuer leur concours généreux et durable.

On parle souvent d'usure, à propos de la tactique patiente de notre  
généralissime : il ne sera jamais question, nous en avons la certitude,  
de l'usure de la générosité des Français.

D'ailleurs, quand viendra le jour de la reddition de nos comptes,  
l'on verra l'emploi que nous avons fait de l'argent mis à notre dispo-  
sition.

Je voudrais avoir l'éloquence enflammée d'un apôtre pour donner  
à mes lecteurs l'irrésistible tentation d'envoyer leur obole, au siège  
social.

Aujourd'hui, nous adressons un pressant appel aux confrères les plus favorisés, sous le rapport des affaires. Il existe à Paris des officines qui assurent la fourniture des médicaments à des hôpitaux auxiliaires. Ces affaires se traitent avec des rabais appréciables, nous le savons; mais il n'en résulte pas moins un bénéfice non négligeable. Que leurs propriétaires prélèvent, sur ce bénéfice, une part même légère et notre liste de février remontera au niveau de ses devancières.

Suivant le proverbe : « *bis dat, qui cito dat* », nous voudrions pouvoir distribuer les secours au fur et à mesure que nous sont signalées les situations intéressantes : pour cela, nous avons besoin du concours de tous les confrères qui voudront bien se rappeler que la Caisse de secours fonctionne au profit des familles de tous les pharmaciens mobilisés de la Seine que la guerre réduit à l'impécuniosité. Je remercie Rabelais de m'avoir fourni cet euphémisme qui dépeint, de façon atténuée, l'état de certaines familles que le Bureau de la Chambre syndicale a eu le bonheur de reconforter.

J. FEUILLOUX.

N. B. — Toutes les sommes doivent être adressées au Président, M. LAURENCIN, 5, rue des Grands-Augustins.

Les confrères dont l'envoi est parvenu, après le 21 janvier, liront leurs noms dans la liste du *Bulletin* du 28 février prochain.

## SOUSCRIPTION

### au profit des Pharmaciens mobilisés du Département de la Seine

#### QUATRIÈME LISTE

NOMS ET ADRESSES DES SOUSCRIPTEURS	Montant des souscriptions
MM.	
Dr BENGÉ, 47, rue Blanche, Paris. . . . .	200 »
CANONNE, 49, rue Réaumur, Paris. . . . .	250 »
CATILLON, 3, boulevard Saint-Martin, Paris. . . . .	100 »
Etablissements CHATELAIN, 2, rue de Valenciennes, Paris. . . . .	200 »
Etablissements GOY, 23, rue Beaubourg, Paris. . . . .	100 »
MIDY, 9, rue du Commandant-Rivière, Paris. . . . .	200 »
SYNDICAT DES PHARMACIES COMMERCIALES DE FRANCE. . . . .	100 »
VERRIER et GARNIER, 64, rue des Tournelles, Paris. . . . .	100 »

MM.	août et sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	févr.	montant des souscriptions
AMSLER, 36, Grande-Rue, Créteil. . . . .					7 50		7 50
BERNHARD, 11, rue Lafayette, Paris. . . . .					10 »		10 »
BERTOUT, à Bois-Colombes. . . . .					30 »		30 »
A reporter . . . . .							1.207 50



Report. . . . . 1.297 50						
	août et sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	févr.
MM.						
BEYTOUT, 4, faubourg Poisson- nière, Paris . . . . .			7 50	7 50	7 50	22 50
BOVIN, 55, rue de Paris, Epi- nay . . . . .				10 »	10 »	20 »
BOREL, 85, avenue des Bati- gnolles, Saint-Ouen. . . . .				50 »		50 »
BORNE, 4, place du Val, Van- ves . . . . .	15 »	7 50	7 50	7 50		37 50
BOSSUAT, 90, avenue de Saint- Ouen, Paris . . . . .	15 »	7 50	7 50	7 50	7 50	45 »
BOTTU, 9, rue Dupuytren, Pa- ris. . . . .				50 »		50 »
BOUTON, 133, rue Lecourbe, Paris. . . . .			10 »	10 »		20 »
CABANNE-TELLÉ, 145, rue Mouffetard, Paris. . . . .	15 »	7 50	7 50	7 50	7 50	45 »
CAPLAIN, 11, rue Bridaine, Paris. . . . .				7 50		7 50
CHAUMELLE, 25, rue Réaumur, Paris . . . . .				7 50	7 50	15 »
CHAUZEIN, 39, rue Charles- Nodier, Paris. . . . .				25 »		25 »
CHOPIN, 32, boulevard Diderot, Paris . . . . .	15 »	7 50	7 50	7 50	7 50	45 »
COQUILLAT, à Bandol (Var). . . . .				10 »		10 »
CORDIER, 27, rue de la Villette, Paris . . . . .				20 »		20 »
DANET, 84, rue de l'Aqueduc, Paris . . . . .				7 50		7 50
DAUTOUR, 30, route de Frandre, Pantin. . . . .				50 »		50 »
DAVID, 99, route de Montrouge, Malakoff . . . . .				10 »		10 »
DEVILLERS, 17, rue du Midi, Vincennes . . . . .				7 75		7 75
DEGLOS, 131, rue de Vaugi- nard, Paris. . . . .				50 »		50 »
DOUCET, 73, rue des Carrières, Charenton . . . . .		7 50	7 50	7 50		22 50
DREYER-DUFER, 114, rue de la Chapelle, Paris. . . . .				10 »		10 »
DUBOURG, 1, avenue Ménélottes, Colombes. . . . .				10 »		10 »
DUPEYRIX, 76, rue du Château- d'Eau, Paris . . . . .				10 »		10 »
DUREL, 7, boulevard Denain, Paris . . . . .				15 »		15 »
FAGARD, 23, avenue La Motte- Piquet, Paris. . . . .			7 50	7 50		15 »
FEUILLOUX, 22, rue d'Angou- lême, Paris. . . . .					7 50	7 50
FINOT, 43, rue Traversière, Asnières. . . . .			10 »			10 »
FRICK, 91 bis, rue de la Cha- pelle, Paris. . . . .		7 50	7 50	7 50		22 50
A reporter. . . . .						1.937 75

	Report. . . . . 1.937 75				
	août et sept.	oct.	nov.	déc.	janv. févr.
MM.					
GÉRODOLLE, 10 bis, avenue de Saint-Ouen, Paris. . . . .			10 »		10 »
GILBERT, 47, avenue de l'Observatoire, Paris. . . . .			7 50		7 50
GORY, 12, rue de Sévigné, Paris. . . . .			10 »		10 »
HEMMERLE, 3, rue Dufaut, Gentilly. . . . .			10 »		10 »
HILBERT, 58, rue Carnot, Stains. . . . .			7 50		7 50
HUBAC, 4, rue Méchin, Ile Saint-Denis. . . . .			7 50	7 50	15 »
KARTOW, 12, rue de la Boule-Rouge, Paris. . . . .			10 »		10 »
LAIRE, 95, rue Didot, Paris. . . . .				7 50 7 50	15 »
LONDON, 1, rue de la République, à Vanves (Seine). . . . .			7 50	7 50	22 50
LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt, à Paris. . . . .				10 »	10 »
LÉGER, 3, rue du Chemin-de-Fer, Saint-Denis. . . . .	15 »	7 50	7 50	7 50	37 50
LOISEL, 4, square des Marronniers, Saint-Maur. . . . .				7 50	7 50
MARIE, 112, rue de Paris, Puteaux. . . . .			20 »		20 »
ORAIN, 19, rue Franklin, Paris. . . . .				20 »	20 »
PASSAT, 182, avenue de Versailles, Paris. . . . .				10 »	10 »
A. P. . . . .			10 »	10 »	20 »
QUENTIN, 19, rue Brochant, Paris. . . . .				40 »	40 »
RAFFEGEAU, 3, rue de l'Amiral-Mouchez, Paris. . . . .			7 75		7 75
ROUXEL, 112, rue Ordener, Paris. . . . .	15 »	7 50	7 50	7 50	37 50
L. R. . . . .				10 »	10 »
STOLTZ, 60, route de Versailles, Billancourt. . . . .				40 »	40 »
VALENTIN, 48, Grande-Rue, Créteil. . . . .			7 50		7 50
VALÉRIAN, à Taninges, (Haute-Savoie). . . . .			20 »		20 »
VARAGNIAC, 171, rue de Belleville, Paris. . . . .			7 50		7 50
VIÉ-GARNIER, 221, rue Lafayette, Paris. . . . .			20 »		20 »
Total de la quatrième liste . . . . .					2.380 50
Montant des listes précédentes. . . . .					16.062 »
Total au 21 janvier 1915 . . . . .					18.442 50



## La Question des Loyers.

Nous croyons être utile à nos confrères en publiant ci-dessous le texte de la Loi qui a solutionné la question des loyers après la guerre 1870-71.

Les *moratoria* pour les loyers qui sont intervenus à deux reprises depuis le début des hostilités n'ont pas eu de précédents en 1870. Ils ont amélioré la situation des locataires, mais il n'est pas exagéré de penser que nos Législateurs s'inspireront dans une certaine mesure des dispositions prises par leurs devanciers.

Nous recommandons donc à nos confrères de tenir plus exactement encore, si possible, leurs livres de commerce qui seront la base de toute discussion, le cas échéant.

Est-il utile d'ajouter qu'une incorrection involontaire dans cette tenue de livres, si légère soit-elle, ne pourrait que nuire aux justes revendications des intéressés.

J. LAURENCIN.

### Loi des 21 avril-9 mai 1871 sur les loyers.

ARTICLE PREMIER. — Dans les huit jours qui suivront la promulgation de la présente loi, il sera institué dans chacun des quartiers municipaux de Paris et dans les cantons du département de la Seine un ou plusieurs jurys spéciaux sous la présidence du juge de paix ou de l'un de ses suppléants ou d'une autre personne désignée par le président du Tribunal civil.

Si, pour l'expédition des affaires, la subdivision du quartier ou du canton paraît nécessaire, il y sera pourvu par un décret du chef du pouvoir exécutif, qui déterminera les limites de chacune des sections.

Les jurys spéciaux seront composés, outre le président, de quatre membres savoir :

Deux propriétaires d'immeubles et deux locataires.

ART. 2. — Immédiatement après la promulgation de la présente loi, il sera dressé sur la présentation des juges de paix des vingt arrondissements de Paris et des cantons du département de la Seine par les soins du président du Tribunal civil et du président du Tribunal de commerce conjointement, pour chaque arrondissement municipal et pour chaque canton, deux listes contenant, l'une les noms de cent propriétaires, l'autre les noms de cent locataires.

Sur ces listes, le juge de paix en audience publique, tirera au sort les noms des propriétaires et locataires appelés à former avec lui ses suppléants en les personnes désignées par le président du Tribunal civil, les juges spéciaux.

Lesdits membres seront désignés pour une session de 3 jours au plus; néanmoins toute affaire commencée devra être jugée par le jury devant lequel elle aura été portée.

En cas de refus non justifié le juré non comparant sera condamné par le président du jury à une amende de 500 francs. Tout juré qui aura fait le service pour une session, sera dispensé sur sa demande pour la session suivante.

ART. 3. — Les séances seront publiques. Les parties auront la faculté de comparaître en personne ou par mandataires : elles ne peuvent en tous cas que présenter de simples observations ou conclusions ; sans procédure, ni plaidoirie.

ART. 4. — Chacun des jurys spéciaux dans la circonscription pour laquelle il aura été institué aura seul compétence à l'exclusion de toute autre juridiction, à l'effet de statuer conformément aux articles suivants, sommairement comme amiable comparateur, d'une manière définitive et sans appel, sur toutes les cons-

tations entre propriétaires et locataires, relatives aux loyers restant dus pour les termes échus du 1<sup>er</sup> octobre 1870 jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1871.

Les parties ne peuvent se pourvoir en cassation que pour incompétence en excès de pouvoir.

Le délai sera de 15 jours à partir de la notification de la décision, pour ce recours, qui sera formé, notifié, jugé conformément aux prescriptions de l'article 20 de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation et dispensé d'amende.

Lorsqu'une décision aura été cassée, l'affaire sera renvoyée devant un nouveau jury des mêmes quartier, canton ou subdivision. Ce jury sera composé d'autres membres.

L'opposition contre les décisions des jurys spéciaux rendues par défaut sera formée et admise conformément aux articles 20, 21 et 22 du Code de procédure civile.

Art. 5. — Les jurys spéciaux auront la faculté d'accorder sur le prix des 3 termes de loyers ci-dessus, quelle que soit la nature des locations, des réductions proportionnelles au temps pendant lequel les locataires auront été privés matériellement de la jouissance de tout une partie des lieux loués.

Si les locataires ont un caractère industriel ou commercial, ils pourront accorder des réductions proportionnelles au temps pendant lequel les locataires auront subi, par suite des événements du siège, une privation ou une diminution de la jouissance industrielle ou commerciale prévue par les parties.

Lorsqu'il n'y aura ni diminution, ni altération de jouissance, ils ne pourront accorder que des délais.

Les délais accordés par les jurys spéciaux n'excéderont pas 2 ans, à moins que la location faite par écrit ne doive prendre fin qu'après un laps de plus de 2 années.

Dans ce dernier cas les délais pourront être étendus à une durée égale à celle de la location : mais les sommes restant dues au-delà du terme de 2 années seront de droit productives d'intérêt au taux de 5 % l'an.

Les paiements différés pourront être divisés en fractions exigibles à diverses échéances consécutives et réglées en billets à ordre correspondant à ces échéances. Ces billets n'opéreront pas novation et le propriétaire conservera son privilège sur les meubles garnissant les lieux loués.

Art. 6. — Les jurys spéciaux pourront limiter l'exercice du privilège ou les droits et actions du propriétaire sur une partie déterminée et suffisante du mobilier garnissant les lieux loués et servant de gage spécial à sa créance.

Si le locataire quitte les lieux loués avant le complet paiement des termes encore dus, sans fournir une caution jugée suffisante par le juge de paix le propriétaire pourra réaliser le gage affecté à sa créance.

Art. 7. — A défaut de se libérer de l'une des fractions exigibles à l'échéance réglée par les jurys spéciaux et après 15 jours de retard, le locataire perdra le bénéfice des termes qui lui auront été accordés : le bail sera résilié de plein droit au profit du propriétaire qui pourra, s'il veut se prévaloir de cette résiliation, réaliser le gage conformément au droit commun et rentrer en possession des lieux loués en vertu d'une simple ordonnance de référé, que le bail soit authentique, privé ou simplement verbal.

Art. 8. — Dans le cas où le département de la Seine qui y est d'avance autorisé consentirait à payer à tous les propriétaires de logements dont le prix annuel est de 600 francs au moins, le tiers de ce qui leur restera dû par les locataires sur les termes échus en octobre 1870, janvier et avril 1871, sous la double condition que les propriétaires donnent quittance définitive du surplus et maintiendront leurs locataires en possession pour le terme d'avril à juillet prochain, l'Etat participera pour un tiers à ces paiements sans que cette participation puisse dépasser 10 millions de francs.

Les locataires qui auront profité du bénéfice du paragraphe précédent devront acquitter exactement le montant du terme de juillet 1871 à son échéance sous peine d'expulsion sans congé préalable et sur simple ordre du juge de paix.



Les propriétaires ou les locataires qui feraient de fausses déclarations dans le but d'obtenir ou de faire obtenir une indemnité supérieure à celle à laquelle les propriétaires auront droit, seront poursuivis devant les Tribunaux correctionnels et passibles des peines portées à l'article 403 Code pénal. L'article 463 du Code pénal sera applicable.

Les propriétaires qui n'accepteraient pas ce règlement devront porter leurs réclamations devant les jurys spéciaux conformément aux articles précédents.

ART. 9. — Les contestations relatives à la résiliation des baux par suite de la force majeure seront portées devant les Tribunaux ordinaires.

Néanmoins, les parties intéressées qui auront saisi les jurys spéciaux de la question d'indemnité pourront, si elles sont d'accord, donner à ces jurys par voie d'extension de leur compétence, le droit de statuer sur la résiliation du contrat de louage.

ART. 10. — Les locataires qui n'auront pas réclamé le bénéfice de la présente loi avant le 1<sup>er</sup> juillet 1871, par une déclaration au greffe de la justice de paix de leur arrondissement ou canton, seront tenus au paiement total de leur loyer.

Les propriétaires qui dans le même délai n'auront pas saisi le jury spécial de leur demande conformément au dernier paragraphe de l'article 8, seront réputés avoir accepté le règlement déterminé par les 2 premiers paragraphes du même article.

ART. 11. — Les actes de procédure et les sentences auxquels donnera lieu l'exécution de la présente loi seront visés pour timbre et enregistrés gratis.

### Extrait du procès-verbal de la Séance du CONSEIL D'ADMINISTRATION du 12 janvier 1915.

*Présidence de M. LAURENCIN, Président.*

*Etaient présents :* MM. LAURENCIN, COULLON, CRINON, FEUILLOUX, HERBAIN, LOISEL, TRINQUART et GRÈS.

*Excusés :* MM. PÉAN, BERNHARD, WEIL, DUFAY.

En ouvrant la séance, M. le Président présente au Conseil ses meilleurs vœux de bonne année et adresse à tous les confrères qui sont mobilisés ses souhaits pour qu'ils reviennent tous prochainement en bonne santé.

**Décès.** — M. LE PRÉSIDENT a le regret de faire part au Conseil du décès de M. TOURNEUR, beau-père de M. LONGUET; de celui de M. Jules CHASSIN, ancien syndiqué, demeurant à Villeneuve-sur-Yonne, et de la mort glorieuse du Commandant MARY et du Capitaine OROPHANE, tués à l'ennemi, tous deux beaux-frères de M. BOINOT, membre du Conseil.

Le Conseil adresse aux confrères éprouvés et à leur famille la meilleure expression de leur douloureuse sympathie.

**Correspondance.** — M. LE PRÉSIDENT donne lecture au Conseil de diverses lettres de remerciements adressées par les bénéficiaires des secours votés à la dernière séance.

Lecture est également donnée d'une lettre remerciant la Chambre syndicale du don envoyé par elle à l'Œuvre des secours de guerre des VI<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> arrondissements.

M. HERBAIN. — J'ai à vous transmettre de vive voix les remerciements du Comité des secours de guerre qui a été très touché de votre envoi, et je vous en remercie aussi en mon nom personnel.

M. COLLARD, Secrétaire de l'Association Générale, a adressé à M. le Président une lettre lui demandant de lui faire parvenir la liste des membres de notre Syndicat et la composition du Bureau pour présenter ensuite à notre Trésorier le reçu de la cotisation annuelle qui, conformément à la dernière Assemblée générale de l'A. G., est de 3 fr. 25 par an. M. COLLARD ajoute qu'il prépare une circulaire destinée à tous les pharmaciens de France, circulaire traitant surtout d'un acte de solidarité en faveur des confrères victimes de la guerre et des relations avec les fournisseurs des pharmaciens. Il demande également de le renseigner sur les maisons mises sous séquestre depuis le début de la guerre. Bonne note est prise de cette lettre.

**Moratorium des loyers.** — Le Conseil s'occupe longuement de cette importante question, mise à l'ordre du jour par une lettre d'un confrère signalant différents avantages obtenus par le Syndicat des médecins de la Seine. Le Président est chargé d'obtenir des renseignements précis et de suivre attentivement les faits qui pourront se produire.

M. LE PRÉSIDENT signale au Conseil qu'il a paru dans l'*Officiel* du 27 décembre une longue liste de pharmaciens aides-majors de deuxième classe qui ont été promus à la première classe.

Cette liste sera publiée au *Bulletin*.

M. B..., pharmacien, rue d'A..., signale au Président diverses maisons qui font sur leurs produits des remises absolument insuffisantes.

Un différend survenu entre la Société des Femmes de France et un pharmacien de la banlieue a été solutionné au mieux des intérêts de chacune des parties.

**Réglementation des produits Foster.** — M. LE PRÉSIDENT. — Le Conseil m'avait chargé, à sa dernière séance, d'écrire à M. BINAC pour lui demander des précisions sur la lettre qu'il avait envoyée à tous les pharmaciens.

M. BINAC vient de m'adresser la lettre suivante :

« J'ai le plaisir de vous informer que j'ai demandé mon affiliation au  
« Groupe des ticketistes pour la réglementation du prix de vente de  
« mes spécialités au prix marqué, à partir du 1<sup>er</sup> janvier courant, et  
« qu'il en sera porté connaissance aux Groupes pharmaceutiques par  
« les voies habituelles. »

Le Conseil s'occupe ensuite de toute une correspondance concernant de maisons soupçonnées d'être austro-allemandes et d'autres protestant contre cette accusation.

M. HERBAIN signale au Conseil qu'il a trouvé, dans l'*Officiel*, des dépôts de marques allemande et autrichienne (Bayer et Janos) datant du 23 septembre 1914. Il trouve extraordinaire qu'avec les événements actuels il puisse être déposé des marques austro-allemandes qui réservent l'avenir et demande, à ce sujet, un article au *Bulletin* (*Adopté*).

**Admissions.** — M. COMMERGNAT (Clément-Lucien-Jules), 252, avenue Daumesnil, Paris, — Parrains : MM. Bressy et Bernhard.



M. DAUTOUR (Charles), 30, route de Flandre, à Pantin. — Parrains : MM. Laurencin et Collomby.

M. TANGUY (Jules-Jean-Guillaume), 16, rue de la Huchette, Paris. — Parrains : MM. Bernhard et Coullon.

M. ZIZINE (Pierre-Hardy), 2, rue de Capri, Paris. — Parrains : MM. Feuilloux et Mérobien.

Candidatures nouvelles. — M. GUIGON (Maurice), 28, rue de Poitou, Paris.

M. STOLTZ (Henry), 60, route de Versailles, à Billancourt (Seine).

M. VEIGNAULT (Eugène), 9, avenue de la République, Paris.

Avis. — Les confrères, membres de notre Syndicat, sont instamment priés de faire parvenir au Président de la Chambre syndicale, les observations ou protestations qu'ils auraient à formuler concernant les candidats ci-dessus.

Démissions. — M. COULPIER, anciennement établi, 30, rue Louis-le-Grand, et M. MULLER, 40, rue de la Bienfaisance. (N'exercent plus.)

M. le Trésorier donne ensuite lecture de son état de caisse qui se solde, au 31 décembre 1914, par un excédent de 3.203 francs.

La séance est levée à 4 heures.

Le Président,  
LAURENCIN.

## Les Assurances et la Mobilisation générale

Nous signalons à nos confrères les conseils qui nous sont donnés par M. Maurice LAJOUX, directeur de nos services d'assurances, pour régulariser la situation de leurs assurances modifiables, par suite de la situation créée par la mobilisation générale.

A. *Assurance sur la vie.* — Tout pharmacien mobilisé doit mettre, par avenant, sa police en règle, s'il veut bénéficier de son assurance sur la vie en cas de mort consécutif à un fait de guerre quelconque ou s'y rattachant.

Sont seuls dispensés de cette formalité ceux qui ont une police leur accordant formellement la gratuité du risque de guerre.

B. *Assurance individuelle du pharmacien contre les accidents.* — Toutes les polices d'assurance contre les accidents individuels excluent formellement de leurs garanties les conséquences des accidents survenus non seulement pour fait de guerre, mais atteignant les militaires en temps de guerre.

Conséquemment, les polices de cette nature sont temporairement sans valeur pour tous les pharmaciens mobilisés, à quelque titre que ce soit. Ils ont donc droit à la suspension de leur assurance pendant toute la durée de leur mobilisation personnelle.

Parallèlement à la suspension de la garantie, devenue sans objet, la prime doit être suspendue depuis leur incorporation.

C. *Assurance contre les risques professionnels.* — (Responsabilité civile et dépréciation consécutives à un accident causé par la délivrance des médicaments.)

La fermeture de la pharmacie supprime le risque.  
Le pharmacien a droit à la suspension de son assurance pendant toute la durée de la fermeture.

Parallèlement, la prime est suspendue pendant la durée de la fermeture.

**D. Assurance contre les accidents du travail du personnel des pharmaciens.** — La suppression du personnel ou même sa réduction consécutive à la mobilisation générale suspend tout ou partie des risques.

Parallèlement à la déclaration, la prime est suspendue en partie ou en totalité, suivant le cas, pendant toute la durée de la réduction ou de la suppression.

**E. Assurance contre l'incendie.** — Les assurances sont peu modifiables. Elles n'ont de facteur réellement variable que l'approvisionnement en marchandises.

La modification ne peut temporairement porter que sur l'accroissement ou la réduction des stocks.

**F. Assurance contre le bris des glaces.** — Elles sont invariables.

La fermeture de la pharmacie ne modifie pas la situation du risque, ni sa garantie.

**G. Assurance des automobiles.** — Si la voiture est réquisitionnée, elle n'est plus sous la responsabilité de son propriétaire.

Si elle est au repos, il n'y a plus de risque.

Le propriétaire a droit à une suspension de sa prime, depuis la situation créée par la mobilisation générale.

**H. Assurance contre le vol.** — Le facteur essentiel de variabilité de ces assurances est : l'inhabitation.

Tout pharmacien qui a quitté, avec sa famille, son appartement ou sa villa pour une durée indéterminée, même si elle est due à la mobilisation générale, doit le déclarer et accepter la prime complémentaire qui leur sera demandée comme conséquence de son inhabitation.

M. Maurice LAJOUX, Assureur-Conseil de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine, 18, rue de Provence, Paris, 9<sup>e</sup>, se tient à la disposition de *tous nos confrères*, pour régulariser toutes leurs situations au mieux de leurs intérêts et sans frais.

Il se chargera, le moment venu, de la remise en vigueur de tous les contrats ainsi modifiés temporairement.

Il insiste sur l'utilité et l'économie que nos confrères ont, de faire le plus tôt possible, toutes déclarations conformes à la situation de leurs divers risques, pendant la durée de la guerre.

## NECROLOGIE

Nous avons le regret d'apprendre la mort d'un confrère de Paris M. CLÉMENTON, pharmacien, avenue d'Italie, qui a été tué à Dunkerque le 10 janvier 1915, par une bombe d'un *Taube*.

Nous exprimons à sa famille nos sympathiques condoléances.

Notre collègue du Conseil d'administration, M. BOINOT, pharmacien aide-major à l'hôpital temporaire n° 3 de Bourges, a été douloureusement frappé par la perte de deux de ses beaux-frères :



Le commandant MARY, du 144<sup>e</sup> d'infanterie tombait le 20 août, en Lorraine, aux environs de Château-Salins;

Le capitaine OROPHANE, professeur à l'École militaire de Saint-Maixent, était mortellement blessé, le 10 novembre, à Poelkappelle, près d'Ypres.

Tous deux avaient été l'objet de deux magnifiques citations à l'ordre du jour de l'Armée.

Notre sympathique confrère BOIXOT voudra bien trouver ici l'expression de nos regrets sincères et l'assurance de notre affectueux dévouement.

## PROMOTIONS

### Service de Santé

Par décret du 16 décembre 1914, rendu par le Président de la République française, sur le rapport du Ministre de la Guerre, ont été promus dans le cadre auxiliaire du service de santé :

**Au grade de pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe de réserve.**

Les pharmaciens aides-majors de 2<sup>e</sup> classe de réserve, comptant plus de 4 ans de grade, savoir :

MM. ALLÈGRE (Jean-Adolphe).  
BAGROS (Maurice-Jules-Abel).  
BONVOISIN (René-Jules-Antoine).  
CASSAN (Anatole-Henri-Joseph).  
DEVERNE (François-Claude).  
ESTRADER (François-Victor-Marie-Eugène).  
EYSSÉRIC (Georges-Paul-Gabriel).  
FISSOT (Ernest-Pierre).  
LIOUST (Charles-Henri-Joseph).  
LANGLOIS (Octave-Eugène).  
LAIRE (Henri-Victor-Auguste).  
MOREL (Jean-Baptiste).  
TOUPET (Georges-René).  
UZAC (Vincent).  
WEILL (Georges-Samuel).

Par décret du 16 décembre 1914, rendu par le Président de la République française, sur le rapport du Ministre de la Guerre, ont été promus dans le cadre auxiliaire du service de santé :

**Au grade de pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe de l'armée territoriale.**

Les pharmaciens aides-majors de 2<sup>e</sup> classe de l'armée territoriale, comptant plus de 2 ans de grade, savoir :

MM. AUBRIOT (Paul).  
AUDOUIN (Paul).  
BRACQUEMOND (Auguste).  
BERTAUT (André-Frédéric).  
D<sup>r</sup> BERTHE (Gilbert-Joseph).  
CHAIDRON (Jules-Edmond).  
COLLESSON (Lucien-Aristide-Victor).  
CASSETTE (Henri-François-Joseph).  
COMBEFREYROUX (Jean-Albert-Joseph).  
DUCATTE (Fernand-Léon).

DUCATTE (Emile-Jules-Ernest-Alfred).  
DURET (Paul-Lucien).  
FRÉZAL (Marc-Etienne-Alexis).  
GARSONNIN (Louis-Marie-Georges).  
GOURBILLON (Marcel-Jean-Albert).  
HUBAUT (Marius-Bernardin).  
LARRIEU-LET (Henri).  
LÉGER (Nicolas-Joseph).  
LEMOINE (Clément-Victor-Adolphe).  
LEFÈVRE (Désiré-Hector).  
LANCOSME (Emile-Charles).  
LÉGER (Adolphe-Delphin).  
LENAIN (Léon-Louis-Marcel).  
MERVEAU (Jules-Gérôme).  
MOUGNAUD (Antoine).  
MARTIN-LAVIGNE (Antoine-Etienne).  
MAISONNEUVE (Auguste-Vincent-de-Paul).  
MIDY (Marie-Emile-André).  
PAPION (Joseph-Jean).  
PASSAT (Sylvain-Isidore-Ernest).  
POUSSARD (Léon-Victor).  
RÉAUBOURG (Gaston-Léon-Jules).  
ROMEYER (Henri).  
SCHAEFER (Louis-Joseph).  
TONNET (Joseph-Paul).  
TOUROUDE (Henri-Auguste-Louis).  
VAN CRAYELYNHGE (André-Joseph).

Les confrères oubliés, par mégarde, dans cette énumération, voudront bien nous excuser et se faire connaître, afin que nous puissions réparer les omissions.

A tous, le Conseil d'administration adresse ses cordiales félicitations.

## INFORMATIONS

???

On lit dans le *Bulletin officiel de la propriété industrielle et commerciale* n° 1604. — Jeudi 29 octobre 1914 :

1° A la page 1335. — N° 9768 :

*Bayer.*

2° A la page 1336. — N° 9769 :

*Aspirine Bayer.*

Marques pour désigner des produits chimiques et pharmaceutiques et des spécialités pharmaceutiques déposées le 23 septembre 1914, à 4 heures au greffe du Tribunal de Commerce de Lyon par M. B.

A la page 1336 du même numéro :

1° N° 9770 :

*Hunyadi Janos.*

2° N° 9771 :

*Janos.*

Marques déposées à la même date par le même.



**Situation militaire de quelques confrères mobilisés.**

- MM. BERGAULT, caporal infirmier.  
D<sup>r</sup> BERTHE, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe. Hôpital temporaire n° 2, à Caen.  
BIDAUT, pharmacien aide-major. Hôpital temporaire. Dijon.  
BEYTOUT, officier d'administration, adjoint au commandant de la 24<sup>e</sup> section des infirmiers, à Versailles.  
BONNET, caporal infirmier, ambulance n° 1, 8<sup>e</sup> corps.  
BORDELET, pharmacien aide-major. Hôpital temporaire n° 24, à Mayenne (Mayenne).  
D<sup>r</sup> BOUSQUET, médecin aide-major de 1<sup>re</sup> classe. Hôpital Golbey, à Épinal.  
CHAMPION, pharmacien aide-major, ambulance n° 14 (Marne).  
CHARLOT, ambulance n° 10.  
CHATY, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe. Hôpital temporaire n° 4, à Mayenne (Mayenne).  
CLÉMENT (Jean), pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe. Hôpital temporaire n° 2, à Angoulême (Charente).  
COLLIN, infirmier. Hôpital temporaire Villemin, Hôtel Moderne.  
COURRET, infirmier, à Pierrefitte-sur-Aire (Meuse).  
DUBUET, à Cognac.  
DUMAS (Ed.), infirmier, au Val-de-Grâce.  
ECHEMANN, pharmacien aide-major. Hôpital d'évacuation, à Tours.  
ETIENNE, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe, 73<sup>e</sup> division de réserve, 1<sup>re</sup> ambulance.  
EYSSERIC, pharmacien aide-major. Hôpital temporaire, 33. Nuits-Saint-Georges (Côte-d'Or).  
FAURE, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe. Hôpital de Versailles.  
FISSOT, pharmacien aide-major, station magasin, à Chalon-sur-Saône.  
FLAMAND, brancardier divisionnaire, secteur 81.  
GARDEL, pharmacien aide-major, Le Mans.  
GARDÈRE, sergent, 47<sup>e</sup> territorial d'infanterie, à Decize.  
GAUCHER, pharmacien aide-major, Centre hospitalier, à Remiremont.  
GESTEAU, pharmacien aide-major. Hôpital temporaire n° 33, à Teloché (Sarthe).  
GINESTET, pharmacien chef de service. Hôpital complémentaire n° 32, à Rodez.  
GIROT, sergent, 29<sup>e</sup> territorial d'infanterie.  
GUILLAUME, pharmacien aide-major. Hôpital temporaire, à Rennes.  
GUILLLOT (C.), pharmacien aide-major, train sanitaire, Etat, n° 7.  
HAUTDIDIER, infirmier, 23<sup>e</sup> section. Hôpital temporaire de la Justice, à Toul.  
D<sup>r</sup> HOGG, médecin-auxiliaire. Hôpital annexe du Val-de-Grâce, au Lycée Buffon, à Paris.  
HUBAUT, pharmacien aide-major, réserve du personnel sanitaire, à Noisy-le-Sec.  
JACQUARD, pharmacien aide-major, ambulance 3/60 à la D. E. S.  
JAMOT, pharmacien aide-major. Hôpital d'évacuation, à Bussang (Vosges).  
JAMMES, capitaine d'artillerie.  
DE LA JARRIGE, sergent brancardier, 12<sup>e</sup> section.  
JENNET, infirmier, 76<sup>e</sup> division, 31<sup>e</sup> corps d'armée, par Gray (Haute-Saône).

JOSSET, pharmacien aide-major, ambulance 16/21, à Dunkerque.  
KRIEGER, infirmier, à Ypres (Belgique).  
LACROIX, pharmacien aide-major. Hôpital n° 1, à Aurillac.  
LAPORTE, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe, trains sanitaires.  
LAURIN, pharmacien aide-major de 2<sup>e</sup> classe, à Granville (Manche).  
LEBOINE, brancardier, 10<sup>e</sup> ambulance coloniale, détaché au 17<sup>e</sup> corps.  
LORIS, pharmacien aide-major. Hôpital temporaire n° 31, à Rennes.  
LUSIGNAN, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe. Hôpital temporaire n° 24, à Mayenne (Mayenne).  
MARTIN, pharmacien aide-major de 2<sup>e</sup> classe, officier gestionnaire, à Lisieux (Calvados).  
MASSON, pharmacien volontaire, service du Dr Venant, au Val-de-Grâce.  
MATHON, capitaine de territoriale, au Maroc.  
MAUGER, secrétaire des médecins-majors, Le Mans.  
MOREAU (P.), pharmacien aide-major. Hôpital complémentaire, Collège de jeunes filles, à Dreux.  
ROGER, docteur en pharmacie, aide-major, réserve A, à Aubervilliers.  
ROGER, infirmier, à Saint-Aubin (Calvados).  
SAINT-PAUL, infirmier, à Ypres (Belgique).  
SALLÉ (E.), pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe. Hôpital temporaire de Pontleroy (Loir-et-Cher).  
SCHNEIDER, garde des voies, Pont de Soissons.  
TINARDON, pharmacien-infirmier. Hôpital de Riom.  
URSOT, pharmacien aide-major, train sanitaire P.-L.-M., n° 22.

#### Demande d'emploi.

La fille d'un de nos confrères décédés, connaissant la sténographie, la dactylographie, serait heureuse d'accepter, à des conditions modestes, un emploi de caissière ou de conditionneuse.  
S'adresser au siège social.

Notre confrère M. CAILLON, rue du Liégot, à Ivry-sur-Seine, offre gratuitement à un pharmacien français ou belge et à sa famille, un appartement composé d'une salle à manger, 3 chambres à coucher, 1 cuisine, 1 vestibule et cabinet.

Au sujet de l'achat des spécialités réglementées, certains confrères se plaignent de subir une majoration de prix, de la part de MM. les Commissionnaires.

Nous ne pouvons faire état que des réclamations appuyées de factures justificatives.

#### Maisons étrangères mises sous séquestre

Bayer et C<sup>ie</sup>, allem., produits chimiques et pharmaceutiques, cité de Paradis, 5, 10 déc., Gatté, syndic.  
Merck et Heine (Maisons), Salzer, représentant, drogueries en gros, rue Saint-Antoine, 32, 28 nov., Gaut, liquidateur.  
Loyka (Émile), produits pharmaceutiques, 38, rue de Sévigné, 2 janv., Lebrun, huissier.

*Le Gérant, E. HÉLIE.*



## CONSEIL D'ADMINISTRATION

POUR L'ANNÉE 1914-1915

### I. BUREAU

MM.

- PRÉSIDENT :** LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt (xviii<sup>e</sup>). — *Mardi matin à son domicile, mercredi et samedi à 3 h. au Siège social.* — NORD 27-82.
- VICE-PRÉSIDENT :** BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (xviii<sup>e</sup>). — *Vendredi à 2 h. à son domicile, jeudi et samedi, à 3 h., au Siège social.* — WAGRAM 02-76.
- SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :** PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernét, à Paris (xiv<sup>e</sup>). — *Vendredi et samedi, au Siège social, à 3 h.*
- SECRÉTAIRE ADJOINT :** BERNHARD, 11, rue Lafayette (ix<sup>e</sup>). — *Mardi et samedi, à 3 h. au Siège social; Jeudi à son domicile.* — GUTENBERG 43-33.
- TRÉSORIER :** COULLON, 108, rue Vieille-du-Temple (iii<sup>e</sup>).
- ARCHIVISTE :** CRINON, 45, rue de Turenne (iii<sup>e</sup>).

### II. CONSEILLERS

MM.

- ANCIENS PRÉSIDENTS :** DUFAU, 56, rue du Cherche-Midi (vi<sup>e</sup>). — Saxe 18-03.
- CORDIER, 27, rue de la Villette (xix<sup>e</sup>).
- DIRECTEUR DU BULLETIN :** FEUILLoux, 22, rue d'Angoulême (xi<sup>e</sup>).

### DÉLÉGUÉS DES CIRCONSCRIPTIONS

MM.

- 1<sup>re</sup> (1<sup>er</sup> et ii<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : LONGUET, 54, rue des Lombards (i<sup>er</sup>). — *Mercredi après-midi.* — CENTRAL 46-56.
- 2<sup>e</sup> (iii<sup>e</sup> et iv<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : NORMAND, 324, rue Saint-Martin (iii<sup>e</sup>). — *Lundi matin, de 9 h. à 11 h.* — ARCHIVES 36-55.
- 3<sup>e</sup> (v<sup>e</sup> et vi<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : HERBAIN, 44, rue Saint-André-des-Arts, Gobelins 28-99.
- 4<sup>e</sup> (vii<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : LENAIN, 126, rue de la Pompe (xvi<sup>e</sup>). — *Lundi matin.* — PASSY 99-08.
- 5<sup>e</sup> (viii<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : PELLISSIER, 33, avenue de Villiers (xvii<sup>e</sup>). — *Jeudi, de 2 h. à 4 h.* — WAGRAM 14-59.
- 6<sup>e</sup> (ix<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : GAUCHER, 157, Boulevard Magenta.
- 7<sup>e</sup> (x<sup>e</sup> et xix<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : COLLIN, 19, boulevard Magenta (x<sup>e</sup>). — *De 1 h. à 3 h.* — NORD 15-18.
- 8<sup>e</sup> (xi<sup>e</sup> et xx<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : COLLESSON, 5, rue d'Angoulême (xi<sup>e</sup>). — *Jeudi, de 2 h. à 4 h.*
- 9<sup>e</sup> (xii<sup>e</sup> et xiii<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : BOINOT, 18, place d'Italie, le Mercredi matin. — Gon. 26-75.
- 10<sup>e</sup> (xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : WEILL, 7, avenue d'Orléans (xiv<sup>e</sup>). — *Dimanche matin.* — Gon. 23-39.
- 11<sup>e</sup> (LEVALLOIS) : DELMOND, 4, avenue Sainte-Foy, à Neuilly-sur-Seine. — *Mardi matin.*
- 12<sup>e</sup> (ASNIÈRES) : WALTER, 2, rue Denis-Papin, à Asnières.
- 13<sup>e</sup> (SAINT-DENIS) : TRINQUART, 69, avenue de Paris, à la Plaine-Saint-Denis. — *Mardi matin.* — 5-52.
- 14<sup>e</sup> (AUBERVILLIERS) : GRÈS, à Noisy-le-Sec.
- 15<sup>e</sup> (MONTREUIL) : FAYOL, 17, boul. de Belfort, à Montreuil-sous-Bois.
- 16<sup>e</sup> (SAINT-MAUR) : LOISEL, 4, square des Marronniers, à Saint-Maur. — *Jeudi.*
- 17<sup>e</sup> (IVRY) : POUILH, 27, route de Choisy, à Ivry.
- 18<sup>e</sup> (MONTROUGE) : N.

### III. COMITÉ DISCIPLINAIRE

MM.

- PRÉSIDENT : LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt (xviii<sup>e</sup>).  
VICE-PRÉSIDENT : BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (xviii<sup>e</sup>).  
SECRÉTAIRE : PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernet (xiv<sup>e</sup>).  
ARCHIVISTE : DESVIGNES, 2 bis, rue Gustave-Zédé (xvi<sup>e</sup>).  
MEMBRES TITULAIRES : BILLON, 50, av. de Villeneuve-l'Étang, à Versailles (S.-et-O.).  
BRISSENET, 141, rue de la Tour (xvi<sup>e</sup>).  
BOUSQUET, 140, faubourg Saint-Honoré (viii<sup>e</sup>).  
DUMOUTHIER, 19, rue de Bourgogne (vii<sup>e</sup>).  
LACROIX, 31, rue Philippe-de-Girard (x<sup>e</sup>).  
LAFAY, 54, rue de la Chaussée-d'Antin (ix<sup>e</sup>).  
RENARD, 8, rue de Passy (xvi<sup>e</sup>).  
WEIL, 62, route d'Orléans, à Montrouge.  
MEMBRES ADJOINTS : N.  
FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (xi<sup>e</sup>).  
RENGNIEZ, 56, rue de Passy (xvi<sup>e</sup>).

### IV. COMMISSIONS

MM.

- CONSEIL DE FAMILLE : LAURENCIN, *Président*, BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CRINON, COULLON, DUFAU, CORDIER.  
CONTENTIEUX : LAURENCIN, *Président*, BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CORDIER, CRINON, DUFAU, LONGUET, HERBAIN.  
ÉTUDES : PÉAN, *Président*, COLLESSON, CORDIER, DUFAU, HERBAIN, LENAIN, LONGUET, PELLISSIER, WEILL.  
MUTUALITÉ : BERNHARD, *Président*, COLLIN, FAYOL, N., GRÈS, N., POUILH.  
INTÉRÊTS COMMERCIAUX : BARTHET, *Président*, BOINOT, FAYOL, LENAIN, NORMAND, WEILL, N.  
TARIF : PÉAN, *Président*, BERNHARD, *Secrétaire*, BOINOT, CRINON, DELMOND, TRINQUART, NORMAND.  
FINANCES : LOISEL, *Président*, BERNHARD, LONGUET, COULLON, N.  
BULLETIN : FEUILLOUX, *Président*, LAURENCIN, BARTHET, PÉAN, BERNHARD, LONGUET, *Administrateur du service de Publicité*.

### CONSEIL JUDICIAIRE

MM.

- MORET, avocat à la Cour de cassation, 211, boulevard Saint-Germain (viii<sup>e</sup>).  
POIGNARD, avocat à la Cour d'appel, 3, rue Danton (vi<sup>e</sup>).  
CLAPPIER, avoué à la Cour d'appel, 241, boulevard Saint-Germain (vii<sup>e</sup>).  
HÉBERT, avoué au Tribunal civil de la Seine, 3, rue des Pyramides (i<sup>re</sup>).  
DORÉ, huissier, 17, rue du Bouloi (i<sup>re</sup>).  
BAREILLIER-FOUCHÉ, expert-comptable des Tribunaux, 44, avenue de Saxe (vii<sup>e</sup>).  
HÉLIE, agent judiciaire, au Siège social. Tél. : Saxe 21-21.

### ASSURANCES

M.

- MAURICE-LAJOUX, assureur-conseil, 18, rue de Provence (ix<sup>e</sup>). Tél. : CENTRAL 75-54.

Le Bulletin a été successivement dirigé par :  
V. RIÈTRE, 1895-1907; Henri MARTIN, 1907-1912; A. JARDOIN, 1912-1914; J. FEUILLOUX, 1914.



# BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE

DES

## PHARMACIENS DE LA SEINE

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

28 Février 1915.

### SOMMAIRE

A nos annonceurs, p. 19. — Les affaires... c'est l'argent des autres, p. 20. — Notre Caisse de Secours immédiats, p. 22. — Souscription au profit des Pharmaciens mobilisés du département de la Seine, p. 23. — La mésaventure d'un quêteur, p. 25. — Assemblée générale de la Chambre syndicale, p. 27. — Communication du groupe pharmaceutique parlementaire, p. 27. — Sonnets de guerre, p. 32. — Comité intersyndical des pharmaciens de la Seine, p. 33. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration du 9 février 1915, p. 36. — Nécrologie, p. 42. — Lettres du Président de la Chambre syndicale, p. 42. — Babillarde du Parigot, p. 44. — Informations, p. 45.

### A NOS ANNONCIERS

Le Conseil d'administration de la Chambre syndicale adresse ses remerciements aux différentes maisons qui ont bien voulu reprendre le cours de leurs contrats de publicité interrompus par la guerre.

Ce témoignage de l'intérêt qu'elles portent à notre Chambre syndicale nous est doublement précieux et pour notre budget et pour l'heureuse perspective qu'il ouvre à la reprise des affaires. C'est une preuve certaine de la vitalité de la France industrielle et commerciale qui, elle aussi, a son rôle à jouer dans la terrible et glorieuse épreuve.

Pour lutter contre l'envahisseur redoutable, il faut du sang et de l'or.

Nous sommes heureux de constater que le monde des affaires apporte à la nation armée l'hommage de son espoir tenace dans la victoire, en luttant lui aussi pour la reprise des affaires avec une patience et une persévérance comparables à l'endurance de nos armées inébranlables sur les positions chèrement conquises.

Tous nos confrères sont priés instamment de favoriser les affaires des maisons qui ont recours à la publicité de notre *Bulletin*.

Par un sentiment qui n'est pas l'indice d'un nationalisme étroit mais l'effet d'une réaction naturelle dans les circonstances présentes, nous ne demanderons le concours de leur publicité qu'aux maisons françaises ou aux produits des nations alliées. En agissant ainsi, nous ne prétendons pas jeter le discrédit sur les produits des pays neutres ; mais il est de notre devoir d'être, dans le partage des bénéfices, avec ceux qui restent liés à nous pour les sacrifices.

LE DIRECTEUR DU BULLETIN.

## Les Affaires... c'est l'argent des autres

En écrivant ces lignes, pénétrées de tout le calme qui convient à une discussion d'intérêts difficiles à concilier, nous avons pour but de fixer l'attention de nos confrères sur la situation difficile que nous crée la hausse des matières premières utilisées par la pharmacie.

Cette situation préoccupe tous les Syndicats de la région parisienne, ainsi qu'en témoignent les extraits des procès-verbaux des dernières séances du Conseil du Comité intersyndical et du Conseil d'administration de la Chambre syndicale. Et quand le Dr MOUTON nous a proposé de provoquer une réunion où la Pharmacie pourrait exposer ses doléances à la Droguerie, nous avons été unanimes à adopter cette proposition. Il ne devra pas se produire dans ce milieu d'affaires, de vaines récriminations, ni des propositions utopiques.

On sait que le marché est bouleversé du fait de la guerre non pas tant, comme on pourrait le croire, par suite des réquisitions du Ministère de la Guerre, mais surtout par suite de la fermeture à nos nationaux du marché allemand. Depuis tant d'années, la Droguerie française s'alimentait aux usines d'Outre-Rhin, qu'elle se trouve, à l'heure actuelle, désorientée et démunie.

On peut admettre que des fuites doivent se produire et qu'il s'écoule encore des produits chimiques allemands en France, par le canal des neutres. Mais si cela peut réussir à quelques intermédiaires, d'une façon générale les maisons qui desservent les pharmacies sont bouleversées par la raréfaction de leurs réserves.

C'est à cette situation que l'on peut imputer quelques hausses



vraiment excessives et qui se produisent d'une semaine à l'autre, quelquefois du jour au lendemain.

On dit aussi, à la décharge de nos fournisseurs, qu'ils sont obligés de subir la loi des Syndicats de producteurs. puisque, paraît-il, depuis longtemps, les spécialistes de tels ou tels produits s'entendent pour le maintien des prix à un taux plus que suffisant à assurer des bénéfices aux usiniers, ou des dividendes aux actionnaires.

Ces fabricants, pour la plupart, ne font pas d'affaires directes avec les pharmaciens : ils traitent avec nos intermédiaires, les droguistes, qui jouent vis-à-vis de nous, le rôle de revendeurs.

Alors, nous pharmaciens désireux de nous défendre, nous nous retournons vers les droguistes et nous leur disons : défendez-vous ! défendez-nous !

Le peuvent-ils ? Oui, nous semble-t-il. Comment le peuvent-ils ? Ce n'est pas à nous habitués à des achats et à des ventes de détail de leur en indiquer les moyens.

On objecte aux pharmaciens qu'ils n'ont qu'à augmenter leur prix de vente. Evidemment tous les pharmaciens, même ceux qui ont le goût du rabais, sont obligés d'imposer à leur clientèle des majorations toujours disputées. Mais ces majorations ne peuvent pas, en général, être compensatrice des hausses subies depuis six mois. Ce qu'il y a de plus troublant, à mon sens, dans ce problème d'actualité, c'est la progression folle et généralisée. Je présume que les esprits les plus rompus aux calculs des probabilités, aux prévisions hasardeuses de la spéculation, doivent s'agiter dans l'inconnu. Nous qui sommes peu faits à ces secousses du marché, nous cherchons diverses solutions : et peu à peu, notre confiance dans les Associations coopératives d'achats s'ancre plus profondément. Mes confrères, s'ils ne sont pas défendus, contre des excès indéniables, par leurs fournisseurs habituels devront trouver en eux-mêmes l'énergie et la solidarité nécessaires pour multiplier les groupements d'achats en commun.

Déjà, dans les temps paisibles, des sociétés coopératives confraternelles se sont instituées, ont fonctionné, en donnant des résultats appréciables. Il ne tient qu'à nous, pharmaciens, d'élargir ceux de ces groupements qui, comme la Coopérative de Melun et d'autres sociétés régionales, ont montré leur activité bienfaisante.

L'union fait la force, on ne saurait trop le redire, surtout dans nos jours d'épreuves, et sur tous les terrains.

Des expériences malheureuses nous ont montré ce que nous ne

devions pas faire dans les organisations d'achats en commun. Et le Directeur du *Bulletin* de la Chambre syndicale, rappellera toujours à ses lecteurs qu'il ne s'agit pas de créer, pour les organismes futurs, des places rétribuées d'administrateurs ou de directeurs. Tous nous sommes intéressés à l'enrôlement de troupes encadrées par des hommes d'organisation, mais de dévouement sincère à la collectivité : les cadres existent à la tête des syndicats ; l'instinct de la défense devra donner de la cohésion aux volontés éparses et flottantes.

Les jours difficiles que nous traversons m'ont remis en mémoire la définition pittoresque de Dumas père ou de Dumas fils : « Les affaires ..... c'est l'argent des autres. » Je crois que nous nous apercevons, depuis des mois, que les affaires ..... c'est notre argent.

J. FEUILLOUX.

### Notre Caisse de Secours immédiats

Nous augurons exactement de la générosité de nos souscripteurs, en formulant, dans le dernier *Bulletin*, l'espoir que leur élan reprendrait son essor des débuts, après la période onéreuse des étrennes.

Nous avons encaissé, depuis le 24 janvier, quatre mille francs, en chiffres ronds.

Grâce à cet effort de la bienfaisance confraternelle, nous dépassons donc, d'un bond victorieux, le cap entrevu, dès octobre, des premiers *vingt mille francs*.

Le Conseil d'administration se plaît à marquer d'une mention spéciale l'apport considérable de deux des Syndicats de la Réglementation.

J'ai eu le plaisir de recevoir des mains de M. LORETTE, Agent général du Syndicat général de la Réglementation, la somme de mille francs.

Notre Président a eu la joie de tenir du Président du Groupe des Tickettistes, un chèque de cinq cents francs.

A tous les souscripteurs, gros et petits, le Conseil renouvelle l'expression de sa reconnaissance durable, en même temps qu'il adresse un pressant appel aux confrères que nous n'avons pas encore su toucher.

J. F.



## SOUSCRIPTION

### au profit des Pharmaciens mobilisés du Département de la Seine

#### CINQUIÈME LISTE

NOMS ET ADRESSES DES SOUSCRIPTEURS	Montant des souscriptions
MM.	
SYNDICAT GÉNÉRAL DE LA RÉGLEMENTATION . . . . .	1.000 »
GROUPE DES TICKETTISTES . . . . .	500 »
CHAMPIGNY (Maison FRÈRE) . . . . .	250 »
DEJARDIN, 109, boulevard Haussmann, Paris . . . . .	250 »
CORBIÈRE (Laboratoires), 27, rue Desrenaudes . . . . .	200 »
MARIANI, 10, rue de Chartres, Neuilly (Seine) . . . . .	150 »
NESTLÉ, 16, rue du Parc-Royal, Paris . . . . .	100 »
DE RICQLÈS ET C <sup>ie</sup> , 133, boulevard Victor-Hugo, Saint-Ouen . . . . .	100 »
COMPAGNIE DE VICHY, 24, boulevard des Capucines, Paris . . . . .	100 »
VIGIER et HUERT, 12, boulevard Bonne-Nouvelle . . . . .	100 »
SOCIÉTÉ DES EAUX MINÉRALES DE VITTEL (Vosges) . . . . .	100 »
DEMOUTHIER, 19, rue de Bourgogne, Paris . . . . .	100 »

	nov.	déc.	janv.	févr.	mars
MM.					
ALBERTINI, 2, rue Condorcet, Paris . . . . .			10 »		10 »
ANSLER, 36, Grande-Rue, Créteil . . . . .		7 50			7 50
BARTHET, 4, rue de Phalsbourg, Paris . . . . .			20 »		20 »
BERNHARD, 11, rue Lafayette, Paris . . . . .			10 »		10 »
BOINOT, 18, place d'Italie, Paris . . . . .			50 »		50 »
BOSTVIGER, 17, rue Sadi-Carnot, Drancy . . . . .	7 50	7 50			15 »
BOURBON, 139, boulevard Magenta, Paris . . . . .	7 50	7 50			15 »
CAZALÉE, avenue de Neuilly, Neuilly . . . . .	7 50	7 50			15 »
CABOCHÉ, 148, avenue Jean-Jaures, Paris . . . . .		7 50	7 50		15 »
CLAVIERIE, 3, rue des Fossés-Saint-Martin, Paris . . . . .		7 50	7 50		15 »
COLLETTE, 6, rue de Paris, Joinville . . . . .	7 50	7 50	7 50		22 50
COLLOMBY, 97, rue Dareau, Paris . . . . .	10 »	10 »			20 »
COUPILLAUD, 39, rue de la Chapelle, Paris . . . . .	7 50	7 50			15 »
DANIAU, à Regmalard (Orne) . . . . .		20 »			20 »
DELMOND, 4, avenue Sainte-Foy, Neuilly . . . . .	7 50	7 50			15 »
DESTIGNY, rue du Marché, Neuilly . . . . .	7 50	7 50			15 »
DEVILLERS, 17, rue du Midi, Vincennes . . . . .		7 75			7 75
DREYER-DUFER, 114, rue de la Chapelle, Paris . . . . .	10 »				10 »
DUBOURG, 1, avenue Ménélot, Colombes . . . . .	10 »				10 »
DUPUYRIX, 76, rue du Château-d'Eau, Paris . . . . .	10 »				10 »
A reporter . . . . .					3.267 75

Report . . . . . 3.267 75

nov. déc. janv. févr. mars

MM.

DURAT-LASALLE, 12, boulevard de la Vilette, Paris . . . . .	7 50	7 50	7 50		22 50
DUREL, 7, boulevard Denain, Paris.		15 »			15 »
ECHAIDE, 41, boulevard de Courcelles, Levallois. . . . .	7 50	7 50	7 50	7 50	30 »
FEUILLLOUX, 22, rue d'Angoulême, Paris . . . . .			7 50		7 50
FORESTIER, 37, rue Brochant, Paris.			10 »		10 »
FOURIS, 9, faubourg Poissonnière, Paris . . . . .		7 50	7 50	15 »	30 »
GILBERT, 47, avenue de l'Observatoire, Paris . . . . .		7 50			7 50
GLANDIÈRES, 95, rue de Turenne, Paris . . . . .	10 »	10 »			20 »
GOBERT, 83, Grande-Rue, Boulogne-sur-Seine. . . . .			20 »		20 »
GORISSE, 107, faubourg du Temple, Paris . . . . .	22 50	7 50			30 »
GOUDAL, 213, rue Saint-Honoré, Paris . . . . .			10 »		10 »
GOURDET, 44, rue de Belleville, Paris . . . . .		7 50	7 50		15 »
GREFFIER, 11, rue Lepic, Paris . . . . .		10 »			10 »
GREFFIER, 18, rue de Meudon, Clamart . . . . .	10 »	10 »			20 »
GUIGON, 28, rue de Poitou, Paris . . . . .	7 50	7 50			15 »
HEMMERLE, 3, rue Dufaut, Gentilly.		10 »			10 »
HILBERT, 58, rue Carnot, Stains. . . . .		7 50			7 50
KARTOW, 12, rue de la Boule-Rouge, Paris . . . . .		10 »			10 »
LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt, Paris . . . . .			10 »		10 »
LECOCQ, 106, avenue de Neuilly, Neuilly. . . . .	7 50	7 50			15 »
LÉGER, 3, rue du Chemin-de-Fer, Saint-Denis. . . . .		7 50	7 50		15 »
LOISEL, 4, square des Marronniers, Saint-Maur. . . . .		7 50			7 50
LUC, 19, rue Lourmel, Paris . . . . .	7 50	7 50			15 »
MARIE, 112, rue de Paris, Puteaux.		20 »			20 »
D <sup>r</sup> MAZAUD, 16, rue de la Gaîté, Paris . . . . .	7 50	7 50	7 50	7 50	30 »
PASSAT, 182, avenue de Versailles, Paris. . . . .		10 »			10 »
PLANCHE, 2, rue de l'Arrivée, Paris.			50 »		50 »
POUILH, 27, route de Choisy, Ivry . . . . .		10 »			10 »
RAFFEGERAU, 3, rue de l'Amiral-Mouchez, Paris. . . . .		7 75			7 75
RICHARD, 53, rue de Tolbiac, Paris . . . . .	10 »	10 »			20 »
ROLLAND, 118 bis, avenue Victor-Hugo, Paris . . . . .	10 »	10 »			20 »
ROUSSEAU, 4, place de la République, Levallois. . . . .	10 »	10 »			20 »

A reporter. . . . . 3.808 »



	nov.	déc.	janv.	févr.	mars	
						Report. . . . . 3.808 »
MM.						
TROUPLIN, rue de Sablonville, Neuilly. . . . .	7 50	7 50				15 »
M <sup>me</sup> A. MOREAU-TALON, 153, boulevard Montparnasse, Paris. . . . .			10 »			10 »
VADAM (Établissements), 9, rue Mogador, Paris. . . . .				7 50		7 50
VALENTIN, 48, Grande-Rue, Créteil. . . . .			7 50	7 50		15 »
VALLOT, avenue de Neuilly, Neuilly. . . . .	7 50	7 50				15 »
VARAGNIAC, 171, rue de Belleville, Paris. . . . .			7 50			7 50
VASCHALDE, 24, avenue Mac-Mahon, Paris. . . . .			7 50	7 50	7 50	22 50
VERGELOT, 163, rue de Flandre. . . . .			10 »			10 »
Total de la cinquième liste . . . . .						3.910 50
Montant des listes précédentes. . . . .						18.442 50
Total au 22 février 1915 . . . . .						22.353 »

## La Mésaventure d'un Quêteur

Depuis que fonctionne notre Caisse de secours immédiats, il m'est arrivé souvent d'aller plaider, auprès de nos confrères de la droguerie et de la spécialité pharmaceutique, la cause des familles nécessiteuses des pharmaciens mobilisés de la Seine.

Je dois dire que la tâche, qui peut paraître ingrate, m'est facilitée par l'accueil cordial que l'on réserve généralement au directeur du *Bulletin*.

Aussi n'écirais-je pas ces lignes, si je ne me proposais pas de signaler à la reconnaissance de mes confrères la plupart des chefs de maisons de droguerie et de spécialités, tout en racontant, en manière de repoussoir, la mésaventure qui m'advint un de ces jours passés.

Dès la matinée, j'étais parti en quête et je songeais à notre œuvre, en déambulant au travers du dédale des rues du Marais, ce fief de la droguerie.

L'enseigne nettement découpée d'une importante maison retint mon regard et je franchis le seuil.

Le hasard me favorise, puisqu'à l'entrée des bureaux, je me trouve en présence du maître de maison.

J'expose très brièvement le but de ma visite, mais je sens que

j'arrive à l'heure mauvaise ; aussi j'accepte tout naturellement la proposition qui m'est faite de revenir l'après-midi.

Donc à l'heure exquise de la digestion, je me présente de nouveau et suis introduit, dans le bureau du « droguiste ».

Je souligne l'appellation car elle est chère à mon interlocuteur, j'allais dire, monopolisée par lui.

Si j'avais le crayon d'un Forain, en trois traits ou en trois points je vous ferais son portrait ; mais vous le reconnaitriez et ce n'est pas là mon but.

Qu'il me suffise de dire que M. le Parvenu ignorant les manières polies, en usage dans les vieilles maisons du gros négoce, me laisse debout, pendant que sa Corpulence s'étale dans le fauteuil directorial.

Sans timidité, je fais passer sous ses yeux indifférents les listes de notre *Bulletin* vert, où nous sommes très fiers de lire les noms de nos généreux souscripteurs ; mais au bout d'une minute, je m'aperçois que nous ne parlons pas le même langage.

Je lui parle de bienfaisance, il me parle d'affaires ; je lui dis pharmacie, lui me répond droguerie, comme si ces deux termes devaient fatalement s'opposer sur le terrain où je m'efforçais de maintenir la conversation.

Je lui objecte que les plus importantes maisons de droguerie rivalisent de générosité en faveur de notre Caisse de secours. Il répond à cela que ces maisons, dont il a les noms sous les yeux, ne sont pas des maisons de « droguistes » mais des maisons de pharmaciens spécialistes.

Je lui rappelle que le Syndicat de la droguerie nous a versé cinq cents francs. Ah ! mes frères, si vous l'aviez entendu m'affirmer, dans un sursaut victorieux, que le Syndicat de la droguerie n'était pas un Syndicat de « droguistes » !

Mais alors, lui dis-je, si je n'emporte pas votre obole, souffrez, Monsieur, que j'emporte au moins, avec le souvenir de votre accueil, votre définition du droguiste.

Oyez la réponse : « Le droguiste est celui qui fait comme Moi, six millions d'affaires par an avec les autres et un million avec les pharmaciens ; ceci posé, vous devez trouver, comme Moi, que les pharmaciens ne sont pas intéressants pour Moi. »

Je pense, chers lecteurs, que vous trouverez la définition mauvaise et l'urbanité du seul « droguiste » que j'ai, jusqu'à ce jour, sollicité vainement, digne de l'âge de la pierre taillée.

J. FEUILLOUX.



## Assemblée Générale de la Chambre Syndicale

Sauf événements imprévus, l'Assemblée générale annuelle aura lieu, dans le courant du mois de mai prochain. Pour nous conformer au vœu de la dernière Assemblée concernant l'élection des délégués, nous publions ci-dessous la liste des conseillers sortants qui, nous le rappelons, sont rééligibles.

Le *Bulletin* de mars publiera les candidatures qui se feront connaître à notre siège social avant le 20 mars et les membres des différentes circonscriptions seront appelés, au mois d'avril, à désigner les candidats qu'ils auront décidé de présenter aux suffrages de l'Assemblée générale.

### Conseillers sortants

2 <sup>e</sup> Circonscription . . . . .	MM. NORMAND
3 <sup>e</sup> — . . . . .	HERBAIN
4 <sup>e</sup> — . . . . .	LENAIN, mobilisé.
7 <sup>e</sup> — . . . . .	COLLIN —
17 <sup>e</sup> — . . . . .	POUILH
18 <sup>e</sup> — . . . . .	EMERY, décédé.

Désignations faites par les circonscriptions, à faire confirmer par l'Assemblée générale :

MM. GAUCHER et WALTER, mobilisés.

Le Président.

## COMMUNICATION

### du Groupe Pharmaceutique Parlementaire

Paris, le 8 février 1915.

MONSIEUR LE MINISTRE DE LA GUERRE,

Le Groupe parlementaire pharmaceutique a l'honneur de vous présenter les observations suivantes sur l'utilisation des pharmaciens dans l'armée, laquelle, dans l'intérêt même de la défense nationale, lui a paru être insuffisante.

L'armée moderne doit être organisée scientifiquement. Pour obtenir le meilleur rendement des hommes qui la composent, chacun doit être utilisé suivant ses aptitudes et sa compétence acquise. C'est en vertu de ce principe que tous les pharmaciens, comme tous les médecins,

devraient être versés dans le Service de santé. C'est là qu'ils peuvent le mieux concourir à la défense nationale par l'utilisation rationnelle de leurs connaissances professionnelles.

Ils devraient, à l'exclusion de tous autres, fournir le personnel du Service pharmaceutique et, nous ajoutons, du Service chimique de l'armée en ce qui concerne les médicaments et les denrées alimentaires consommées.

Nos adversaires, dont on ne peut méconnaître l'esprit d'organisation, l'ont ainsi compris.

En admettant, en principe, que le nombre des pharmaciens mobilisés dépasse les besoins, ce qu'une étude minutieuse peut seule révéler, tout au moins doit-on en utiliser une partie comme infirmiers, plutôt que des soldats quelconques ignorant tout des malades et des blessés.

Les pharmaciens doivent, autant que possible, être gradés comme les médecins et les vétérinaires. Nous admettons, en raison de leur sur-nombre, qu'ils ne peuvent prétendre être tous nommés officiers. Les nécessités du service, nous en convenons, viennent limiter le nombre des pharmaciens aides-majors. Tout au moins, ce nombre ne devrait jamais être inférieur aux prescriptions réglementaires. Or, nous croyons précisément que c'est le cas actuellement.

Quelques faits précis justifieront ces critiques. A Dieppe, pour les deux hôpitaux et leurs quinze annexes formant un total de 1.200 lits, on ne compte que deux pharmaciens aides-majors, dont l'un, outre son service pharmaceutique, fait encore fonction d'officier d'administration.

A Rouen, deux pharmaciens assurent le service pharmaceutique dans douze hôpitaux. Ce sont ces deux seuls pharmaciens qui ont la responsabilité de la confection de tous les médicaments pour lesquels des erreurs commises peuvent être si graves. Ce sont eux deux qui, pour les innombrables malades, sur les urines desquelles les médecins demandent souvent à être renseignés, devront suffire à exécuter toutes ces analyses. Pareille organisation porte elle-même sa condamnation.

A Brest, il n'y a que quatre pharmaciens gradés, au lieu de douze réglementaires.

A Cosne, le service pharmaceutique d'un hôpital, auquel doit être affecté un aide-major, est dirigé par un simple employé de pharmacie n'ayant fait aucune étude, ce qui est particulièrement grave.

Et nous pourrions grossir cette liste en parcourant toutes les régions militaires et pénétrant dans les services hospitaliers.

Il semble, à examiner la situation en détail, qu'il existe une véritable pénurie de pharmaciens officiers. Nous en concluons que des nominations d'aides-majors devraient être faites pour satisfaire aux prescriptions réglementaires.

On a essayé de remédier à cet état de choses, dans plusieurs hôpitaux, en faisant tenir l'emploi de pharmacien aide-major par un simple infirmier possédant son diplôme de pharmacien, mais non gradé. Parfois, on lui accorde la solde correspondante à l'emploi qu'il remplit. Mais, d'après l'article 91 du règlement du 21 mai 1913, ce traitement est réservé aux hommes du service auxiliaire. Ne serait-il pas logique et équitable d'accorder ce droit à la solde aux hommes de l'armée territoriale, lorsqu'ils remplissent la même fonction ? Nous avons vu un pharmacien civil, mobilisé comme infirmier, faire fonction d'aide-major



et en toucher la solde, tant qu'il a appartenu au service auxiliaire. Il se l'est vu supprimer lorsque le conseil de révision l'eût versé dans le service armé. N'y a-t-il pas là quelque chose de choquant ?

Mais pourquoi verser une solde sans conférer le grade correspondant ? Il est nécessaire que le pharmacien, chef de service, possède effectivement un grade qui lui donne sur ses subordonnés l'autorité nécessaire au bon fonctionnement du service. Si, pour des raisons diverses, on ne veut pas multiplier outre mesure le grade de pharmacien aide-major, qu'on donne donc à ces pharmaciens diplômés le grade de pharmacien auxiliaire !

Ce grade d'auxiliaire est actuellement conféré aux pharmaciens de la marine, aux médecins de la marine et de l'armée de terre, aux vétérinaires, aux interprètes.

Pourquoi donc le refuse-t-on aux seuls pharmaciens de l'armée de terre, avec une persistance qui paraît émaner d'une véritable incompréhension du rôle que doit être appelé à jouer, dans l'armée, le service pharmaceutique ?

Ces pharmaciens auxiliaires trouveraient place dans un grand nombre de services. Outre le service pharmaceutique, les services annexes des hôpitaux, les services d'hygiène et de prophylaxie, les infirmeries régimentaires même pourraient utiliser leurs connaissances. Ils pourraient s'occuper de l'hygiène générale des cantonnements, des services de désinfection dans les gares, les trains sanitaires, les casernes, etc., et aussi de la stérilisation des eaux, qui, si elle avait été partout méthodiquement organisée, aurait permis d'éviter, dans une mesure appréciable, la diffusion des maladies gastro-intestinales.

Nous croyons savoir qu'on veut réserver ce grade d'auxiliaire aux seuls étudiants appartenant aux classes 1913 et suivantes. C'est là, nous pouvons l'affirmer, une interprétation erronée des intentions du législateur. D'ailleurs, le Rapport supplémentaire de M. Paul Doumer, fait au nom de la Commission de l'armée du Sénat et déposé le 19 mars 1914, Rapport qui est une mise au point indispensable de la loi du 7 août 1913, élaborée un peu hâtivement, est très explicite dans son article 7 et prévoit le grade de pharmacien auxiliaire, parallèle à celui de médecin ou de vétérinaire auxiliaire. C'est la justice, c'est l'intérêt même de l'armée d'accorder une situation en rapport avec les services rendus. Les étudiants en pharmacie munis de 12 inscriptions pourront même y prétendre, après examen, dans les limites des besoins, bien entendu. Nous ne demandons pas un autre régime, en soulignant auprès de l'autorité militaire l'étendue même de ces besoins, si le rôle du pharmacien comme chimiste hygiéniste est bien compris, rôle jusqu'à ce jour trop méconnu au préjudice même du bon état sanitaire des troupes et du traitement rationnel des malades. Le pharmacien-chimiste, collaborateur nécessaire du médecin traitant, est devenu la vérité clinique pour assurer le maximum de guérisons.

Et, à ce propos, n'est-il pas fâcheux que certains pharmaciens, simples soldats de l'armée territoriale, aient été versés dans le service de la *garde des voies et des communications*. Cette affectation nous paraît contraire à la loi. L'article 23 de la loi du 15 juillet 1889 prescrit en effet qu'en cas de mobilisation les étudiants en médecine et en pharmacie et les élèves ecclésiastiques sont versés dans le Service de santé.

D'après l'article 99 de la loi du 21 mars 1905, les jeunes gens qui ont été dispensés conditionnellement du service actif, après un an de service sous les drapeaux, conformément à l'article 23 de la loi du 15 juillet 1889, conservent la situation qui leur est faite par la dite loi au point de vue des obligations dans l'armée active.

Le ministre de la Guerre, par sa circulaire du 11 août 1914, a ordonné que les anciens dispensés de l'article 23 doivent être affectés aux sections d'infirmiers, alors même qu'ils appartiendraient à la réserve de la territoriale. Le ministre notifiait à tous les chefs de corps, le 11 novembre 1914, que tous les élèves ecclésiastiques, appartenant à une classe de mobilisation régie par la loi du 15 juillet 1889, exemptés, réformés ou classés dans les services auxiliaires, qui seraient aptes au service armé, après la visite médicale qu'ils doivent subir, seront affectés à une section d'infirmiers militaires.

Par sa circulaire du 2 décembre 1914, M. le Ministre de la Guerre prescrivait le versement aux dépôts d'infanterie de tous les exemptés, ajournés ou classés dans les services auxiliaires, qui seraient reconnus aptes au service armé. Il ajoutait : par exception, les affectations des médecins et des pharmaciens seront prononcées d'après les indications des généraux commandant les régions, qui s'inspireront, à cet effet, des nécessités du service : les pharmaciens ou médecins seront maintenus à leur emploi jusqu'à ce que les hommes du service auxiliaire aient achevé l'apprentissage nécessaire pour les remplacer.

Nous craignons que des traitements différents soient appliqués aux pharmaciens dans les diverses régions, et nous vous serions reconnaissants de vouloir bien donner pour les pharmaciens des prescriptions aussi catégoriques que pour les élèves ecclésiastiques.

Il nous paraît enfin utile d'adjoindre aux directeurs régionaux des Services de santé un pharmacien, choisi de préférence parmi les anciens pharmaciens de l'armée active. Ce sera la meilleure manière d'assurer l'amélioration du service que nous espérons voir réaliser à la suite de notre démarche. Ces pharmaciens militaires expérimentés, d'accord avec le directeur du Service de santé de la région, travailleront à corriger les déficiences de l'organisation pharmaceutique militaire. En résumé, Monsieur le Ministre, nous vous prions de vouloir bien accueillir avec grande attention, dans l'intérêt même de la défense nationale, les conclusions suivantes sur les desiderata à retenir concernant l'utilisation de tous les pharmaciens mobilisés :

Une première catégorie de pharmaciens comprend ceux ayant une lettre de service, gradés, qui sont dans les ambulances, dans les hôpitaux. Ils sont en nombre assez restreint.

Cette catégorie demande à être augmentée puisqu'il est démontré que des organisations hospitalières militaires — nous en avons fourni plus haut des exemples probants — sont insuffisamment pourvus de pharmaciens dirigeants.

Une deuxième catégorie de pharmaciens, dont quelques-uns très distingués, ne se sont pas mis en instance avant la guerre pour passer l'examen nécessaire à l'obtention du grade de pharmacien aide-major de la réserve ou de la territoriale. Ils se sont trouvés sans situation militaire au début des hostilités. Leur valeur scientifique est très digne d'attirer votre attention. Ils ont des titres importants. Ils ont passé ou



veulent passer l'examen. Ils attendent. On leur a fait des promesses. Cette catégorie ne pourrait-elle pas concourir à parfaire les cadres incomplets de la première catégorie ?

Une troisième catégorie très nombreuse où figurent des pharmaciens de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> classe a été répartie tantôt dans les services d'infirmerie, tantôt dans le service armé lui-même, garde des voies, service de tranchées même.

Tous ces pharmaciens, dont beaucoup d'un certain âge, demandent à être tous utilisés, soit comme pharmaciens auxiliaires, après examen, soit comme infirmiers régimentaires ou hospitaliers. Leur habitude des malades les destine impérieusement tout au moins à cet emploi.

Déjà, nous en convenons, on a réuni les infirmiers dans les formations sanitaires pour explorer les aptitudes de chacun. Grâce à cette revision, les pharmaciens ont pu déjà recevoir un classement plus utile. Cette revision demande à être poursuivie.

Enfin, une quatrième catégorie doit être envisagée, celle des étudiants en pharmacie, qui ont fait leur stage, qui ont douze inscriptions, ou qui ont quatre ou huit inscriptions avec un certificat de chimie des Facultés des sciences ou une licence ès sciences, ou encore qui ont été nommés au concours internes en pharmacie ou pharmaciens adjoints dans les villes dotées d'une École supérieure de pharmacie ou d'une Faculté mixte de médecine et de pharmacie. Cette quatrième catégorie devrait être entièrement utilisée comme pharmaciens auxiliaires, ou, tout au moins, être versés dans les sections d'infirmiers, où leur compétence, fraîche d'études récentes, où leur activité, due à leur âge, les ont préparés à faire des aides extrêmement précieux pour le corps médical.

Monsieur le Ministre, on a beaucoup critiqué, avec preuves à l'appui, l'organisation des services sanitaires que vous vous êtes efforcé d'améliorer et que vous avez améliorés. Nous avons la persuasion qu'en donnant aux quatre mille pharmaciens mobilisés le rôle et les emplois auxquels les a préparés leur instruction professionnelle, vous rendrez un immense service aux malades et aux blessés de l'armée nationale.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Dr Paul CAZENEUVE,  
Sénateur du Rhône,

Président du Groupe pharmaceutique parlementaire.

SCHMIDT,

Député des Vosges,

Secrétaire du Groupe.

*Les membres du groupe.* — MM. PEYTRAL, ancien ministre, sénateur des Bouches-du-Rhône; Jean MOREL, ancien ministre, sénateur de la Loire; ASTIER, sénateur de l'Ardèche; BEAUVISAGE, sénateur du Rhône; GENOUX, sénateur de la Haute-Saône; LIMOUZAIN-LAPLANCHE, sénateur de la Charente; BACHMONT, député de l'Aube; BADUEL, député du Cantal; BARTHE, député de l'Hérault; CABROL, député de l'Aveyron; Charles BERNARD, député de la Seine; FABRE, député du Puy-de-Dôme; NOUHAUD, député de la Haute-Vienne; RENARD, député de la Nièvre; E. VINCENT, député de la Côte-d'Or; CHAMPETIER, député de l'Ardèche; CHARPENTIER, député des Ardennes; PEZET, député de l'Hérault.

## Sonnets de Guerre

Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs que PASCALON, le poète savoureux des *Refrains de l'Officine* et de *Cent sonnets*, met sous presse, actuellement, une nouvelle série de poèmes patriotiques intitulés *Sonnets de Guerre*.

PASCALON, répandu dans les milieux littéraires et artistiques, a dédié chacun de ces sonnets aux maîtres de l'Action, de la Pensée, du Verbe.

Il n'a pas oublié quelques-uns de ses amis ; c'est à ce titre que je le remercie d'avoir dédié au Directeur du *Bulletin* l'un de ses bons sonnets.

Ces vers traduisent la pensée vibrante du poète remué par l'héroïsme des soldats français par le vandalisme et la cruauté des Allemands.

Nos confrères auront une raison particulière d'acheter ce volume du prix de *deux francs*.

Désireux de venir en aide aux familles des pharmaciens mobilisés, PASCALON abandonne à notre Caisse de secours, *un franc* pour chaque volume vendu au Siège social.

Les *Sonnets de Guerre* paraîtront dans le courant de mars et dès maintenant on peut en retenir des exemplaires, soit en s'adressant directement à l'auteur PASCALON, 108, rue Vieille-du-Temple, soit au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins, Paris.

J. F.

### Notre petit 75

*Dédié au Colonel Deport.*

Le sept de Février, pour acclamer ton nom :

— Un simple numéro — les citoyens de France,

Oublieux, un moment, des heures de souffrance,

Criaient : Vivat ! en ton honneur, vaillant canon !

Dans les combats divers, a grandi ton renom ;

Quand tu passes, chacun te fait la révérence

Car, en toi, nous mettons toute notre espérance,

SOIXANTE-QUINZE, ou mieux : *Tire-Boche*... un surnom !



Tes exploits, qui prendront place dans notre histoire,  
Sont présages certains de la proche Victoire :  
Du Germain, le Gaulois ne peut être vassal...  
Plus solide qu'un roc, sous ton aspect fragile,  
Tu vaincras les géants de Krupp, aux pieds d'argile...  
Petit Poucet se rit de l'Ogre KOLOSSAL!

1915.

## COMITÉ INTERSYNDICAL DES PHARMACIENS DE LA SEINE

Séance du 4 février 1915.

Présidence de M. LAURENCIN,  
Président de la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine.

Le Comité intersyndical s'est réuni, le 4 février, à 8 h. 30 du soir, au siège social, sous la présidence de M. LAURENCIN.

*Etaient présents* : MM. LAURENCIN, BERNHARD, FEUILLOUX, de la Chambre syndicale; M. le médecin major MOUGIN et M. le Pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe BERTHE, du Syndicat des pharmacies commerciales; MM. DONNIO et GUYOT, du Syndicat de la Pharmacie parisienne.

*Excusés* : Les représentants mobilisés du Syndicat général des Pharmaciens de France et ceux du Conseil général des Sociétés d'arrondissements.

M. LAURENCIN rappelle la dernière séance du 17 septembre 1914, qui fut une séance de guerre, car on n'y parla que des conditions nouvelles faites à nos confrères et à notre profession, par l'état de guerre.

De même, l'ordre du jour de la présente séance, comporte encore des questions issues de la situation nationale.

M. LAURENCIN donne la parole au D<sup>r</sup> MOUGIN qui désire entretenir ses collègues :

- 1° des spécialités à tickets;
- 2° de la publicité par prix courants et catalogues;
- 3° de la hausse des produits chimiques;
- 4° de la situation militaire des pharmaciens.

**Spécialités à tickets.** — Au sujet de ces produits réglementés, le Comité intersyndical renouvelle le vœu que tous les fabricants remettent aux commissionnaires des unités sans ticket, et que la réglementation continue à être rigoureusement observée.

Le Comité invite MM. les commissionnaires à faciliter aux pharmaciens le règlement des tickets et à ne pas réclamer, pour cette opération, un escompte supérieur à 3 %, ni un délai dépassant deux mois.

Il est rappelé à nos confrères que les tickets du Groupe des Tickettistes peuvent être remis directement au Secrétaire général, M. LONGUET, 50, rue des Lombards, Paris, qui leur en retournera le montant, dans le plus bref délai, avec une retenue de 2 %, pour frais de retour et de recouvrement.

**Publicité par catalogues et prix courants.** — M. MOUGIN insiste à nouveau pour que nos confrères ne profitent pas de la mobilisation de leurs voisins, pour se livrer à la distribution de prix courants ou à toute publicité qui paraîtrait, dans les circonstances actuelles, une manœuvre déloyale : il se charge de voir deux confrères qui n'ont pas tenu compte de cette recommandation, publiée dans le numéro de septembre du *Bulletin* de la Chambre syndicale.

**Hausse des produits chimiques.** — M. MOUGIN propose au Comité intersyndical de provoquer à la Mairie du IV<sup>e</sup> Arrondissement, une réunion des droguistes de Paris, afin d'étudier avec eux les moyens d'enrayer la hausse actuelle.

Une semblable réunion a produit d'heureux effets, dans l'arrondissement dont il est le maire-adjoint, lorsqu'il s'est agi d'arrêter l'exagération des prix des denrées alimentaires.

Le moment est venu d'attirer l'attention des fournisseurs de matières premières destinées à la pharmacie, car le Gouvernement pourrait être sollicité d'intervenir en faveur de la population qui supporte nécessairement le contre-coup de ces élévations de prix qui ne paraissent pas toujours justifiées.

**Situation militaire des pharmaciens.** — Le Comité intersyndical écoute avec intérêt la proposition de M. MOUGIN, au sujet de la campagne à continuer, dans la presse politique, en faveur de nos confrères dont les aptitudes professionnelles sont



négligées au détriment du meilleur fonctionnement du service de santé. Une démarche sera faite par M. MOUGIN et par M. LAURENCIN auprès d'un ancien Président du Conseil des Ministres, dont la bienveillance en faveur des pharmaciens s'est déjà manifestée par plusieurs articles vigoureux.

M. FEUILLOUX signale comme une heureuse conséquence de la campagne menée depuis plusieurs mois, la dépêche ministérielle du 25 janvier 1913.

Cette dépêche adressée à chaque chef de Corps est ainsi rédigée :

« En vue de verser dans les sections d'infirmiers militaires les pharmaciens diplômés mobilisés, le Ministre a prescrit de rechercher les pharmaciens non gradés, actuellement aux armées, avec leur classe.

« Des états nominatifs indiquant le résultat de ces recherches, dans les éléments d'étapes, seront adressés au D. E. S., pour le 9 février. »

Le Comité intersyndical espère que bientôt la situation militaire des pharmaciens diplômés deviendra conforme aux désirs des intéressés : sur ce sujet, le Dr BERTHE, avec sa verve habituelle, communique au Comité des cas dignes de retenir l'attention.

**Approvisionnement de l'alcool.** — M. LAURENCIN met à l'ordre du jour cette question d'une actualité brûlante. Dès maintenant, les pharmaciens paient 5 fr. 40 l'alcool à 90° : ce prix sera bientôt dépassé. « Si l'on s'en rapporte, dit M. LAURENCIN, aux renseignements que je tiens de nos fournisseurs d'alcool, ce produit manquera, sous peu, aux pharmaciens.

« Les gros acheteurs d'alcool voudraient que l'Etat permit l'importation de l'alcool de Russie et des Amériques, dont le prix de revient est de beaucoup inférieur au prix de l'alcool indigène. »

M. LAURENCIN signalera dans une lettre adressée à M. le Président du Conseil, et à M. le Ministre du Commerce, l'intérêt de la pharmacie française à la prompt solution de cette question.

**Produits réglementés.** — MM. DONNIO et GUYOT indiquent une conséquence inattendue de la réglementation toute récente d'une spécialité pharmaceutique : les pharmaciens n'obtiennent des commissionnaires la livraison de ce produit qu'en supportant une augmentation de cinq centimes par unité.

Les commissionnaires objectent que la remise qui leur est faite

par les propriétaires de ces marques est insuffisante. Nos confrères sont donc mis dans un embarras fâcheux, pris entre la demande du client et le refus de vente des commissionnaires. Il est inadmissible que la réglementation reste ainsi un désavantage pour le propriétaire de la marque et pour le pharmacien.

Le Comité intersyndical demande à MM. les commissionnaires de faire cesser cet état de choses.

La séance est levée à 10 heures du soir.

J. FEUILLOUX.

---

**Extrait du procès-verbal de la Séance du  
CONSEIL D'ADMINISTRATION  
du 9 février 1915.**

*Présidence de M. LAURENCIN, Président.*

---

*Étaient présents :* MM. LAURENCIN, BERNHARD, COULLON, CRINON, FEUILLOUX, DUFAY, NORMAND, LOISEL, HERBAIN, BOINOT, DELMONT.

*Excusés :* MM. TRINQUART et PÉAN.

**Assemblée générale.** — Après adoption du procès-verbal, le Président questionne le Conseil sur la possibilité de faire une Assemblée générale cette année. Une discussion s'engage à laquelle prennent part plusieurs membres du Conseil et à la suite de laquelle celui-ci décide de faire une Assemblée générale, conformément aux décisions statutaires. Elle aura lieu dans le courant du mois de mai et les convocations seront faites par le *Bulletin* du 30 avril.

**Alcool.** — M. le Président donne lecture au Conseil d'une lettre envoyée par l'un de nos principaux fournisseurs d'alcool, qui signale les conséquences graves qui vont résulter du fait de la raréfaction de l'alcool. A cette lettre est jointe une requête du Président du Syndicat central des Distillateurs de France résumant la situation actuelle et indiquant un moyen pratique d'en sortir en demandant au Ministre du Commerce d'acheter des alcools étrangers, dégagés des droits de douane.



M. LAURENCIN. — J'ai proposé au Comité intersyndical, dans sa dernière réunion, d'écrire au Ministre du Commerce et au Président du Conseil pour signaler dans quelle situation va se trouver le corps pharmaceutique si l'alcool fait défaut. Le Comité intersyndical a accepté ma proposition, mais j'ai attendu pour écrire d'avoir l'appréciation du Conseil.

M. DUFAY. — Vous pourriez demander de laisser circuler au moins l'alcool médicamenteux.

M. HERBAIN. — Tout le monde sait bien qu'en pharmacie on emploie, en dehors de la parfumerie, de l'alcool pour quantité de préparations.

Le Conseil décide d'écrire au Ministre du Commerce et au Président du Conseil pour leur signaler la pénurie actuelle d'alcool.

Eaux minérales. — M. LOISEL. — Il m'est signalé par plusieurs confrères que les marchands d'eaux minérales ne veulent plus échanger les bouteilles cassées. Est-ce que la Chambre syndicale ne pourrait pas faire une démarche auprès de ces maisons car ce refus de reprendre les verres brisés occasionne une véritable perte aux pharmaciens.

Le Conseil décide d'écrire à ce sujet aux trois maisons d'eaux minérales.

Correspondance. — M. le Président a reçu la lettre suivante de M. TORAUDE, ancien membre du Conseil de la Chambre syndicale :

« J'ai le plaisir de vous informer et vous serais très obligé de bien vouloir porter à la connaissance de nos collègues, que je suis devenu acquéreur du laboratoire pharmaceutique du Radium et de toutes les spécialités au Radium qui appartenaient à notre confrère M. JABOIN.

« A la suite de cette acquisition j'ai fait installer chez moi tous les appareils nécessaires pour le dosage du Radium, soit pur, soit en solution, soit incorporé dans un mélange solide ou liquide.

« Je mets ce laboratoire d'analyses spéciales à la disposition de votre Comité disciplinaire, ainsi qu'à celle de tous ceux de mes confrères qui pourraient en avoir besoin.

« J'ajoute que je me ferai un plaisir d'effectuer moi-même les recherches qui me seront confiées. »

M. le Président a reçu une lettre du Service de Santé du 16<sup>e</sup> régi-

ment territorial qui sollicite de notre Syndicat l'envoi de quelques spécialités pour soulager leurs malades.

Cette lettre sera transmise à la Chambre syndicale des Spécialités.

M. Georges WEILL, membre du Conseil, qui est actuellement à l'hôpital d'évacuation de Nancy-Saint-Georges se rappelle aux bons souvenirs de ses collègues et leur transmet ses amitiés. Il demande en même temps que les pharmaciens mobilisés soient exonérés de la patente; il a entière satisfaction puisque, depuis sa lettre, le Ministre des Finances a décidé que tous les patentables, dont les établissements se sont trouvés fermés par suite de la mobilisation, devront bénéficier de l'exemption d'impôt.

**Publicité du Bulletin de la Chambre syndicale.** — M. LE PRÉSIDENT. — J'avais chargé M. ROUFF de voir nos annonceurs de façon à donner un peu de vie au *Bulletin* et surtout à faire rentrer un peu d'argent.

M. ROUFF me dit que 27 annonceurs acceptent de continuer la publicité et que onze refusent de reprendre avant la fin des hostilités.

**Grains de Vals.** — M. LE PRÉSIDENT. — Tous les pharmaciens ont dû recevoir une circulaire annonçant l'apparition de la pochette Grains de Vals et portant en même temps pour les flacons et demi-flacons de nouveaux prix de 2 fr. 25 et 4 fr. 25.

Cette circulaire a donné lieu à des interprétations diverses, j'ai donc écrit pour plus amples renseignements à M. NOGÈS qui vient de m'adresser la lettre suivante :

« Comme suite à votre honorée du 6 courant, je m'empresse de vous faire savoir que les nouveaux prix 2 fr. 25, 4 fr. 25 (au lieu de 2 fr. 50 et 4 fr. 50) indiqués sur les étiquettes Grains de Vals sont destinés à remplacer les prix minima de 2 fr. 40 et 4 fr. 45.

« Nous étudions d'ailleurs un mode de réglementation que nous ferons connaître ultérieurement aux pharmaciens.

« Cette modification des prix a été faite, non seulement pour nous conformer aux décisions de la plupart des Syndicats qui préconisent la vente des spécialités aux prix marqués, mais aussi pour augmenter la remise aux pharmaciens.

« Nous espérons ainsi donner satisfaction à tout le corps pharmaceutique. »



**Commissionnaires en spécialités.** — M. HERBAIN. — A propos des spécialités, il s'agirait de savoir une bonne fois pour toutes si, oui ou non, nous aurons satisfaction de la part des commissionnaires en spécialités pour la majoration qu'ils font subir aux produits réglementés. Dans une réunion récente, je me suis adressé à un spécialiste notable, dont les produits subissent actuellement une majoration de 0 fr. 40 ; je lui ai demandé quelle était la cause de cette hausse, il m'a répondu : « nous sommes désarmés et nous ne pouvons rien contre les commissionnaires », mais il a ajouté que « peut-être, plus tard, si les pharmaciens organisaient un comptoir de pharmacie, il y a une telle indignation contre les commissionnaires que cette création aurait non seulement l'assentiment de tous les pharmaciens, mais encore l'appui des spécialistes ». Les commissionnaires en spécialités ont réduit d'une façon considérable les appointements et le nombre de leur personnel et malgré cela ils n'hésitent pas à faire subir une majoration aux produits réglementés. Nous sommes évidemment obligés d'accepter pour le moment cette situation, mais je crois qu'il serait peut-être nécessaire que ma protestation figurât au *Bulletin*. (Adopté.)

**Comité intersyndical.** — M. FEUILLOUX donne lecture au Conseil du rapport de la dernière réunion du Comité intersyndical. Les décisions prises par ce Comité sont approuvées par le Conseil.

**Réglementation de la bière Dejardin.** — M. FEUILLOUX. — Je me suis rendu ce matin à l'usine DEJARDIN et j'ai appris qu'avant la réglementation de ce produit, les conditions de vente étaient égales pour tous, qu'ils soient commissionnaires ou pharmaciens, du moment que la commande atteignait le chiffre de 400 bouteilles. Actuellement les nouvelles conditions font que les droguistes toucheront, non pas 5 % et 42 bouteilles en plus des 400 facturées, mais 7 % sur le montant des 400 bouteilles. D'après la réglementation, nous devons payer 0 fr. 85 la bouteille au lieu de 0 fr. 83 ; c'est un petit sacrifice qui sera compensé par la remise de 0 fr. 20 sur le prix de vente fixé à 4 fr. 65 ; nous devons donc accepter la situation faite par le contrat passé entre la maison DEJARDIN et le Syndicat général de la Réglementation, contrat qui respecte les intérêts des commissionnaires en leur accordant le 7 % minimum.

M. DUBAU. — Toutes les fois qu'un spécialiste régleme son produit, il est sollicité par les commissionnaires qui demandent 40 %.

M. FEUILLOUX. — Je voudrais donc avoir l'opinion unanime du Conseil pour porter cette question DEJARDIN sur le terrain des principes : notre Chambre syndicale ne peut admettre que les commissionnaires fassent obstacle à la vente d'un produit réglemé par le Syndicat général de la Réglementation, aux conditions normales. J'ai pensé également aux groupements d'achats et j'ai demandé aux propriétaires de la marque DEJARDIN si ces 7 % accordés aux commissionnaires seraient faits aux Sociétés d'arrondissements. Ils m'ont répondu qu'ils allaient étudier ma proposition et lui donneraient très probablement une réponse affirmative.

M. BERNHARD. — Cela revient à demander, comme je l'ai déjà dit, aux spécialistes de faire aux pharmaciens les mêmes conditions que celles faites aux commissionnaires.

M. FEUILLOUX. — Nous ne pouvons pas greffer cette question là sur la récente réglementation de la maison DEJARDIN.

M. HERBAIN. — Si nous ne pouvons pas obtenir satisfaction des commissionnaires, il faudra que la maison DEJARDIN s'appuie sur la manifestation de notre volonté pour faire respecter son contrat.

M. LAURENCIN. — Le meilleur moyen d'obtenir quelque chose, c'est de réunir une vingtaine de factures et de les envoyer à la maison DEJARDIN en disant que cette hausse de la part des commissionnaires est insupportable. Peut-être qu'avec notre protestation cette maison aura chance d'aboutir auprès des commissionnaires.

**Groupe des Tickettistes.** — M. HERBAIN demande que la Chambre syndicale remercie officiellement le Groupe des tickettistes d'avoir mis fin à la situation fâcheuse qui s'était présentée au commencement des hostilités pour le paiement des tickets.

Cette proposition est unanimement acceptée par le Conseil.

**Intérêts commerciaux.** — M. FEUILLOUX. — Il y a une question commerciale qui me préoccupe beaucoup. Actuellement nous sommes revenus à des conditions presque normales, pour les huit dixièmes du territoire national, au point de vue des tractations commerciales, le moratorium n'est plus appliqué par les princi-



pales Sociétés de crédit et cependant nous continuons à payer comptant, sans **escompte**.

M. BERNHARD. — Il n'y a rien de changé, le moratorium existe toujours. Il faut avouer que pour nos fournisseurs les conditions d'achats ne sont plus les mêmes et, au lieu d'avoir du crédit, ils payent comptant également.

M. FEUILLOUX. — En tous cas, cette question de l'escompte reviendra devant les droguistes, puisqu'il y aura avec eux une réunion suscitée par le Comité intersyndical.

M. BERNHARD donne lecture au Conseil d'une lettre d'un de nos fournisseurs; le Conseil constate qu'il ne lui est pas possible d'intervenir officiellement, le Confrère dont se plaint le fournisseur n'étant pas un de nos syndiqués.

#### Admissions :

MM. GUIGON (Maurice), 28, rue de Poitou, Paris; parrains :  
MM. NORMAND et DONNIO.

STOLTZ (Henry), 60, route de Versailles, à Billancourt;  
parrains : MM. HERBAIN et FAGARD.

VEIGNAULT (Eugène), 9, avenue de la République, à Paris;  
parrains : MM. LAURENCIN et FEUILLOUX.

#### Candidature nouvelle :

M. FIALIP (Jean-Baptiste), 3, rue Dupont-de-l'Eure; parrains :  
MM. LAURENCIN et BOINOT.

Avis. — Les confrères, membres de notre Syndicat, sont instamment priés de faire parvenir, au Président de la Chambre syndicale, les observations ou protestations qu'ils auraient à formuler contre le candidat ci-dessus.

Etat de Caisse. — M. le Trésorier donne lecture de son Etat de caisse qui se solde par un excédent de 4.615 fr. 25 au 31 janvier.

La séance est levée à cinq heures.

LE PRÉSIDENT.

## NECROLOGIE.

Nous avons le regret d'apprendre la mort de notre distingué confrère THIBAUT (Pierre-Eugène), pharmacien, 127, boulevard Saint-Michel, Paris, décédé à la suite d'une courte maladie, le 24 février.

M. THIBAUT était âgé de 56 ans; il appartenait à notre Chambre syndicale, depuis 1886.

Docteur en pharmacie, ancien interne des hôpitaux, trésorier-adjoint de l'Association confraternelle des Internes en Pharmacie des hôpitaux et hospices de Paris, il appartenait à la promotion de 1881 dont le lauréat est le Professeur BÉHAL.

Notre dévoué camarade THIBAUT fut très estimé, dans le Conseil d'administration de l'Association des Internes et dans d'autres conseils où ses confrères pouvaient apprécier la culture de son esprit, l'affabilité de ses manières et son attachement à la Pharmacie.

Au nom du Bureau de la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine, nous prions sa veuve et sa famille d'agréer nos respectueuses condoléances.

J. F.

## Lettres du Président de la Chambre Syndicale

Paris, le 14 Février 1915.

A Monsieur René Viviani,  
Président du Conseil des Ministres,  
Paris.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus une lettre adressée par mes soins à Monsieur le Ministre du Commerce et vous serai profondément reconnaissant de vouloir bien prendre en sérieuse considération le vœu qu'elle exprime.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mon respectueux dévouement.

*Le Président de la Chambre syndicale.*



*A Monsieur le Ministre du Commerce, de l'Industrie,  
des Postes et Télégraphes,  
101, rue de Grenelle,  
Paris.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de signaler à votre haute et bienveillante attention la situation difficile faite aux Pharmaciens de la Seine par suite de la raréfaction de l'alcool destiné aux préparations pharmaceutiques.

Le Ministère de la Guerre, vous ne l'ignorez pas, a réquisitionné pour son emploi personnel la presque totalité de la production indigène. Avec la situation actuelle, l'alcool monte à des cours de crise, dont l'État, maintenant presque seul acheteur, est le premier à souffrir. Certes, il n'entre pas dans nos intentions de regretter l'emploi que l'on fait de ce spiritueux pour la défense nationale. Mais, il n'en est pas moins vrai que, malgré la hausse constante, il ne sera bientôt plus possible aux pharmaciens de se procurer l'alcool nécessaire aux nombreuses préparations pharmaceutiques dont ce produit est la base. Comment pourront-ils alors servir les malades ? Pourquoi l'État n'utilise-t-il pas l'alcool étranger pour ses besoins afin de ne pas retenir tous les alcools français pour son usage et en vue d'en laisser au moins un peu aux pharmaciens.

Il a été démontré à M. le Ministre de la Guerre qu'il pouvait réaliser une économie considérable en achetant pour les poudreries des alcools étrangers, dégagés des droits de douane, en raison de leur destination aux usages de la guerre. On offre, en effet, des alcools des États-Unis, de Russie et d'Espagne, au prix de 50 à 55 francs l'hectolitre, au lieu de 90 francs payés actuellement pour les alcools indigènes.

Il ne vous échappera pas que cette solution aurait pour effet de baisser le prix de l'alcool, d'où économie pour l'État et les pharmaciens et de laisser à ces derniers la quantité nécessaire aux besoins urgents de leur clientèle.

J'ose espérer, Monsieur le Ministre, que vous voudrez bien prendre en considération le vœu que je vous exprime au nom de notre Chambre syndicale et vous prie d'agréer l'assurance de mon respectueux dévouement.

*Le Président de la Chambre syndicale.*

J. LAURENCIN.

Un confrère égaie ses loisirs d'hôpital par de malicieux refrains, qui pétillent du plus pur esprit montmartrois. A ce goût « bien parisien » ses amis reconnaîtront, sous le pseudonyme de Georges Alain, le pharmacien dont l'officine s'ouvre sur les flancs de la Butte.

## La Babillarde du Parigot

(Nouvelles du front)

AIR : *L'Anatomie du Conscrit.*

Cher copain, il pleut à torrents  
Dans la tranchée, sur nos cabèches,  
Aussi j'profit' du mauvais temps  
Pour te donner des novell's... fraîches.  
La tranchée est pleine aux trois quarts,  
Y aurait d'quoi pêcher... quelle guigne,  
Ah ! qu' c'est vexant, pour un lignard,  
De ne pas posséder de ligne.

L' premier obus que j'ai noté  
A presque frôlé ma capote  
Mais l'cochon n'a pas éclaté.  
— Toujours leur sale camelote ! —  
Pourtant la forte commotion  
Nous a tous projetés par terre.  
C'est tout d'mêm' drôl' d'êtr' sur le front  
Et en mêm' temps sur le derrière.

On bouffe bien ; mais par moments  
On trouv' que l'frichti n'vient pas vite  
Car l'cuisinier, c'est épatant  
A peur de r'cevoir un' marmite.  
Moi qui n'aimais pas les patrons  
Que j'méprisais comm' du vieux linge,  
Depuis que je suis sur le front  
J' t'avou' que j'appréci' le singe.

Noir' tranchée et cell' des All'mands  
Sont à vingt mètres d'intervalle  
Et l'on s'envoi' des boniments  
Mais on s'envoi' surtout des balles.  
Ils n'osent pas dormir oui-dà  
Et de crainte qu'on les déränge,  
Au moindre bruit ils crient : « Wer da »  
Mais d'chez nous on leur répond : « Mange ».



Hier un Boche a eu l'estomac  
De venir jusqu'à notr' tranchée  
Pour se fair' donner du tabac  
Au risqu' de r'cevoir la torchée.  
J'y ai offert tout aussitôt  
Ma blague où mon voisin Adolphe  
Avait écrit ces simples mots :  
— « Fabriqué' par l'Agence Wolff...e » —.

Ensuite je l'ai renvoyé  
A grands coups d'pied... là où tu penses  
Et de loin, je lui ai crié  
Tandis qu'il décampait d'urgence :  
Tu diras à tes officiers  
En leur racontant l'anecdote  
Qu'si les Français manqu'nt de souliers  
T'as fait connaissanc' de leurs bottes.

Mais je te laiss', j'vas m'agrafer  
Car on vient de nous dire — ah mince ! —  
Qu' dans un instant ça va chauffer ;  
C'est pas du lux' car le froid pince.  
Si tu n'revois pas ton copain,  
Sois pourtant assuré d'avance  
Qu'il aura fait du bon turbin.  
Et j'signe en criant : « Viv' la France ! »

Georges ALAIN.

(Tous droits réservés).

## INFORMATIONS

### Les patentes pendant les exercices 1914 et 1915.

Sur une question écrite posée par M. Duboys-Fresney, député de la Mayenne, le ministre des finances vient de régler ainsi qu'il suit la situation des patentables mobilisés :

En vertu du principe de l'annualité de l'impôt, les patentables qui ont cessé l'exercice de leur profession par suite de leur appel sous les drapeaux, doivent la totalité de leur patente pour l'année 1914 ; mais, sur leur demande individuelle, ils pourront obtenir, par mesure gracieuse, la remise des droits qu'ils n'auraient pas encore acquittés, si, après examen de leur situation, ils sont reconnus hors d'état de se libérer intégralement envers le Trésor.

Pour l'année 1915, les mêmes patentables ne deviendront passibles de la patente qu'à partir du 1<sup>er</sup> du mois où ils reprendront l'exercice de leur profession. Et ceci sans qu'il leur soit besoin de formuler aucune demande. La patente est donc suspendue de droit pour l'année 1915, tandis que pour l'année 1914 la remise n'en peut être faite que par

mesure gracieuse et individuelle provoquée par une demande de l'intéressé et seulement pour la partie de la patente non payée, d'où il résulte qu'aucun rappel ne sera ordonné.

#### La question des loyers.

Le *Journal Officiel* a publié le 16 février un décret qui tranche deux questions d'interprétation du moratorium des loyers.

Voici le texte du décret :

##### ARTICLE PREMIER

En cas de refus [des délais demandés par le locataire, si, à raison du prix annuel de la location dépassant 600 francs le juge de paix n'est pas compétent d'après la loi du 12 juillet 1905 pour connaître de l'action en paiement des loyers, il renvoie le propriétaire à se pourvoir pour ce paiement par les voies de droit.

##### ART. 2

Dans le cas où un locataire a versé au propriétaire, au début de la location, le montant des derniers termes à échoir, les dispositions de l'article 3 du décret du 7 janvier 1915 seront applicables, jusqu'à concurrence des sommes ainsi payées d'avance, aux termes échus avant le 1<sup>er</sup> avril prochain.

#### Promotions

Nous avons oublié de citer :

Parmi les confrères promus au grade de *pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe de réserve* :

MM. Georges BOINOT, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe. Hôpital n° 3, à Bourges (Cher).

FORESTIER, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe, évacué pour maladie grave et renvoyé temporairement dans ses foyers, pour raison de santé.

D<sup>r</sup> Joseph GALIMARD (de Versailles), pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe. Hôpital temporaire n° 6, à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire).

Au nombre des confrères promus au grade de *pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe de l'armée territoriale* :

MM. G. CARTILLIER, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe. Hôpital temporaire n° 40, à Pithiviers (Loiret).

L. LEMATTE, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe, service du P<sup>r</sup> Vincent. Hôpital militaire du Val-de-Grâce, à Paris.

#### Citation à l'ordre du jour

M. BERTRAND, pharmacien, avenue du Maine, 493, sergent au 86<sup>e</sup> d'infanterie, 10<sup>e</sup> compagnie, dans les tranchées (Oise).

A été cité à l'ordre du jour du régiment et proposé, par son colonel, comme adjudant pour avoir fait seul une reconnaissance la nuit.



**Situation militaire de quelques confrères mobilisés.**

- MM. BAGROS, pharmacien aide-major, en Argonne.  
BATAILLE, infirmier, 84<sup>e</sup> division de territoriale, en Belgique.  
BEYNIER, pharmacien aide-major. Hôpital temporaire, à Nevers.  
BOISSON, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe, ambulance 5/70, secteur postal 46.  
BOULLOY, infirmier, train sanitaire improvisé n° 4.  
CHRÉTIEN, chef d'ambulance n° 4, 5<sup>e</sup> corps.  
DELOUCHE, pharmacien major, à Rennes.  
DENIER, caporal-infirmier, ambulance n° 12, du 3<sup>e</sup> corps.  
FABIOU, infirmier. Hôpital n° 19, à Angers.  
FORESTIER, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe de réserve, ambulance n° 7 du 12<sup>e</sup> corps.  
GAUGRY, infirmier, train sanitaire P.-L.-M., n° 34.  
GÉNÉVRIER, automobiliste, 13<sup>e</sup> d'artillerie. Télégraphe militaire.  
GOIGOUX, infirmier de 2<sup>e</sup> classe, ambulance n° 8 du 13<sup>e</sup> corps.  
GUÉRIN, pharmacien aide-major, 6<sup>e</sup> corps.  
GUILLEMINOT, pharmacien aide-major. Hôpital temporaire, à Dôle (Jura).  
HEUZÉ (G.), infirmier, 3<sup>e</sup> section, à Vernon.  
JACQUEMIN, sergent, 148<sup>e</sup> d'infanterie. au dépôt, à Vannes.  
LAFOND, attaché au service du Directeur général de santé, 9<sup>e</sup> corps.  
LAROCHÉ, pharmacien aide-major, à Néronde (Cher).  
LAURIN, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe, train sanitaire n° 2, État, gare régulatrice, Le Bourget.  
LEBOISNE, infirmier, ambulance coloniale n° 10, 17<sup>e</sup> corps, secteur postal 144.  
LÉGER, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe, ambulance n° 2, 85<sup>e</sup> division territoriale.  
LEGRAND, infirmier. Hôpital temporaire n° 71, à Dijon.  
LEMOINE, pharmacien aide-major, ambulance n° 10, 8<sup>e</sup> corps.  
LESURE, infirmier. Hôpital Villemin.  
LIONNET, sous-officier, garde des voies, à Courbevoie.  
LOUVEAU, caporal infirmier, ambulance 11/21, armée Dubail.  
MAGNIER, pharmacien aide-major. Hôpital temporaire n° 32, à Granville.  
MAISONNEUVE, pharmacien aide-major, réserve du personnel sanitaire, 3<sup>e</sup> corps.  
MANGIN, infirmier, 2<sup>e</sup> section infirmiers militaires, à Nantes.  
MERVEAU, pharmacien major, 42, rue Gambetta, à Morlaix.  
MOULIN, pharmacien major. Hôpital temporaire, à Lorient (Finistère).

PAPION, pharmacien aide-major. Hôpital militaire, à Verdun.  
PARRON, infirmier. Hôpital d'évacuation n° 13.  
PASSAT, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe. Hôpital temporaire n° 11, à Saint-Maixent (Deux-Sèvres).  
PERROTIN, pharmacien aide-major. Hôpital temporaire n° 2, à Chalon-sur-Saône.  
PLÉDEL, pharmacien aide-major, train d'évacuation, à Château-Thierry.  
RÉAUBOURG, pharmacien aide-major, ambulance n° 2, secteur 41.  
RENAUD, infirmier. Hôpital d'Issy-les-Moulineaux (Seine).  
ROLLAND, pharmacien major. Hôpital de Vauchel, à Amiens.  
VAURS, automobiliste Bébé Peugeot, état-major, 26<sup>e</sup> division.  
VENARD, mobilisé depuis le 1<sup>er</sup> février, au Puy.  
VERGELOT, directeur de l'Hôpital auxiliaire n° 190, 28, avenue du Pont-de-Flandre, à Paris.  
VIEILLESCHAZES, pharmacien major. Hôpital militaire, à Versailles.  
VITART, pharmacien aide-major. Hôpital temporaire, à Tarbes.

Erratum au Bulletin du 1<sup>er</sup> janvier 1915.

M. MASSON, pharmacien volontaire, service du Dr Venant, lire :  
Dr Vincent, au Val-de-Grâce.

Pharmacie à vendre. Affaires 45.000 fr.; bénéfices nets 15.000 fr.  
Loyer 1.800 fr., avec appartement et jardin.  
S'adresser pour plus amples renseignements, au siège social, 5, rue  
des Grands-Augustins.

---

*Le Gérant, E. HÉLIE.*

42884. — Paris. Imp. DUREY et C<sup>ie</sup>, 22, rue Dussoubs. — 2-1915.



## CONSEIL D'ADMINISTRATION

POUR L'ANNÉE 1914-1915

### I. BUREAU

MM.

- PRÉSIDENT :** LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt (xviii<sup>e</sup>). — *Mardi matin à son domicile, mercredi et samedi à 3 h. au Siège social.* — NORD 27-82.
- VICE-PRÉSIDENT :** BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (xvii<sup>e</sup>). — *Vendredi à 2 h. à son domicile, jeudi et samedi, à 3 h., au Siège social.* — WAGRAM 02-76. mobilisé.
- SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :** PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernet, à Paris (xiv<sup>e</sup>). — *Vendredi et samedi, au Siège social, à 3 h.*
- SECRÉTAIRE ADJOINT :** BERNHARD, 11, rue Lafayette (ix<sup>e</sup>). — *Mardi et samedi, à 3 h. au Siège social; Jeudi à son domicile.* — GUTENBERG 49-53. mobilisé.
- TRÉSORIER :** COULLON, 108, rue Vieille-du-Temple (iii<sup>e</sup>).
- ARCHIVISTE :** CRINON, 45, rue de Turenne (iii<sup>e</sup>).

### II. CONSEILLERS

MM.

- ANCIENS PRÉSIDENTS :** DUFAY, 56, rue du Cherche-Midi (vi<sup>e</sup>). — Saxe 18-03.
- CORDIER**, 27, rue de la Villette (xix<sup>e</sup>). mobilisé
- DIRECTEUR DU BULLETIN :** FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (xi<sup>e</sup>).

### DÉLÉGUÉS DES CIRCONSCRIPTIONS

MM.

- 1<sup>re</sup> (1<sup>er</sup> et II<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : LONGUET, 54, rue des Lombards (i<sup>er</sup>). — *Mercredi apres-midi.* — CENTRAL 46-56.
- 2<sup>e</sup> (III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : NORMAND, 324, rue Saint-Martin (iii<sup>e</sup>). — *Lundi matin, de 9 h à 11 h.* — ARCHIVES 36-35.
- 3<sup>e</sup> (V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : HERBAIN, 44, rue Saint-André-des-Arts, Gobelins 28-99.
- 4<sup>e</sup> (VII<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : LENAIN, 126, rue de la Pompe (xvi<sup>e</sup>). — *Lundi matin.* — mobilisé. PASSY 99-08.
- 5<sup>e</sup> (VIII<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : PELLISSIER, 33, avenue de Villiers (xvii<sup>e</sup>). — *Jeudi, de 2 h. à 4 h.* — WAGRAM 14-59. mobilisé.
- 6<sup>e</sup> (IX<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : GAUCHER, 157, Boulevard Magenta. mobilisé.
- 7<sup>e</sup> (X<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : COLLIN, 19, boulevard Magenta (x<sup>e</sup>). — *De 1 h. à 3 h.* — mobilisé. NORD 15-18.
- 8<sup>e</sup> (XI<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : COLLESSON, 5, rue d'Angoulême (xi<sup>e</sup>). — *Jeudi, de 2 h. à 4 h.* mobilisé.
- 9<sup>e</sup> (XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : BOINOT, 18, place d'Italie, le *Mercredi matin.* — Gob. 26-75. mobilisé.
- 10<sup>e</sup> (XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> Ar<sup>t</sup>) : WEILL, 7, avenue d'Orléans (xiv<sup>e</sup>). — *Dimanche matin.* — mobilisé. Gob. 23-39.
- 11<sup>e</sup> (LEVALLOIS) : DELMOND, 4, avenue Sainte-Foy, à Neuilly-sur-Seine. — *Mardi matin.*
- 12<sup>e</sup> (ASNIÈRES) : WALTER, 2, rue Denis-Papin, à Asnières. mobilisé.
- 13<sup>e</sup> (SAINT-DENIS) : TRINQUART, 69, avenue de Paris, à la Plaine-Saint-Denis. — *Mardi matin.* — 5-52.
- 14<sup>e</sup> (AUBERVILLIERS) : GRÈS, à Noisy-le-Sec.
- 15<sup>e</sup> (MONTREUIL) : FAYOL, 17, boul. de Belfort, à Montreuil-sous-Bois. mobilisé.
- 16<sup>e</sup> (SAINT-MAUR) : LOISEL, 4, square des Marronniers, à Saint-Maur. — *Jeudi.*
- 17<sup>e</sup> (IVRY) : POUILH, 27, route de Choisy, à Ivry.
- 18<sup>e</sup> (MONTROUGE) : N.

### III. COMITÉ DISCIPLINAIRE

MM.

PRÉSIDENT : LAURENCIN, 44, rue de Clignancourt (xviii°).  
 VICE-PRÉSIDENT : BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (xvii°).  
 SECRÉTAIRE : PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernay (xiv°).  
 ARCHIVISTE : DESVIGNES, 2 bis, rue Gustave-Zédé (xvi°).  
 MEMBRES TITULAIRES : BILLON, 50, av. de Villeneuve-l'Étang, à Versailles (S.-et-O.).  
 BRISSONNET, 141, rue de la Tour (xvi°).  
 BOUSQUET, 140, faubourg Saint-Honoré (viii°).  
 DUMOUTHIER, 19, rue de Bourgogne (vii°).  
 LACROIX, 31, rue Philippe-de-Girard (ix°).  
 LAFAY, 54, rue de la Chaussée-d'Antin (ix°).  
 RENARD, 8, rue de Passy (xvi°).  
 WEIL, 62, route d'Orléans, à Montrouge.  
 MEMBRES ADJOINTS : N.  
 FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (xi°).  
 RENGNIER, 56, rue de Passy (xvi°).

### IV. COMMISSIONS

MM.

CONSEIL DE FAMILLE : LAURENCIN, *Président*, BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CRINON, COULLON, DUFAU, CORDIER.  
 CONTENTIEUX : LAURENCIN, *Président*, BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CORDIER, CRINON, DUFAU, LONGUET, HERBAIN.  
 ÉTUDES : PÉAN, *Président*, COLLESSON, CORDIER, DUFAU, HERBAIN, LENAIN, LONGUET, PELLISSIER, WEILL.  
 MUTUALITÉ : BERNHARD, *Président*, COLLIN, FAYOL, N., GRÈS, N., POUILH.  
 INTÉRÊTS COMMERCIAUX : BARTHET, *Président*, BOINOT, FAYOL, LENAIN, NORMAND, WEILL, N.  
 TARIF : PÉAN, *Président*, BERNHARD, *Secrétaire*, BOINOT, CRINON, DELMOND, TRINQUART, NORMAND.  
 FINANCES : LOISEL, *Président*, BERNHARD, LONGUET, COULLON, N.  
 BULLETIN : FEUILLOUX, *Président*, LAURENCIN, BARTHET, PÉAN, BERNHARD, LONGUET, *Administrateur du service de Publicité*.

### CONSEIL JUDICIAIRE

MM.

MORET, avocat à la Cour de cassation, 211, boulevard Saint-Germain (vii°).  
 POIGNARD, avocat à la Cour d'appel, 3, rue Danton (vi°).  
 CLAPPIER, avoué à la Cour d'appel, 241, boulevard Saint-Germain (vii°).  
 HÉBERT, avoué au Tribunal civil de la Seine, 3, rue des Pyramides (i°).  
 DORÉ, huissier, 17, rue du Bouloi (i°).  
 BAREILLIER-FOUCHÉ, expert-comptable des Tribunaux, 16, rue Condorcet (ix°).  
 HÉLIE, agent judiciaire, au Siège social.

### ASSURANCES

M.

MAURICE-LAJOUX, assureur-conseil, 18, rue de Provence (ix°). *Tél. : CENTRAL 73-54.*

Le *Bulletin* a été successivement dirigé par :

V. RIÈRE, 1895-1907; Henri MARTIN, 1907-1912; A. JARON, 1912-1914; J. FEUILLOUX, 1914.



# BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES PHARMACIENS DE LA SEINE

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

31 Mars 1915.

## SOMMAIRE

Anniversaire, p. 51. — Les affaires sont les affaires, p. 52. — Assemblée générale de la Chambre syndicale, p. 54. — Notre Caisse de Secours immédiats, p. 55. — Souscription au profit des Pharmaciens mobilisés du département de la Seine, p. 56. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration du 9 mars 1915, p. 59. — Bulletin de variations, p. 62. — Caisse mutuelle pharmaceutique de retraites, p. 62. — Nécrologie, p. 69. — Sonnets de guerre, p. 72. — Fils d'Attila, p. 73. — Informations, p. 74. — Marques de fabrique, p. 74.

## ANNIVERSAIRE

A l'occasion de l'anniversaire de la mort de A. JABOIN, ancien Président de notre Chambre syndicale, survenue le 28 mars 1914, le Bureau tient à adresser à la mémoire de cet aimable confrère son fidèle hommage de regrets.

Plus que jamais les morts vont vite, depuis l'ère tragique ouverte par la guerre. La sympathie est douloureusement sollicitée par tant de décès glorieux et prématurés, qu'il nous semble très lointain le jour, où nous conduisions notre Président, au cimetière de Maule.

A cette époque, nos préoccupations étaient exclusivement d'ordre professionnel. Les événements y ont ajouté depuis, pour de nombreux confrères, une somme écrasante de chagrins et de soucis.

Que ceux qui ont le culte du souvenir s'unissent aux enfants et aux amis de A. Jaboin, dans un sentiment de commémoration confraternelle.

J. F.

## Les Affaires sont les Affaires

Au début de cette causerie dont le titre se détachait, il y a quelques années, sur les colonnes Morris où le maintint longtemps le talent d'un dramaturge en vogue, je ne puis m'empêcher de noter, en quelques lignes brèves, l'influence des *zeppelins* sur la vente des cachets de pyramidon.

Je prends la plume, en effet, ayant encore dans les oreilles le bruit sinistre, en pleine nuit, de la trompe, du clairon et du canon d'alarme.

Les Parisiens sont frappés à la tête, et beaucoup ont mal aux cheveux, selon l'expression vulgaire, en ce matin du 21 mars. Toutes les locataires du « cintième » dont les maris ont été impuissants... à maîtriser les nerfs piqués au vif par l'alerte de cette nuit, ont dégringolé, à la hâte les étages, pour envahir la loge des concierges brusquement éveillés.

Dans ma somnolence à-demi lucide, j'ai eu un rappel de la scène hilarante du fameux succès du Grand-Guignol : « Théodore cherche des allumettes. »

Par cette matinée au ciel calme tout embelli de soleil printannier, qui nous fait oublier les fulgurances des puissants projecteurs de la Tour Eiffel et du Dôme de M. Dufayel, j'ai donc épuisé ma réserve de cachets de pyramidon.

Ceci est une satisfaction, évidemment, mais suis-je encore sous l'influence de ma nuit troublée, je songe amèrement que le bocal de pyramidon est presque vide et que demain il faudra faire un nouvel achat. A quelles conditions ? *Chi lo sa !*

Je pourrais peut-être vous fixer, chers lecteurs, si j'avais eu déjà le plaisir d'assister à la réunion où nous devons, quelques-uns du Comité intersyndical, nous rencontrer avec des représentants du Syndicat de la droguerie. Je dois attendre, jusqu'au vendredi 26 mars, ce plaisir sans lendemain, et de ce fait, mes impressions se trouvent reportées au numéro d'avril.

En attendant, je puis vous donner les quelques renseignements glanés au courant des conversations que m'ont gracieusement accordées quelques-uns des directeurs d'importantes maisons de Droguerie. Ils jetteront quelques lueurs sur un sujet intéressant entre tous.

Dans ces bureaux pleins d'une activité ralentie pourtant par la



S mobilisation, j'ai eu l'impression très nette que la plupart de mes confrères restent ignorants des grosses affaires et vivent presque étrangers à ce monde de la droguerie tout voisin de nous, sur la lisière de ce marché qui nous alimente et à la prospérité duquel nous contribuons pour une part importante.

a  
ps  
de  
la Cette participation de la pharmacie aux affaires de la Droguerie n'est pas aussi prépondérante que mes confrères ont tendance à se l'imaginer.

le  
lu L'industrie chimique s'est à ce point développée depuis un demi-siècle que les pharmaciens ne sont plus les seuls clients sérieux de quelques-unes des grosses maisons du Marais.

ax  
s. La multiplication des produits de synthèse, l'extension du domaine de la chimie organique ont amené le développement ou la création de certains départements de la Droguerie.

té  
de  
la De tous temps, les transactions commerciales restent soumises à des lois générales, mais depuis la guerre nous subissons durement l'inévitable contre-coup de la loi de l'offre et de la demande, de cette loi qui, sur les bancs du collège, nous paraissait de peu d'importance, dans notre mince bagage d'économie politique. Que n'a-t-il été grossi depuis, devant une chaire de nos Écoles supérieures de Pharmacie!

a-  
p-  
ic Dès le mois d'août, la demande a augmenté considérablement : demande provenant de l'intérieur, par réquisition du Ministère de la Guerre; demande provenant aussi de nouveaux clients de l'extérieur.

is  
al  
n Je crois avoir indiqué dans un précédent article que les Allemands fournissaient à la France les huit dixièmes des produits chimiques. Mais nous n'étions pas leurs seuls clients et, le marché allemand fermé, nos alliés, les Russes notamment, sont venus jeter sur la place de Paris des demandes tellement importantes qu'on n'a pas pu d'ailleurs les satisfaire complètement.

eu  
s-  
-  
r-  
es  
s  
t  
e  
t  
a  
Devant cette affluence inusitée de clients, que pouvait le marché parisien? Les réserves étaient presque nulles, puisque jusqu'à fin juillet, les achats se faisaient de la France à l'Allemagne avec une régularité qui dispensait les droguistes de toute préoccupation d'avenir.

Les importations ont baissé d'une façon très notable également de la part de l'Angleterre qui encombre le canal de la Manche et nos ports de ses bateaux chargés de troupes et de matériel de guerre. Le fret se trouve ainsi presque suspendu, jusqu'en mai, paraît-il. L'Angleterre prévoyante pour ses armées a gardé des

stocks considérables de produits nécessaires au bon fonctionnement de son service de santé.

Une autre cause de la raréfaction des produits chimiques s'ajoute aux précédentes : c'est la réduction de la fabrication, conséquence de la mobilisation du personnel des usines. Et le charbon, ce pain du chimiste, est devenu moins bon et plus cher !

Dans l'improvisation de la Défense nationale, le Gouvernement s'est trouvé obligé de tout sacrifier à l'approvisionnement de l'armée. Le souci du présent s'est imposé tellement qu'on a négligé les prévisions de l'avenir et les besoins des malades de la population civile ont paru presque insignifiants, en comparaison de ceux de l'armée.

Telles sont les considérations d'ordre général que j'ai cru devoir résumer avec l'espoir bien faible de donner plus complète satisfaction à mes lecteurs, dans un prochain article.

J. FEUILLOUX.

### Assemblée Générale de la Chambre Syndicale

Comme suite à la note parue dans le dernier *Bulletin*, concernant les candidatures au Conseil d'administration, nous informons nos sociétaires que les candidats connus à ce jour, dernier délai, sont les suivants :

2 <sup>e</sup> circonscription	.....	M. NORMAND.
3 <sup>e</sup> —	.....	M. HERBAIN.
4 <sup>e</sup> —	.....	M. LENAIN.
7 <sup>e</sup> —	.....	M. COLLIN.
17 <sup>e</sup> —	.....	M. POUILH.
18 <sup>e</sup> —	.....	M. N***.

Les membres de chaque circonscription recevront, dans quelques jours, une lettre les invitant à exprimer leur vote par correspondance. Il est, en effet, impossible d'organiser actuellement des réunions de confrères. Nous pensons que ceux-ci voudront bien nous donner un nouveau témoignage de bonne confraternité, en répondant nombreux à notre appel.

20 mars 1915.

Le Président.



## Notre Caisse de Secours immédiats

Dans la *Revue moderne de Pharmacie* (n° de janvier-février 1945), notre érudit et dévoué confrère L.-G. TORAUDE veut bien mettre sa plume incomparable au service de l'*OEuvre de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Seine*.

Le Président LAURENCIN et moi, nous ne saurions assez le remercier de son gracieux concours et des félicitations encourageantes qu'il nous adresse.

Même après avoir encaissé, au 22 mars, la somme de vingt-quatre mille cinq cents quarante-sept francs, nous nous rendons parfaitement compte que « ce résultat est encore trop modeste, si l'on considère tous les malheurs qu'il faudra soulager ».

Tel est aussi l'avis du vénérable et modeste confrère que nous eûmes la joie d'accueillir avec une émotion reconnaissante, à notre siège social, au début de ce mois. Il venait nous apporter sa cotisation mensuelle de vingt-cinq centimes, par jour, qu'il se fait un devoir d'acquitter régulièrement depuis le début de la guerre.

Comme nous le remercions chaleureusement, connaissant son officine modeste, son grand âge et ses privations (il exerce, sans personnel, avec l'aide hebdomadaire d'un remplaçant), ce confrère nous édifie par cette brève réponse : « Ce que je fais est tout simple, puisque nous avons un but. »

Ce but, chers confrères, vous le connaissez depuis l'appel lancé, en septembre, par notre Chambre syndicale.

Si ma faiblesse de persuasion est évidente, puisqu'un trop grand nombre de pharmaciens de comptoir s'obstinent à rester sourds à mes objurgations réitérées, j'ai du moins aujourd'hui la satisfaction de vous signaler le coup de clairon de notre camarade TORAUDE et l'éloquent exemple de mon voisin du XI<sup>e</sup> arrondissement.

A tous les souscripteurs de la sixième liste nous adressons nos vifs remerciements car leur geste est pour nous le meilleur des encouragements ; aux heures prises que connaissent tous ceux qui font œuvre désintéressée, je me rappelle, en la modifiant, la vieille devise : *Tenaces Fortuna juvat*.

J. F.

N.-B. — Nos confrères voudront bien retenir que cette sixième liste, comme les précédentes, n'est pas récapitulative.

# SOUSCRIPTION

## au profit des Pharmaciens mobilisés du Département de la Seine

### SIXIÈME LISTE

NOMS ET ADRESSES DES SOUSCRIPTEURS	Montant des souscriptions					
MM.	nov.	déc.	janv.	févr.	mars	avril mai
ROBIN, 13, rue de Poissy, Paris . . . . .						500 »
SALLE et C <sup>ie</sup> , 4, rue Elzévir. . . . .						250 »
BOURDOIS et WEBER (Vaseline Chesebrough et produits Colgate), 172, quai Jemmapes, Paris . . . . .						100 »
COMPAGNIE DES GRANDES SOURCES MINÉRALES FRANÇAISES, Vittel. . .						100 »
LEGOUX et FILS, 10, rue de Turenne, Paris. . . . .						100 »
SIMON et C <sup>ie</sup> , 59, rue du Faubourg-Saint-Martin, Paris. . . . .						100 »
SURIN (Emile), 163, rue Saint-Honoré, Paris. . . . .						100 »
DESIGNES, 2 bis, rue Gustave-Zédé, Paris . . . . .						50 »
MM.						
ANSLER, 46, Grande-Rue, Créteil . . . . .				7 50		7 50
BARTHET, 1, rue de Phals- bourg, Paris . . . . .				10 »		10 »
BIAUDET, 103, avenue de la Reine, Boulogne. . . . .			7 50	7 50	7 50	22 50
BORNE, 4, place du Val, Vanves. . . . .			7 50	7 50	7 50	22 50
BOURBON, 139, boulevard Magenta, Paris . . . . .				7 50	7 50	15 »
CAILLEBOTTE, 28, boul. de l'Hôpital, Paris. . . . .				20 »		20 »
CAPLAIN, 11, rue Bri- daine, Paris . . . . .				10 »		10 »
CÉDARD, 2, place du Théâtre-Français, Paris . . . . .			7 50	7 50		15 »
CHARTON, 2, rue Tiron, Paris. . . . .			10 »			10 »
CHAUNELLE, 25, rue Réaumur, Paris. . . . .				7 50	7 50	15 »
CLAVIER, 3, rue des Fossés-Saint-Marcel, Paris. . . . .				7 50		7 50
COLLONBY, 97, rue Da- reau, Paris. . . . .			10 »	10 »		20 »
COQUILLAT, à Bandol (Var). . . . .			10 »			10 »
DANET, 84, rue de l'A- queduc, Paris. . . . .			7 50	7 50		15 »
DAVID, 99, route de Montrouge, Malakoff. . . . .			10 »			10 »
A reporter. . . . .						1.510 »



	nov.	déc.	janv.	févr.	mars	avril	mai	Report. . . . .
MM.								1.510 »
DELANNAY, 64, rue de Tocqueville, Paris. . .		10 »	10 »				20 »	
DEVILLERS, 17, rue du Midi, Vincennes. . .			7 »				7 »	
DREYER-DUFER, 114, rue de la Chapelle, Paris. .			10 »				10 »	
DUBOURG, 1, avenue Mé- nélottes, Colombes. . .			10 »				10 »	
DUCHE, 133, avenue de Saint-Ouen, Paris. . .	7 50	7 50	7 50	7 50			30 »	
DUREL, 7, boulevard De- nain, Paris. . . . .			15 »				15 »	
DUPEYRIX, 76, rue du Château-d'Eau, Pa- ris. . . . .			10 »				10 »	
FEUILLOUX, 22, rue d'An- goulême, Paris. . . .				7 50			7 50	
FINOT, 43, rue Traver- sière, Asnières. . . .	10 »	10 »	10 »	10 »	10 »	10 »	50 »	
FRANC, à Rumilly (Hau- te-Savoie). . . . .				10 »			10 »	
GILBERT, 47, avenue de l'Observatoire, Paris. .				7 50			7 50	
GREFFIER, 18, rue de Meu- don, Clamart. . . . .				10 »			10 »	
GREFFIER, 11, rue Lepic, Paris. . . . .				10 »			10 »	
GUILLAUME, 117, avenue d'Ivry, Paris. . . . .	7 50	7 50	7 50	7 50			30 »	
HAUGOU, 55, rue de Pa- ris, Pantin. . . . .	30 »	7 50	7 50	7 50			52 50	
HENNERLÉ, 3, rue Du- faut, Gentilly. . . .			10 »				10 »	
HILBERT, 58, rue Carnot, Stains. . . . .			7 50				7 50	
HUBAC, 4, rue Méchin, Ile-Saint-Denis. . . .			7 50	7 50			15 »	
JACOB, 55, rue des Pe- tits-Champs, Paris. . .		9 »	9 »				18 »	
KARTOW, 12, rue de la Boule-Rouge, Paris. . .			10 »				10 »	
LAIR, 95, rue Didot, Pa- ris. . . . .				7 50	7 50		15 »	
LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt, Paris. . .				10 »			10 »	
LEGER, 3, rue du Che- min-de-Fer, Saint- Denis. . . . .				7 50			7 50	
LESAGE, 16, rue de Pa- ris, Clamart. . . . .	7 50	7 50					15 »	
LOISEL, 4, square des Marronniers, Saint- Maur. . . . .				7 50			7 50	
					7 50		7 50	
A reporter. . . . .							1.905 »	
							2	

	nov.	déc.	janv.	févr.	mars	avril	mai	Report . . . . .
MM.								1.905 »
MARIE, 112, rue de Paris, Puteaux . . . .			20 »					20 »
MAÛR, 13, rue Lacharrière, Paris . . . .	7 50	7 50	7 50					22 50
MEROBIAN, 4, Grande-Rue, Paris . . . . .			10 »	10 »	10 »	10 »	10 »	50 »
D <sup>r</sup> MAZAUD, 16, rue de la Gaîté, Paris . . .				7 50	7 50	7 50		22 50
MOINDROT, 27, boulevard Henri-IV, Paris . . .			12 »					12 »
MOREAU, 5, Rond-Point de Longchamps, Paris				10 »				10 »
PASSAT, 182, avenue de Versailles, Paris . . .			10 »					10 »
RAFFEGEAU, 3, rue de l'Amiral-Mouchez, Paris . . . . .			7 »					7 »
RICHARD, 53, rue de Tolbiac, Paris . . . . .			7 50					7 50
RENARD, 142, avenue de Clichy, Paris . . . .		10 »	10 »	10 »				30 »
ROUSSEAU, 4, place de la République, Levallois . . . . .			10 »					10 »
ROZAN, 96, avenue de Clichy . . . . .	7 50	7 50	7 50	7 50				30 »
SOUCHEYRE, 118, avenue de Villiers, Paris . .		7 50	7 50					15 »
TEMPLAERE, 1, avenue du Parc-Monceau, Paris . . . . .				5 »				5 »
VARAGNIAC, 171, rue de Belleville, Paris . . .			7 50					7 50
VERGELOT, 163, rue de Flandre, Paris . . .			10 »					10 »
A. WEIL, 62, route d'Orléans, Montrouge . .				20 »				20 »
Total de la sixième liste . . . . .								2.194 »
Montant des listes précédentes . . . . .								22.353 »
Total au 22 mars 1915 . . . . .								24.547 »



Extrait du procès-verbal de la Séance du  
CONSEIL D'ADMINISTRATION  
du 9 mars 1915.

Présidence de M. LAURENCIN, Président.

Étaient présents : MM. LAURENCIN, BERNHARD, CRINON, COULLON, FEUILLOUX, HERBAIN, GRÈS et TRINQUART.

Excusés : MM. PÉAN et LOISEL.

Décès. — M. le Président a le regret de faire part au Conseil du décès de notre distingué confrère M. THIBAUT, 127, boulevard Saint-Michel, de celui de M. ALEXANDRE, pharmacien, 41, rue de Rome.

M. FERRE, pharmacien, 142, boulevard Saint-Germain, vient de perdre son fils, décédé à Toulon.

Nous apprenons encore la mort de M<sup>me</sup> Veuve LABAINVILLE, femme d'un de nos anciens confrères, qui avait continué, depuis la mort de son mari, à payer la cotisation syndicale.

Le Conseil adresse à toutes ces familles, cruellement éprouvées, ses bien sincères sentiments de condoléances.

Correspondance. — M. le Président annonce au Conseil qu'il a reçu une longue lettre de notre Vice-Président, M. BARTHET, qui est toujours en Belgique et qui présente ses meilleurs souvenirs aux membres du Conseil restés à leur poste syndical.

M. le Président rappelle que le dernier Conseil avait décidé de faire part au Président du Syndicat général de la Droguerie française du vœu du Comité intersyndical demandant une réunion de la droguerie pour étudier les moyens de remédier à l'augmentation du prix des matières premières.

M. MICHEL a répondu, le 24 février, que notre proposition serait soumise au Bureau de son Syndicat, lors de sa prochaine réunion et qu'il nous ferait part de cette décision.

M. LORETTE, agent général du Syndicat général de la Règlemen-

tation, auquel nous avons signalé la majoration de prix faite par les droguistes sur la bière DEJARDIN, nous écrit qu'il a adressé une réclamation motivée avec preuve à l'appui, au Syndicat général de la Droguerie française.

**Association Générale des Syndicats pharmaceutiques de France.** — M. COLLARD nous informe que la réunion du Conseil d'administration de l'Association Générale aura lieu le jeudi 14 mars au siège social.

L'ordre du jour de cette réunion comprendra surtout les questions qui ont été traitées dans les circulaires envoyées au nom de l'Association depuis les débuts de la guerre.

**Assemblée générale de la Chambre syndicale.** — M. le Président rappelle que, comme suite à la décision prise par le dernier Conseil, le nom des conseillers sortants ont été publiés dans le dernier *Bulletin*. Les candidatures devront se faire connaître avant le 20 mars et seront publiées dans le *Bulletin* de mars. Au mois d'avril, les membres des circonscriptions à renouveler seront appelés à désigner leurs candidats, mais ce vote ne pourra être fait cette année que par correspondance, étant données les grandes difficultés pour trouver des lieux de réunion.

Le Conseil s'entretient ensuite de la question des loyers et après échange de vues, décide de suivre de très près les efforts qui sont tentés de divers côtés pour aboutir d'une façon satisfaisante.

**Tarif accidents du travail.** — M. HERBAIN. — J'ai à vous entretenir d'une autre question, celle des tarifs pour les accidents du travail. Il est certain qu'il ne peut pas être modifié en ce moment, mais il y aurait peut-être quelque chose à faire.

Le tarif des accidents du travail est susceptible de réductions suivant l'importance des villes dans lesquelles il est appliqué. Sans rien changer au tarif, ne pourrait-on pas faire diminuer ou supprimer cette réduction ?

M. BERNHARD. — Cela n'est pas possible, ces rabais sont des conditions du tarif et il ne pourrait y avoir sans eux d'uniformité d'application.

M. HERBAIN. — Je me hâte de dire que, pour cette proposition, je me suis basé sur un fait : c'est que l'Etat a pris les devants pour le tarif de ses chemins de fer. Il n'a pas attendu que des réclamations lui soient formulées et a publié un nouveau tarif, avec effet



rétroactif du 4<sup>er</sup> octobre, en se basant sur cette raison que, depuis la guerre, un grand nombre de produits chimiques ont subi une hausse considérable.

M. LAURENCIN. — Je poserai cette question jeudi prochain, au Conseil de l'Assemblée générale.

**Office pharmaceutique et chimique.** — M. HERBAIN entretient également le Conseil de l'urgence qu'il y aurait à envisager la création d'usines de produits chimiques, destinées à remplacer les maisons allemandes qui inondaient de leurs produits la pharmacie française.

**Bulletin de variations.** — M. TRINQUART demande une réunion prochaine de la Commission du Tarif pour l'établissement d'un nouveau Bulletin de variations.

Le Conseil décide de faire paraître tout prochainement un Bulletin de variations qui aura un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier.

**Affaires judiciaires.** — M<sup>e</sup> POIGNARD nous informe que la huitième Chambre correctionnelle a rendu le lundi 4<sup>er</sup> mars un jugement qui condamne M<sup>me</sup> L... à 400 francs d'amende et à 400 francs de dommages-intérêts, pour contravention à la loi de 1905 sur les fraudes.

Vente d'un produit indûment déclaré contenir un médicament.

**Admission :**

M. FIALIP (Jean-Baptiste), 3, rue Dupont-de-l'Eure, Paris ;  
parrains : MM. LAURENCIN et BOINOT.

**Candidatures nouvelles :**

MM. CHAUCHY (A.-J.), 40, rue de la Bienfaisance, Paris.  
RIÈTHE (Gaston), 58, rue de la Jonquière, Paris.

**Avis.** — Les confrères, membres de notre Syndicat, sont instamment priés de faire parvenir, au Président de la Chambre syndicale, les observations ou protestations qu'ils auraient à formuler contre les candidats ci-dessus.

**Etat de caisse.** — M. le Trésorier donne lecture de son Etat de caisse qui se solde, au 4<sup>er</sup> mars, par un excédent de 7.877 fr. 20.

La séance est levée à cinq heures.

# Bulletin de Variations

(1<sup>er</sup> janvier 1915)

Ce Bulletin, applicable à la 18<sup>e</sup> édition du Tarif de la Chambre syndicale, fait suite à ceux du 1<sup>er</sup> octobre 1913 et 1<sup>er</sup> octobre 1914.

	Numéros de référence au barème.		Numéros. de référence au barème.
Acide acétyl salicylique . . . . .	41	Extrait de quinquina rouge	
— salicylique . . . . .	36	sec . . . . .	54
Analésine . . . . .	42	Hexaméthylène tétramine . . . . .	43
Aspirine . . . . .	41	Lanoline . . . . .	33
Benzoate de soude . . . . .	36	Permanganate de potasse . . . . .	31
— — du benjoin . . . . .	37	Salicylate d'antypirine . . . . .	50
Borate de soude pulvérisé . . . . .	42	— de bismuth . . . . .	44
Bourdaïne . . . . .	21	— de méthyle . . . . .	35
Bromhydrate de quinine . . . . .	54	— de soude . . . . .	37
Caféine . . . . .	50	Sulfate de quinine . . . . .	52
Chlorhydrate de quinine . . . . .	54	Urotropine . . . . .	43
Codéine . . . . .	72	Trional . . . . .	43
— (phosphate de) . . . . .	76	Valériane de quinine . . . . .	54
Extrait de quinquina rouge (Codex) . . . . .	43		

**Avis.** — Ces prix s'entendent pour Paris seulement; le prix de revient étant augmenté en province pour les multiples frais supplémentaires occasionnés par suite de la mobilisation et les grandes difficultés de réapprovisionnement.

## CAISSE MUTUELLE PHARMACEUTIQUE DE RETRAITES

Exercice 1913-1914. — Onzième année

### SITUATION FINANCIÈRE ANNUELLE

Rapport de M. GESLIN, Trésorier.

MESSIEURS ET CHERS CONFRÈRES,

J'ai l'honneur de vous présenter la situation financière de la onzième année d'exercice de la Caisse Mutuelle.

Suivant nos habitudes précédentes, je la remets à l'Assemblée, afin que chacun puisse en prendre connaissance dans tous ses détails, la résumant d'autre part suivant le tableau auxiliaire ci-après, dont vous possédez chacun un exemplaire.



# RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA C. M. P. R. AU 30 JUIN 1914

## A. — Répartition aux fonds sociaux des Recettes et Dépenses de l'exercice 1913-1914

	RECETTES	DÉPENSES	EXCÉDENT DES RECETTES	RÉPARTITION DE L'EXCÉDENT DES RECETTES ENTRE LES SECTIONS QUE COMPORTE LE FONDS SOCIAL ENVISAGÉ
		(1)		
1 <sup>er</sup> Fonds collectif . . . . .	3.142 60	1.314 30	1.798 30	<div> <div> aux capitaux inaliénables . . . . . 56 50 </div> <div> au compte α . . . . . 150 » </div> <div> aux capitaux disponibles . . . . . 1 591 80 </div> </div> 1.798 30
2 <sup>er</sup> Avoir aliénable . . . . .	19.531 65	»	19 531 65	à la répartition par tête . . . . . 371 75
3 <sup>er</sup> Avoir réservé . . . . .	33.300 »	4 100 »	29.200 »	à la répartition par part . . . . . 19.159 90
4 <sup>er</sup> Fonds de retraites . . . . .	»	»	»	
TOTAUX . . . . .	55.974 25	5.444 30	50.529 95	

(1) Déduction faite de 500 francs soldés par une pension égale sur l'exercice précédent, pour « Dû à Divers ».

B. — Bilan au 30 Juin 1914

ACTIF

Espèces en caisse . . . . .	94 45	} 368.400 40
Espèces au Crédit Lyonnais . . . . .	1 846 85	
Espèces à la Caisse des Dépôts et Consignations . . . . .	366 459 10	
Pour mémoire, dû par divers : 2.532 65.		

PASSIF

	1913	1914	TOTAUX
<i>Fonds collectif</i>			
Capitaux inaliénables . . . . .	7 304 » +	16 50 . . . . .	7.300 50
Compte α . . . . .	4.377 63 +	150 » + 331 20 + 450 » . . . . .	5.308 83
Capitaux disponibles . . . . .	673 20 +	1 591 80 — 331 20 — 450 » — 11 » — 531 50 =	941 30
<i>Avoir aliénable</i>			
Répartition par tête . . . . .	12 215 » +	168 » + 203 75 . . . . . + 531 50 =	13 118 25
Répartition par part . . . . .	95.030 62 +	5 239 50 + 13.920 40 + . . . . . 11 » . . . . . =	114 221 52
<i>Avoir réservé</i>			
Cotisations Formule II . . . . .	188.250 » + 33 300 » — 4 400 » — 1 800 » — 1 000 » . . . . . =		214 650 »
<i>Fonds de retraites</i>			
Capitaux constitutifs . . . . .	10.000 » + . . . . .	1.800 » . . . . . =	11 800 »
Dû à divers . . . . .	500 » — 500 » + . . . . .	1.000 » . . . . . =	1.000 »
			368 400 40

Le Trésorier : GESLIN.



Il résulte de cette situation que nos capitaux au 30 juin 1914 se chiffrent par la somme de 368.400 fr. 40 répartie à nos divers fonds sociaux comme il sera indiqué dans la suite.

Nous progressons toujours régulièrement et aussi *lentement* que sûrement; mais cette année, notre Société a été bien éprouvée car, jamais depuis sa fondation, nous n'avons eu à déplorer autant de décès.

Notre *Avoir Réserve* a eu, de ce fait, à supporter la reprise de 4.400 francs qui ont servi à constituer des pensions aux veuves de nos regrettés sociétaires.

Une autre somme de 1.000 francs portée au passif du compte *Capital* restait due encore au 30 juin à une succession.

Enfin une troisième somme de 1.800 francs reste provisoirement en attente à notre *Fonds de Retraites* pour être en mesure de constituer, aussitôt qu'une décision sera prise, une pension à la veuve d'un de nos confrères, décédé peu de temps avant la clôture de l'exercice.

Par contre, la C. M. P. R. a eu pour la première fois à établir une entente amicale et financière avec une importante Société pharmaceutique, la *Société Galénique*. Nos confrères de la Société Galénique, puissamment encouragés par leurs distingués Directeurs, sont venus nombreux s'inscrire à la C. M. P. R. pour une vingtaine de parts (2.000 francs).

A cet appoint, s'ajoutent quelques cotisations anticipées pour la somme de 2.100 francs.

Malheureusement, nous avons encore à considérer, pour mémoire, la somme de 2.532 fr. 65 des comptes en suspens.

Je n'insisterai pas sur cette dernière somme, pensant qu'elle trouvera sa liquidation dans un projet d'assistance actuellement à l'étude; projet, bientôt adopté, je l'espère, qui sera d'un grand secours à tous les membres de l'Association Générale des Syndicats pharmaceutiques de France inscrits aux diverses Sociétés de prévoyance placées ou non sous son patronage.

L'analyse de la situation se présente donc ainsi au 30 juin :

Les recettes se sont élevées en 1913-1914 à . . . . .	55.974 25
Et les dépenses à . . . . .	5.444 30
Différence (Excédent de recettes) . . . . .	50.529 95

Dans ces dépenses, déduction a été faite de 500 francs soldés par une provision égale sur l'exercice précédent, pour « dû à divers ».

#### RÉPARTITION DES RECETTES AUX FONDS SOCIAUX (Dépenses déduites)

Cet excédent de recettes se trouve ainsi réparti aux fonds sociaux :

Fonds collectif . . . . .	1.798 30
Avoir aliénable . . . . .	49.534 65
Avoir réservé . . . . .	29.200 »
Total . . . . .	50.529 95

# FONDS COLLECTIF

Le capital aliénable de ce fonds a été augmenté :

A. — 1° D'une subvention du Ministère du Travail en 1913.

Soit . . . . . 56 50

Il était au 30 juin 1913 de . . . . . 7.304 »

Soit au total . . . . . 7.360 50

à la fin de notre exercice.

B. — Le compte  $\alpha$  était de Fr. . . . . 4.377 63  
il s'est augmenté cette année :

1° Du renouvellement du don de Fr. . . . . 150 »  
de la Société Centrale des Eaux minérales;

2° Des arrérages provenant des capitaux à  
intérêts aliénables 1914 . . . . . 321 60

3° D'une somme de . . . . . 450 »

provenant des intérêts à 4,50 % des 10.000 fr.  
laissés l'année dernière en attente à notre fonds  
de retraites. . . . . 921 60

Soit au total pour le compte. . . . . 5.308 83

C. — Le solde à nouveau du fonds collectif, d'après le  
calcul ci-dessous exposé des capitaux disponibles, est  
égal à Fr. . . . . 941 30

## CRÉDIT

Solde au 30 juin 1913 . . . . . 673 20

Excédent de recettes 1914 . . . . . 1.591 80

Reste sur prélèvement fait à la Caisse des Dépôts. . . . . 1.000 »

Total. . . . . 3.265 »

## DÉBIT

Intérêts compte  $\alpha$  1914 en accroissement des capitaux  
du compte  $\alpha$  . . . . . 781 20

Prélèvement pour la répartition par tête. . . . . 531 50

Remboursement à l'avoir aliénable . . . . . 11 »

Dû à divers. . . . . 1.000 »

Solde à nouveau ou capitaux disponibles au 30 juin 1914 . . . . . 941 30

Total. . . . . 3.265 »

## AVOIR ALIÉNABLE

L'Avoir aliénable se compose :

1° Pour la répartition par tête

a) Subventions annuelles des membres bienfaiteurs. . . . . 168 »

b) Intérêts du compte  $\alpha$  . . . . . 203 75

c) Reliquat disponible du fonds collectif. . . . . 531 50

Total. . . . . 903 25



Exercice précédent . . . . .	12.215 »
Soit un total de . . . . .	<u>13.118 25</u>

(dans cette somme sont compris 516 fr. 65 provenant de successions diverses).

2° Répartition par part :

La répartition par part dispose de la somme de 19.159 fr. 90, plus 11 francs d'un remboursement sur amendes dues par les sociétaires, soit Fr. . . . . 19.170 90  
 qui s'ajoutant au total inscrit en 1913 . . . . . 95.050 62  
 donnent ensemble . . . . . 114.221 52  
 y compris 3.624 fr. 67 provenant de successions diverses.

**AVOIR RÉSERVÉ**

Comme je l'ai indiqué au début de ce rapport, l'Avoir réservé a eu à supporter cette année la reprise de 5.100 francs, plus les 1.800 francs, en attente au fonds de retraites.

Ensemble Fr. . . . . 6.900 »

De l'ensemble de ces diverses affectations, le capital de la C. M. P. R. au 30 juin 1914 se trouve arrêté comme il suit :

A. — Fonds collectif . . . . .	13.610 63
B. — Avoir aliénable . . . . .	127.339 77
C. — Avoir réservé . . . . .	214.650 »
D. — Fonds de retraites . . . . .	11.800 »
E. — Dû à divers . . . . .	<u>1.000 »</u>
Total . . . . .	368.400 40

Pour mémoire :

Dû par divers pour cotisations en retard . . . . . 2.532 65

Paris, le            Novembre 1914.

Signé : GESLIN.

**Rapport de M. Albert QUIQUET**

*Actuaire-Conseil*

*sur l'Inventaire technique au 30 juin 1914*

Conformément à l'article 24 des statuts, j'ai été chargé, comme Actuaire-Conseil, d'établir les calculs techniques relatifs au onzième inventaire de la Caisse Mutuelle Pharmaceutique de Retraites.

Le rapport financier produit à l'Assemblée Générale par M. Geslin, trésorier de la Société, me permettra d'être très bref et d'abrégé encore les explications que j'ai données lors des premiers inventaires.

Un tableau annexe présente la situation de chacune des parts à la clôture de l'exercice.

Le solde de l'*Avoir réservé* est à ce tableau de 214.600 francs, soit inférieur de 50 francs aux 214.650 francs portés par M. le Trésorier. J'ai en effet considéré comme payés, 950 francs de cotisations (Formule II), échues pendant les cinq derniers exercices et non encore acquittées par deux sociétaires. Pour ne pas préjuger la décision que l'Association prendra à l'égard de ces sociétaires, j'ai supposé qu'ils étaient à jour de leurs versements.

Par contre, j'ai déduit 1.000 francs de cotisations (Formule II) qui, sur la demande de l'intéressé, ont été aliénés au cours de l'exercice et sont par suite à distraire désormais de l'*Avoir réservé*.

J'arrive maintenant à l'*Avoir aliénable*, qui doit, comme vous le savez, être constamment réparti entre tous les comptes individuels, mais avec cette différence, par rapport à l'*Avoir réservé*, que le montant de chaque compte, en cas de décès du titulaire, est aliéné au profit des sociétaires survivants.

Cette répartition comprend deux parties.

La plus simple de ces parties est la *répartition par tête*.

A cet exercice, les sociétaires, qui sont au nombre de 130, ont à se partager 1.420 fr. 42 formés :

1° Du résidu insécable de l'exercice précédent, soit . . . . .	0 52
2° Du montant des diverses libéralités affectées expressément à ce mode de répartition, soit . . . . .	168 »
3° Des intérêts du <i>Compte x</i> , alimenté par des dons que le Conseil a déclaré inaliénables jusqu'à nouvel ordre, mais dont les intérêts sont aliénables, soit . . . . .	203 75
4° D'une somme de . . . . .	531 50
prélevée par décision du Conseil sur les Capitaux disponibles :	
5° D'une somme de . . . . .	516 65
répartitions par tête attribuées antérieurement à cinq sociétaires et devenues libres au profit de la masse par le décès de ces cinq sociétaires.	

Chaque sociétaire recevra ainsi 10 fr. 92, le capital réparti de ce chef n'étant que de 1.419 fr. 60, un petit résidu insécable de 0 fr. 82 sera reporté à la répartition prochaine par tête.

La répartition par tête a été portée pour chaque sociétaire au crédit de sa part la plus ancienne.

Il me reste enfin à parler de la *répartition par part*, conforme aux articles 57 à 61 des statuts. Après avoir déterminé pour chaque part sa *mise de survie*, j'ai distribué entre toutes les mises l'*avoir aliénable*, déduction faite de la somme déjà répartie par tête.

D'après la situation financière de l'Association, j'aurais eu à répartir ainsi 114.221 fr. 52, mais deux autres sociétaires ne sont pas à jour sur trois parts (Formule I). Le versement des 950 francs échus sur ces parts peut cependant encore être régularisé, si l'Association y consent, et je les ai supposés payés. En outre, j'ai incorporé à l'*Avoir aliénable* les 1.000 francs de cotisations aliénées sur la demande de l'intéressé dont il a été parlé plus haut. J'ai porté ainsi l'*Avoir aliénable* à 116.171 fr. 52; il m'a servi à majorer de 5,66 % chacune des mises de survie. C'est la *majoration d'inventaire* prévue par l'article 59 des statuts, et elle donne pour chaque part ses *droits proportionnels*. Le total de ces droits ne s'élevant qu'à 116.170 fr. 32 au lieu de



116.171 fr. 52, un nouveau résidu insécable de 1 fr. 20 sera reporté à la répartition prochaine.

Il n'est pas inutile de rappeler ici que, dans cette distribution par part, les parts anciennes interviennent non seulement par le montant de leurs cotisations, mais aussi par les majorations acquises aux précédents inventaires.

Comme on a pu le constater, certains sociétaires sont en retard dans le paiement de leurs cotisations, et même de quatre à cinq exercices. Il conviendrait de ne pas laisser cette situation provisoire se prolonger outre mesure.

Paris, le 18 janvier 1915.

L'Actuaire-Conseil,

Signé : QUIQUET.

Ancien élève de l'École normale supérieure,  
Secrétaire Général et Membre agrégé de l'Institut des  
Actuaires français,  
Membre du Conseil Supérieur des retraites ouvrières  
et paysannes.

## NÉCROLOGIE

Les obsèques de notre confrère J. ALEXANDRE ont eu lieu le mercredi 10 mars à l'église Saint-Honoré-d'Eylau, au milieu d'un petit nombre d'amis ; tous les confrères connus de lui n'avaient pas pu être prévenus, aucun membre de la famille n'yant pu, en l'absence de ses fils, s'occuper de ce soin, d'autres retenus chez eux par l'insuffisance du personnel, ne purent s'associer à cette manifestation de sympathie, que notre confrère H. GOUDAL témoigna au nom du Président de la Chambre syndicale et des Présidents des Sociétés l'Etoile et la Regalia dans les lignes qui suivent :

Allocution prononcée sur la tombe de notre confrère ALEXANDRE, pharmacien, 41, rue de Rome, par M. GOUDAL, pharmacien, 213, rue Saint-Honoré, le 10 mars 1915 :

MESDAMES, MESSIEURS,

Pour la troisième fois en moins de trois ans, l'impitoyable mort est venue accabler et endeuiller la famille ALEXANDRE ; un an à peine après la perte de sa chère compagne, notre confrère voyait s'écrouler le rêve de sa vie, dans le trépas aussi soudain qu'inattendu de son plus jeune fils Jean, auquel il voulait inculquer les idées professionnelles qu'il avait si largement pratiquées pendant le cours de sa longue carrière, et lui léguer avec son officine la direction de ses spécialités ; et c'est lui, qui aujourd'hui va rejoindre dans cette tombe les êtres qui lui furent chers.

S'il a été entouré dans ses derniers moments de l'affectueuse sympathie de ses amis, il a été privé hélas de la légitime consolation d'avoir ses fils autour de lui, pour le soutenir à sa dernière heure de leur tendre affection.

Existe-t-il une situation plus pénible, plus poignante que celle de ce malheureux père, qui depuis longtemps voit arriver le terme fatal, sans pouvoir échapper à la froide étreinte de la mort, et dont la préoccupation constante et dominante, est la crainte de mourir avant la fin de la guerre sans avoir revu ses enfants.

Il a cependant eu la joie au moment où il s'y attendait peu, de voir son fils aîné; après une brillante conduite dans les tranchées, qui lui valut une citation à l'ordre du jour et sa nomination au grade supérieur, l'aide-major de 1<sup>re</sup> classe Paul ALEXANDRE obtint quelques jours de repos pour soigner sa santé qu'il passa au chevet de son père, et, ces jours derniers encore, parti de son dépôt pour rejoindre son régiment sur le terrain du combat, il obtint de ses chefs l'autorisation de venir lui faire ses adieux, comme s'il pressentait que ce seraient les derniers!!!

Son second fils Pierre, notre confrère de demain, qui depuis le début des hostilités remplit avec distinction les fonctions de médecin militaire sur le front avancé de Belgique, a été privé, hélas! de cette intime satisfaction.

C'est vers eux que nos pensées et que nos regards se portent en ce jour de tristesse, pour leur dire toute la part que nous prenons à leur chagrin, car ils ont besoin d'être trois fois consolés, de la perte qu'ils font aujourd'hui et de celles qui l'ont précédée.

Il est des fonctions dans la vie qui nous obligent à de pénibles devoirs, mes titres de délégué du Président de la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine, et des Présidents des Sociétés confraternelles *l'Etoile* et la *Regalia* m'en donnent une preuve aujourd'hui.

C'est en leur nom que m'incombe la douloureuse mission non point de faire un de ces discours qu'ALEXANDRE eut désapprouvé, mais de venir lui apporter la dernière parole d'affection, le dernier témoignage de sympathie, et de lui dire le dernier adieu au nom de ses amis, de ses confrères, retenus, les uns par leurs obligations professionnelles, les autres par leur présence aux armées.

Notre ami souffrait depuis plusieurs années d'un mal que son énergie et sa vaillance lui avaient permis de vaincre, mais ses deuils successifs avaient déjà altéré sa belle humeur primesautière, le départ de ses fils pour l'accomplissement de leur devoir patriotique, les dangers auxquels ils furent exposés eurent sur son état général et sur sa nature devenue impressionnable une répercussion des plus pénibles et des plus angoissantes, et, c'est dans la plénitude de ses facultés intellectuelles qu'il ressentit les cruelles atteintes du mal qui devait l'enlever.

Peu à peu ses forces déclinantes trahirent ses courageux efforts; il s'habitua à l'idée du grand voyage qu'il eut souhaité plus rapide encore s'il avait été entouré de ses fils, et l'envisageait avec calme, son esprit s'étant plus particulièrement ouvert ces tout derniers jours aux espérances éternelles.

Il s'est éteint doucement, sans sursaut, mais non sans souffrance; à ma dernière visite, il retint un instant ma main dans la sienne, et dans



un regard infiniment triste, je lus un douloureux adieu à tous ceux qu'il aimait.

Ah ! plaignons, Messieurs, ceux qui s'en vont ainsi dans les angoisses de la solitude, sans goûter la triste douceur des derniers adieux et des suprêmes embrassements.

Tous ceux qui ont connu ALEXANDRE savent combien son caractère était réservé, et se livrait malaisément, mais aussi, combien quand on l'avait pu pénétrer dans l'intimité, on était charmé de la sûreté de son commerce, de son extrême droiture, de sa grande distinction.

Il possédait à fond les qualités maitresses pour exercer avec la conscience la plus haute et l'honnêteté la plus scrupuleuse, la profession qu'il avait choisie et qu'il aimait. Ses qualités morales étaient en harmonieux accord avec ses qualités de l'esprit.

En un instant, la mort brutale a anéanti toute la beauté de cette existence, et a répandu autour de nous la plus vive émotion et la plus grande tristesse.

Adieu donc, mon cher confrère, mon vieil ami, vous venez d'entrer dans cet au-delà mystérieux qui, avec ses espérances consolatrices, s'impose à notre pensée, sur le bord d'une tombe, mais vous continuerez à vivre parmi nous, par le souvenir qui s'attache à la mémoire de l'homme probe que vous avez été, dont la vie calme et digne fit de vous un philosophe et un sage. Adieu !

Deux confrères de Paris ont eu la douleur inexprimable de perdre leur fils unique au service de la Patrie.

Le Dr LEFÈVRE, pharmacien, 66, rue de la Pompe, ancien délégué de la Chambre syndicale, pleure son fils Robert, soldat au 147<sup>e</sup> régiment d'infanterie, qui, après avoir assisté aux batailles de Virton (Belgique), de Beaumont-sur-Meuse et de Vitry (Marne), est tombé le 17 décembre 1914, frappé d'une balle au cœur, à l'attaque de Saint-Hubert, dans le bois de la Gruerie (Argonne).

Au début de mars, nous avons appris avec tristesse la mort du fils de M. FERRÉ, 112, boulevard Saint-Germain. Ce jeune étudiant en pharmacie remplissait les fonctions d'infirmier-matelot et c'est dans son service qu'il a contracté la maladie qui l'a ravi à l'affection de ses parents.

Aux familles de ces deux jeunes victimes de la guerre, le Bureau de la Chambre syndicale adresse l'expression de sa très vive sympathie.

Nous prions la famille de M<sup>me</sup> LABAUVILLE, 40, rue du Jourdain, d'agréer nos regrets sincères, à l'occasion de la mort de leur parente, veuve d'un de nos confrères décédé depuis plusieurs

années. Se conformant au désir de son mari, M<sup>me</sup> LABAINVILLE avait maintenu avec notre Chambre syndicale des liens de solidarité posthume, puisqu'elle avait la délicatesse de continuer à nous adresser la cotisation de son mari défunt.

\* \*

Le Conseil d'administration de la Chambre syndicale a l'honneur d'exprimer son admiration et ses regrets confraternels à M. GIRAND, membre de notre Chambre syndicale, pharmacien, 217, rue Lafayette, qui vient de perdre son neveu, le vaillant capitaine de vaisseau RAGEOT DE LA TOUCHE, commandant *Le Bouret* dont l'apothéose tragique et grandiose restera un souvenir magnifique, dans les annales de la glorieuse marine française.

## Sonnets de Guerre

Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs que PASCALON, le poète savoureux des *Refrains de l'Officine* et de *Cent sonnets*, met sous presse, actuellement, une nouvelle série de poèmes patriotiques intitulés *Sonnets de Guerre*.

PASCALON, répandu dans les milieux littéraires et artistiques, a dédié chacun de ces sonnets aux maîtres de l'Action, de la Pensée, du Verbe.

Il n'a pas oublié quelques-uns de ses amis ; c'est à ce titre que je le remercie d'avoir dédié au Directeur du *Bulletin* l'un de ses bons sonnets.

Ces vers traduisent la pensée vibrante du poète remué par l'héroïsme des soldats français par le vandalisme et la cruauté des Allemands.

Nos confrères auront une raison particulière d'acheter ce volume au prix de deux francs.

Désireux de venir en aide aux familles des pharmaciens mobilisés, PASCALON abandonne à notre Caisse de secours, un franc pour chaque volume vendu au Siège social.

Les *Sonnets de Guerre* paraîtront vers la fin de mars et dès maintenant on peut en retenir des exemplaires, soit en s'adressant directement à l'auteur PASCALON, 108, rue Vieille-du-Temple, soit au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins, Paris.

J. F.



## FILS D'ATTILA

Salut, Roi-Cabotin, Empereur à la manque,  
César de pacotille, Alexandre histrion !  
Parce que ton cimier, cynique saltimbanque,  
Est un aigle orgueilleux qui couronne ton front,  
Tu crois faire revivre en toi, Napoléon !  
On ne se taille pas un grand nom dans l'Histoire,  
En plastronnant, couvert de brillants oripeaux !  
Pitre bonimenteur, sache donc que la gloire,  
Au souffle ardent de la victoire,  
Ne vole avec amour que vers les purs drapeaux !

Tu voulais... simplement, t'emparer de la France,  
Cette femme idéale! — : « Un vrai morceau de Roi »,  
Disais-tu, caressant cette folle espérance!  
La France à toi, Kaiser, sans honneur et sans foi,  
Pour qui la force prime et méprise le droit !  
Déchirant les traités, tu violes la Belgique,  
Et la souilles, bandit, de crimes monstrueux :  
Le vol, l'assassinat, la torture sadique,  
Produits de marque germanique,  
Qu'avec rage répand une horde de gueux !

Digne fils d'Attila, pour que la Barbarie,  
Plante sur les cités son hideux étendard,  
Après le meurtre, il faut, comme suprême orgie,  
Où se vautre, gredin, ton âme de soudard,  
Détruire à tout jamais, les merveilles de l'art !  
— Tu peux raffer, dans tes sinistres équipées,  
Pour ta douce gretchen, kronprinz cambrioleur,  
Pendules et bijoux, tableaux de nos musées,  
Tes seuls et glorieux trophées!  
Mais la pierre résiste à tes mains de voleur. —

Par le fer et le feu, ta fureur de vandale  
Brise alors ces joyaux : Malines et Louvain,  
Beffrois d'Ypres, d'Arras, et, Reims, ta cathédrale :  
Ce sublime hosanna jailli du cœur humain,  
Pour monter dans l'azur jusqu'à l'amour divin !  
Et qui donc t'applaudit ? C'est ta Kultur immonde !  
Mais vous paierez le prix de votre iniquité !  
Nous vous supprimerons de la carte du monde,  
Pour que la Liberté féconde,  
Puisse fleurir au cœur de la Fraternité !

Paris, Octobre 1914.

JACQUE MARVAL

alias I. DE LA COMBE, pharmacien, B<sup>4</sup> Magenta, Paris.

## INFORMATIONS

### Situation militaire de quelques confrères mobilisés.

- MM. G. BERNHARD, 6<sup>e</sup> section d'infirmiers militaires, Le Mans.  
 FOUCHER, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe, train sanitaire n° 3, 4<sup>e</sup> corps d'armée.  
 GOBERT, hôpital auxiliaire, 25, rue de Maubeuge, Paris.  
 LEGOUX (Charles), hôpital mixte de Melun.  
 LEGOUX (Emile), ambulance 11, 20<sup>e</sup> corps d'armée, près d'Amiens.  
 MAS, brancardier divisionnaire, secteur postal n° 84, blessé au feu, a été cité à l'ordre du jour.  
 MODIANO, infirmier au dépôt, 72<sup>e</sup> régiment d'infanterie, à Morlaix.  
 TROUPLIN, sergent, 22<sup>e</sup> section, service des convalescents, caserne de Clignancourt, 18<sup>e</sup> arrondissement, Paris.

Pharmacie à vendre. — Affaires : 45.000 francs; bénéfices nets : 15.000 francs. Loyer : 4.800 francs avec appartement et jardin.  
 S'adresser, pour plus amples renseignements, au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins.

### Maison étrangère mise sous séquestre

Knoll et C<sup>ie</sup>, Chemische Fabrik (Société), produits pharmaceutiques.  
 Succursale, rue Legendre, 94, 2 mars, Gatté, syndic.  
 (Extrait des Affiches Parisiennes des 7, 8, 9 mars 1915).

## MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

### Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

*Adaline.	*Antidolor.	Aspirine Bayer.
*Adel (D <sup>r</sup> ).	Antiptisinol.	Aspirine Brun.
*Aigon (Onguent).	*Antirrhoïde (Huile).	Aspirine Française.
Alboplaste.	Apyr.	Aspirine de France.
Aliot (Source).	Argoline (Tube).	Aspirine Michel.
*Alliance (de l').	Asept (Vaseline).	*Aspirinol.
Alliance victorieuse.	Aseptador.	*Aspirol.
Alliés Pays.	Aspiralgine.	*Aucher (Fer).
*Alpin (Chasseur).	Aspirene.	Baralle (Poudre).
Alsace-Française.	Aspiretine.	*Bayer.
Américaines (Franco).	Aspiril.	Belge (Aliment).
Ampoule-Pansement.	*Aspirine.	Belge (Cacao).
*Angiosthénine.	Aspirine Bayard.	Belge (Farne).



Belge (Franco).	Hydroxygénol.	*Persane.
Belge (Mélange).	*Indienne (Huile).	Pésol.
Belge (Le Petit).	*Indou (Topique).	*Peytoureau (D <sup>r</sup> ).
Belge (Poudre).	*Iodal.	Phléirine.
Belges (Pilules).	*Iodarsol.	Piqueur (Grand).
*Bonjean (Ergotine).	Iodize.	Pologne (Eau de).
*Bromal.	*Ispa (Dragées).	*Protargol.
*Bromalbumose.	*Janos (Hunyadi).	*Purgo (Cachets).
Brun (Aspirine).	*Janos (Sels de).	*Pyramidon Français.
Bureau (D <sup>r</sup> ).	*Janus.	Régulagar.
*Cadum français.	*Joffre.	Renaden.
Canon de 75 (Le).	Joffrette.	Réveil National.
*Cap Corse (Vin du).	Joffrinette.	Rimskol.
Cascaragar.	Kavoine.	*Rogier (Pegnine).
Charge (La).	Klory.	Sanaseptol.
Chloretide.	Kymosine.	*Securitas.
Chocolactol.	Kyrielle.	Sennoid.
*Churchill (D <sup>r</sup> ).	Lanteroid.	Sierosina.
Clavicine.	Larvoid.	Sinapsile.
Colrésine.	*Laxa (Thé).	*Soldat (Au).
Coritube.	Lienaden.	Soldat (Iode du).
*Cosaque (Le).	Louvain (Eau de).	Soldat (Pansement du).
Crésyformol.	Louvain (Parfum de).	Soldat (Pharmacie du).
Criptofno.	Louvaintine.	Solida.
Capri-Fer Aucher.	Louvaintol.	Solvine.
*Cuprosine.	Louvaintyl.	Souverains (des).
Cythere (Armée de).	Louvaniste.	Sparablanc.
Délivré du Joug.	Louviette.	Staphylococcine.
*Désiles (Vin).	Louvinol.	*Sténogénol.
*Dewet (Onguent).	*Manos (Eau de).	*Sténose.
Diarrhétales.	Marseillaise (La).	Stylo-Iode).
Ducatte (Ampoule).	Maxol.	Suprarenaden.
Elux.	Métaspirine.	*Tambour-Major (Le).
Emoplasmina.	Michel (Aspirine).	*Tannigen Français.
Entente (Triple).	Mielose.	Termogemme.
Etat-Major (L <sup>r</sup> ).	*Moustiquol.	*Thaolaxine.
Eugénose.	Naftolin.	Thiofranc.
Fainés (Compri).	National (Réveil).	Triple-Alliance.
*Fantassin (Au).	Nations alliés.	*Triple-Entente.
*Flamand (Aliment).	*Névrine.	*Turpin (Le).
*Formamint.	Nouba.	*Uralgine.
France (La Jeune).	*Novaspyrine.	*Urolysine.
Franco-Anglais.	*Oméga Français.	Vaporyl.
Franco-Belge.	*Orientales.	*Vasotonine.
Franco-Italien.	Orlandi.	*Velpeau (Crêpe).
*Franco-Russe.	Otol.	*Veronal Bayard.
Durine.	*Oxydol.	*Victoire (La).
*Gloire (La).	Pakin (Vinaigre).	Victorieux (Le).
Goumier (Le).	Pan Jigin.	Vidiod.
Gynétyl.	*Paragon.	Winkler's Kraft.
*Hébra (D <sup>r</sup> ).	Parégor.	Y a bon.
*Héroïne.	Patrie (Pour la).	*Zéus.
Holtrans.	Pavoze.	
Hydrine.	*Pégnine Rogier.	

Les Pharmaciens (spécialistes ou détaillants) peuvent s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités, leurs dépôts de marques, ainsi que pour les conseils techniques à l'occasion des marques de fabrique.

Tous renseignements sur les marques ci-dessus sont entièrement gratuits.

*Le Directeur du Bureau des Marques,*  
Louis Jeune.

**Note pour les lecteurs du Bulletin de la  
Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine.**

M. J. Louis jeune a l'honneur d'appeler l'attention des pharmaciens sur les questions suivantes :

1° *Marques précédées d'un astérisque.* — Pour que le service à rendre soit complet, il est utile d'indiquer à ceux qui viennent de déposer une marque de fabrique qu'elle peut être la propriété d'un confrère. A cet effet, une étoile sera placée devant tout nom figurant déjà sur la table alphabétique des marques déposées de 1837 à ce jour. Mais ce signe peut se trouver devant une marque pour deux raisons, savoir :

a) Parce que le dernier dépôt est fait en renouvellement d'un dépôt ancien. On sait qu'aux termes de notre loi de 1837, les marques doivent être renouvelées tous les 15 ans.

b) Parce que le nouveau déposant n'a pas fait opérer de recherches d'antériorités et que, de bonne foi, il a pris la marque d'un confrère, faisant ainsi une contrefaçon sans le savoir. C'est dans ce dernier cas que l'avis sera surtout utile.

Le Bureau des Marques fournira gratuitement à tout intéressé les renseignements complémentaires sur les antériorités concernant les noms publiés dans la liste mensuelle.

2° *Marques d'actualité.* — Comme on le verra sur la liste des marques publiées ci-dessus, il a été fait de nombreux dépôts de noms inspirés par les événements du jour : Alliés, Alliance, Belgique, Joffre, etc. Ces dépôts faits au jour le jour et sans recherches préalables peuvent être appelés à causer des mécomptes à leurs auteurs, car les frais faits sur une marque appartenant à un confrère non seulement ne sont pas profitables à celui qui les expose, mais peuvent le faire condamner pour contrefaçon.

Les marques n'étant publiées qu'au bout d'un certain nombre de semaines, il est prudent, en matière d'actualité, d'attendre la publication de son dépôt, avant d'exploiter.

3° *Marques étrangères.* — Comme on le verra aussi par la liste envoyée le 20 de chaque mois, un certain nombre de marques précédemment déposées et employées en France par des maisons étrangères, notamment des maisons allemandes ou austro-hongroises, sont enregistrées chaque jour au nom de pharmaciens français. Ceux-ci croient de très bonne foi, qu'ils ne font qu'user d'un droit en adoptant des marques étrangères. Nous devons les mettre en garde contre ce genre d'appropriation qui est, selon nous, susceptible de leur causer des ennuis.

Les délais étant suspendus pendant la période des hostilités, aucune mesure de rigueur ne peut être exercée, soit par nos nationaux, soit par les étrangers du fait d'une usurpation de marque. Toutefois, en ce qui concerne l'exportation, des difficultés se produiront avec les Administrations étrangères.

Prenons, par exemple, la dénomination *Aspirine*, dont un de nos confrères se sera emparé pour créer la marque nouvelle : *Aspirine française*. Nul ne peut prévoir, à l'heure actuelle, la décision du juge en cas de procès en contrefaçon en France par une maison allemande et après les hostilités; mais supposons aussi que la maison française ait fait des frais sérieux de publicité et qu'elle reçoive des commandes de la République Argentine ou de tout autre pays étranger; elle voudra alors faire déposer sa marque dans ce pays d'exportation pour y être protégée à son tour, et, dans ce cas, l'Administration du pays d'exportation lui refusera toute protection parce que le mot *aspirine* est déjà pris et enregistré à son Bureau au nom d'un tiers. S'il y a procès administratif ou judiciaire, la maison française succombera sans aucun doute.

Il peut donc y avoir risque d'employer des marques étrangères déjà connues, mais il y a assurément danger de perdre le bénéfice commercial de tous les frais faits à l'occasion de ces marques que nous considérons comme « déceptives » pour nos spécialistes.

8 mars 1915.

J. L. J.

*Le Gérant, E. HÉLIE.*

42981. — Paris. Imp. DUAUVY et C<sup>e</sup>, 22, rue Dussoubs. — 3-1915.



# CONSEIL D'ADMINISTRATION

POUR L'ANNÉE 1914-1915

## I. BUREAU

MM.

PRÉSIDENT :	LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt (xviii <sup>e</sup> ). — <i>Mardi matin à son domicile, mercredi et samedi à 3 h. au Siège social.</i> — NORD 27-82.	
VICE-PRÉSIDENT :	BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (xvii <sup>e</sup> ). — <i>Vendredi à 2 h. à son domicile, jeudi et samedi, à 3 h., au Siège social.</i> — WAGRAM 02-76.	mobilisé.
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :	PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernay, à Paris (xiv <sup>e</sup> ). — <i>Vendredi et samedi, au Siège social, à 3 h.</i>	mobilisé.
SECRÉTAIRE ADJOINT :	BERNHARD, 11, rue Lafayette (ix <sup>e</sup> ). — <i>Mardi et samedi, à 3 h. au Siège social; Jeudi à son domicile.</i> — GUTENBERG 49-33.	mobilisé.
TRÉSORIER :	COULLON, 108, rue Vieille-du-Temple (iii <sup>e</sup> ).	
ARCHIVISTE :	CRINON, 45, rue de Turenne (iii <sup>e</sup> ).	

## II. CONSEILLERS

MM.

ANCIENS PRÉSIDENTS :	DUFAU, 56, rue du Cherche-Midi (vi <sup>e</sup> ). — Saxe 18-03.	
	CORDIER, 27, rue de la Villette (xix <sup>e</sup> ).	mobilisé.
DIRECTEUR DU BULLETIN :	FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (xi <sup>e</sup> ).	

## DÉLÉGUÉS DES CIRCONSCRIPTIONS

MM.

1 <sup>re</sup> (1 <sup>er</sup> et II <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	LONGUET, 54, rue des Lombards (i <sup>er</sup> ). — <i>Mercredi après-midi.</i> — CENTRAL 46-56.	
2 <sup>e</sup> (III <sup>e</sup> et IV <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	NORMAND, 324, rue Saint-Martin (iii <sup>e</sup> ). — <i>Lundi matin, de 9 h. à 11 h.</i> — ARCHIVES 36-55.	
3 <sup>e</sup> (V <sup>e</sup> et VI <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	HERBAIN, 44, rue Saint-André-des-Arts. — Gobelins 28-59.	
4 <sup>e</sup> (VII <sup>e</sup> et VIII <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	LENAIN, 126, rue de la Pompe (xvi <sup>e</sup> ). — <i>Lundi matin.</i> — PASSY 99-08.	mobilisé.
5 <sup>e</sup> (VIII <sup>e</sup> et IX <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	PELLISSIER, 33, avenue de Villiers (xvii <sup>e</sup> ). — <i>Jeudi, de 2 h. à 4 h.</i> — WAGRAM 14-59.	mobilisé.
6 <sup>e</sup> (IX <sup>e</sup> et X <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	GAUCHER, 157, Boulevard Magenta.	mobilisé.
7 <sup>e</sup> (X <sup>e</sup> et XI <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	COLLIN, 19, boulevard Magenta (x <sup>e</sup> ). — <i>De 1 h. à 3 h.</i> — NORD 15-18.	
8 <sup>e</sup> (XI <sup>e</sup> et XII <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	COLLESSON, 5, rue d'Angoulême (xi <sup>e</sup> ). — <i>Jeudi, de 2 h. à 4 h.</i>	mobilisé.
9 <sup>e</sup> (XII <sup>e</sup> et XIII <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	BOINOT, 18, place d'Italie, le <i>Mercredi matin.</i> — Gob. 26-75.	mobilisé.
10 <sup>e</sup> (XIV <sup>e</sup> et XV <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	WEILL, 7, avenue d'Orléans (xiv <sup>e</sup> ). — <i>Dimanche matin.</i> — Gob. 23-39.	mobilisé.
11 <sup>e</sup> (LEVALLOIS) :	DELMOND, 4, avenue Sainte-Foy, à Neuilly-sur-Seine. — <i>Mardi matin.</i>	mobilisé.
12 <sup>e</sup> (ASNIÈRES) :	WALTER, 2, rue Denis-Papin, à Asnières.	
13 <sup>e</sup> (SAINT-DENIS) :	TRINQUART, 69, avenue de Paris, à la Plaine-Saint-Denis. — <i>Mardi matin.</i> — 5-52.	
14 <sup>e</sup> (AUBERVILLIERS) :	GRÈS, à Noisy-le-Sec.	
15 <sup>e</sup> (MONTREUIL) :	PAYOL, 17, boul. de Belfort, à Montreuil-sous-Bois.	mobilisé.
16 <sup>e</sup> (SAINT-MAUR) :	LOISEL, 4, square des Marronniers, à Saint-Maur. — <i>Jeudi.</i>	
17 <sup>e</sup> (IVRY) :	POUILH, 27, route de Choisy, à Ivry.	
18 <sup>e</sup> (MONTROUGE) :	N.	

### III. COMITÉ DISCIPLINAIRE

MM.

PRÉSIDENT :	LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt (XVIII <sup>e</sup> ).
VICE-PRÉSIDENT :	BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (XVII <sup>e</sup> ).
SECRÉTAIRE :	PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernet (XIV <sup>e</sup> ).
ARCHIVISTE :	DESIGNES, 2 bis, rue Gustave-Zédé (XVI <sup>e</sup> ).
MEMBRES TITULAIRES :	BILLON, 50, av. de Villeneuve-l'Étang, à Versailles (S.-et-O.).
	BRISSENET, 141, rue de la Tour (XVI <sup>e</sup> ).
	BOUSQUET, 140, faubourg Saint-Honoré (VIII <sup>e</sup> ).
	DUMOUTHIER, 19, rue de Bourgogne (VII <sup>e</sup> ).
	LACROIX, 31, rue Philippe-de-Girard (X <sup>e</sup> ).
	LAFAY, 54, rue de la Chaussée-d'Antin (IX <sup>e</sup> ).
	RENARD, 8, rue de Passy (XVI <sup>e</sup> ).
	WEIL, 62, route d'Orléans, à Montrouge.
	N.
	FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (XI <sup>e</sup> ).
MEMBRES ADJOINTS :	RENGNIEZ, 56, rue de Passy (XVI <sup>e</sup> ).

### IV. COMMISSIONS

MM.

CONSEIL DE FAMILLE :	LAURENCIN, <i>Président</i> , BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CRINON, COULLON, DUFAU, CORDIER.
CONTENTIEUX :	LAURENCIN, <i>Président</i> , BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CORDIER, CRINON, DUFAU, LONGUET, HERBAIN.
ÉTUDES :	PÉAN, <i>Président</i> , COLLESSON, CORDIER, DUFAU, HERBAIN, LENAIN, LONGUET, PELLISSIER, WEILL.
MUTUALITÉ :	BERNHARD, <i>Président</i> , COLLIN, FAYOL, N., GRÈS, N., POUILH.
INTÉRÊTS COMMERCIAUX :	BARTHET, <i>Président</i> , BOINOT, FAYOL, LENAIN, NORMAND, WEILL, N.
TARIF :	PÉAN, <i>Président</i> , BERNHARD, <i>Secrétaire</i> , BOINOT, CRINON, DELMOND, TRINQUART, NORMAND.
FINANCES :	LOISEL, <i>Président</i> , BERNHARD, LONGUET, COULLON, N.
BULLETIN :	FEUILLOUX, <i>Président</i> , LAURENCIN, BARTHET, PÉAN, BERNHARD, LONGUET, <i>Administrateur du service de Publicité</i> .

### CONSEIL JUDICIAIRE

MM.

MORET, avocat à la Cour de cassation, 211, boulevard Saint-Germain (VII <sup>e</sup> ).
POIGNARD, avocat à la Cour d'appel, 3, rue Danton (VI <sup>e</sup> ).
CLAPPIER, avoué à la Cour d'appel, 211, boulevard Saint-Germain (VII <sup>e</sup> ).
HÉBERT, avoué au Tribunal civil de la Seine, 3, rue des Pyramides (I <sup>re</sup> ).
DORÉ, huissier, 17, rue du Bouloi (I <sup>re</sup> ).
BAREILLIER-FOUCHE, expert-comptable des Tribunaux, 16, rue Condorcet (IX <sup>e</sup> ).
HÉLIE, agent judiciaire, au Siège social.

### ASSURANCES

MAURICE-LAJOUX, assureur-conseil, 12, rue de Provence (IX<sup>e</sup>). Tél. : CENTRAL 75-54.

### SERVICE DE LA PUBLICITÉ

MAURICE ROUFF, agent de publicité, 17, rue du Delta (IX<sup>e</sup>).



**BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE**  
**DES**  
**PHARMACIENS DE LA SEINE**  
(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

30 Avril 1915.

**SOMMAIRE**

La Défense nationale et la Défense économique, p. 79. — Note du Comité intersyndical des Pharmaciens de la Seine pour le Comité de Direction de l'Office des Produits chimiques et pharmaceutiques, p. 81. — Compte rendu de la réunion du Syndicat de la Droguerie française et du Comité intersyndical des Pharmaciens de la Seine, p. 82. — Notre Caisse de Secours immédiats, p. 84. — Souscription au profit des Pharmaciens mobilisés du département de la Seine, p. 85. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration du 13 avril 1915, p. 88. — Ristourne sur la vente d'eaux minérales, p. 91. — Rapport sur les opérations financières de la Chambre syndicale, pendant l'année 1914, p. 91. — Caisse mutuelle pharmaceutique de retraites, p. 93. — Erratum : Bulletin de variations, p. 102. — Convocation à l'assemblée générale annuelle, p. 102. — Informations, p. 103. — Marques de fabrique, p. 107.

**La Défense nationale  
et la Défense économique**

Voici, dans la cruelle réalité des jours présents, deux entités qui s'opposent d'une manière presque irréductible.

C'est l'impression que nous emportons de l'audience que le Comité de Direction de l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques a bien voulu accorder aux représentants du Syndicat de la Droguerie française et aux représentants du Comité intersyndical des Pharmaciens de la Seine.

La séance du 17 avril était présidée, en l'absence de M. le sénateur ASTIER, par M. le professeur MAQUENNE, membre de l'Institut, assisté de M. le professeur GUIGNARD, membre de l'Institut et de M. le professeur BÉHAL, directeur de l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques.

Sur l'invitation de M. MAQUENNE, M. MICHEL, Président du Syndicat de la Droguerie française, expose les doléances des fabricants et des droguistes. Il les résume en deux points : 1° rareté des matières premières et difficultés de les importer ; 2° réduction excessive du personnel des usines et des magasins de droguerie : cette réduction du personnel s'accroît, chaque jour, du fait de la mobilisation ; si elle ne s'arrête pas, dès maintenant, les usines et magasins seront dans la nécessité de fermer.

M. LAURENCIN, Président de la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine, appuie les revendications de M. MICHEL et expose l'intérêt évident du public à l'arrêt de la hausse des prix qui provient des causes indiquées par M. MICHEL.

Le Comité de direction écoute les deux exposés avec un intérêt marqué et nous ajoutons, bienveillant, en nous rappelant l'accueil de nos maîtres de l'École de Paris.

Mais quand, dans la suite de la discussion, on aborde l'examen des quantités de matières premières nécessaires aux approvisionnements destinés à la population civile, nous constatons qu'aucune des personnalités présentes ne peut nous donner l'assurance que l'Administration de la Guerre laissera à la disposition de la droguerie les deux ou trois tonnes d'aniline et la même quantité d'acide phénique nécessaires, chaque mois, pour la préparation des médicaments qui dérivent de ces deux produits indispensables, hélas ! à l'armée.

Dans le but de faciliter la marche des usines, M. le professeur HALLER, membre de l'Institut, préconise la constitution d'un consortium de fabricants de produits chimiques les plus utilisés ; il voit, dans cette mesure, un moyen d'obvier au manque du personnel, surtout du personnel supérieur.

MM. MICHEL et GALLOIS objectent que, présentement, la réalisation d'un tel consortium leur paraît presque impossible.

M. le pharmacien principal PAULEAU mentionne que, dans ses relations avec les fournisseurs de l'armée, il a reçu peu de plaintes relatives à la rareté des matières premières.

M. Roux demande aux fabricants et aux droguistes de dresser un état du personnel qui devrait, selon eux, bénéficier de sursis d'appel, ce personnel n'appartenant, bien entendu, qu'à la réserve de l'armée territoriale. Cette seule catégorie de mobilisables peut, en effet, bénéficier de sursis d'appel.

M. MICHEL répond que cet état a déjà été fourni, que des enquêtes ont été faites sur l'ordre du Ministre de la Guerre, mais que la mobilisation continue à faire les vides qu'un personnel de fortune ne pourra jamais combler.

Au sujet des difficultés de l'importation, M. le Directeur des Douanes veut bien donner des renseignements précieux dont il sera fait le meilleur usage.

La séance prend fin sur la proposition que fait gracieusement M. le Directeur BÉHAL de faciliter aux représentants de la droguerie et de la pharmacie une entrevue avec M. le Ministre de la Guerre.

Done, les démarches continuent et la hausse également.

Par une ironie du hasard, au sortir de cette très inégalement intéressante réunion, mes yeux sont tombés sur un fillet de la *Stampa* de Turin, où je relève les lignes suivantes du député italien B. BEVIONE, extraites de son article : *La Vie économique en France* :

« Sur le terrain économique, qui est peut-être le plus important, parce qu'il marque les limites de la résistance matérielle et assure les moyens concrets de lutte qu'aucun héroïsme seul, ne peut donner, il est indéniable que la France est dans une situation excellente.

.....  
.....  
.....



« Dans le champ du travail, de la production et des échanges, la France a cet avantage indiscutable et important : le temps travaille pour elle. »

Que les lecteurs rapprochent ces lignes du passage du discours de M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, cité dans la note adressée par M. LAURENCIN au Comité de Direction, et surtout qu'ils y ajoutent l'excellent conseil du Fabuliste : « Patience et longueur de temps... », ils obtiendront ainsi une mixture tout à fait propre à entretenir leur espoir en la réalisation des améliorations nécessaires.

J. FEUILLOUX.

---

**Note du Comité intersyndical des Pharmaciens de la Seine**  
*pour le Comité de Direction*  
**de l'Office des Produits Chimiques et Pharmaceutiques**

---

Le 26 mars 1943, au siège social du Syndicat de la Droguerie française, a eu lieu la réunion des membres de ce Syndicat avec les représentants du Comité intersyndical des pharmaciens de la Seine.

M. MICHEL, Président du Syndicat de la Droguerie française, a donné aux pharmaciens réunis pour les lui demander, des renseignements détaillés sur la crise actuelle.

En l'écoulant exprimer la crainte que, dans un avenir prochain, beaucoup de produits nécessaires à l'exercice de leur profession vinssent à manquer, les droguistes et les pharmaciens présents ont été d'accord pour solliciter l'intervention des Pouvoirs publics et spécialement de M. le Ministre de la Guerre et de M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Le Gouvernement a, dès le début de la guerre, fait un effort ainsi que l'a dit M. le Ministre du Commerce.

Il nous est agréable de rappeler ce passage du compte rendu de la séance de la Chambre des députés du 48 mars 1915 (*Journal Officiel* du 19 mars, page 404).

Dans sa réponse à M. le député LANDRY, rapporteur de la Commission du commerce, et à notre éminent confrère, M. le député BARTHE, M. THOMSON s'exprime ainsi :

« Vous avez bien voulu reconnaître l'effort que le Gouvernement a fait en créant l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques, dirigé par l'éminent professeur BÉHAL. Cet office a déjà rendu de très grands services, on l'a constaté ici.

« Il s'est tout d'abord préoccupé du ravitaillement pharmaceutique de la France et a agi auprès des industriels fabriquant des produits chimiques et pharmaceutiques, de façon à assurer la continuité des

« fabrications existantes et la remise en marche des usines arrêtées.  
« Grâce à ses efforts, les stocks sont aujourd'hui reconstitués et aisément renouvelables. L'Office a prêté son concours théorique et technique à l'installation en France de nouvelles industries chimiques et pharmaceutiques. Il se préoccupe de rétablir en France l'industrie des matières colorantes. Ce n'est là qu'une partie de la tâche accomplie. »

Renseignés par leurs confrères de la Droguerie française, les pharmaciens estiment qu'il reste encore quelque chose à tenter afin que diminuent et les difficultés présentes apportées à l'exercice de leur profession et les récriminations justifiées du public obligé de supporter une partie de la hausse des produits pharmaceutiques.

C'est pourquoi ils insistent respectueusement auprès du Comité de direction de l'Office pharmaceutique afin d'obtenir :

1° Que M. le Ministre de la Guerre remette à leurs postes, dans les fabriques de produits chimiques, les chefs de fabrications et les spécialistes indispensables à une meilleure production des usines ;

2° Que M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie prenne les mesures nécessaires pour faciliter l'importation des matières premières usitées par la pharmacie, au service de la santé publique.

Pour le Comité intersyndical des pharmaciens de la Seine :

*Le Président de la Chambre syndicale  
des pharmaciens de la Seine,*

J. LAURENCIN.

---

## COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

### du Syndicat de la Droguerie Française

ET DU

### Comité intersyndical des Pharmaciens de la Seine

---

Le 26 mars 1915, au siège social du Syndicat de la Droguerie française, 7, rue de Jouy, a eu lieu la réunion provoquée par le Comité intersyndical des Pharmaciens de la Seine, en vue d'obtenir des membres du Syndicat de la Droguerie française des renseignements relatifs à la crise ouverte par la guerre, sur le marché de la droguerie.

Etaient présents : MM. MICHEL, Président ; PERROT, Secrétaire ; CH. BUCHET, GALLOIS, Etienne DARRASSE, CHENAL, MATHURIN, ROCHET.

MM. LAURENCIN, Président de la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine, FEUILLOUX ; RÉMY, Président du Syndicat des Pharmacies commerciales, D<sup>r</sup> MOUGIN ; CAILLON, du Syndicat général des Pharma-



ciens de France; DONNIO, GUYOT, PRESLIER, du Syndicat de la Pharmacie parisienne.

En ouvrant la séance, M. MICHEL, Président, souhaite la bienvenue aux représentants du Comité intersyndical et exprime l'espoir que ses explications les convaincront que la Droguerie française a fait tout son devoir, dans des circonstances difficiles.

M. LAURENCIN remercie M. MICHEL de l'accueil fait aux pharmaciens et souligne l'opportunité de cette réunion, car les bureaux des divers Syndicats pharmaceutiques de la région parisienne doivent à leurs confrères des éclaircissements documentés sur une situation qui les lèse et qui touche aux intérêts du public.

M. MICHEL, dans un exposé très clair, malgré sa concision nécessaire, établit d'abord les origines de la crise actuelle.

Les approvisionnements en munitions et en médicaments étaient tels que nous avons appris à les connaître, à nos dépens. Aussi, dès les premiers jours de la mobilisation, le Ministre de la Guerre, pour faire face à des besoins urgents, a-t-il vidé les usines de produits chimiques et réquisitionné les stocks des magasins de la droguerie.

Par le fait de l'appel sous les drapeaux du personnel des usines, la marche des maisons françaises de fabrication s'est trouvée presque entièrement paralysée.

Pour avoir les matières premières nécessaires, les Français ont dû s'adresser aux Anglais et aux Américains. Mais les moyens de transports ont été tellement bouleversés que des produits achetés et payés depuis plus de six mois ne sont pas encore aux mains des acquéreurs.

De plus, l'Administration des Douanes n'a pas pris les mesures nécessaires pour faciliter l'importation en France : au 26 mars, il y avait au Havre, deux cents tonnes de quinquinas qui n'étaient pas encore livrables sous des prétextes familiers à M. LEBUREAU, mais qui contribuent à maintenir la hausse des sels de quinine, médicaments de première nécessité.

La Défense nationale a besoin d'énormes quantités de phénol pour la fabrication des explosifs; on a dû en improviser la préparation en France et jusqu'à présent on est arrivé à grand-peine à fournir la moitié de ce qui est nécessaire; on prévoit que dans deux mois seulement, les maisons françaises donneront régulièrement le quantum nécessaire.

Il en est de même pour le bismuth métal; ceci explique la hausse pratiquée depuis longtemps sur les sels de bismuth si répandus dans les officines.

M. MICHEL prévoit pour un délai prochain le manque de la théobromine, de la caféine, de la cocaïne et d'autres produits de fabrication française.

Les droguistes dépourvus se sont adressés à l'Amérique, au Canada : mais la demande provenant des nations belligérantes et des pays neutres est telle, que les fabricants d'outre-Atlantique demandent des prix qui expliquent la hausse progressive de beaucoup de produits chimiques et pharmaceutiques.

Après M. MICHEL, M. ROCHET, des établissements POULENC, versé particulièrement dans tout ce qui se rattache à l'industrie chimique et qui comprend le bien-fondé des réclamations du corps pharmaceutique

donne des renseignements très circonstanciés sur la fabrication des matières nécessaires à l'exercice normal de notre profession.

Après avoir confirmé ce que nous savions déjà, c'est-à-dire que 80 % des produits chimiques venaient, à bon marché, d'Allemagne, M. ROCHET nous expose les essais de relèvement tentés par l'industrie chimique nationale. Mais sur ce terrain, rien ne peut s'improviser utilement.

Les conditions créées par la mobilisation du personnel des usines nuisent d'ailleurs singulièrement aux tentatives actuelles. Ce personnel doit être d'une telle qualité, sous le rapport du flair et du tact, qu'il est impossible, même après plusieurs mois d'expériences, d'adapter des ouvriers intelligents aux minuties, aux précautions nécessaires que l'observation personnelle des pharmaciens le dispense d'exposer longuement.

M. LAURENCIN remercie M. MICHEL et M. ROCHET des explications très nettes qu'ils ont bien voulu nous donner.

D'accord avec les représentants de la Droguerie française, il estime qu'une démarche doit être faite auprès de M. le Professeur BÉHAL, Directeur de l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques.

M. BÉHAL et le Comité de Direction de l'Office créé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie seront priés de porter à la connaissance des ministres compétents les doléances de la Droguerie et de la Pharmacie françaises.

La séance est levée, après l'adoption de cette proposition.

J. FEUILLLOUX.

---

## Notre Caisse de Secours immédiats

---

En tête de la septième liste que nous publions dans ce numéro, le Conseil d'administration a la satisfaction très grande d'inscrire MM. les Professeurs de l'Ecole supérieure de Pharmacie de Paris. Tous ont répondu à l'appel que leur a transmis M. le Directeur GAUTIER et c'est ainsi que la somme de *cinq cents francs* a été remise à notre Président pour l'Œuvre d'assistance confraternelle aux familles des pharmaciens mobilisés de la Seine.

Nous prions M. le Directeur et MM. les Professeurs d'agréer l'expression sincère de notre vive gratitude.

Nous sommes d'autant plus touchés de cette affirmation nouvelle des liens qui unissent à leurs élèves nos maîtres respectés que nous savons que, chaque mois, ils prélèvent, depuis la guerre, une part importante de leurs honoraires au profit du *Secours national*.

Pour la grande œuvre de solidarité confraternelle que nous avons



entreprise et que les circonstances nous mettront probablement dans la nécessité d'élargir plus tard, il est bon qu'un si bel exemple nous soit donné par nos Professeurs.

Dans le but de léguer aux générations futures des pharmaciens de la Seine, un témoignage durable des sentiments d'altruisme fécond qu'a provoqué l'inevitable guerre de 1914-1915, le Bureau de la Chambre syndicale a l'intention de faire établir des tableaux, portant les noms de tous les souscripteurs qui ont bien voulu faire le geste fraternel que nous leur avons demandé.

Tant que dureront les hostilités, nous continuerons inlassablement nos appels pressants : nous voudrions voir figurer sur ces tableaux d'honneur de la solidarité professionnelle tous les noms de ceux qui sont en mesure de venir en aide aux confrères éprouvés le plus durement.

Tous nos Professeurs ont répondu : leurs élèves voudront, nous l'espérons, se laisser entraîner par l'exemple. Les murs de notre Siège social sont vastes : les tableaux d'honneur de la solidarité, leur feront une parure magnifique.

J. F.

## SOUSCRIPTION

### au profit des Pharmaciens mobilisés du Département de la Seine

#### SEPTIÈME LISTE

NOMS ET ADRESSES DES SOUSCRIPTEURS	Montant des souscriptions
MM.	
les Professeurs de l'Ecole supérieure de Pharmacie de Paris. . . . .	500 «
les Etablissements BYLA et DELAUNAY, à Gentilly. . . . .	500 »
DESSÉNI, Directeur de la Société Parmentier, 133, rue de Bercy, Paris. . . . .	500 »
Sénateur ASTIER, rue du Docteur-Blanche, Paris. . . . .	300 »
F. DUCATTE, 8, place de la Madeleine, Paris. . . . .	100 »
DEHAUT, 147, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris. . . . .	100 »
Laboratoire des Produits du Goménol, 17, rue Ambroise-Thomas. .	100 »
Société française d'Evian-les-Bains, 21, rue de Londres, Paris. . .	100 »
VILLAIN et BAR, Imprimeurs, 22, rue Dussoubs, Paris. . . . .	20 »
déc. janv. févr. mars avril mai	
MM.	
AMSLER, 36, Grande-Rue, Créteil. . . . .	7 50 7 50
BARTHET, 4, rue de Phals- bourg, Paris. . . . .	10 » 10 »
A reporter. . . . .	2.237 50

	déc.	janv.	févr.	mars	avril	mai	Report.
							2.237 50
MM.							
BERTILLON, 20, rue Camille-Desmoulins, à Arcueil-Cachan . . . . .				5 »		5 »	
BEYTOT et TERTREAU, 4 faubourg Poissonnière, Paris.	7 50	7 50				15 »	
BIALOUT, 9, rue de la Côte, Roanne . . . . .			25 »			25 »	
BOHN, 11, rue Gay-Lussac, Paris . . . . .			7 50			7 50	
COUDRIEUX, 18, av. Hoche, Paris . . . . .			50 »			50 »	
DAUTREVAUX, 64, rue de la Chapelle, Paris . . . . .	7 50	7 50	7 50			22 50	
DAVID, 99, route de Montrouge, Malakoff . . . . .		10 »				10 »	
DEGLOS, 131, rue de Vaugirard, Paris . . . . .			50 »			50 »	
DELANNON, 64, rue de Tocqueville, Paris . . . . .		10 »	10 »			20 »	
DELATTRE, 5, rue Chauveau-Lagarde, Paris . . . . .			50 »			50 »	
DERVILLEZ, 15, rue Réaumur, Paris . . . . .		10 »				10 »	
DREYER-DUFER, 114, rue de la Chapelle, Paris . . . . .		10 »				10 »	
DUPEYRIX, 76, rue du Château-d'Eau, Paris . . . . .		10 »				10 »	
DUREL, 7, boulevard Denain, Paris . . . . .		15 »				15 »	
FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême, Paris . . . . .			7 50			7 50	
GAUDIN, 22, av. de Neuilly, Neuilly . . . . .	7 50	7 50	7 50	7 50		30 »	
GILBERT, 47, av. de l'Observatoire, Paris . . . . .			7 50			7 50	
GIRARDEL, 143, rue du Temple, Paris . . . . .			20 »			20 »	
GORISSE, 107, faubourg du Temple, Paris . . . . .	7 50	7 50	7 50	7 50		30 »	
GOUDAL, 213, rue St-Honoré, Paris . . . . .			10 »	10 »		20 »	
GREFFIER, 18, rue de Meudon, Clamart . . . . .			10 »			10 »	
GRIS, 14, rue de la Forge, Noisy-le-Sec . . . . .	7 50	7 50	7 50	7 50		30 »	
GUYOT, 3, rue de Vouillé, Paris . . . . .			20 »			20 »	
HENMERLÉ, 3, rue Dufaut, Gentilly . . . . .			10 »			10 »	
A reporter . . . . .						2.722 50	



	Report . . . . .					2.722 50
	déc.	janv.	févr.	mars	avril	mai
MM.						
HENRY, 8, boulevard Saint-Marcel, Paris. . . . .				20 »		20 »
HILBERT, 58, rue Carnot, Stains . . . . .			10 »	7 50		17 50
HICAN, 11, boulevard de Reuilly, Paris. . . . .				50 »		50 »
JULIEN, 50, rue des Vinaigriers, Paris . . . . .	15 »	7 50	7 50	7 50		37 50
KARTOW, 12, rue de la Boule-Rouge, Paris. . . . .			10 »			10 »
LAURENCIN, 41, rue Clignancourt. . . . .				10 »		10 »
LIHOREAU (M <sup>me</sup> Vve), 49, rue du Château-d'Eau, Paris.				10 »		10 »
LOISEL, 4, square des Maronniers, Saint-Maur . . .				7 50		7 50
MARIE (G.), 112, rue de Paris, Puteaux . . . . .			20 »			20 »
PASSAT, 182, avenue de Versailles, Paris. . . . .			10 »			10 »
PEAN, 21, rue Mouton-Duvernét, Paris . . . . .				50 »		50 »
POUILH, 27, route de Choisy, Ivry . . . . .				10 »		10 »
PSAUME, place de la Gare, Parc-Saint-Maur . . . . .	20 »	10 »	10 »	10 »	10 »	70 »
RAFFEGEAU, 3, rue de l'Amiral-Mouchez, Paris . . .				7 75		7 75
ROLLAND, 118 bis, avenue Victor-Hugo, Paris . . .		10 »	10 »			20 »
ROUSSEAU, 4, place de la République, Levallois . .				10 »		10 »
SOUCHEYRE, 118, avenue de Villiers, Paris. . . . .				7 50		7 50
STOLTZ (Henry), 60, route de Versailles, Billancourt. .				40 »		40 »
TREFAULT, carrefour Victor-Hugo, Alfortville . . . . .	37 50	7 50	7 50	7 50		60 »
VALENTIN, 48, Grande-Rue, Créteil. . . . .			7 50	7 50	22 50	37 50
VARAGNIAC, 171, rue de Belleville, Paris . . . . .				7 50		7 50
VERGELOT, 163, rue de Flandre, Paris . . . . .			10 »			10 »
« VIVE LA FRANCE! » . . . . .				50 »		50 »
Total de la septième liste . . . . .						3.293 25
Montant des listes précédentes . . . . .						24.547 »
Total au 21 avril 1915 . . . . .						27.842 25

Extrait du procès-verbal de la Séance du  
CONSEIL D'ADMINISTRATION  
du 13 avril 1915.

Présidence de M. LAURENCIN, Président.

*Étaient présents :* MM. LAURENCIN, COULLON, FEUILLOUX, HERBAIN, COLLIN, WALTER, GRÈS et LOISEL.

*Excusés :* MM. TRINQUART et CRINON.

En ouvrant la séance, M. le Président souhaite la bienvenue à M. WALTER, délégué de la 12<sup>e</sup> circonscription. Il fait ensuite part au Conseil des bonnes nouvelles qu'il a reçues de notre Vice-Président, M. BARTHET, toujours sur le front.

Décès. — M. LE PRÉSIDENT a le regret de faire part au Conseil du décès de M. LHIORÉAU, 49, rue du Château-d'Eau, survenu il y a déjà quelques mois ; de celui de M. TEISSONNIÈRE, 21, rue de Liège ; et enfin de la mort de M. DIENNE, 108, route de Choisy, à Ivry.

Le Conseil adresse à la famille de ces confrères ses sympathiques sentiments de condoléances.

Le Conseil s'occupe longuement de diverses propositions de publicité qui lui sont parvenues et donne à chacune d'elles la suite qu'elles comportent.

En outre, sur la proposition de M. LOISEL, il décide d'apposer dorénavant, sur chaque traité de publicité, la mention suivante :

« M. . . . déclare qu'il n'existe aucun intérêt austro-allemand dans la propriété ou la représentation du produit qui sera annoncé au *Bulletin*. Toute attache austro-allemande entraînera la résiliation du présent contrat. »

Augmentations de prix des matières premières. — M. LE PRÉSIDENT rappelle au Conseil que le Comité intersyndical avait décidé, lors de sa dernière réunion, de demander une entrevue au Syndicat général de la Droguerie française pour parer aux augmentations de prix que subissent actuellement les matières premières nécessaires aux préparations pharmaceutiques.

Cette réunion a eu lieu à la fin du mois dernier et a donné lieu à une discussion très intéressante qui a été soutenue particulièrement par M. MICHEL, Président du Syndicat de la Droguerie, et par M. le Directeur de la Maison POULENC.

M. FEUILLOUX donne lecture au Conseil du compte rendu de cette réunion, et fait part de la note qui a été adressée au Comité de direction de l'Office des Produits chimiques et pharmaceutiques en vue de la prochaine audience accordée par M. BÉHAL aux représentants de la droguerie et de la pharmacie.



**Revision du tarif accidents du travail.** — M. LE PRÉSIDENT. — Comme suite à la demande faite par M. HERBAIN, à la dernière réunion du Conseil, je m'étais engagé à porter la question de modification du tarif accidents du travail devant le Conseil de l'Association Générale. Ce que j'ai fait et, malgré tous les arguments que j'ai pu apporter, le Conseil a estimé qu'une revision officielle du tarif ne pourrait avoir lieu en ce moment.

Or, M. CRINON m'écrit que M. VAUDIN s'est entendu avec notre confrère M. le sénateur LIMOUZAIN-LAPLANCHE pour convoquer la Sous-Commission officielle chargée de l'élaboration du tarif pour les accidents du travail. Je me suis donc entendu avec M. VAUDIN sur les augmentations de prix à proposer et nous avons décidé de présenter les principales variations parues depuis le début de la guerre et s'adressant spécialement aux accidentés du travail.

**Ristourne sur la vente d'eaux minérales.** — M. LE PRÉSIDENT fait part au Conseil que la Compagnie des grandes sources minérales françaises vient de nous adresser un nouveau versement de 536 francs, montant de la ristourne accordée à la Chambre syndicale sur la vente d'eaux minérales.

Le Conseil est heureux d'enregistrer ce nouveau versement, il adresse aux administrateurs de cette Compagnie ses vifs remerciements pour l'intérêt qu'ils veulent bien apporter à notre Chambre syndicale.

**Correspondance.** — M. LE PRÉSIDENT informe le Conseil qu'à la suite de notre réclamation relative à la raréfaction de l'alcool destiné aux préparations pharmaceutiques et à l'intérêt que présenterait l'emploi dans les poudreries d'alcools étrangers, le Ministre de la Guerre vient de nous répondre que la quantité d'alcool employée dans les poudreries est loin d'approcher de la totalité de la production et que d'autre part des achats très importants ont été faits à l'étranger; les achats d'alcool indigène sont entièrement suspendus et le Midi disposerait, en outre, de quantités importantes d'alcool de vin.

M. LE PRÉSIDENT. — Cet alcool de vin ne peut pas être rectifié à 95° et ne peut par conséquent servir à la préparation d'une quantité de préparations pharmaceutiques.

M. FEUILLOUX. — En tenant compte de la première partie de cette réponse, il est tout de même excessif que nous subissions actuellement une hausse de l'alcool.

M. LE PRÉSIDENT. — Je me suis empressé de communiquer la lettre du Ministre de la Guerre, dès sa réception, à M. DAMAGNEZ, l'un de nos plus grands fournisseurs d'alcool, mais je n'ai jusqu'à présent, reçu aucune réponse.

**Secours.** — Le Conseil examine une nouvelle demande de secours de M<sup>me</sup> Veuve D. .... et lui accorde une somme de *cinquante* francs.

**Assemblée générale de la Chambre syndicale.** — M. LE PRÉSIDENT demande au Conseil de revenir sur la décision prise dans l'une des dernières séances au sujet de l'envoi des convocations pour l'Assemblée générale. Il demande que les convocations et les bulletins de vote soient

envoyés individuellement, comme les années précédentes, aux confrères syndiqués, au lieu de les faire parvenir par la voie du *Bulletin*, de façon à éviter que des non-syndiqués nous adressent leur vote.

Le Conseil décide de laisser toute latitude au Bureau pour envoyer les convocations et fixe la date de l'Assemblée générale au jeudi 20 mai.

**Renouvellement de délégués.** — M. LE PRÉSIDENT rend compte de la consultation faite auprès des membres dont la circonscription est soumise au renouvellement.

Pour les 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> circonscriptions, les mandats de MM. NORMAND, HERBAIN, LENAIN, COLLIN et POUILH ont été confirmés.

Pour la 18<sup>e</sup> circonscription : M. WEIL, de Montrouge, M. LANDON, de Vanves et M. PRÉVOST, de Sceaux, ont été désignés en remplacement de notre regretté confrère M. EMERY. Une nouvelle lettre sera donc envoyée à tous les syndiqués de la 18<sup>e</sup> circonscription pour qu'ils aient à désigner un candidat unique et pour leur faire observer que M. WEIL, ancien Président de la Chambre syndicale et actuellement Membre du Comité disciplinaire, ne peut entrer au Conseil d'administration à cause de l'incompatibilité qui existe entre ces deux fonctions.

**Rapport financier de la Chambre syndicale.** — Le Conseil adopte le rapport présenté par M. LOISEL sur la situation financière de la Chambre syndicale et le remercie de cet important travail. Ce rapport sera publié *in-extenso* dans le prochain *Bulletin*.

**Admissions.** — M. A.-J. CHAUCHY, 40, rue de la Bienfaisance, Paris. — Parrains : MM. Muller et Rengnietz.

M. RIÈTHE (Gaston), 58, rue de la Jonquière, Paris. — Parrains : MM. Laurencin et Roidot.

**Candidatures nouvelles.** — M. DEPENSIER (Charles-Rémy), 33, rue Lauriston, Paris.

M. JOUATTE (Noël), 32, rue des Vallées, à Colombes (Seine).

M. LEGRAND (Julien), 129, rue Caulaincourt, Paris.

**Avis.** — Les confrères, membres de notre Syndicat, sont instamment priés de faire parvenir au Président de la Chambre syndicale, les observations ou protestations qu'ils auraient à formuler concernant les candidats ci-dessus.

**Etat de caisse.** — M. LE TRÉSORIER donne lecture de son état de caisse qui se solde par un excédent de 3.942 fr. 35 à fin mars.

La séance est levée à 5 heures.

Le Président,  
LAURENCIN.



## Ristourne sur la Vente d'Eaux Minérales

Société anonyme des Grandes Sources Minérales  
françaises.

La Société anonyme des grandes sources minérales françaises a bien voulu, conformément à l'usage qu'elle a adopté, verser la somme de 536 francs, montant de la ristourne accordée à la Chambre syndicale sur la vente d'eaux minérales.

Avec le Conseil d'administration, nos confrères apprécieront cette nouvelle marque d'intérêt que donne à notre Syndicat la Société anonyme des grandes sources minérales françaises.

## Rapport sur les OPÉRATIONS FINANCIÈRES

*de la Chambre syndicale, pendant l'année 1914*  
*présenté par M. LOISEL, au nom de la Commission des Finances.*

MES CHERS CONFRÈRES,

Bien que réduite à sa plus simple expression, votre Commission des finances a dû, suivant l'usage, procéder à la vérification des comptes de notre Trésorier, et établir la situation financière de la Chambre syndicale, pour l'année 1914.

C'est cette situation que je suis chargé de vous exposer, ce que je ferai le plus brièvement possible.

Disons tout de suite que, cette année, les dépenses ont été plus élevées que les recettes. L'écart est peu considérable, il est vrai, et tient à différentes causes, qui apparaîtront au fur et à mesure de l'examen des divers chapitres. Mais il n'est pas moins certain qu'il y a là l'indice d'une situation qui pourrait devenir inquiétante si elle devait s'accroître.

Quant à présent, notre encaisse disponible suffit amplement à couvrir la différence. Mais il y aura lieu, pour le Bureau de la Chambre syndicale, d'examiner sérieusement cette situation et d'y remédier à l'avenir.

Pourtant, nous ne devons pas nous faire illusion : l'année 1915 sera certainement très lourde pour nos finances ; c'est une éventualité qu'il faut prévoir, bien que nous n'ayons pas à l'envisager maintenant.

Voici le détail de nos recettes et de nos dépenses pour 1914 :



# SITUATION FINANCIÈRE DE L'EXERCICE 1914

## Recettes du 1<sup>er</sup> Janvier au 31 Décembre 1914

DÉTAIL DES RECETTES	EXERCICE 1914	MOYENNE des 4 dernières années.	EN PLUS	EN MOINS
<b>I. Groupe des recettes provenant des réserves</b>				
Rente 3°/o perpétuelle et amortissable.	7.391 75	6.841 45	550 30	
<b>II. Groupe des recettes syndicales</b>				
Cotisations annuelles y compris 300 fr. cotisation d'un membre perpétuel	14.146 30			
Recu de l'Association générale des pharmaciens de France:				
1° Pour une rente viagère . . . . . 500 »				
2° Pour loyer . . . . . 200 »				
3° Pour téléphone . . . . . 80 »	786 »	15.032 30	13.079 25	1.953 05
4° Pour frais d'envoi du tarif . . . . . 6 »				
Participation au loyer par le Syndicat des chimistes et essayeurs de France . . . . .	400 »			
<b>III. Recettes exceptionnelles</b>				
Remboursement des obsèques Dartiguenave . . . . .	515 »	760 »		245 »
<b>IV. Groupe des recettes provenant du Bulletin et des imprimés</b>				
Produit brut de la publicité (avec le reliquat 1913)	10.205 80	7.433 15	2.772 65	
Vente d'affiches. Contrat du travail. Registre inspection du travail. F. du Loiret . . . . .	730 05			
Vente du Tarif 17 <sup>e</sup> édition . . . . . 9 »				
— 18 <sup>e</sup> — . . . . . 1.040 70	3.081 95	3.687 80		605 85
Vente du Barème A. B. C. . . . . 305 40				
Vente du tarif A. G. . . . . 677 45				
Bulletin de Variations . . . . . 319 35				
<b>V. Groupe des recettes provenant des dommages et intérêts</b>	698 90	9.450 10		8.751 20
<b>VI. Groupe des recettes provenant d'allocations commerciales, ristournes, abonnement au bulletin . . . . .</b>	1.338 25	968 10	370 15	
<b>Totaux . . . . .</b>	38.263 95	42.219 85	5.646 15	9.602 05
En caisse le 1 <sup>er</sup> janvier 1914.	3.467 25			
<b>Total général de l'actif . . . . .</b>	41.731 20			

DÉTAIL DES RECETTES	EXERCICE 1914	MOYENNE des 4 dernières années.	EN PLUS	EN MOINS
<b>ÉTAT COMPARATIF</b>				
Recettes diverses de l'exercice 1914 . . . . .	38.263 95			
Moyenne des recettes de même nature pendant les quatre dernières années . . . . .	42.219 85			
Diminution des recettes en 1914 par rapport à la moyenne des quatre dernières années	3.955 90			3.955 90

## Dépenses du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1914

<b>I. Œuvres d'assistance et diverses</b>				
Secours à divers . . . . .	2.408 75			
Pouvoir discrétionnaire du Président . . . . .	120 20			
Subvention à la Société Amicale des Employés de la Préfecture de Police . . . . .	50 45			
Subvention à l'Association des Employés de l'Ecole de Pharmacie . . . . .	50 »	3.445 30	4.266 10	* 821 80
Couronnes : décès de MM. Jaboin, Collin, Dartiguenave.				
Obsèques Dartiguenave . . . . .	713 35			
Œuvre Maternelle St-Michel . . . . .	50 »			
Secours de guerre . . . . .	20 30			
Congrès de la Haye . . . . .	20 25			
Société d'Assistance par le Travail . . . . .	10 »			
<b>II. Œuvres de solidarité professionnelle</b>				
Caisse des Mobilisés. — Cotisation de la Chambre syndicale . . . . .	500 »			
Cotisation annuelle au Comité central des Chambres syndicales . . . . .	5 15	4.024 65	2.938 »	1.086 65
Cotisation au Comité des Elections Consulaires . . . . .	365 15			
Versement à l'Assoc. Générale				
Cotisations : Pension viagère.	3.154 35			
<b>A reporter . . . . .</b>	7.469 95	7.204 10	1.086 65	821 80



DÉTAIL DES DÉPENSES	EXERCICE 1914	MOYENNE des 4 dernières années.	EN PLUS	EN MOINS
<i>Report. . .</i>	7 469 95	7 204 10	1.086 65	821 80
<b>III. Frais d'administration</b>				
Appointements de M. Hélie . . .	3.000 »			
Appointements de M <sup>lle</sup> Che- reau, dactylographe . . .	2.100 »			
Gratifications diverses . . .	342 25			
Débours du Président . . .	174 35			
Droits de garde et frais de Banque . . .	502 50			
Recouvrement des cotisations. Frais de bureau, chauffage, éclairage, nettoyage, assu- rance . . .	844 75			
Travaux . . .	790 80	11.048 30	9.440 65	1.907 67
Abonnement au téléphone . .	250 45			
Termes de loyer, Impôts . .	415 »			
Mobilier et entretien . . .	1.479 60			
Papier d'emballage, ficelle, omnibus, machine à écrire. Timbres. — Papiers timbrés et postaux . . .	134 20			
	101 30			
	913 »			
<b>IV. Frais d'Intérêts professionnels.</b>				
Impressions diverses, Circu- laires, Bandes, Bulletins de Vote, Quittance . . .	2.287 90			
Registres du Travail . . .	250 »	2.640 60	1.426 95	1.213 67
Abonnement aux Journaux . .	102 70			
<b>V. Frais du Tarif de l'A. G.</b>				
Participation et conservation des clichés . . .	258 65	258 65	1.625 60	1.366 95
<b>VI. Frais de Propagande du Bulletin</b>				
Frais du Bulletin . . .	8.001 95			
Expédition . . .	361 65			
Honoraires du Directeur : Dernier trimestre 1913 . .	300 »	9.863 60	11.383 15	1.519 55
Année 1914 . . .	1.200 »			
<i>A reporter. . .</i>	31.281 10	30.780 45	4.207 99	3.708 30

DÉTAIL DES DÉPENSES	EXERCICE 1914	MOYENNE des 4 dernières années.	EN PLUS	EN MOINS
<i>Report. . .</i>	31.281 10	30.780 45	4 207 99	3.708 30
<b>VII. Défense des Intérêts professionnels</b>				
Avocats, avoués, huissier, enquêtes, expertises, Comité disciplinaire, prud'hommes . .	7.459 90	7.459 90	10.033 45	2.873 25
<b>VIII. Dépenses extraordi- naires.</b>				
Médailles . . .	87 20	87 20	836 10	748 90
<b>Total des dépenses . .</b>	38.828 20	41.649 70	4.208 »	7.330 45
<b>ÉTAT COMPARATIF</b>				
Dépenses de l'exercice 1914 . .	38.828 20			
Moyenne des dépenses de même nature pendant les quatre dernières années . . .	41.649 70			
Diminution des dépenses pour 1914 par rapport à la moyenne	3.421 50			

#### RÉSUMÉ DE L'EXERCICE 1914

En caisse le 1 <sup>er</sup> janvier 1914. . . . .	3.467 25
Recettes diverses en 1914. . . . .	38.263 95
<b>Total . . . . .</b>	<b>41.731 20</b>
Dépenses . . . . .	38.528 20
En caisse le 1 <sup>er</sup> janvier 1915. . . . .	3.203 »
Excédent des dépenses sur les recettes. . . . .	264 25

#### CAPITAL SOCIAL AU 31 DÉCEMBRE 1914

1 Récépissé de 945 fr. de rente 3 % amortissable.	
1 » 5.419 fr. » perpétuelle.	
1 » 200 fr. » »	
1 » 200 fr. » »	
1 » 620 fr. » »	
Plus l'encaisse de 3.203 fr. au 31 décembre.	



Passons maintenant à l'examen des différents chapitres :

## RECETTES

Les recettes provenant des rentes syndicales sont plus élevées cette année. Cette augmentation est due à l'accroissement de notre capital social par l'achat de 620 francs de rente ; la dernière opération qu'ait faite le regretté M. LABÉLONYE.

Les recettes provenant des cotisations annuelles nous procurent également une plus-value. C'est là un excellent symptôme, nous indiquant l'accroissement du nombre de nos adhérents.

Quant aux recettes exceptionnelles, diminution notable, un seul adhérent, M. FEUILLOUX, ayant demandé son inscription comme membre perpétuel et versé à notre Caisse, trois cents francs, conformément aux statuts.

Les recettes provenant du *Bulletin* nous apparaissent considérables. Mais il faut tenir compte de ce fait, qu'en 1913 toutes les rentrées n'avaient pas été opérées, et que, de ce chef, il s'est trouvé un reliquat de recettes, qui, n'ayant pas figuré au budget de 1913, a dû être incorporé à celui de 1914.

La vente des tarifs nous occasionne une moins-value.

Diminution également sur le chapitre des recettes provenant des dommages et intérêts, et pourtant les frais judiciaires sont toujours une lourde charge pour nos finances.

Enfin, les allocations commerciales et les ristournes nous ont procuré un bénéfice certain sur la moyenne : la progression est constante.

En somme, il y a une diminution de 3.953 fr. 95 sur la moyenne des quatre dernières années.

## DÉPENSES

Abordons maintenant le détail des dépenses.

Peu de changement dans le chapitre des Oeuvres d'assistance. A cet égard, nos dépenses ne peuvent guère varier. Cependant, il y a une diminution de 821 fr. 80 sur ce chapitre, dont la moyenne est de 4,266 fr. 10 ; c'est une économie notable, et disons-le, bien involontaire ; nous ne cherchons pas à rogner sur la part de la bienfaisance.

Au chapitre II. — Oeuvres de solidarité professionnelle.

Augmentation sensible des dépenses, due à deux causes différentes :

1° Notre Chambre syndicale s'est inscrite pour 500 francs à la Caisse de secours immédiats pour les confrères mobilisés, Caisse dont le Bureau avait pris l'heureuse initiative. S'il y a un déchet de ce côté, qui donc songera à nous le reprocher ?

2° Les comptes avec l'A. G. n'ayant pas été réglés en 1913, il est évident que de ce chef les dépenses en 1914 doivent être plus élevées par rapport à la moyenne ; d'autant plus que le nombre de nos sociétaires augmentant, la somme à payer a été plus élevée.



Donc sur ce chapitre, augmentation, j'oserai dire rationnelle des dépenses.

Le chapitre des frais d'administration est aussi plus élevé. En réalité, si la somme déboursée est de 1.907 fr. 67 plus forte que la moyenne des quatre dernières années, la différence n'est que de 317 fr. 15 avec l'année 1913. C'est dans les menus détails de l'Administration, qu'il faut en chercher la cause.

Les frais d'intérêts professionnels sont aussi plus considérables, conséquence des dépenses occasionnées par la dernière Assemblée générale.

Enfin, il y a diminution des dépenses sur les quatre derniers chapitres.

En résumé, s'il y a eu, en 1914, diminution des recettes, il y a eu également diminution notable des dépenses, et cette diminution des dépenses, par comparaison avec la moyenne des quatre dernières années, est de 3.121 fr. 50.

De sorte, qu'en fin de compte, l'excédent des dépenses sur les recettes n'a été que de 264 fr. 23. Cette différence s'est trouvée facilement couverte par l'encaisse du Trésorier, encaisse qui était encore au 31 décembre 1914 de 3.203 francs.

Du capital social, je n'en parlerai pas. Vous avez trouvé la liste de nos réserves dans le tableau ci-dessus. A mon avis, il est inutile de chercher à l'évaluer. La valeur de ce capital a diminué par suite de la diminution du 3 %. Ce fonds d'Etat subit actuellement des variations incessantes; que nous importe, puisque nous ne cherchons pas à réaliser. Le rendement n'en a pas diminué, nos rentes sont aujourd'hui ce qu'elles étaient hier; c'est pour nous l'essentiel.

Mes chers confrères, il me reste maintenant à accomplir un devoir qui m'est particulièrement agréable. Personnellement, je dois tous mes remerciements à notre ami COULLON, notre sympathique Trésorier, pour la bonne grâce et la complaisance avec laquelle il a bien voulu faciliter ma tâche quelque peu ardue. Et cela m'a permis de constater avec quel ordre, quel souci des détails, je dirais presque avec quelle minutie ses livres sont tenus. La comptabilité de COULLON est aussi soignée qu'un beau sonnet de Pascalon. Sa manière rappelle celle du regretté M. LABÉLONYE; c'est, je crois, le plus bel éloge que je puisse faire de lui. Et la Commission des Finances vous demande, mes chers confrères, de bien vouloir lui adresser tous nos remerciements et toutes nos félicitations.

P. LOISEL.

# CAISSE MUTUELLE PHARMACEUTIQUE DE RETRAITES

Année 1913-1914

Inventaire au 30 Juin 1914, 11<sup>e</sup> Exercice (Parts en cours)

NOMS, PRÉNOMS	NUMÉROS DES PARTS	AVOIR ALIÉNABLE	AVOIR RÉSERVÉ	Dû à la Caisse par les comptes en suspens	TOTAL
<b>Formule I</b>					
F. (R.). . . .	86 à 90	8.631 71			8.631 71
B. (L.). . . .	122	1.939 53			1.939 53
C. (G.). . . .	139	1.869 29			1.869 29
G. (E.). . . .	140 à 142	5.457 20			5.457 20
C. (E.). . . .	158	1.593 12		Compte à régl.	1.593 12
L. C. (L.). . .	152 à 156	7.367 80			7.367 80
G. (A.). . . .	157	1.165 98			1.165 98
J. (P.). . . .	173-174	2.661 52		Compte à régl.	2.661 52
L. (L.). . . .	175	1.352 29			1.352 29
L. (E.). . . .	187-188	2.673 90			2.673 90
H. (L.). . . .	208	1.198 75			1.198 75
R. (L.-L.). . .	301	678 37			678 37
C. (L.-J.). . .	518 à 22. 560 à 64	3.043 94			3.043 94
V. (L.-C.). . .	374 à 383	2.243 15			2.243 15
C. (F.-M.-J.).	401 bis	249 35			249 35
B. (V.-E.-G.).	403-404	223 76			223 76
F. (J.). . . .	415	117 33			117 33
P. (E.). . . .	416	117 33			117 33
Total Formule I. . . . .		42.604 32			42.604 32
<b>Formule II</b>					
G. (B.). . . .	5-6	1.257 62	3.000 »		4.257 62
D. (P.). . . .	7-8	1.268 28	3.000 »		4.268 28
M. (H.). . . .	9 à 18	5.305 76	11.000 »		16.305 76
V. (L.). . . .	29 à 30	1.227 80	2.200 »		3.427 80
B. (G.). . . .	31-32. 128 à 130	2.713 96	5.500 »		8.213 96
P. (A.). . . .	33-34	1.195 66	2.200 »		3.395 66
R. . . . .	38 à 40	1.707 41	3.300 »		5.007 41
A. (L.). . . .	41	677 62	1.100 »		1.777 62
B. (A.). . . .	42-43	1.188 88	2.200 »		3.388 88
P. (H.). . . .	44-45	1.178 90	2.200 »		3.378 90
P. (M.). . . .	47-48	1 202 64	2.200 »		3.402 64
A reporter. . . . .		18.924 53	37.900 »		56.824 53



Noms, PRÉNOMS	NUMÉROS DES PARTS	AVOIR ALIÉNABLE	AVOIR RÉSERVÉ	Dû à la Caisse par les comptes en suspens	TOTAL
Formule II (suite)					
Reports . . . . .		48.924 53	37.900 »		86.824 53
B. (J.). . . . .	49-50	1.222 16	2.200 »		3.422 16
C. (L.). . . . .	51-52	1.202 64	2.200 »		3.402 64
De M. (G.). . . .	53-56	1.765 90	1.900 »		3.665 90
C. (C.). . . . .	57-58	1 269 84	2.200 »		3.469 84
S. (E.). . . . .	59-63	2.770 76	5.500 »		8.270 76
W. (A.). . . . .	80	721 »	1.100 »		1.821 »
M. (C.). . . . .	81-82	1.222 16	2.200 »		3.422 16
S. (F.). . . . .	83-84	1.187 26	2.200 »		3.387 26
H. (H.). . . . .	85	682 52	1.100 »	Compte à régul.	1.782 52
G. (E.). . . . .	91	679 71	1.100 »		1.779 71
L. (A.). . . . .	94-96	1.847 96	3.300 »		5.147 96
M. (J.). . . . .	98-99	1.206 80	2.200 »		3.406 80
W. (C.). . . . .	100-101	1.192 88	2.200 »		3.392 88
L. (F.). . . . .	102-103	1.246 84	2.200 »		3.446 84
M. (P.). . . . .	104-105	1.185 76	2.200 »		3.385 76
S. (C.). . . . .	108-109	1.185 76	2.200 »		3.385 76
G. (M.). . . . .	110-111	1.246 84	2.200 »		3.446 84
R. (P.). . . . .	112	680 52	1.100 »		1.780 52
P. (A.). . . . .	113-114	1.240 20	2.200 »		3.440 20
L. (M.). . . . .	115	706 18	1.100 »		1.806 18
C. (E.). . . . .	116	676 60	1.100 »		1.776 60
D. (L.). . . . .	117-118	1.195 66	2.200 »		3.395 66
D. (L.). . . . .	119-121	1.692 56	3.300 »		4.992 56
R. (R.). . . . .	123 à 127	2.709 91	5.500 »		8.209 91
L. (J.). . . . .	131-132	1.211 60	2.200 »		3.411 60
B. (J.). . . . .	133-134	1.240 20	2.200 »		3.440 20
P. (A.). . . . .	136-137	1.202 64	2.200 »		3.402 64
B. (G.). . . . .	138	694 42	1.100 »		1.794 42
G. (H.). . . . .	144	534 01	1.000 »		1.534 01
T. (L.). . . . .	145 à 148	1.708 76	4.000 »		5.708 76
G. (E.). . . . .	150 à 151	908 88	2.000 »		2.908 88
L. (P.). . . . .	159 à 163	2.682 »	5.000 »		7.682 »
V. (L.). . . . .	164 à 166	1.011 33	2.700 »		3.711 33
B. (A.). . . . .	167-168	712 20	1.800 »		2.512 20
B. (E.). . . . .	171-172	750 90	1.800 »		2.550 90
C. (G.). . . . .	176	415 81	900 »		1.315 81
D. (G.). . . . .	177 à 186	1.806 30	4.000 »		5.806 30
A reporter. . . . .		63.922 »	123.500 »		187.422 »



NOMS, PRÉNOMS	NUMÉROS DES PARTS	AVOIR ALIÉNABLE	AVOIR RÉSERVÉ	Dû à la Caisse par les comptes en suspens	TOTAL
Formule II (suite)					
Reports . . . . .		63.922 »	123.500 »		187.422 »
L. (H.). . . . .	189 à 198	2.490 55	8.000 »		10.490 55
D. (E.). . . . .	199-200	573 03	1.600 »		2.173 03
H. (G.). . . . .	204	339 99	800 »		1.139 99
H. (A.). . . . .	205	339 29	800 »		1.139 29
V. (A.). . . . .	206-207	575 45	1.600 »		2.175 45
C. (H.). . . . .	209	338 76	800 »		1.138 76
L. (L.). . . . .	210-211	575 45	1.600 »		2.175 45
M. (V.). . . . .	212 à 216	1.269 85	4.000 »		5.269 85
L. (M.). . . . .	217-218	572 11	1.600 »		2.172 11
L. (A.). . . . .	219 à 222	1.043 95	3.200 »		4.243 95
G. (A.). . . . .	225	232 16	800 »		1.032 16
H. (H.). . . . .	226	238 08	700 »	Compte à régular.	958 08
G. (C.-A.). . . . .	227	255 44	700 »		955 44
B. (C.). . . . .	228	256 60	700 »		956 60
L. (P.-A.). . . . .	229 à 233	968 72	3.500 »		4.468 72
M. (A.). . . . .	234 à 235	330 53	1.200 »		1.530 53
C. (P.). . . . .	236 à 245	1.388 11	6.000 »		7.388 11
B. (R.). . . . .	246 à 250	723 41	3.000 »		3.723 41
G. (A.). . . . .	251	131 49	600 »		731 49
D. (L.). . . . .	254-255	333 75	1.200 »		1.533 75
M. (H.). . . . .	256-257	330 53	1.200 »		1.530 53
L. (D.). . . . .	258	200 48	600 »		800 48
B. (E.). . . . .	259 à 261	464 47	1.800 »		2.264 47
V. (A.-A.). . . . .	262-263	331 21	1.200 »		1.531 21
B. (H.). . . . .	266 à 275	1.391 41	6.000 »		7.391 41
S. (H.). . . . .	276	199 47	600 »		799 47
C. (C.-J.). . . . .	277 à 279	460 93	1.800 »		2.260 93
C. (L.-H.). . . . .	280 à 281	335 91	1.200 »		1.535 91
E. (A.-A.). . . . .	282-283	243 18	1.000 »		1.243 18
C. (P.-L.). . . . .	284 à 287	430 88	2.000 »		2.430 88
B. (J.). . . . .	288	149 83	500 »		649 83
R. (R.-F.). . . . .	289 à 293	522 57	2.500 »		3.022 57
D. (A.-F.). . . . .	294 à 298	522 57	2.500 »		3.022 57
S. (P.). . . . .	302 à 304	234 41	1.200 »		1.434 41
J. (A.-J.). . . . .	305-306	171 48	800 »		971 48
R. (P.-E.). . . . .	307 à 316	669 28	4.000 »		4.669 28
C. (E.). . . . .	317	110 43	400 »		510 43
A reporter . . . . .		83.687 76	195.200 »		278.887 76



Noms, Prénoms	NUMÉROS DES PARTS	AVOIR ALIÉNABLE	AVOIR RÉSERVÉ	Dû à la Caisse par les comptes en suspens	TOTAL
<b>Formule II (suite)</b>					
Reports . . . . .		83.687 76	123.500 »		278.887 76
R. (G.) . . . . .	323-324	117 53	600 »		717 53
G. (A.-E.) . . . . .	325 à 329	229 32	1.500 »		1.729 32
L. C. (P.-P.) . . . . .	330 à 334	229 92	1.500 »		1.729 92
G. (A.) . . . . .	335 à 341	260 19	2.100 »		2.360 19
B. (M.-J.) . . . . .	342-343	117 57	600 »		717 57
S. (A.) . . . . .	344	80 28	300 »		380 28
G. (E.) . . . . .	345-346	117 71	600 »		717 71
B. (F.) . . . . .	347	80 61	300 »		380 61
V. (F.) . . . . .	348	80 35	300 »		380 35
G. (G.) . . . . .	349	80 32	300 »		388 32
J. de la C. (G.) . . . . .	350	80 40	300 »		380 40
F. (J.-B.) . . . . .	351-352	118 57	600 »		718 57
S. (P.) . . . . .	353-354	74 60	600 »		674 60
F. (P.-A.) . . . . .	355 à 359	229 02	1.500 »		1.729 02
M. (A.) . . . . .	365 à 367	154 89	900 »		1.054 89
P. du P. (L.-F.) . . . . .	368-369	117 87	600 »		717 87
M. (P.-J.) . . . . .	370	80 27	300 »		380 27
D. (J.-M.) . . . . .	371 à 373	84 39	600 »		684 39
G. (G.-L.) . . . . .	384 à 386	84 27	600 »		684 27
B. (A.) . . . . .	387 à 391	150 25	1.500 »		1.650 25
G. (E.-M.) . . . . .	392 à 401	215 45	2.000 »	Ensemble	2.215 45
B. (A.-G.-H.) . . . . .	402	16 62	100 »	y compris	116 62
E. (R.) . . . . .	403	16 62	100 »	intérêts	116 62
M. (J.-F.-J.) . . . . .	406-407	22 32	200 »	et amendes	222 32
R. (J.-J.-M.) . . . . .	408 à 412	39 47	500 »	pour	539 47
O. (L.) . . . . .	413-414	22 34	200 »	régularisation	222 34
C. (J.) . . . . .	417	16 62	100 »	des comptes	116 62
S. (P.) . . . . .	418-419	22 32	200 »	ci-dessus.	222 32
G. (E.-J.-J.) . . . . .	420	16 62	100 »	Y	116 62
P. (A.-M.) . . . . .	421	16 62	100 »		116 62
D. (J.-F.-J.) . . . . .	422-423	22 34	200 »	2.532 65	222 34
Total Formule II . . . . .		86.683 43	214.600 »		301.283 43
<b>RÉCAPITULATION</b>					
Formule I . . . . .		42.604 32			42.604 32
Formule II . . . . .		86.683 43	214.600 »		301.283 43
TOTAL GÉNÉRAL . . . . .		129.287 75	214.600 »		343.887 75
Dû par divers. Mémoire . . . . .				2.532 65	

ERRATUM

---

BULLETIN DE VARIATIONS

(1<sup>er</sup> Janvier 1915)

*publié dans le N° de Mars*

---

page 62

Trional : Lire 53 au lieu de 43 au N° de Barème.

---

CONVOCATION A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

---

L'Assemblée générale annuelle de la Chambre syndicale aura lieu, à l'Ecole de Pharmacie, 4, avenue de l'Observatoire, à deux heures précises, le jeudi 20 mai.

Le Conseil espère que, cette année, les sociétaires se rendront à cette réunion, en plus grand nombre que d'habitude, afin de combler les vides provenant de la mobilisation.

C'est la seule occasion que les statuts réservent aux adhérents de manifester publiquement leur approbation ou leurs critiques aux membres du Conseil d'administration.

Ceux qui auraient l'intention de poser une question *d'intérêt général*, sont priés d'en avertir le Président, trois jours au moins avant la séance.

---



## INFORMATIONS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES  
ET DES TÉLÉGRAPHES

**Office des Produits chimiques et pharmaceutiques**

*Direction : 4, avenue de l'Observatoire.*

L'Office a été créé par décret présidentiel du 17 octobre 1914 et a pour missions :

« De constater les quantités existantes de produits chimiques et pharmaceutiques, d'évaluer leur production actuelle et d'assurer les approvisionnements et leur répartition.

« Il a également pour mission de développer en France une production plus intense de ces mêmes produits et d'encourager la fabrication des produits nouveaux. »

La Direction a été confiée à M. le Professeur BÉHAL.

En outre, un Comité de Direction lui a été adjoint dont la composition est la suivante :

MM. ASTIER, Sénateur, ancien Président du Jury international des produits chimiques et pharmaceutiques aux expositions de Londres, Bruxelles, Turin et Gand.

BRANET, Conseiller d'État, Directeur général des Douanes au Ministère des Finances.

CHAPSAL, Directeur au Ministère du Commerce.

GUIGNARD, Membre de l'Institut, Directeur honoraire de l'École supérieure de pharmacie, membre du Conseil supérieur d'hygiène publique de France.

HALLER, Membre de l'Institut, Président de la Commission des substances explosives.

LEFEBVRE (André), Député des Bouches-du-Rhône.

LINDET, Président de la Société d'encouragement.

MAQUENNE, Membre de l'Institut.

PAINLEVÉ, Membre de l'Institut, Député.

PAULEAU, Directeur de la Pharmacie centrale, du Service de santé militaire.

PELLETIER (Michel), Avocat à la Cour d'appel.

MM. Roux, Directeur des Services scientifiques et sanitaires et de la répression des fraudes au Ministère de l'Agriculture.

VERGNIAUD, Auditeur au Conseil d'Etat, Chef du Cabinet du Ministère du Commerce.

WEISS, Conseiller d'Etat, Directeur des Mines, des distributions d'énergie électrique et de l'aéronautique au Ministère des Travaux publics.

### Les Pharmaciens à l'armée.

Pour défendre leurs prérogatives et obtenir une meilleure utilisation de leurs aptitudes spéciales, un grand nombre de confrères mobilisés ont répondu à l'appel de M. J. BARGUILLET, pharmacien à Choisy-le-Roi; ils ont formé une *Association générale des pharmaciens, infirmiers et brancardiers militaires*.

Ce groupement présidé par M. BARGUILLET, mobilisé à Chancelade (Dordogne) et qui a pour secrétaire-général, M. FERRAND, a signalé dans une lettre adressée le 25 mars à M. le Ministre de la Guerre, les motifs qui lui font demander une utilisation plus adéquate des pharmaciens mobilisés.

Vers la même époque, notre sympathique professeur E. PERRÔT, de l'Ecole supérieure de pharmacie de Paris, a remis une note très judicieuse à M. le Ministre de la Guerre, sur le même sujet. Cette note a paru dans le *Bulletin des Sciences pharmacologiques* (n° mars-avril).

Le groupe pharmaceutique parlementaire, dont le dévouement aux intérêts professionnels saisit toutes occasions utiles de se manifester, avait rédigé antérieurement un rapport à la Commission de l'armée. Le groupe pharmaceutique parlementaire est très documenté sur les revendications de nos confrères par M. COLLARD, secrétaire général de l'Association Générale des Syndicats pharmaceutiques de France.

Dans un but de centralisation nécessaire et de coordination des efforts, le Bureau de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine a transmis toutes les réclamations qui lui sont parvenues à M. COLLARD.

Notre dévoué confrère L.-G. TORAUDE a mené et continue à mener le bon combat dans le *Bulletin des Sciences pharmacologiques* et dans la *Revue moderne de pharmacie*.

M. le général CHERFILS a bien voulu appuyer de sa haute autorité les requêtes légitimes des pharmaciens et publier en leur faveur plusieurs articles dans l'*Echo de Paris*.

Tant d'efforts généreux ne semblent pas actuellement devoir être couronnés de succès.

Que nos confrères mobilisés, ceux surtout qui n'ont pas obtenu la satisfaction du galon d'or ou d'argent, ne perdent aucune occasion de se signaler à leurs chefs immédiats par les services qu'ils ont à rendre, même dans des emplois modestes; ce faisant, ils prépareront pour l'avenir le meilleur terrain de la défense professionnelle et ils jouiront dans le présent de la satisfaction du devoir accompli.

J. F.



Nous sommes heureux et fiers de porter à la connaissance de nos confrères que le fils de M. LAVERGNE, pharmacien, 84, rue Rochechouart, Paris, membre de notre Chambre syndicale, vient d'obtenir la médaille de Saint-Georges (de quatrième classe, en argent, portée sur ruban de Saint-Georges, sans nœud).

S. M. l'Empereur de Russie, en témoignage de son admiration pour les hauts faits de l'Armée française, a bien voulu honorer les auteurs d'actions d'éclat ou de faits de guerre ayant contribué au succès des opérations, en décernant exceptionnellement . . . . .

la médaille de Saint-Georges au soldat Lavergne, du 4<sup>e</sup> Régiment de chasseurs d'Afrique (n° 164.981).

Cette médaille est décernée aux caporaux, brigadiers, soldats qui se sont signalés sur les champs de bataille par des actions d'éclat ou des actes de héroïsme.

Les noms des médaillés de Saint-Georges sont conservés au Kremlin (Moscou). Chaque insigne porte un numéro : la médaille est portée en toutes circonstances.

Le soldat LAVERGNE, infirmier au 4<sup>e</sup> chasseurs d'Afrique, vient, en outre, d'obtenir une citation à l'ordre du jour de l'armée, du 1<sup>er</sup> avril 1915, pour son grand dévouement et son grand courage, dans les circonstances les plus tragiques, à Altkirch (Alsace) et à Messines (Belgique).

Le Conseil d'administration de la Chambre syndicale adresse à M. LAVERGNE ses félicitations les plus cordiales et ses compliments patriotiques à son fils pour la haute distinction que lui a valu son héroïsme.

#### Association confraternelle des Internes en pharmacie des Hôpitaux de Paris.

Le Conseil de l'Association confraternelle des Internes en pharmacie des Hôpitaux de Paris, adresse à tous ses membres un pressant appel pour les prier d'envoyer le montant de leur cotisation annuelle (5 francs) à M. Paul DESVIGNES, trésorier, 2 bis, rue Gustave-Zédé, à Paris (XVI<sup>e</sup>). Dans les circonstances actuelles, étant donné que beaucoup de nos camarades sont mobilisés et qu'il serait difficile de leur faire présenter les quittances, le Conseil a décidé de laisser à tous les membres de la Société le soin de faire parvenir leur cotisation au Trésorier. Cette année, plus que jamais, il sera nécessaire de réunir des fonds importants pour venir en aide à ceux que le malheur aura frappés, et le Conseil espère que chacun aura à cœur de répondre à son appel.

#### Académie de Médecine Contre l'alcoolisme.

Le Professeur Gilbert BALLET a présenté un rapport dont l'Académie

l'avait chargé, relativement aux mesures à prendre éontre l'alcoolisme. Il propose donc à l'Académie d'émettre le vœu :

1° Qu'on institue une surtaxe et une réglementation pour la fabrication et la vente de tous les apéritifs renfermant des essences et même pour ceux à base de vin tirant plus de 23° ;

2° Que le Parlement vote les dispositions nécessaires pour réduire dans un bref délai et d'une façon notable le nombre des débits ;

3° Qu'une loi interdise la vente des spiritueux, des liqueurs ou des apéritifs autres que ceux à base de vin titrant moins de 23° et ne renfermant pas d'essence, en dehors des salles de restaurant et autrement que comme accessoires de nourriture ;

4° Qu'il soit défendu, sous des peines sévères, de servir dans les débits, de quelque nature qu'ils soient, des boissons alcooliques aux femmes ou aux enfants seuls ou accompagnés de leurs parents ;

5° Qu'on abolisse le privilège des bouilleurs de cru ;

6° Qu'on ne reconnaisse pas comme susceptible de réclamation par voie judiciaire, la dette pour achat à crédit d'alcool au détail.

De plus, l'Académie demande l'application intégrale de la loi sur l'ivresse publique trop fâcheusement tombée en désuétude en s'aidant, si besoin était, de la Ligue Nationale antialcoolique.

Le Professeur POUCHET a rappelé que, dans les liqueurs, les essences sont plus dangereuses que l'alcool proprement dit. Relativement à ce sujet, il pense que, seule, la prohibition absolue de toutes boissons susceptibles d'être assimilées aux absinthes peut être efficace. Dans ce but, il demande la désignation expresse, soit nominale, soit en fonction de leur composition élémentaire, les boissons devront être assimilées à l'absinthe aux lieu et place de l'appellation vague et imprécise de liqueurs à essences.

Le Professeur GILBERT BALLET, revenant sur son rapport précédent, argumente ainsi : « Il y a deux alcoolismes : l'alcoolisme parisien, l'alcoolisme du Nord, de la Bretagne, de la Normandie (alcoolisme régional). L'alcoolisme parisien est développé dans les débits, aussi faut-il réduire leur nombre, sans s'occuper des droits acquis et ce, d'autant moins qu'on n'a pas songé à le faire pour interdire la vente de l'absinthe dans tous les débits. »

---

Pharmacie à vendre. — Affaires : 45.000 francs ; bénéfices nets : 15.000 francs. Loyer : 48.000 francs avec appartement et jardin.

S'adresser, pour plus amples renseignements, au Siège social, 5, rue des Grands-Augustins.

---



## MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

Abibi.	Calorcapoc.	*Fammigène.
*Adaline Bayard.	Campagne (Médecine de).	*Flammogène.
*Adrenaline Cristal.	Caogland.	Forectol.
Adrenovine.	Carnis (Kola).	*Formine.
Akélidine.	*Carter (Produits).	*Française (Eau).
Albert I <sup>er</sup> .	Castelnau (Général).	Francoplaste.
Alixine.	Chansons de Route (Les).	Garcine.
Alkol.	Chant du Départ (Le).	Garsec.
Alliance (Triple).	Chasseur d'Afrique (Au).	*Général Joffre.
Alliées (Nations).	Chasseur Alpin.	Gly (Kina).
Allux (Pastilles).	Chocolacté (Le).	*Gobey (Laxatif).
Amiode.	Chocolactine.	Gravy (Beef's).
Amphiole.	*Choleokinase.	Guénol (Bande).
*Antacidol.	*Clairon (Au).	Guéritout.
Antiarthritique.	Cloîtres (Cordial des).	Hamarinde.
Antigrat.	Collobian.	*Hectargyre.
*Antinonin.	Coq Victorieux (Le).	*Hectine.
Anusol.	*Corse (Vin du Cap).	*Helmitol.
Apyrine.	Cransac (Grains de).	*Hépatine (Chol-).
Aristol Français.	Crayod.	*Héros (Aux).
Arthritine.	Crevasophobe (Crème).	Hotto (Vin).
Arvay (Cachets).	Croix de Guerre.	*Huniady (Janos).
Aseptodol.	Cuirassier (Au).	Hussard (Au).
Aseptol.	*Cuprinol.	Hydrosulfure.
Aspiréine.	Custodine.	*Ilma.
Aspirénol.	Cyanhydrol.	*Indou (L').
Aspiridine.	Daseptor.	*Instantané (Pansement).
Aspirinal.	*Dentyl.	*Iodalbumose.
Aspirizol.	Diapepsin.	Iodamine.
Astier (Kola).	Diascordyl.	Iodamyl.
Axila (Sanitas).	Dokite.	Iode Stylo.
Balnine.	*Dragon (Au).	Iodolateur (Tube).
Banagasear.	Drapeau (Le Porte-).	*Iodothyrene Bayard.
Banazuela.	*Dulcis (Tube).	*Iodyl.
*Bayard (Chevalier).	*Eclaireurs de France.	Janoz.
*Best (Pastilles).	*Eczémol.	Jeune France (La).
Biolactol Bureau.	*Elvée (L').	Juzan (Poudre).
Biolactos Bureau.	*Entente Cordiale (L').	Kab (Dragées).
Blancoplaste Kraus.	Entérosal.	Kinipirine.
Boy-Scout (Le).	Entraineur (De l').	*Kraus (Produits).
*Bromalose.	Ethylode.	Kyriel.
Broméol.	*Eurythmine Dethan.	Lactovaine.
Bromol.	*Familles (Purgatif des).	Lapons (Pommade des).
Bromoline.	Fédé (Vin).	Laudalin.
Bromolipsine.	Ferrua (Professeur).	Laurenexyle.
*Bromopectone.	*Flammagène.	*Laxagarine.
*Cadmiol (au).		*Levurase.
Caïum Français.		Licoforme.
Calipode.		

Lipsiod.	Panvaine.	Scientina.
Lipsiodine.	Parécoringe.	Senécine.
Lipsiol.	Parécoringe.	*Serbe (Lc).
Lithium-Aucher.	Paris-Midi.	Serum Dentaire.
Louvanistes (Eau des).	*Pautauberge (Capsules).	Siderol.
*Luminal.	Pays Allié.	Sidéroline.
Lythines parisiens.	Pedi-Serum.	Sklerosan.
Major (Ampoule).	Peltzer.	*Soixante-quinze (Ca-
Major (L'Etat).	*Peptobrome.	non).
Major (Le Tambour).	*Perhydrol Français.	*Somatose Bayard.
Manos (Eau de).	*Persannes (Pilules).	Spahis (Au).
Marche (Baume de).	Peuples Allié.	*Spirosal.
Maréchal de France	Phénacétine.	*Sport (Kola).
(Au).	Phosphogaduin.	*Sténogène.
Martyrs du Devoir.	*Pillet (D <sup>r</sup> ).	*Sténogénose.
Maurienne (Sève de).	Pinceau (Ampoule).	Stirneuril.
*Mentholine.	*Poilus (des).	Striaplast.
*Michaud (D <sup>r</sup> ).	Polyphose.	Styloide.
Microsulfol.	*Prieur (Onguent du).	Supranovine.
*Mig (Cachets).	Pulmonyl.	*Swann.
Minima.	Pulviode.	Tampiodes.
Minimum.	Purgi-Pastille.	Taylor (Embrocation).
Minimus.	Pygmée.	Tell (Pastilles).
Moruplasmine.	*Pyralgine.	Testadin.
Naftalin.	*Rami (Sirop).	Thermocapoc.
Naphtolin Soap.	Rectalgine.	Thermopoc.
Néopirine Delaunay.	Réguline.	Thyraden.
*Neverrip de Paris.	Régulagar.	Tueracine.
Novaine.	Régulase.	*Turco (Au).
Novapyr.	*Régulin.	Tuxol.
Novapyrine.	Régulosine.	Ulcérovicure.
Novoplast.	Ketour de Guerre.	Uralgose.
Oléiodine.	Rhin Français.	Uroformine.
*Oléolaxine.	*Roch (Poudre Saint-).	*Urotropine Française.
*Ophtalmoforme (L').	Rosalie.	Validol.
*Oriental.	Salvaine.	Vesiodine.
Orittolo.	*Salvarsan Français.	*Véronal.
*Osséose.	Salvicol.	*Vésiculosine.
*Ouastaplasme.	Salviodon.	Victoire des Alliés.
Ouatogène.	Salviodine.	Victoire de la Maane.
Ouatoline.	Salvol.	Vitrier (Au).
*Paix (La).	Salvoline.	*Y a bon.
*Palais (Carmes du).	*Saturol.	*Yves (Kina Saint-).
Pankreaden.	Savé (Laboratoires).	

Les Pharmaciens (spécialistes ou détaillants) peuvent s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités, leurs dépôts de marques, ainsi que pour les conseils techniques à l'occasion des marques de fabrique.

Tous renseignements sur les marques ci-dessus sont entièrement gratuits.

Le Directeur du Bureau des Marques,  
J. LOUIS JEUNE.

Le Gérant, E. HÉLIE.



# CONSEIL D'ADMINISTRATION

POUR L'ANNÉE 1915-1916

## I. BUREAU

MM.

PRÉSIDENT :	LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt (XVIII <sup>e</sup> ). — <i>Mardi matin à son domicile, mercredi et samedi à 3 h. au Siège social.</i> — NORD 27-82.	
VICE-PRÉSIDENT :	BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (XVII <sup>e</sup> ). — <i>Vendredi à 2 h. à son domicile, jeudi et samedi, à 3 h., au Siège social.</i> — WAGRAM 02-76.	mobilisé.
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :	PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernet, à Paris (XIV <sup>e</sup> ). — <i>Vendredi et samedi, au Siège social, à 3 h.</i>	mobilisé.
SECRÉTAIRE ADJOINT :	BERNHARD, 11, rue Lafayette (IX <sup>e</sup> ). — <i>Mardi et samedi, à 3 h. au Siège social; Jeudi à son domicile.</i> — GUTENBERG 49-33.	mobilisé.
TRÉSORIER :	COULLON, 108, rue Vieille-du-Temple (III <sup>e</sup> ).	
ARCHIVISTE :	CRINON, 45, rue de Turenne (III <sup>e</sup> ).	
DIRECTEUR DU BULLETIN :	FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (XI <sup>e</sup> ).	

## II. CONSEILLERS

M.

ANCIEN PRÉSIDENT :	CORDIER, 27, rue de la Villette (XIX <sup>e</sup> ).	mobilisé.
--------------------	--	-----------

## DÉLÉGUÉS DES CIRCONSCRIPTIONS

MM.

1 <sup>re</sup> (I <sup>re</sup> et II <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	LONGUET, 54, rue des Lombards (I <sup>re</sup> ). — <i>Mercredi après-midi.</i> — CENTRAL 46-56.	
2 <sup>e</sup> (III <sup>e</sup> et IV <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	NORMAND, 324, rue Saint-Martin (III <sup>e</sup> ). — <i>Lundi matin, de 9 h. à 11 h.</i> — ARCHIVES 36-53.	
3 <sup>e</sup> (V <sup>e</sup> et VI <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	HERBAIN, 44, rue Saint-André-des-Arts. — GODELINS 28-99.	
4 <sup>e</sup> (VII <sup>e</sup> et XVI <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	LENAIN, 126, rue de la Pompe (XVI <sup>e</sup> ). — <i>Lundi matin.</i> — PASSY 99-08.	mobilisé.
5 <sup>e</sup> (VIII <sup>e</sup> et XVII <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	PELLISSIER, 33, avenue de Villiers (XVII <sup>e</sup> ). — <i>Jeudi, de 2 h. à 4 h.</i> — WAGRAM 14-59.	mobilisé.
6 <sup>e</sup> (IX <sup>e</sup> et XVIII <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	GAUCHER, 157, Boulevard Magenta.	mobilisé.
7 <sup>e</sup> (X <sup>e</sup> et XIX <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	COLLIN, 19, boulevard Magenta (X <sup>e</sup> ). — <i>De 1 h. à 3 h.</i> — NORD 15-18.	
8 <sup>e</sup> (XI <sup>e</sup> et XX <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	COLLESSON, 5, rue d'Angoulême (XI <sup>e</sup> ). — <i>Jeudi, de 2 h. à 4 h.</i>	mobilisé.
9 <sup>e</sup> (XII <sup>e</sup> et XIII <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	BOINOT, 18, place d'Italie, le <i>Mercredi matin</i> . — Gob. 26-75.	mobilisé.
10 <sup>e</sup> (XIV <sup>e</sup> et XV <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	WEILL, 7, avenue d'Orléans (XIV <sup>e</sup> ). — <i>Dimanche matin.</i> — Gob. 23-39.	mobilisé.
11 <sup>e</sup> (LEVALLOIS) :	DELMOND, 4, avenue Sainte-Foy, à Neuilly-sur-Seine. — <i>Mardi matin.</i>	mobilisé.
12 <sup>e</sup> (ASNIÈRES) :	WALTER, 2, rue Denis-Papin, à Asnières.	
13 <sup>e</sup> (SAINT-DENIS) :	TRINQUART, 69, avenue de Paris, à la Plaine-Saint-Denis. — <i>Mardi matin.</i> — 5-52.	
14 <sup>e</sup> (AUBERVILLIERS) :	GRÈS, à Noisy-le-Sec.	
15 <sup>e</sup> (MONTREUIL) :	FAYOL, 17, boul. de Belfort, à Montreuil-sous-Bois.	mobilisé.
16 <sup>e</sup> (SAINT-MAUR) :	LOISEL, 4, square des Marronniers, à Saint-Maur. — <i>Jeudi.</i>	
17 <sup>e</sup> (IVRY) :	POUILH, 27, route de Choisy, à Ivry.	
18 <sup>e</sup> (MONTROUGE) :	PRÉVOST, 45, rue Houdan, à Sceaux.	

### III. COMITÉ DISCIPLINAIRE

#### MM.

PRÉSIDENT :	LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt (XVIII <sup>e</sup> ).
VICE-PRÉSIDENT :	BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (XVII <sup>e</sup> ).
SECRÉTAIRE :	PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernay (XIV <sup>e</sup> ).
ARCHIVISTE :	DESIGNES, 2 bis, rue Gustave-Zédé (XVI <sup>e</sup> ).
MEMBRES TITULAIRES :	BILLON, 50, av. de Villeneuve-l'Étang, à Versailles (S.-O.).
	BRISSENET, 141, rue de la Tour (XVI <sup>e</sup> ).
	BOUSQUET, 140, faubourg Saint-Honoré (VIII <sup>e</sup> ).
	DUMOUTHIER, 19, rue de Bourgogne (VIII <sup>e</sup> ).
	LACROIX, 31, rue Philippe-de-Girard (X <sup>e</sup> ).
	LAFAY, 54, rue de la Chaussée-d'Antin (IX <sup>e</sup> ).
	RENARD, 8, rue de Passy (XVI <sup>e</sup> ).
	WEIL, 62, route d'Orléans, à Montrouge.
MEMBRES ADJOINTS :	FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (XI <sup>e</sup> ).
	GUILLAUMIN, 168, boulevard Saint-Germain (VI <sup>e</sup> ).
	RÉGNIEZ, 56, rue de Passy (XVI <sup>e</sup> ).

#### IV. COMMISSIONS

##### MM.

CONSEIL DE FAMILLE :	LAURENCIN, <i>Président</i> , BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CRINON, COULLON, DUFAY, CORDIER.
CONTENTIEUX :	LAURENCIN, <i>Président</i> , BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CORDIER, CRINON, DUFAY, LONGUET, HERBAIN.
ÉTUDES :	PÉAN, <i>Président</i> , COLLESSON, CORDIER, DUFAY, HERBAIN, LENAIN, LONGUET, PELLISSIER, WEILL.
MUTUALITÉ :	BERNHARD, <i>Président</i> , COLLIN, FAYOL, N., GRÈS, N., POUILH.
INTÉRÊTS COMMERCIAUX :	BARTHET, <i>Président</i> , BOINOT, FAYOL, LENAIN, NORMAND, WEILL, N.
TARIF :	PÉAN, <i>Président</i> , BERNHARD, <i>Secrétaire</i> , BOINOT, CRINON, DELMOND, TRINQUART, NORMAND.
FINANCES :	LOISEL, <i>Président</i> , BERNHARD, LONGUET, COULLON, N.
BULLETIN :	FEUILLOUX, <i>Président</i> , LAURENCIN, BARTHET, PÉAN, BERNHARD, LONGUET, <i>Administrateur du service de Publicité</i> .

### CONSEIL JUDICIAIRE

#### MM.

MORET, avocat à la Cour de cassation, 211, boulevard Saint-Germain (VII <sup>e</sup> ).
POIGNARD, avocat à la Cour d'appel, 3, rue Danton (VI <sup>e</sup> ).
CLAPPIER, avoué à la Cour d'appel, 241, boulevard Saint-Germain (VII <sup>e</sup> ).
HÉBERT, avoué au Tribunal civil de la Seine, 3, rue des Pyramides (I <sup>re</sup> ).
DORÉ, huissier, 17, rue du Bouloi (I <sup>re</sup> ).
BAREILLIER-FOUCHE, expert-comptable des Tribunaux, 16, rue Condorcet (IX <sup>e</sup> ).
HÉLIE, agent judiciaire, au Siège social.

### ASSURANCES

MAURICE LAJOUX, assureur-conseil, 12, rue de Provence (IX<sup>e</sup>). Tél. : CENTRAL 73-56.

### SERVICE DE LA PUBLICITÉ

MAURICE ROUFF, agent de publicité, 17, rue du Delta (IX<sup>e</sup>).



# BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE

ORS

## PHARMACIENS DE LA SEINE

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

31 Mai 1915.

### SOMMAIRE

Assemblée générale annuelle du 20 mai 1915, p. 111. — Rapport général sur les travaux du Conseil d'administration pendant l'exercice 1914-1915, p. 118. — Souscription au profit des Pharmaciens mobilisés du département de la Seine, p. 130. — Nécrologie, p. 132. — Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France; appel à la solidarité pharmaceutique, p. 133. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration du 4 mai 1915, p. 131. — Informations, p. 137. — Marques de fabrique, p. 139.

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

du 20 Mai 1915

*Présidence de M. LAURENCIN, Président.*

L'Assemblée générale eût lieu, comme les années précédentes, dans la salle des Actes de l'Ecole supérieure de pharmacie, gracieusement mise à notre disposition, par M. le directeur GAUTIER à qui nous sommes heureux d'adresser nos remerciements.

*Étaient présents :* MM. LAURENCIN, COULLON, CRINON, FEUILLOUX, NORMAND, COLLIN, BOINOT, WALTER, GRÈS, LOISEL, POUILH, BÉGUIN, CASTILLE, CISTERNE, DESVIGNES, DONNIO, ENOS, FORESTIER, GILBERT, GORDESSON, LEMAITRE, G. MARIE, MELLET, PELISSE, PUCEL, QUESSAUD, M<sup>me</sup> MOREAU-TALON et VIE-GARNIER.

*Excusés :* MM. BARTHET, Vice-Président (actuellement sur le front); PÉAN, BERNHARD et WEILL (également mobilisés), GERNIGON, SOURCIN et ROGER.

La séance est ouverte à 2 h. 1/2.

Conformément aux statuts, M. le Président prie les personnes étrangères au Syndicat de vouloir bien quitter la salle. Il prononce ensuite l'allocution suivante :

### Allocution de M. J. Laurencin, Président.

MES CHERS CONFRÈRES,

Lorsque l'an dernier, nous étions réunis dans cette même salle, celui d'entre nous qui aurait prédit la succession des terribles événe-

ments qui se sont déroulés depuis le premier août, se serait certainement heurté à une incrédulité générale. Nul n'aurait admis que deux nations puissent déchaîner de sang-froid un pareil cataclysme, la saine raison s'y serait refusée et, pourtant, nous devons nous incliner.

Notre premier devoir est d'adresser à tous nos confrères mobilisés le juste tribut de notre reconnaissante sympathie. Ils font largement leur devoir, la plupart dans les formations sanitaires du front ou de l'intérieur, d'autres parmi les combattants. Envoyons également aux pharmaciens belges, et particulièrement à notre vénéré confrère HAAZEN, pharmacien à Anvers et Président de la Nationale Pharmaceutique Belge, le salut fraternel et ému de leurs amis de la Seine.

Enfin, inclinons-nous devant tous ces braves qui ont abandonné sans regret leur famille et leurs occupations, pour voler au secours de notre belle France menacée d'asservissement. Ce terrible conflit aura fait épanouir une belle floraison de vertus guerrières. Les souvenirs de l'épopée ne contiennent pas de plus belles pages ni ne glorifient des héros plus hauts. Que les magnifiques soldats de France, qui luttent avec un pareil courage, reçoivent le tribut de notre reconnaissance et de notre respectueuse admiration.

Notre Chambre syndicale devait nécessairement subir le contre-coup de ces terribles événements. Une des premières victimes a été notre ancien collègue René BROUANT, mort au champ d'honneur à la bataille de la Marne, le 7 septembre. Lieutenant d'infanterie, il tomba à la tête de sa compagnie dans une de ces charges qui décidèrent de la victoire et sauvèrent ainsi notre belle capitale des souillures de l'ennemi. BROUANT était un confrère très dévoué et très attaché à la profession. Fils de pharmacien, il devint secrétaire de notre Chambre syndicale, puis membre du Comité disciplinaire. Il a disparu dans toute la force de l'âge, laissant une jeune veuve et plusieurs enfants, dont le dernier est né au mois de février. C'est une grande perte pour cette famille si unie qu'il soignait et dirigeait avec le dévouement et la conscience absolue qu'il apportait dans tous ses actes. Puissent nos bien sincères regrets adoucir, dans la mesure du possible, la douleur cuisante de sa veuve, de sa mère et de tous les siens si cruellement éprouvés.

Un autre de nos confrères mobilisés, Aristide-Henry EMERY, est également mort, victime de la guerre. Il succomba à l'hôpital temporaire d'Elbeuf le 12 septembre par suite des fatigues physiques et morales qui influèrent sur un état de santé déjà ébranlé. EMERY fut diplômé en 1889. Il entra chez nous en 1908 et fut membre du Conseil depuis 1912, pour la 18<sup>e</sup> circonscription. D'un caractère modeste et réservé, il savait utilement donner le bon avis et son travail dans les commissions a été productif pour le bien commun. Sa disparition crée un grand vide au sein de notre Conseil et nous adressons à sa veuve et à sa famille la nouvelle expression de nos condoléances attristées.

Espérons, mes chers confrères, que nous n'aurons plus à enregistrer d'autres décès du fait de la guerre. Ces deux pertes sont très sensibles pour nous, surtout venant s'ajouter à la liste trop longue des disparus depuis un an dont j'ai maintenant le devoir de vous parler.

Louis-Pierre COLLIN, reçu pharmacien en 1880, se fit aussitôt inscrire parmi nous. Il entra au Conseil en 1884 et 1896 et fut membre du Comité disciplinaire de 1893 à 1895. Vice-Président en 1897, il devint



Président l'année suivante et demeura conseiller à nouveau, de 1899 à 1901. Sa grande activité ne pouvait pas se contenter des services, pourtant si importants, qu'il nous avait rendus. Il fut nommé arbitre au Tribunal de Commerce en 1899 et juge suppléant au même Tribunal en 1901. Puis, il passa juge titulaire et président de section et tout faisait prévoir qu'il allait être nommé Président de cette importante juridiction, lorsque la maladie le força à prendre une retraite prématurée en 1912. Dans ces diverses fonctions, il ne cessa jamais de s'intéresser à nous. Bien souvent, nous avons eu recours à ses conseils et il nous les prodigua toujours avec cette lucidité et cette complaisance inépuisable qui le caractérisaient. Le gouvernement de la République s'était honoré en lui conférant la croix de la Légion d'honneur, distinction bien méritée et qui fut applaudie par tous ses amis. Puisse cette existence si noblement remplie nous servir d'exemple ! Elle laissera parmi nous un impérissable souvenir.

Nicolas-Jules-Antoine PLATEAU était membre de notre Association depuis 63 ans. Pharmacien en 1851, il se fit admettre en effet en 1852. Membre de notre Conseil en 1859 et 1860, il ne cessa jamais de s'intéresser à nos travaux. Il est décédé chez sa fille, à Paris, le 19 avril dernier. Les obsèques ayant eu lieu dans la plus stricte intimité, nous n'avons pu aller témoigner à son fils, le distingué Docteur PLATEAU, les regrets que nous éprouvions de la mort de ce si honorable confrère.

Nous avons encore à déplorer la disparition d'un autre membre de notre Conseil en exercice, Arthur DARTIGUENAVE, mort en pleine jeunesse. Diplômé en 1903 et admis en 1904, il exerça successivement à Vitry et à Paris. Il fut conseiller de 1911 à 1914 et avait su se faire une place honorable dans nos délibérations. Sa puissance de travail était malheureusement paralysée par la terrible maladie qui devait finalement vaincre sa forte organisation. Il a emporté avec lui l'affection sincère de tous ceux qui l'ont connu et apprécié.

Pierre-Eugène THIBAUT, décédé le 21 février, fut un vétéran de nos luttes professionnelles et tout dévoué à nos institutions. Président de la Société amicale « Le Luxembourg », il était Docteur en Pharmacie, ancien interne des hôpitaux, trésorier-adjoint de l'Association Confraternelle des Internes en Pharmacie des hôpitaux et hospices de Paris. Il disparaît à l'âge de 56 ans, après 29 années de sociétariat, alors que ses confrères et nombreux amis pouvaient compter utilement sur lui pendant longtemps encore. Ses obsèques furent une imposante manifestation des regrets unanimes du corps pharmaceutique.

Jean-Baptiste ALEXANDRE, pharmacien depuis 1877, devint membre de notre Syndicat en 1896. Confrère dévoué et de rapports agréables, il laisse, après lui, un profond sentiment d'affliction chez tous ceux qui l'ont connu, et ils sont nombreux. Ses obsèques, qui eurent lieu le 10 mars dernier, furent un touchant témoignage de sympathie pour sa famille, si éprouvée depuis peu. Après la perte de M<sup>me</sup> ALEXANDRE, notre confrère avait eu, en effet, la douleur de voir disparaître son jeune fils Jean. Nous adressons à ses deux fils, Paul et Pierre ALEXANDRE, tous deux médecins aux armées, l'expression émue de nos sincères condoléances.

Gustave CHANTEAUD était pharmacien à Vendôme et vint à Paris en 1878. Il entra aussitôt à notre Chambre syndicale et nous témoigna, à

différentes reprises, tout l'intérêt qu'il portait à nos travaux. Son gendre, notre distingué trésorier M. COULLON, voudra bien accepter l'assurance de nos regrets.

Marie-Lucien VANDENBROUCQUE exerça pendant de nombreuses années la pharmacie à Paris. Reçu en 1887, il fut admis parmi nous en 1893 et ne cessa de donner de nombreuses preuves de son attachement à notre profession. Doué d'une grande courtoisie, il sut se faire rapidement apprécier par tous ceux qui l'approchèrent. Serviable à l'excès, il rendit de grands services à la Société « la Régalia » qu'il présida avec distinction. Son mauvais état de santé le força à s'exiler à Saint-Palais-sur-Mer, où il exerça jusqu'à sa mort, survenue l'an dernier. Il ne cessa pas pour cela de faire partir de notre Association et y entretenait des relations suivies jusqu'à son dernier jour.

Jules-François BAGROS, décédé le 27 mars 1914, était pharmacien depuis 1873 et membre du Syndicat depuis 1895. Né en 1846 à Vierzon, il fit d'excellentes études au collège de Tulle. Il prit part à la guerre de 1870, comme pharmacien aide-major et rendit de grands services à ses concitoyens pendant cette période et pendant la Commune qui suivit. Il fit son internat à l'hôpital Saint-Antoine et fut lauréat du concours de l'École de pharmacie. Il s'établit ensuite à Auteuil, où il eut la douleur de perdre sa compagne après quatre années de mariage et se consacra dès lors à l'éducation de ses deux enfants. C'était un savant éminent, sa grande distraction était d'approfondir encore davantage les problèmes si captivants de la science. Le meilleur éloge que l'on puisse faire de lui est de citer l'expression de ses enfants : « Il fut pour nous le meilleur des pères, l'ami le plus charmant, comme il était le conteur inépuisable et le plus patient. Nous le feuilletions comme un livre précieux, sur tous les sujets ; son esprit s'adaptait à toutes les matières. » Nous adressons à notre confrère, M. Maurice BAGROS, actuellement mobilisé et à sa sœur, l'assurance de notre entière sympathie.

Jules-Auguste CHASSIN, né en 1850, fut diplômé en 1877 et devint sociétaire en 1885. Ancien interne des hôpitaux, il obtint le doctorat en médecine la même année. Doué d'une activité peu commune et de réels dons artistiques, il s'occupa de sculpture à ses moments perdus et produisit des œuvres très intéressantes. La sûreté de son amitié, sa grande franchise, et, par dessus tout, une bonté inlassable, avaient réuni autour de lui un noyau de bons amis qui regrettent vivement le vide cruel que sa mort a laissé parmi eux.

Marie-Joseph-Léon VACHER est mort à l'âge de 38 ans. Il était membre de notre Syndicat depuis 6 ans et pharmacien depuis 1902. Quoique d'une santé délicate, il était très assidu aux différentes réunions professionnelles et discutait avec plaisir, soit par la parole, soit par écrit, les questions pharmaceutiques qui l'intéressaient vivement. Son décès prématuré a été une grande peine pour sa famille et tous ceux qui l'ont connu.

Gustave LUTIER, pharmacien depuis 1892 et sociétaire en 1908, exerça à Fontenay-aux-Roses, puis à Bry-sur-Marne et enfin à Paris. Très estimé partout et bien connu pour l'affabilité de ses manières, sa bonne humeur et son inépuisable bonté, il a laissé d'unanimes regrets parmi toutes les personnes qui furent en relations avec lui.



Jules-Adrien LHIORÉAU, diplômé en 1889, était membre de notre Chambre syndicale depuis 22 ans. Ses confrères et amis se plaisaient à reconnaître son obligeance et sa cordiale aménité.

DIENNE était établi à Ivry depuis 1873. Entré tard dans notre famille syndicale, il laisse parmi ceux qui ont pu l'apprécier l'impression d'un professionnel probe et considéré.

Paul-Edmond TEISSONNIÈRE, reçu en 1879, se fit inscrire à notre Association en 1883. Les vifs regrets qu'ont témoignés ses amis sont le meilleur éloge que l'on puisse faire de lui.

Messieurs, voici enfin close cette liste douloureuse. Saluons respectueusement la mémoire de tous nos chers disparus et adressons à leur famille l'entière expression de nos sympathies attristées.

Vous allez, dans un instant, entendre lecture du rapport annuel qui aurait dû être fait par notre dévoué secrétaire général ou, à son défaut, par le secrétaire adjoint. Les événements n'ont pas voulu qu'il en soit ainsi; nos deux collègues sont retenus par leur devoir et j'ai dû m'adresser à M. FEUILLOUX, le distingué directeur de notre *Bulletin*, pour le prier de faire ce travail particulièrement ingrat. Le manque de temps n'a pas permis qu'il parût au dernier *Bulletin*, comme cela s'est fait l'an dernier, mais vous voudrez bien excuser cette omission; votre plaisir sera plus grand en entendant cette lecture et vous ne ménagerez pas vos applaudissements au dévoué secrétaire par intérim.

Je saisis également cette occasion pour témoigner toute ma gratitude aux membres du Bureau et du Conseil qui m'ont prodigué, et me prodiguent encore, leur collaboration pendant la période difficile que nous traversons.

Vous allez renouveler, en fin de séance, une partie de votre Conseil d'Administration et du Comité Disciplinaire. Vous connaissez tous les candidats qui vous sont présentés. Leur passé, fait tout de dévouement, répond de leur avenir et vous vous honorez en leur renouvelant un mandat qu'ils ont si bien rempli. M. Prévost, appelé à succéder à notre regretté confrère EMERY, est lui-même un ancien membre du Conseil, ayant laissé les meilleurs souvenirs.

Ce n'est pas sans un profond sentiment de regret que nous voyons disparaître, du sein du Conseil, notre distingué confrère M. DUFAY, ancien Président. Depuis de longues années, nous l'avons vu prendre une part active et profitable à toutes nos délibérations. Sa réelle compétence et son autorité se sont affirmées dans toutes les fonctions, de la plus humble à la plus haute, qu'il a successivement occupées. La Chambre syndicale lui doit beaucoup et je suis certain d'être votre interprète à tous en lui témoignant notre sympathique reconnaissance et en exprimant l'espoir de le voir reprendre, dans nos Conseils, une place importante qui restera vide jusqu'à son retour.

Je m'en voudrais, mes chers confrères, de passer sous silence le magnifique accueil qui a été fait à notre demande de souscription pour les pharmaciens mobilisés de la Seine. Le résultat a été celui que nous attendions, c'est-à-dire superbe. Il eût été plus beau encore si tous les pharmaciens avaient coutume de lire notre *Bulletin*. Combien d'entre eux n'ont pas entendu notre appel; il ne m'est pas possible d'expliquer autrement l'absence de certains noms que j'aurais aimé voir figurer sur nos listes. Mais il n'est pas trop tard et je dis à ces confrères : hâtez-

vous et donnez généreusement votre obole. Les misères sont d'autant plus lourdes à porter qu'elles sont plus cachées. Ces misères sont déjà nombreuses et le seront encore davantage avec le temps. Quelle que soit notre richesse, elle ne sera peut-être pas suffisante pour panser les nombreuses plaies causées par la guerre. Dans tous les cas, à tous ceux qui ont répondu si spontanément à notre appel, j'adresse les chaleureux remerciements du Conseil d'Administration.

Les allocations annuelles que nous donnions chaque année aux déshérités de l'existence n'ont pas été diminuées cette année, malgré la disparition, heureusement provisoire, d'une partie de nos recettes. C'est une occasion pour nous d'admirer la grande prévoyance de nos devanciers qui ont su ainsi nous créer des ressources précieuses en cas de besoin.

Messieurs, avant de terminer cette allocution, vous me permettrez de vous présenter quelques réflexions qui m'ont été suggérées par la suite des événements tragiques que nous traversons. L'économie de notre profession a été gravement atteinte par le bouleversement de toutes nos conditions d'existence. Nous avons été surpris par la soudaineté de l'agression et les confrères les plus prévoyants se sont trouvés désarmés. La raréfaction subite de beaucoup de produits que nous employons journellement a amené une hausse de prix considérable. Quelles que soient les raisons de mobilisation des ouvriers, ou de réquisition des usines, il faut bien avouer que notre pays était tributaire, en grande partie, de l'Allemagne pour plusieurs produits chimiques importants, et la brusque suppression des envois a motivé la hausse que nous subissons. Cette sévère leçon sera-t-elle perdue pour nous et les mêmes errements recommenceront-ils ? Si oui, ce serait à désespérer de notre mentalité. La France ne manque pas de chimistes, ni d'industriels aptes à fabriquer, et à créer au besoin, les produits nécessaires à la thérapeutique moderne. Toutes les grandes découvertes scientifiques ont vu le jour chez nous, il suffira de ne pas les laisser industrialiser par nos concurrents étrangers et de soutenir de toutes nos forces les produits nationaux. Une campagne, intelligemment menée dans le corps médical, sera de toute utilité, car celui-ci a été, à son insu, un des propagateurs importants de l'industrie allemande.

Groupons-nous résolument et aidons de tout notre pouvoir ceux des droguistes français qui pensent comme nous, et ils sont la grande majorité. Laissons de côté toutes ces mesquines défiances qui nous divisaient puérilement. La guerre a fait l'union sacrée de tous nos nationaux, le corps pharmaceutique serait-il le seul à rester en arrière ? Je suis persuadé du contraire. Avec de la bonne volonté et de la persévérance, nous triompherons aisément des obstacles qui pourront se trouver sur notre route et nous aurons fait ainsi œuvre de bons pharmaciens et de bons citoyens.

Remise de médaille à trois confrères ayant 45 années de sociétariat. — Avant de remettre leur médaille aux confrères, M. le Président s'adresse à eux, en ces termes :

MESSIEURS,

Depuis longtemps déjà, notre Chambre syndicale offre chaque année



une médaille commémorative à ceux de ses membres qui ont 45 ans de sociétariat. Nous n'aurions garde de manquer aujourd'hui à cette touchante manifestation de notre reconnaissance envers ceux qui nous sont restés fidèles et dévoués pendant près d'un demi-siècle.

Trois de nos membres sont cette fois dans les conditions requises; ce sont MM. CHAMPIGNY et PELISSE, anciens Présidents et M. QUESSAUD.

CHERS ET VÉNÉRÉS CONFRÈRES,

Depuis que cette coutume existe, la remise de la médaille commémorative à nos membres a toujours été pour nous une fête de l'Assemblée générale. Mais, les circonstances actuelles en doublent aujourd'hui la valeur et en font une cérémonie émouvante par les dates qu'elles rappellent. L'année 1870, qui porte dans l'histoire le nom d'*année terrible*, vous vit entrer dans notre Association. Vous débutiez, alors, dans la vie professionnelle et vous avez vu notre beau pays courbé sous la botte de l'ennemi. Pas plus que nos compatriotes, vous n'avez désespéré de son avenir et vous avez tenu à donner de suite une preuve de votre confiance en entrant à notre Chambre syndicale et en préparant selon vos forces les réparations de la justice immanente.

Vous, MM. CHAMPIGNY et PELISSE, avez dirigé d'une main ferme les destinées de notre Syndicat pendant les années 1877 et 1897; vous, M. QUESSAUD, avez contribué également, dans une sphère plus effacée, à notre prospérité. Vos efforts n'ont pas été vains et votre confiance n'a pas été déçue. Notre Chambre syndicale est aujourd'hui prospère, elle le sera encore davantage, grâce à vous, et à vos imitateurs. De plus, cette année 1915 sera dans l'histoire la date du relèvement de la France dans le monde. La modeste médaille que nous vous offrons avec tant de plaisir sera pour vous et les vôtres, non seulement le souvenir des services que vous nous avez rendus, et dont nous vous sommes profondément reconnaissants, mais aussi l'emblème toujours vivant de la revanche du droit contre la force brutale. Nos vœux vous accompagneront toujours et nous sommes convaincus que votre verte vieillesse se prolongera encore bien des années pour le bien commun.

Cette médaille est remise à MM. PELISSE et QUESSAUD au milieu d'unanimes applaudissements.

MM. PELISSE et QUESSAUD remercient M. le Président, avec émotion.

M. CHAMPIGNY, excusé, recevra sa médaille par les soins du Bureau.

Approbation du procès-verbal de l'Assemblée générale du 9 avril 1914. — Le compte rendu de cette réunion ayant été publié intégralement dans le *Bulletin* d'avril 1914, M. le Président propose d'en supprimer la lecture et demande si des confrères ont des rectifications à soumettre.

Aucune observation n'est présentée et le procès-verbal est adopté.

Rapport sur les travaux du Conseil d'administration pendant l'exercice 1914-1915. — M. le Président donne la parole à M. FEUILLOUX pour la lecture de son rapport :

**RAPPORT GÉNÉRAL**  
sur les travaux du Conseil d'administration  
pendant l'exercice 1914-1915.

MESSIEURS ET CHERS CONFRÈRES,

La mobilisation a fait de tels vides dans le Bureau du Conseil d'administration, en appelant successivement le Vice-Président BARTHET, le Secrétaire général PÉAN, le Secrétaire-adjoint BERNHARD, que j'ai dû accepter la mission de retracer la vie de notre Chambre syndicale, depuis la dernière Assemblée générale du 9 avril 1914.

Au début de ce rapport, j'ai le devoir de présenter nos hommages à nos défenseurs héroïques, à nos morts glorieux, à nos pitoyables blessés et plus spécialement aux membres du service de santé, victimes de la guerre.

Associés dans les périls quotidiens de la recherche des blessés, au travers des ténèbres de la nuit perfide, les médecins et les pharmaciens, infirmiers, brancardiers, doivent être réunis dans l'hommage de notre gratitude.

La Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine doit saisir également l'occasion de son Assemblée générale annuelle pour adresser à nos confrères belges, citoyens de la nation martyre et alliée, le témoignage de sa fervente admiration et de sa reconnaissance inaltérable.

Ayant libéré notre cœur de cette dette patriotique, nous pouvons tourner notre attention sur les travaux de la Chambre syndicale pendant l'exercice statutaire 1914-1915.

**Effectif.** — A la date du 31 mars 1914, le nombre des membres de la Chambre syndicale était de 963 : il est aujourd'hui de 995, malgré l'admission de cinquante-cinq nouveaux confrères, parce que nous avons eu à enregistrer *quinze décès et huit démissions*.

**Décès.** — Les confrères décédés sont MM. :

BAGROS, BROUANT, CHANTEAUD, CHASSIN, COLLIN, DARTIGUENAVE, DIENNE, EMERY, LHIORÉAU, LUTIER, PLATEAU, TEISSONNIÈRE, THIBAUT, VACHER, VANDENBROUCQUE.

Votre Bureau n'a pas manqué d'exprimer aux familles de ces confrères regrettés ses condoléances sincères, à l'occasion de leurs funérailles auxquelles il a pu, généralement, être représenté.

Selon le degré de nos relations ou de notre sympathie, nos regrets vont particulièrement à tel ou tel de ces confrères disparus, mais les circonstances actuelles nous portent à déplorer plus amèrement la perte de deux victimes de la guerre, nos confrères BROUANT et EMERY : l'un notre jeune camarade du précédent Bureau et du Comité disciplinaire, frappé mortellement à l'un des combats que l'Histoire enregistrera sous le nom synthétique de bataille de la Marne; l'autre, longtemps membre du Conseil d'administration, EMERY, mort à l'hôpital militaire d'Evreux, des suites d'une maladie contractée peu après sa mobilisation.



Si la Mort n'a pas épargné, comme vous le constatez, notre groupement syndical, la censure judiciaire de votre Conseil n'a eu à s'exercer contre aucun adhérent ; aussi nous vous signalons avec satisfaction, qu'aucune radiation n'a été prononcée.

**Démissions.** — Les démissions de huit confrères ont été acceptées; ce sont celles de MM. AUDHOIN, BONNAFOUS, COULPIER, FELTZ, GUILLON, LEGAND, MULLER, VIGNON.

**Admissions.** — Malgré l'incertitude du temps présent, la vitalité de notre recrutement ne s'est pas ralentie puisque nous vous signalons cinquante-cinq admissions au lieu des cinquante-deux faites dans l'exercice 1913-1914.

Les nouveaux sociétaires sont : MM. ANGELINI, BARRAULT, BLANCHARD, BONNES, BOSTVIGER, CASTILLE, CHAMPION, CHAUCHY, CLOSTRE, COMMERON, T. COUREL, DAUTOUR, DAVID, DELAUNEY, DEMARS, DÉPENSIER, DUBARRY, ENOS, ETIENNE, FAUCHER, FIALIP, GAGE, GERNIGON, GOIGOUX, GLANDIÈRES, GIRAUD, GUIGON, GUIOLLOT, GULLY, GUYOT, JAMMES, JOUATTE, LEBOME, LEBROS, LEGRAND, LEMAITRE, LOUIS, MAIRE, MATHIS, MÉNAGE, MÉTRINAI, NAUGE, ORAIN, OUDINET, PAUMIER, PEUVRIER, PICOREAU, RAYMOND, RIÈTHE, STOLTZ, TANGUY, VEIGNAULT, WAGNER, ZIZINE, ZOTIER.

A ces nouveaux sociétaires nous souhaitons la bienvenue et nous formons le vœu qu'ils soient pour notre Chambre syndicale des membres attachés au relèvement moral de notre profession et soucieux de la défense de nos intérêts communs.

**Médailles de la Chambre syndicale.** — Trois vénérés confrères ont, cette année, la satisfaction de parfaire leur quarante-cinq ans de sociétariat. Nous saluons respectueusement MM. CHAMPIGNY, PELISSE, QUESAUD en les remerciant de nous avoir toujours donné l'exemple des meilleurs sentiments confraternels.

Le rapporteur est heureux de rappeler à M. CHAMPIGNY qu'il a eu l'honneur, en 1886, de l'avoir comme examinateur pour la validation de stage, à l'Ecole supérieure de Pharmacie de Paris, et de le retrouver l'année suivante, comme membre du Jury de l'Internat.

Les douloureuses circonstances présentes évoquent au cœur affligé de nos trois vénérés confrères des images de l'année terrible en même temps que des craintes pour des êtres chers mêlés aux combats de l'année 1915 que tous obstinément veulent glorieuse.

Nous faisons des vœux unanimes pour que leur soient épargnés les chagrins si lourds à porter, sur le versant de la vie; nous leur souhaitons d'assister au triomphe de la France et de jouir longtemps encore de l'estime de leurs confrères.

La plaquette artistique que nous sommes heureux de leur remettre voisiner, dans leurs archives de famille, avec les parchemins de l'Ecole ou les lauriers de l'Hôpital; elle grossira, sans la déparer, la collection des récompenses de leur activité industrielle; elle restera, c'est sa seule prétention, comme un gage de notre reconnaissance.

**Affaires judiciaires.** — Le Conseil d'administration, avec l'unique

souci de maintenir l'exercice de la pharmacie dans les voies légales, a dû charger son conseil judiciaire de la poursuite de quelques affaires correctionnelles.

Naturellement la guerre a fait pencher les plateaux de Thémis vers une indulgence plus grande, mais dans la plupart des espèces incriminées, notre habile avocat M<sup>e</sup> POIGNARD a obtenu les réparations demandées.

Au total, une dizaine d'affaires engagées ont reçu les solutions suivantes :

M. M..., non diplômé, qui patronne et vend un produit pharmaceutique, a été condamné à 500 francs d'amende et 200 francs de dommages-intérêts (avril 1915).

Madame C..., herboriste, a été condamnée par la dixième Chambre, le 12 mai dernier, à 500 francs d'amende et 25 francs de dommages-intérêts.

D..., herboriste, a été condamné le 8 juin à 500 francs d'amende avec sursis et 100 francs de dommages-intérêts.

Madame P..., non diplômée et M. P..., son complice, condamnés par défaut à 500 francs d'amende et 300 francs de dommages-intérêts.

MM. L... et G..., pour exploitation de l'« O... » annoncé comme médicament non inscrit au Codex, ont été condamnés à 200 francs de dommages-intérêts et 300 francs d'amende.

M. R..., pharmacien, pour avoir prêté son diplôme à un médecin pour l'exploitation de deux produits pharmaceutiques (l'A... et l'H...), a été condamné à 500 francs d'amende avec sursis et 50 francs de dommages-intérêts.

M. M..., non pharmacien, pour avoir fourni de la teinture d'hamamélis à un herboriste, a été condamné à 500 francs d'amende avec sursis et à 16 francs de dommages-intérêts.

N..., non pharmacien, et D..., pharmacien, prête nom, condamnés chacun à 500 francs d'amende avec sursis et solidairement à 25 francs de dommages-intérêts.

D..., non diplômé, ayant attribué des vertus curatives à son produit, a été condamné à 500 francs d'amende et 200 francs de dommages-intérêts, même après que M. CHASSAVANT, expert, eût établi que ledit produit ne contenait aucune substance pharmaceutique.

Madame L... a été condamnée à 100 francs d'amende et à 100 francs de dommages-intérêts pour contravention à la loi de 1905 sur les fraudes (vente d'un produit indûment déclaré contenir un médicament).

## INTÉRÊTS COMMERCIAUX

Réglementation. — La perturbation des affaires commerciales et industrielles a eu son contre-coup inévitable sur l'accroissement du nombre des spécialités réglementées. D'ailleurs, la réglementation a dû, depuis le début des hostilités, s'adapter à un nouveau mode basé sur la bonne foi des contractants. Le règlement immédiat des primes différées n'a pu être maintenu que devant la fidélité généralement tenue aux engagements pris. Nous espérons qu'il en sera toujours



ainsi tant que sera maintenu le régime d'exception accepté actuellement de part et d'autre.

Plus tard, c'est-à-dire, le plus tôt possible, nous reprendrons les démarches et les pourparlers nécessaires à la sauvegarde de nos intérêts légitimes et à l'extension des bénéfices dus à des intermédiaires insuffisamment rétribués.

**Relations avec les Mutualités et avec les Compagnies d'assurances pour fournitures de médicaments.**— Malgré les deux bulletins de variations parus depuis la guerre, les fournisseurs de médicaments aux accidentés du travail et aux mutualistes ne peuvent pas espérer avoir pleine satisfaction, par suite de la hausse d'un grand nombre de produits pharmaceutiques.

Les engagements signés avant la guerre ne sont pas tous modifiables, du fait de cette situation nouvelle, et nos confrères s'en trouvent durement lésés : « *dura lex, sed lex* ».

**Relations avec MM. les droguistes et avec MM. les commissionnaires en spécialités pharmaceutiques.**— Votre Bureau n'a cessé, depuis le mois d'août 1914, de tenter d'améliorer nos rapports avec les commissionnaires en spécialités ; certainement, il n'a pas réussi au gré de tous, mais il est de toute équité de tenir compte des difficultés sérieuses qu'a créées la mobilisation dans les trois importantes maisons de commission auxquelles nous nous adressons généralement.

Ces maisons n'ont pas réalisé l'entente nécessaire pour assurer le service régulier des livraisons, comme elles nous l'avaient fait espérer ; le service des chalands reste pénible pour nos confrères démunis de personnel et le mécontentement persiste des deux côtés.

Cette période troublée nous montre à tous qu'après la guerre, nous devons chercher les moyens de nous rendre le plus possible indépendants des intermédiaires en élargissant le cadre des achats en commun : dans ce but nous comptons sur nos Sociétés d'arrondissements.

Différents articles du *Bulletin* ont traduit l'état difficile de nos transactions avec les maisons de droguerie ; nous crions, mais nous payons et nous paierons vraisemblablement de plus en plus cher ; nous voulons croire à la bonne foi des représentants du Syndicat de la Droguerie française qui nous ont affirmé que la Droguerie avait fait tout son devoir pour remédier, dans la mesure du possible, à la hausse constante des matières premières. Vains efforts ! L'avenir nous montrera, après la signature du traité de paix, si les dividendes des Sociétés constituées pour l'industrie chimique et pharmaceutique auront vraiment atteint les proportions que d'aucuns se plaisent amèrement à envisager.

D'accord avec le Comité intersyndical, votre Bureau a fait des démarches de concert avec le Syndicat de la Droguerie française auprès du Comité de direction de l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques ; jusqu'à présent, ces démarches n'ont eu aucun résultat.

L'initiative de votre Président a eu pour heureux résultat d'assurer, jusqu'à ces jours derniers, l'approvisionnement du *sucre raffiné* que beaucoup de confrères ont adopté pour la préparation de leurs sirops.

Malheureusement l'obligeante entremise de la Pharmacie Centrale dont le directeur M. Ch. BUCHET a droit à nos remerciements, n'a pas

produit les résultats pratiques que nous en attendions. Cet insuccès relatif est dû à l'indifférence de nos confrères qui doivent le regretter, aujourd'hui que ce service d'approvisionnement facile et non onéreux va cesser. Si tous avaient su profiter des quatre mille kilos de sucre que la raffinerie Say mettaient, chaque semaine, à notre disposition, nous ne nous trouverions pas exposés aujourd'hui à subir les aléas des cours jusqu'à la nouvelle récolte.

Pour l'alcool à 90° et à 95° le Ministère de la Guerre a fait savoir au Président que les stocks nécessaires assuraient la pharmacie contre la disette ; les fournisseurs, d'autre part, veulent bien nous affirmer que les plus hauts cours ont été atteints.

**Tarif.** — Votre Bureau envisage la nécessité de publier un nouveau tarif vers la fin de l'année ; son embarras sera grand, à cette époque, si les cours des produits chimiques et pharmaceutiques n'ont pas acquis la stabilité qu'ils avaient avant la guerre ; il vous assure que le nécessaire sera fait pour défendre vos intérêts.

### INTÉRÊTS PROFESSIONNELS

En tête de ce chapitre, le Secrétaire général a coutume de vous rappeler les faits importants qui se sont produits au sein de l'Association Générale des Syndicats pharmaceutiques de France, ainsi que dans les séances des Sociétés d'arrondissements, du Comité disciplinaire et du Comité intersyndical. La guerre a paralysé la vie normale de tous ces organismes qui ne pourront reprendre leur marche régulière qu'après la fin des hostilités.

M. COLLARD, Secrétaire général de l'Association générale a fait paraître le procès-verbal de l'Assemblée générale du 25 juin 1914, dans ce *Bulletin* qui nous a manqué pendant plusieurs mois, mais qui va reprendre son tirage régulier : je vous y renvoie avec confiance car personne ne sait mieux que M. COLLARD nous initier aux manifestations de la vie syndicale, en province.

**Situation militaire des pharmaciens mobilisés.** — Je n'abuserai pas de votre attention déjà mise à une dure épreuve, en vous parlant longuement de la situation militaire de nos confrères mobilisés. Le *Bulletin* de la Chambre syndicale s'est efforcé de vous tenir au courant des démarches faites par les personnalités et les Sociétés syndicales qui avaient le devoir de provoquer la meilleure utilisation des pharmaciens dans l'armée. Les résultats obtenus jusqu'à maintenant ne peuvent pas satisfaire la majorité de nos confrères appelés sous les drapeaux, sans grade et sans affectation adéquate à leur spécialisation professionnelle. Ceux qui avaient eu la prévoyance de satisfaire aux examens du certificat d'aptitude ont été en grande proportion honorés du deuxième galon d'or : mais il en reste actuellement encore, qui en possession du certificat requis, n'ont pas, contre toute justice, obtenu la nomination au grade.

La situation de nos confrères non-gradés ne se trouve pénible, par



comparaison avec les soldats des autres professions, que parce qu'ils ont le sentiment de ne pas concourir à la défense nationale aussi complètement que si la Direction du Service de santé militaire avait su, dès le temps de paix, affecter les pharmaciens aux postes divers où une préparation spéciale leur aurait permis de rendre des services précieux aux blessés et aux malades.

Cette constatation est d'autant plus pénible à faire qu'il y a peu d'espoir d'amélioration pendant la durée de la présente guerre.

Ce sera le devoir de demain pour les organisations pharmaceutiques de travailler à assurer, dans l'avenir, à la pharmacie un meilleur rôle aux armées en lui ouvrant les portes de tous les services d'hygiène et de salubrité.

Aujourd'hui, devant les fauteuils vides de nos Conseillers, devant les bancs à peine à moitié garnis de nos sociétaires, un mouvement de sympathie tourne notre pensée vers les hôpitaux, les ambulances, les trains sanitaires, les dépôts, les tranchées même où travaillent un grand nombre de nos adhérents : notre cœur leur adresse un salut cordial à tous et nos vœux les meilleurs vont à ceux que j'ai plaisir à nommer : MM. D<sup>r</sup> H. MARTIN, CORDIER, BARTHET, PÉAN, BERNHARD, LENAIN, PELLISSIER, GAUCHER, COLLESSON, BOINOT, WEILL, DELMOND, FAYOL, D<sup>r</sup> LAFAY : j'ai cité ce savant collègue en dernier lieu, pour un rappel de plus chaude sympathie, car depuis six mois il endure les tortures de l'internement au camp d'Heidelberg.

Caisse de secours au profit des pharmaciens mobilisés du département de la Seine. — C'est la guerre qui a fait surgir cette œuvre d'assistance confraternelle : elle a rendu des services depuis qu'elle fonctionne, c'est-à-dire depuis octobre 1914, mais nous sommes convaincu qu'elle en rendra de plus grands encore, au fur et à mesure que s'épuisent les ressources des familles qui ne pouvaient pas prévoir une aussi longue durée de la guerre. Déjà votre Bureau reçoit des lettres qui traduisent cette usure des économies des familles de confrères qu'on ne saurait accuser d'imprévoyance.

Que ces familles n'hésitent pas à s'adresser au Bureau trop heureux de pouvoir donner des deux mains ce que la générosité des confrères et surtout des fournisseurs droguistes et spécialistes y a largement versé.

Que nos confrères veuillent bien enquêter discrètement sur les familles voisines des mobilisés qui leur paraîtraient devoir bénéficier de notre aide fraternelle : il est si pénible de demander soi-même alors même qu'il serait urgent de recevoir un réconfort qu'on hésite à solliciter pour les siens.

**Bulletin.** — Le rapporteur n'aborde ce paragraphe que pour remercier les membres du Bureau qui, par leur franche cordialité, lui ont facilité l'accomplissement de sa tâche de directeur du *Bulletin*.

Le rôle du directeur s'est montré tel, pendant cette expérience d'une année, que les membres du Bureau ont résolu de vous proposer une modification aux statuts, en ce qui le concerne.

Cette modification consiste à ajouter simplement : le Directeur du *Bulletin* fait partie du Bureau ; elle trouvera son application, toutes les

fois que, comme dans le cas actuel, le Directeur aura été choisi, en dehors du Conseil.

**Elections. Comité disciplinaire.** — MM. BOUSQUET, LAFAY, RENARD, membres sortants du Comité disciplinaire, ont bien voulu accepter d'être soumis de nouveau aux suffrages de leurs confrères : M. GUILLAUMIN a bien voulu nous promettre le concours de sa pratique du laboratoire : aussi nous ne doutons pas que vous n'accordiez vos nombreux suffrages à ces confrères si dévoués.

**Conseil d'administration.** — Les délégués des 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> circonscriptions, c'est-à-dire MM. NORMAND, HERBAIN, LENAIN, COLLIN et POUILH dont le mandat est renouvelable, ont été de nouveau présentés à vos suffrages qui, nous en avons l'assurance, leur permettront de consacrer, pendant une nouvelle période, leur compétence et leur dévouement à la prospérité de la Chambre syndicale.

Pour la 18<sup>e</sup> circonscription, M. PRÉVOST, de Sceaux, a été désigné, en réunion préparatoire, par ses confrères : nous souhaitons que vos votes ramènent au Conseil d'administration ce distingué confrère qui a déjà contribué à la défense de nos intérêts, comme délégué de sa circonscription, il y a une douzaine d'années.

MESSIEURS ET CHERS CONFRÈRES,

J'aurais enfin terminé mon rapport si je n'avais pas à déplorer sincèrement que l'inflexibilité du règlement nous prive désormais du concours précieux de notre ancien Président, M. DUFAU.

Son caractère souffrirait des éloges qui me viennent aux lèvres, quand j'évoque son ardeur au travail et à la défense des thèses que son intelligence éclairée l'incitait à soutenir.

Je me ferai donc seulement l'interprète des regrets des membres du Bureau : il me permettra d'y ajouter les miens avec une vivacité particulière parce que j'ai gardé le souvenir que c'est le Président DUFAU qui, autrefois, m'a proposé aux suffrages de mes confrères, comme membre adjoint au Comité disciplinaire.

MES CHERS CONFRÈRES,

J'ai fini ce long exposé : il traduit imparfaitement la somme des efforts de votre Conseil d'administration et de votre Bureau : s'ils n'ont pas été couronnés tous du succès désiré, il n'en reste pas moins incontestable que la bonne volonté et le dévouement de vos conseillers non mobilisés se sont accrus avec les difficultés nombreuses qu'a provoquées et qu'entretient toujours, hélas ! la guerre.

Pour le Secrétaire général :

*Le Directeur du Bulletin,*

J. FEUILLOUX.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous venez d'entendre la lecture du rapport qu'a bien voulu faire M. FEUILLOUX : je le remercie bien sincèrement



du travail ingrat qu'il s'est imposé. Quelqu'un a-t-il des observations à faire sur cet exposé ?

M. MARIE. — Je voudrais demander à M. le Président ce que nous devons faire au point de vue des Sociétés d'assurances. Devons-nous attendre une situation meilleure pour présenter nos mémoires ? Depuis plus d'un an, nous conservons des ordonnances impayées, car il n'est pas possible de les établir avec le tarif actuel, de nombreux produits ayant considérablement augmenté.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous savez aussi bien que moi, mon cher confrère, que le tarif RENOULT a été fait par un décret du Ministère du Travail, décret qui a été rendu lui-même sur la proposition d'une Commission. Il ne peut donc être modifié que par un autre décret. Il y a quelques mois déjà que des démarches ont été faites auprès du Ministère du Travail, mais nous nous sommes toujours heurtés contre la difficulté de réunir actuellement une Commission.

Cependant, grâce à M. le sénateur LIMOUZAIN-LAPLANCHE et à M. VAUDIN, Président honoraire de l'Association Générale, nous avons enfin réussi à obtenir quelque chose du Ministère du Travail : l'introduction, dans le tarif RENOULT, des augmentations survenues sur certains médicaments urgents, spécialement désignés pour les accidents du travail. Il a été fait, par M. VAUDIN et par moi, une liste de ces médicaments qui a été présentée à M. le Ministre du Travail et nous attendons la réponse officielle. L'affaire est en bonne voie, j'espère qu'elle aboutira, d'autant plus que notre liste a été acceptée par les assureurs.

M. MARIE. — A partir de quelle date faut-il garder nos ordonnances ?

M. LE PRÉSIDENT. — Il faut attendre quelque temps avant de les envoyer, je crois cependant que les modifications n'auront un effet rétroactif qu'au 1<sup>er</sup> janvier seulement.

M. MARIE. — M. CRINON m'avait dit en effet que les assureurs n'avaient accepté les augmentations qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier, j'ai trouvé que c'était vraiment extraordinaire, puisque la guerre dure depuis le mois d'août.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne puis vous répondre qu'une chose : que cette affaire est en bonne voie ; il ne m'est pas possible de vous donner aujourd'hui une réponse définitive. Il est à peu près certain que cette réponse sera bonne, puisque les assureurs et le Ministère du Travail ont accepté en principe nos revendications, mais je ne crois pas que nous obtiendrons un effet rétroactif avant le 1<sup>er</sup> janvier dernier.

D'ailleurs vous pouvez toujours essayer d'envoyer aux assureurs toutes vos factures avec les augmentations.

Aucune autre demande d'explication n'étant formulée, le rapport de M. FEUILLOUX est adopté.

Compte rendu financier. — Suivant la proposition qui en est faite par M. le Président et qui est acceptée par les confrères présents, pour éviter une lecture trop aride des chiffres, M. LOISEL donne seulement lecture des conclusions de son rapport. (Voir le dernier *Bulletin*.)

M. LOISEL. — Je reviens sur mon impression un peu pessimiste concernant les recettes. Depuis quelques mois nous avons une source de bénéfices qui devient certainement plus intéressante, c'est la publicité

de notre *Bulletin*. Aux dernières réunions du Conseil, j'ai appris que les annonces sont revenues nombreuses et je vois que, de ce chef, nous allons avoir une modification très heureuse pour nos recettes.

Le rapport sur les opérations financières de la Chambre syndicale, pendant l'année 1914, est unanimement adopté.

M. LE PRÉSIDENT. — J'espère que vous vous associez aux remerciements et aux félicitations que le rapporteur adresse à notre distingué Trésorier, mais je demanderai de remercier également M. LOISEL du travail particulièrement important qu'il a fait, en vérifiant les comptes de trésorerie.

**Modification aux statuts.** — M. LE PRÉSIDENT. — Le Conseil de la Chambre syndicale vous propose de modifier l'article 3 des statuts : « La Chambre syndicale est administrée par un Conseil composé de : 1° un Président; 2° un Vice-Président; 3° un Secrétaire général; 4° un Secrétaire-adjoint; 5° un Trésorier; 6° un Archiviste; 7° vingt Conseillers » comme suit : « La Chambre syndicale est administrée par un Conseil composé de : 1° un Président; 2° un Vice-Président; 3° un Secrétaire général; 4° un Secrétaire-adjoint; 5° un Trésorier; 6° un Archiviste; 7° vingt Conseillers; et 8° le Directeur du *Bulletin*, s'il a été choisi en dehors du Conseil, » et l'article 38 : « Le Directeur du *Bulletin* est nommé par le Conseil au bulletin secret et à la majorité des suffrages. Nommé pour un an, il est rééligible », par : « Le Directeur du *Bulletin* est nommé par le Conseil, au bulletin secret et à la majorité des suffrages. Nommé pour un an, il est rééligible et fait partie du bureau. »

Voici, Messieurs, quelles sont les considérations qui ont incité le Conseil à demander cette modification. Il faut évidemment que le Directeur du *Bulletin* soit absolument en conformité d'idées avec le Conseil et le Bureau; il doit refléter exactement ce que nous pensons et, pour cela, il faut qu'il soit parmi nous. Tout allait bien jusqu'à présent puisque, depuis que le *Bulletin* de la Chambre syndicale est créé, tous ceux qui l'ont dirigé étaient ou des anciens Présidents ou des Présidents en exercice. Avec l'arrivée de M. FEUILLOUX, nous sommes dans une situation toute autre. De plus, le Bureau s'est trouvé réduit, par suite de la guerre, à sa plus simple expression; j'ai donc prié M. FEUILLOUX de venir à toutes les réunions du Bureau; il y est venu très régulièrement et a pu ainsi se faire une idée de nos rouages syndicaux. J'ai eu aussi bien des démarches à faire, il m'a remplacé dans quelques-unes et m'a accompagné dans d'autres, pour donner plus de poids à nos revendications, mais il était, pour ainsi dire, sans mandat, puisqu'aucun titre ne l'autorisait à m'assister.

La modification aux statuts proposée est adoptée à l'unanimité.

**Eaux minérales.** — M. LE PRÉSIDENT. — Avant de continuer l'ordre du jour, je vais, si vous le voulez bien, vous donner communication de lettres qui vous intéresseront certainement.

Vous vous êtes tous aperçus que, depuis la mobilisation, nous n'avons jamais pu faire reprendre par les marchands d'eaux minérales, les bouteilles brisées qui nous sont, de ce fait, restées pour compte. Ayant reçu



de nombreuses plaintes à ce sujet, j'ai écrit aux trois grandes maisons d'eaux minérales, pour leur demander si cet état de choses devait continuer ou si elles voulaient revenir aux procédés anciens.

M. LE PRÉSIDENT lit les lettres de la maison H. Foucault et de la Compagnie fermière de Vichy et la réponse téléphonée de M. Laurent-Barrault, d'où il ressort qu'à cause de l'augmentation des frais de transport, de manutention et de pourcentage des bouteilles brisées, il est impossible d'accorder la reprise des bouteilles d'eaux minérales, en mauvais état. Malgré les termes de ces réponses concordantes, M. le Président engage ses confrères à mettre de côté les goulots capsulés des bouteilles cassées, dans l'espoir de trouver, plus tard, nos fournisseurs plus conciliants qu'aujourd'hui où ils semblent satisfaits de nous annoncer la hausse prochaine de 2 francs par 100 bouteilles.

**Spécialités non réglementées ou insuffisamment réglementées. —**

M. LE PRÉSIDENT donne lecture au Conseil de la proposition suivante qui lui a été adressée par M. DORRIO :

« Le Comité intersyndical, comprenant les représentants de la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine, du Syndicat général des Pharmaciens de France, du Syndicat des Pharmacies commerciales, du Syndicat de la Pharmacie parisienne, des différents groupements de pharmaciens de Paris vendant au détail, du Département de la Seine et des Communes limitrophes, est résolu à ne plus avoir en magasin les spécialités insuffisamment réglementées à ce jour, c'est-à-dire ne laissant pas un minimum de 20 % de bénéfice aux pharmaciens détaillants; quant aux spécialités non encore réglementées, elles devront l'être avec un minimum de remise de 25 % aux pharmaciens.

« En outre les spécialités devront indiquer le prix de vente au public par la mention : « Vente obligatoire au prix marqué ». Exemple : Liqueur et capsules Guyot; ou la mention : « Prix réglementé pour la France », exemple : Vin de Vial; ou encore la mention suivante : « En prenant livraison, le pharmacien s'engage à vendre au prix marqué. »

« D'autre part, afin de faciliter les relations commerciales, les spécialités devront être facturées aux détaillants sans fractions de cinq centimes, le pharmacien bénéficiant de toute fraction. »

La parole est donnée à M. DORRIO.

M. DORRIO. — Je ferai remarquer à M. le Président, qui a assisté à nos réunions, que cette proposition ne vient pas de moi, c'est un projet que nous avons élaboré au Comité intersyndical.

Il vous est arrivé bien souvent qu'on vienne vous demander un sirop, facturé 2 fr. 80 et qui, dans certaines pharmacies commerciales, est vendu 2 fr. 60. Pouvez-vous moralement, en ce cas, donner ce sirop à 2 fr. 60? Si la réglementation que je propose existait nous n'aurions pas cet inconvénient. Les pharmaciens sont les intermédiaires indispensables des spécialistes, nous devons profiter de cette situation pour obtenir une rémunération de nos peines.

D'un autre côté, il y a certains produits qui ont une différence de prix de 0 fr. 10, 0 fr. 15 ou 0 fr. 20 dans les pharmacies commerciales. Or, nous sommes d'accord maintenant avec les pharmacies commer-

ciales qui ne demandent qu'une chose, que toutes les spécialités soient vendues un prix uniforme.

Il est donc de notre intérêt que la Chambre syndicale prenne la tête du mouvement et fasse tout ce qui sera nécessaire pour la réussite du projet.

M. LE PRÉSIDENT. — Le Comité intersyndical a, en effet, souvent étudié cette question qui serait plus avancée si nous n'étions pas en état de guerre. Ce Comité doit se réunir prochainement, il décidera ce qui doit être fait pour faire aboutir nos justes revendications.

**Remboursement des tickets.** — M. DONNIO. — Je demanderai aussi de quelle façon s'effectue le remboursement des tickets.

M. LE PRÉSIDENT. — Il faut envoyer les tickets, du groupe des ticketistes, à M. LONGUET, 54, rue des Lombards, qui en opérera le recouvrement. Quant aux autres tickets, MM. les Commissaires en spécialités les acceptent, avec paiement à 60 jours de fin de mois et 2,50 à 3 % de réduction.

M. DONNIO. — Je demande si ce 3 % est de mesure générale. Quand nous remettons nos tickets directement, on nous demande 3 %, les demande-t-on également aux commissionnaires ?

M. LE PRÉSIDENT. — Ce 3 % de réduction sert à couvrir les frais qu'occasionne le recouvrement des tickets. Quant à savoir si cette mesure est appliquée également aux commissionnaires, je n'en sais absolument rien, ce n'est pas à nous à savoir ce qui se passe entre les ticketistes et les commissionnaires.

La parole est ensuite donnée à M. CASTILLE.

M. CASTILLE. — Ne serait-il pas possible de continuer, après la guerre la façon d'agir concernant les spécialités, telle qu'elle se pratique actuellement ? Nous achetons les spécialités sans tickets ni primes, bénéficions immédiatement de notre courtage comme intermédiaire. Pour éviter une mise de fonds trop considérable, il est assez logique que tout commerçant touche immédiatement son bénéfice, sans être obligé de payer ensuite un courtage ; à tel point que sur une spécialité nous rapportant 20 %, nous ne touchons en réalité que 17 %. Je demande instamment à la Chambre syndicale, au nom de mes camarades mobilisés et plus jeunes, de vouloir bien appuyer cette revendication auprès des spécialistes.

M. DONNIO. — Si la proposition du Comité intersyndical était acceptée, (c'est-à-dire si les spécialistes réglementaient leurs produits dans le sens indiqué par notre vœu, à savoir : prix imposé, prix réglementé, ou engagement des pharmaciens en prenant livraison à vendre au prix marqué) cela supprimerait tous les tickets.

M. LE PRÉSIDENT. — Il est bien certain que nous faisons aux spécialistes, par le système des primes et tickets, une avance d'argent non justifiée. Cependant le principe même de la réglementation est l'obligation de vendre au prix marqué et les tickets et les primes ont, dès le début de cette institution, contribué à sauvegarder cette obligation.

La question est très complexe ! il est à souhaiter cependant que nos désirs se réalisent, mais cela demandera beaucoup de discussions et de patients efforts.



M. LOISEL. — La Nationale Réglementation, qui est une émanation de l'Association générale, a été justement créée pour assurer la réglementation sans primes ni tickets. Chaque fois que des spécialistes nous demandent quel est le système de réglementation auquel ils doivent s'affilier, nous leur indiquons la N. R.

Élections. — La séance est suspendue pour procéder à l'élection des candidats au Conseil d'administration et au Comité disciplinaire.

M. LE PRÉSIDENT fait procéder au dépouillement du scrutin et proclame les résultats suivants :

Votants . . . . .	233
Suffrages exprimés . . . . .	233
Bulletins blancs ou nuls . . . . .	2
Majorité absolue . . . . .	117

*Conseil d'administration :*

MM. NORMAND . . . . .	228 voix. — Élu.
HERBAIN . . . . .	231 voix. — Élu.
LENAIN . . . . .	231 voix. — Élu.
COLLIN . . . . .	232 voix. — Élu.
POUILH . . . . .	231 voix. — Élu.
PRÉVOST . . . . .	230 voix. — Élu.

*Comité disciplinaire :*

MM. BOUSQUET . . . . .	176 voix. — Élu.
LAFAY . . . . .	174 voix. — Élu.
RENARD . . . . .	156 voix. — Élu.
Guillaumin . . . . .	87 —
Feuilloux . . . . .	77 —
Rengnietz . . . . .	28 —
Cassan . . . . .	1 —

En conséquence, le Conseil d'administration de la Chambre syndicale se trouve composé de la façon suivante pour l'année 1915-1916 :

I. — BUREAU

MM. LAURENCIN . . . . .	Président.
BARTHET . . . . .	Vice-Président.
PÉAN . . . . .	Secrétaire général.
BERNHARD . . . . .	Secrétaire adjoint.
COULLON . . . . .	Trésorier.
CRINON . . . . .	Archiviste.
FEUILLOUX . . . . .	Directeur du Bulletin.

II. — CONSEILLERS

*A titre d'ancien Président :*

M. CORDIER.

A titre de délégués :

1 <sup>re</sup> Circonscription :	MM. LONGUET.
2 <sup>e</sup> —	NORMAND.
3 <sup>e</sup> —	HERBAIN.
4 <sup>e</sup> —	LENAIN.
5 <sup>e</sup> —	PELLISSIER.
6 <sup>e</sup> —	GAUCHER.
7 <sup>e</sup> —	COLLIN.
8 <sup>e</sup> —	COLLESSON.
9 <sup>e</sup> —	BOINOT.
10 <sup>e</sup> —	WEILL.
11 <sup>e</sup> —	DELMOND.
12 <sup>e</sup> —	WALTER.
13 <sup>e</sup> —	TRINQUART.
14 <sup>e</sup> —	GRÈS.
15 <sup>e</sup> —	FAYOL.
16 <sup>e</sup> —	LOISEL.
17 <sup>e</sup> —	POUILH.
18 <sup>e</sup> —	PRÉVOST.

III. — COMITÉ DISCIPLINAIRE

Président . . . . .	MM. LAURENCIN.
Vice-Président . . . . .	BARTHET.
Secrétaire . . . . .	PÉAN.
Archiviste . . . . .	DESIGNES.
Membres titulaires :	MM. BILLON, BRISSONNET, BOUSQUET, DUMOUTIERS, LACROIX, LAFAY, RENARD et WEIL.
Membres adjoints :	MM. FEUILLOUX, GUILLAUMIN et RENGNIER.
La séance est levée à 4 h. 1/2.	
J. FEUILLOUX.	

# SOUSCRIPTION au profit des Pharmaciens mobilisés du Département de la Seine

HUITIÈME LISTE

MM.	NOMS ET ADRESSES DES SOUSCRIPTEURS	Montant des souscriptions
	NALINE, à Villeneuve-la-Garenne . . . . .	300 »
	LEBEAULT et C <sup>ie</sup> , 5, rue Bourg-l'Abbé, Paris . . . . .	200 »
	CAVAILLÈS, 4, square Labruyère, Paris . . . . .	100 »
	GALBRUN et Fils, 18, rue Oberkampf (2 <sup>e</sup> versement) . . . . .	100 »
	SOURGIN, 63, rue de Vanves, Paris . . . . .	100 »
	COLLIN et C <sup>ie</sup> , 49, rue de Maubeuge, Paris . . . . .	50 »
	A reporter . . . . .	850 »



	Report . . . . .						950 »
	janv.	févr.	mars	avril	mai	juin	
MM.							
AUBERT, 62, rue de Paris, Pantin . . . . .				7 50	7 50		15 »
BARTDET, 1, rue de Phalsbourg, Paris . . . . .					10 »		10 »
BEAULIEU, 38, boulevard de Charonne, Paris . . . . .	8 »	8 »	8 »	8 »	8 »	10 »	50 »
BÉGUIN, 43, avenue de la République, Paris . . . . .					20 »		20 »
BOSTYGER, 17, rue Sadi-Carnot, Drancy . . . . .		7 50	7 50				15 »
BOUREON, 139, boulevard Magenta, Paris . . . . .				7 50	7 50		15 »
CAPPEZ, 21, rue d'Amsterdam, Paris . . . . .					20 »		20 »
CASTILLE, 1, rue Saint-Ferdinand, Paris . . . . .	30 »	7 10	7 50	7 50	7 50		60 »
CHAUZEIN, 39, rue Charles-Nodier, Paris . . . . .					25 »		25 »
CLAVIERE, 3, rue des Fossés-Saint-Marcel, Paris . . . . .				7 50	7 50		15 »
COLLONBY, 97, rue Dareau, Paris . . . . .				10 »	10 »		20 »
COUILLAUD, 39, rue de la Chapelle, Paris . . . . .		7 50	7 50	7 50			22 50
DAVID, 99, route de Montrouge, Malakoff . . . . .				10 »			10 »
DERVILLEZ, 15, rue Réaumur, Paris . . . . .				10 »			10 »
DOUCET, 73, rue des Carrières, Charenton . . . . .	7 50	7 50	7 50				22 50
DREYER-DUFER, 114, rue de la Chapelle, Paris . . . . .				10 »			10 »
DUBOURG, 1, avenue Ménélotte, Colombes . . . . .				10 »	10 »		20 »
FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême, Paris . . . . .					7 50		7 50
FOURIS, 9, faubourg Poissonnière, Paris . . . . .					7 50	22 50	30 »
GACCHER, 157, boulevard Magenta, Paris . . . . .	60 »	10 »	10 »	10 »	10 »		100 »
GILBERT, 47, av. de l'Observatoire, Paris . . . . .				7 50			7 50
GOEDAL, 213, rue St-Honoré, Paris . . . . .				10 »			10 »
GREFFIER, 11, rue Lepic, Paris . . . . .				10 »	10 »		20 »
GREFFIER, 18, rue de Meudon, Clamart . . . . .				10 »			10 »
GRÉS, 14, rue de la Forge, Noisy-le-Sec . . . . .					7 50		7 50
HARGOU, 55, rue de Paris, Pantin . . . . .		7 50	7 50				15 »
HEMMERLÉ, 3, rue Dufaut, Gentilly . . . . .				10 »			10 »
HILBERT, 58, rue Carnot, Stains . . . . .					7 50		7 50
A reporter . . . . .						1.435 »	

MM.	Report . . . . . 1.435 »				
	janv.	févr.	mars	avril	mai juin
KARTOW, 12, rue de la Boule-Rouge, Paris . . . . .			10 »		10 »
LOISEL, 4, square des Mar-ronniers, Saint-Maur . . . . .			7 50		7 50
LAURENCIN, 41, rue Clignan-court . . . . .			10 »		10 »
LANDON, 1, rue de la Répu-blique, Vanves . . . . .	7 50	7 50	7 50		22 50
MARIE, 112, rue de Paris, Puteaux . . . . .			20 »		20 »
MATHURIN, 47, boulevard Henri-IV, Paris . . . . .			50 »		50 »
NORMAND, 324, rue Saint-Martin, Paris . . . . .			50 »		50 »
OMNÈS (D <sup>e</sup> ), 12 bis, avenue des Gobelins, Paris . . . . .	7 50	7 50	7 50		22 50
PASSAT, 182, avenue de Versailles, Paris . . . . .			10 »		10 »
RAFFEGEAU, 3, rue de l'Ami-ral-Mouchez, Paris . . . . .			7 50		7 50
RICHARD, 53, rue de Tol-biac, Paris . . . . .	7 50	7 50			15 »
ROUSSEAU, 4, place de la République, Levallois . . . . .			10 »		10 »
TRÉFAULT, carrefour Victor-Hugo, Alfortville . . . . .			7 50		7 50
VARAGNIAC, 171, rue de Bel-leville, Paris . . . . .			7 50		7 50
VASCHALDE, 21, avenue Mac-Mahon, Paris . . . . .			7 50	7 50	22 50
VEIGNAULT, 9, avenue de la République, Paris . . . . .	7 60	7 50	7 50	7 50	30 »
VERGELOT, 163, rue de Flan-dre, Paris . . . . .			10 »		10 »
Total de la huitième liste . . . . .					1.747 50
Montant des listes précédentes . . . . .					27.842 25
Total au . . . . .			1915		29.589 75

## NÉCROLOGIE

M. Henri GRIMBERT, externe des hôpitaux de Paris, infirmier au 26<sup>e</sup> d'artillerie, a été massacré avec une partie de sa formation sanitaire, le 24 août 1914, à Gommery (Belgique).

M. Henri GRIMBERT était le fils de notre cher Maître, M. le P<sup>r</sup> GRIMBERT, membre de l'Académie de médecine, Directeur de la Pharmacie centrale des hôpitaux.

Depuis longtemps, nous connaissions les inquiétudes malheureuse-ment justifiées de notre sympathique Professeur.

En apprenant la fin tragique de son fils, notre cœur a été douloureu-sément ému.

Nous prions notre Maître si durement frappé, d'agréer l'expression attristée de notre vive sympathie et les condoléances sincères de notre Chambre syndicale.

J. F.



## ASSOCIATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS PHARMACEUTIQUES DE FRANCE

(FÉDÉRATION NATIONALE FONDÉE EN 1878)

Rue des Grands-Augustins, 5, Paris (VI<sup>e</sup>)

### APPEL A LA SOLIDARITÉ PHARMACEUTIQUE

*Paris, le 25 avril 1915.*

CHER CONFRÈRE,

Depuis les débuts de la guerre, l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France s'est fait un devoir d'aider, dans la plus large mesure, tous les pharmaciens victimes de la guerre qui se sont adressés à elle. Belges ou Français, appartenant ou non à l'un des Syndicats agrégés à l'Association, tous ces confrères ont rencontré auprès d'elle un appui moral absolu et, lorsque cela leur a été utile, un appui matériel aussi efficace que le permettaient ses modestes ressources.

L'heure est venue de donner aux pharmaciens des régions envahies une preuve de solidarité plus complète.

Nul ne peut racheter les vies humaines sacrifiées en si grand nombre; nous ne saurions faire oublier les épouvantables douleurs morales endurées par les survivants; mais, n'ayant pas subi les outrages de l'ennemi, les horreurs de l'invasion, nous avons le devoir d'aider les pharmaciens qui ont souffert pour le bien de tous.

A l'heure actuelle, plusieurs centaines de confrères ont perdu tout leur avoir; nous n'en connaissons pas le nombre, mais on peut dès aujourd'hui prévoir que ce nombre sera augmenté lorsque l'ennemi sera rejeté de notre pays et de la Belgique; on doit craindre qu'à ce moment sa folie criminelle ne le pousse à commettre de nouveaux ravages, de nouveaux massacres, de nouveaux attentats contre les personnes et les propriétés.

En attendant que nos ennemis soient contraints de réparer les pertes matérielles immenses dont ils sont responsables, chacun de nous tendra une main fraternelle et secourable aux pharmaciens dont la détresse actuelle résulte uniquement de ce qu'ils résidaient soit en Belgique, soit dans le Nord ou l'Est de la France.

L'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France s'adresse à vous en faveur de ces confrères. Elle vous demande de contribuer, dans la plus grande mesure, à soulager des infortunes imméritées; elle vous conjure d'affirmer par un geste de générosité aussi large que possible les sentiments de solidarité qui doivent exister entre les membres d'une même profession. La plupart d'entre eux ont

été obligés d'abandonner leur officine pillée, saccagée et quelquefois incendiée; d'autres ont été forcés de quitter le pays où ils étaient établis et attendent avec impatience le moment où ils pourront y rentrer; il est indispensable que le jour où cela sera devenu possible, ils aient à leur disposition une somme suffisante leur permettant de se remettre immédiatement au travail.

Nous comptons sur votre esprit confraternel et vous prions d'envoyer au plus tôt votre souscription au Trésorier du Syndicat des pharmaciens de votre département ou à M. BARRUET, Trésorier de l'Association, place de la Croix-Morin, 4, à Orléans. Les fonds recueillis seront répartis par les soins d'une Commission composée du Bureau de l'Association et de représentants autorisés des départements ravagés de la Belgique.

Veuillez agréer, cher confrère, l'assurance de nos sentiments dévoués.

Pour le Conseil d'administration de l'Association générale :

*Le Secrétaire,*

E. COLLARD.

---

**Extrait du procès-verbal de la Séance du  
CONSEIL D'ADMINISTRATION  
du 4 mai 1915.**

*Présidence de M. LAURENCIN, Président.*

---

*Etaient présents :* MM. LAURENCIN, COULLON, FEUILLOUX, CRINON, DESVIGNES, WEILL, NORMAND, COLLIN, TRINQUART, GRÈS, LOISEL.

*Excusés :* MM. CATILLON, BEYTOUT, CHAMPIGNY, CAPGRAND-MOTHES et RENARD, anciens Présidents.

En ouvrant la séance, M. le Président remercie MM. WEIL et DESVIGNES, Présidents honoraires, d'avoir bien voulu assister à cette réunion du Conseil et nous donner ainsi un nouveau témoignage de sympathie dont ils sont d'ailleurs coutumiers.

**Décès.** — M. le Président a le regret de faire part au Conseil du décès d'un de nos plus anciens syndiqués : M. PLATEAU, né en 1826, pharmacien depuis 1851 et membre de notre Chambre syndicale depuis 1852; en 1859 et 1860, il prit part aux travaux de notre Conseil d'administration.

La Chambre syndicale adresse à la famille de ce regretté confrère, ses bien sincères condoléances.



**Correspondance.** — M. le Président informe le Conseil qu'il a reçu une lettre de M. REBOUX, Commissaire de Police et Président de la Société amicale et de prévoyance de la Préfecture de police, demandant le renouvellement du don annuel de la Chambre syndicale.

La cotisation habituelle de cinquante francs est accordée.

Cette Société vient de nous remettre récemment une médaille d'argent pour le concours que notre Syndicat lui apporte.

**L'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France** nous informe qu'elle vient d'ouvrir une souscription parmi les pharmaciens en faveur de nos confrères belges ou français, victimes de la guerre. Elle demande à la Chambre syndicale de participer à cette œuvre et d'appuyer, auprès des pharmaciens du département de la Seine, l'appel qui leur a été adressé en les invitant à faire parvenir leur offrande au Trésorier de l'Association générale, M. BARRUET, 4, place Croix-Morin, Orléans. Le Conseil décide de faire, pour cette souscription, un nouvel appel à la solidarité pharmaceutique par la voie du *Bulletin*.

Après discussion, le Conseil vote 500 francs.

**Approvisionnement du sucre.** — M. LE PRÉSIDENT. — Vous savez, Messieurs, que nous avons engagé des pourparlers avec la Raffinerie SAY et la Pharmacie Centrale pour approvisionner de sucre les pharmaciens.

J'ai demandé à la Pharmacie Centrale de faire les avances de fonds, le conditionnement et la répartition du sucre. Les achats devaient être faits à la Raffinerie SAY par stocks de 4.000 kilogs qui devaient, à mon avis, s'épuiser très rapidement. Or, les 8.000 kilogs livrés ont duré près de huit mois et je dois vous dire que la Pharmacie Centrale a été un peu étonnée que son obligeance n'ait pas été mieux appréciée, d'autant plus qu'elle a reçu des réclamations de pharmaciens se plaignant du prix qui leur était fait.

D'autre part, la Raffinerie SAY m'écrit, à la suite d'une lettre que je lui avais adressée, relativement à l'opportunité de continuer les achats, qu'elle ne peut pas répondre de façon utile à ma question, ne tenant à influencer d'aucune façon ses acheteurs et se réservant toujours la faculté de ne pas livrer lorsque ses ventes ont absorbé sa fabrication, qui est très réduite en ce moment.

J'ai communiqué cette lettre à la Pharmacie Centrale qui m'a répondu que, d'un commun accord, il valait mieux ne pas continuer la délivrance du sucre, sur bon remis par la Chambre syndicale.

**Caisse mutuelle pharmaceutique de retraites.** — M. WEL, Président de la Caisse mutuelle pharmaceutique de retraites, transmet au Directeur du *Bulletin* et au Conseil d'administration l'expression de sa gratitude et ses sincères remerciements pour l'insertion, dans le *Bulletin* de la Chambre syndicale, de documents concernant la C.M.P.R.

**Assemblée générale.** — M. le Directeur de l'École Supérieure de

Pharmacie nous avise qu'il veut bien mettre à notre disposition, pour le 20 mai prochain, date de notre Assemblée générale, la Salle des Actes de l'École.

M. LE PRÉSIDENT informe le Conseil que la Chambre syndicale aura à décerner cette année trois médailles à nos anciens sociétaires : MM. CHAMPIGNY, PELISSE et QUESSAUD.

M. LE PRÉSIDENT annonce que les candidats au Conseil d'administration, proposés par leur circonscription, sont :

MM. NORMAND, HERBAIN, LENAIN, COLLIN, POUILH et PRÉVOST, pour les 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> circonscriptions.

Trois membres du Comité disciplinaire sont soumis au renouvellement : MM. BOUSQUET, LAFAY et RENARD. Les membres sortants étant rééligibles, ces trois confrères sont proposés à nouveau par le Conseil.

Selon l'usage, le Conseil présente comme membres adjoints : MM. GUILLAUMIN (en remplacement de notre regretté confrère BROUANT mort au champ d'honneur en septembre), FEUILLOUX et RENGNIER.

**Rapport du Conseil d'administration.** — M. LE PRÉSIDENT. — Ce rapport aurait dû être fait par M. PÉAN, Secrétaire général, ou, à son défaut, par M. BERNHARD, Secrétaire adjoint. Or, M. PÉAN, depuis la mobilisation, a été dans l'impossibilité de s'absenter de sa pharmacie et M. BERNHARD est actuellement mobilisé. J'ai donc prié M. FEUILLOUX de vouloir bien établir ce rapport.

En outre, je dois vous dire que, d'après le règlement intérieur, ce rapport aurait dû être lu à la dernière réunion du Conseil et imprimé dans le *Bulletin*. Le manque de temps ne l'a pas permis et, pris à l'improviste, M. FEUILLOUX a dû faire très rapidement ce rapport pour qu'il puisse être présenté aujourd'hui au Conseil.

M. FEUILLOUX donne lecture du compte rendu des travaux du Conseil d'administration pendant le dernier exercice.

M. LE PRÉSIDENT remercie chaleureusement, au nom du Conseil, M. FEUILLOUX pour ce très intéressant rapport.

**Modification aux Statuts.** — M. LE PRÉSIDENT. — Je me permets d'attirer votre attention sur la partie des statuts relative au Directeur du *Bulletin*. Depuis que le *Bulletin* existe, ses Directeurs avaient toujours été des anciens Présidents, très au courant, par conséquent, de nos affaires syndicales. Il est bien certain que le Directeur du *Bulletin* doit s'inspirer, non seulement des avis du Conseil d'administration, mais surtout de la vie syndicale qui se manifeste dans le Bureau, dans le Conseil de famille, dans les arbitrages, etc., pour qu'il puisse exprimer fidèlement dans le *Bulletin* notre façon de penser.

Or, M. FEUILLOUX ne fait pas partie du Bureau. D'autres Directeurs se trouveront peut-être dans la même situation, c'est pourquoi je demande au Conseil de vouloir bien proposer à l'Assemblée générale que le Directeur du *Bulletin* fasse dorénavant partie du Bureau. C'est une modification légère des statuts qui rendra de grands services.

Cette proposition est adoptée.



Admissions. — M. JOUATTE (Noël), 32, rue des Vallées, à Colombes (Seine). — Parrains : MM. Walter et Toraude.

M. DEPENSIER (Charles-Rémy), 33, rue Lauriston, Paris. — Parrains : MM. Pradel et Gobert.

M. LEGRAND (Julien), 129, rue Caulaincourt, Paris. — Parrains : MM. Bernhard et Gaucher.

État de Caisse. — M. LE TRÉSORIER donne lecture de son état de caisse qui se solde par un excédent de 6.470 fr. 60.

La séance est levée à 4 heures.

*Le Président,*

J. LAURENCIN.

## INFORMATIONS

### Société

Suivant acte sous signatures privées, fait quadruple à Paris, le vingt-sept avril mil neuf cent quinze ; enregistré audit lieu, le même jour, n° 337, aux droits de vingt-huit francs soixante-quinze centimes ;

Il a été formé entre :

1° M. Versini (Napoléon), pharmacien, demeurant à Paris, rue Brenguet, 4 ;

2° Et M. Antonioli (Dominique), demeurant également à Paris, rue Charles-Beaudelaire, 24.

Une Société en nom collectif, ayant pour objet : 1° la fabrication et la vente en gros de tous comprimés médicamenteux ; 2° l'exploitation des spécialités et marques déposées ci-après : « aspiraise, aristoquinine, humanitol et versomnal » et la marque de fabrique « Lafranc » ; 3° toutes opérations, fabrication et vente se rattachant à cette industrie ; 4° et l'organisation et la mise en valeur d'un établissement scientifique, commercial et industriel, sous les nom, dénomination et marque déposés de :

*Laboratoire Français de produits comprimés.*

La durée de la Société a été fixée à trois années entières et consécutives qui ont commencé à courir à partir du 1<sup>er</sup> avril mil neuf cent quinze ;

Le siège social a été fixé provisoirement à Paris, boulevard Richard-Lenoir, n° 6, mais il pourra être transporté ailleurs du consentement des deux associés ;

La raison et la signature sociales sont : VERSINI et ANTONIOLI.

La signature appartiendra à chacun des deux associés, mais ils ne pourront en faire usage que pour les besoins et affaires de la Société, à peine de nullité à l'égard des tiers.

Le capital social est fixé à la somme de dix mille francs et a été apporté en commun par les deux associés, chacun par moitié, et est représenté par les noms, dénominations et marques ci-dessus désignés, les marchandises en magasin et les espèces versées dans la caisse sociale.

### Diplômes visés

- MM. CARABIN (Charles-Joseph-Antoine-César), 6, place Daumesnil.  
JOUISSE (Henri-Emile-Ernest), 96, rue de Clignancourt.  
BLONDET (Jacques), 3, place Nationale, à Asnières.  
POUILLOT (Louis-Charles-Joseph), 19 bis, rue Ernest-Renan, à Issy.  
LEPRAT (Louis-François-Joseph), 27, rue de Miromesnil.  
LAURENT (Pierre), 14, rue des Halles, à Bois-Colombes.  
ARDAENS (Albert-Jean-Baptiste), 42, rue du Château-d'Eau.

### Cession d'officines

La succession JABOIN a cédé l'officine sise à Paris, rue de Miromesnil, n° 27, à M. LEPRAT.

La succession DUCAILLAR a cédé à M<sup>me</sup> veuve DUCAILLAR, l'officine sise à Pavillon-sous-Bois, 13, route Nationale.

M. DESSEIGNE a cédé son officine sise à Paris, place de la Chapelle, n° 26, à M. PELLETAN.

### Chambre de Commerce de Paris, 2, place de la Bourse.

Paris, le 14 mai 1915.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous informer que la Chambre de Commerce de Paris a été chargée de procéder à la répartition de sucre exotique et de sucre indigène dans les conditions indiquées par la note ci-après.

Je vous serais obligé de bien vouloir en faire part à vos adhérents et aux industriels de votre profession.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Président,

DAVID-MENNET.

La Chambre de Commerce tient à la disposition des industriels qui emploient le sucre non raffiné et des négociants en demi-gros qui l'achètent pour le revendre au commerce de détail une certaine quantité de sucre indigène n° 3 et de sucre exotique granulé. Ces sucres seront cédés jusqu'à nouvel avis au prix de 74 fr. 50 pour le sucre indigène n° 3 et de 75 fr. 50 pour le sucre exotique granulé américain. Les industriels acheteurs devront s'engager par écrit à ne pas revendre le sucre ainsi cédé sans l'avoir travaillé dans leur établissement et les négociants en demi-gros à ne pas le revendre à d'autres marchands en demi-gros et à ne pas le céder par quantité supérieure à cinq sacs. L'inexécution de cet engagement entraînera de plein droit l'exclusion de toute cession ultérieure et en outre l'obligation de verser à l'État une somme égale au double de l'écart existant entre le prix de cession et le prix de revente. Les intéressés trouveront au Secrétariat de la Chambre de Commerce les formules d'engagement à souscrire et ils pourront y consulter les échantillons des sucres mis en vente. La répartition devant se faire proportionnellement aux besoins professionnels, les acheteurs sont priés de fournir, à l'appui de leur demande, toutes indications de nature à faire connaître l'importance de leur fabrication ou commerce et notamment le nombre d'ouvriers employés actuellement dans leur fabrique. Des bons seront remis aux acheteurs leur permettant, après acquittement du prix et des droits, de prélever dans les entrepôts de Paris les quantités qui leur seront attribuées. Le sucre indigène est livré en sacs de 100 kilogrammes et le sucre exotique est livré en sacs de 45 kg. 200.



# Association confraternelle des Internes en pharmacie des Hôpitaux de Paris.

Le Conseil de l'Association confraternelle des Internes en pharmacie des Hôpitaux de Paris, adresse à tous ses membres un pressant appel pour les prier d'envoyer le montant de leur cotisation annuelle (5 francs) à M. Paul DESVIGNES, trésorier, 2 bis, rue Gustave-Zédé, à Paris (XVI<sup>e</sup>). Dans les circonstances actuelles, étant donné que beaucoup de nos camarades sont mobilisés et qu'il serait difficile de leur faire présenter les quittances, le Conseil a décidé de laisser à tous les membres de la Société le soin de faire parvenir leur cotisation au Trésorier. Cette année, plus que jamais, il sera nécessaire de réunir des fonds importants pour venir en aide à ceux que le malheur aura frappés, et le Conseil espère que chacun aura à cœur de répondre à son appel.

## MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

Abstijwijn.  
\*Adaline Française.  
Adural.  
\*Aergaline.  
\*Albert.  
\*Alésia.  
\*Alliance (L').  
\*Alliés (Pays).  
\*Alliés (Peuples).  
\*Amiral.  
Anana.  
Antalgésine.  
Antigono.  
Argolin.  
Armes (Frères d').  
\*Arthritis (Powder).  
\*Aspirine.  
\*Aspirine D<sup>r</sup> Leriche.  
\*Aspirine Vassart.  
\*Aspirine D<sup>r</sup> Lucin.  
\*Baby.  
Balzerine (Morubiol).  
\*Belge.  
\*Belges (Roi des).  
Biocacao.  
Biocazole.  
Biophaze.

Biophosphaze.  
Biosca.  
Biosulfol.  
\*Black Mixture.  
Brasérogène.  
Britannic (Menthe).  
\*Buseau (D<sup>r</sup>).  
Bacorgène.  
Cales (Vin).  
Calor.  
\*Canon (Le).  
Capulines.  
Casumen.  
\*Célestine (Quina des).  
Clétoline.  
\*Collargol Français.  
Colomban (St).  
Comprette.  
\*Coq Gaulois (Cachets).  
Créma.  
\*Delamotte.  
\*Delarbre (Poudre).  
\*Dermatol Français.  
\*Dermoline.  
Désanges (Vin de).  
Dimal.  
\*Doundaké (Vin de).

\*Dupuis (Pilules).  
Dynamis (Vin).  
\*Écossaise (Pommade).  
Ectogan Français.  
English Salvarsan.  
Entub.  
Eusomnine.  
\*Favorite (Régisse).  
Fédé (Vin Tonique).  
Fluorocalcine.  
Forsho.  
Franco (Prod. de M<sup>me</sup>).  
\*Fumigator.  
\*G-Hia (Pansements).  
Garibaldi.  
Gastérophilase.  
Gastérophilose.  
Gastriphilase.  
Gastriphilose.  
Gastrophilase.  
Gastrophilose.  
\*Germiol.  
Germocao.  
\*Gletoline française.  
Glycárséniate Kompoz.  
Gnatwing.  
Gonofuge.

Guérédol.	Palmol (Le).	Secra (La).
*Hamon (Tisane Abbé).	*Parentérite.	Sema.
*Hunyadi Janos.	*Parisine Jaillet.	Semacolat.
*Hygiénol.	*Pax.	*Six Cent Six Français.
Hypogan Français.	*Pays Alliés.	*Soixante-Quinze
*Ichtyol Français.	Pepsidol.	(Quina).
Iodexpress.	Pernod (Quina).	*Soldat (Menthe du).
Iododisque.	Peuples alliés.	Somatose Française.
Iodogénateur (Tube).	Pharmaplast.	Sparaplaste.
Iodosaturateur (Tube).	*Phénacétine Trouette.	*Stériliso.
*Iodothyre Française.	*Phénédine (Cachets de).	Suco.
*Jaillet (Labor. des pro.).	*Phosca.	*Sulfonal Français.
*Janos.	Phoscazote.	Supranovine.
*Joffre (Maréchal).	*Phospha.	Tannigène Français.
Kompoz (Glycarsé-	Phostine.	Teinturiol-Express.
nates).	*Plombières (Eau de).	Terpinol Naturel.
Laxovegeto.	Poilu (Quina Le).	Thermatogène.
Leriché (Dr Léon).	*Poilus (Aux).	Thermodol.
Lodel.	Prostaden.	Thermophore (Ouate).
Lucin (Dr).	*Protargol Français.	*Thermos.
Luong-Minh-Ky (Elix.).	Purgath.	Thophosal.
Luronal.	Purific (Le).	Thophosalit.
*Madeleine (Pharm. de	*Radia.	Tocanaline.
la).	Radiocapoc.	Toutentub.
Manos (Eau de).	*Radiogène.	*Trional Français.
*Maréchal.	Radiosels-Vichy.	Tubb.
Marrubiol.	*Rebec (Vasolaxine).	*Tube du Soldat.
*Mathéus Français.	*Réformés (Emplâtre	Tubules.
*Mathéus de France.	des).	Ulcérovareur.
*Mathéus National.	*Robert (Tube).	*Urométhyl.
*Mathéus de Paris.	Robogène.	Urophane.
*Mathéus Parisien.	Roi Albert.	*Urotropine Dr Leriché.
*Mentoform Français.	Roi des Belges.	Urovegeto.
*Meré (Onguent Rouge).	Rougemont (Labora-	*Vainqueurs (Les).
Militaire (La Valeur).	ratoires).	Varéchol.
Montmélian (Quina).	Royal Purgatif.	Vasolaxine Rebec.
National (Mathéus).	*Rubinat (Vin).	*Vassart (Aspirine).
Nations Alliées.	Ruggieri (Officina).	Véronal Français.
*Néosalvarsan (English).	*Salipyrine Française.	*Véronal Dr Leriché.
Neutra.	*Salophen Française.	Vichy (Radiosels).
Nocera Umbra.	*Salvarsan (English).	*Victoire (Pastilles de la).
Novine.	*Sanitas-Axilla.	*Vital (Tonique).
*Nococaine Française.	*Santa.	*Vittel-Quinquina.
Odile (Ste).	Sapolina.	*Y A Bon.
*Orthoform Français.	Scema.	
*Ouatoline.	Sebum (Pédi-).	

Les Pharmaciens (spécialistes ou détaillants) peuvent s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités, leurs dépôts de marques, ainsi que pour les conseils techniques à l'occasion des marques de fabrique.

Tous renseignements sur les marques ci-dessus sont entièrement gratuits.

*Le Directeur du Bureau des Marques,*

J. Louis Jeune.

*Le Gérant, E. HÉLIE.*



# CONSEIL D'ADMINISTRATION

POUR L'ANNÉE 1915-1916

## I. BUREAU

### MM.

PRÉSIDENT :	LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt (XVIII <sup>e</sup> ). — <i>Mardi matin à son domicile, mercredi et samedi à 3 h. au Siège social.</i> — NORD 27-82.	
VICE-PRÉSIDENT :	BARTHET, 4, rue de Phalsbourg (XVII <sup>e</sup> ). — <i>Vendredi à 2 h. à son domicile, jeudi et samedi, à 3 h., au Siège social.</i> — WAGRAM 02-76.	mobilisé.
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :	PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernet, à Paris (XIV <sup>e</sup> ). — <i>Vendredi et samedi, au Siège social, à 3 h.</i>	mobilisé.
SECRÉTAIRE ADJOINT :	BERNHARD, 11, rue Lafayette (IX <sup>e</sup> ). — <i>Mardi et samedi, à 3 h. au Siège social; Jeudi à son domicile.</i> — GUTENBERG 49-33.	mobilisé.
TRÉSORIER :	COULLON, 108, rue Vieille-du-Temple (III <sup>e</sup> ).	
ARCHIVISTE :	CRINON, 45, rue de Turenne (III <sup>e</sup> ).	
DIRECTEUR DU BULLETIN :	FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (XI <sup>e</sup> ).	

## II. CONSEILLERS

### M.

ANCIEN PRÉSIDENT :	CORDIER, 27, rue de la Villette (XIX <sup>e</sup> ).	mobilisé.
--------------------	--	-----------

### DÉLÉGUÉS DES CIRCONSCRIPTIONS

### MM.

1 <sup>re</sup> (1 <sup>re</sup> et II <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	LONGUET, 54, rue des Lombards (I <sup>re</sup> ). — <i>Mercredi après-midi.</i> — CENTRAL 46-56.	
2 <sup>e</sup> (III <sup>e</sup> et IV <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	NORMAND, 324, rue Saint-Martin (III <sup>e</sup> ). — <i>Lundi matin, de 9 h. à 11 h.</i> — ARCHIVES 36-55.	
3 <sup>e</sup> (V <sup>e</sup> et VI <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	HERBAIN, 44, rue Saint-André-des-Arts. — Gobelins 28-90.	
4 <sup>e</sup> (VII <sup>e</sup> et XVI <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	LENAIN, 126, rue de la Pompe (XVI <sup>e</sup> ). — <i>Lundi matin.</i> — PASSY 99-08.	mobilisé.
5 <sup>e</sup> (VIII <sup>e</sup> et XVII <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	PELLISSIER, 33, avenue de Villiers (XVII <sup>e</sup> ). — <i>Jeudi, de 2 h. à 4 h.</i> — WAGRAM 14-59.	mobilisé.
6 <sup>e</sup> (IX <sup>e</sup> et XVIII <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	GAUCHER, 157, Boulevard Magenta.	mobilisé.
7 <sup>e</sup> (X <sup>e</sup> et XIX <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	COLLIN, 19, boulevard Magenta (X <sup>e</sup> ). — <i>De 1 h. à 3 h.</i> — NORD 15-18.	
8 <sup>e</sup> (XI <sup>e</sup> et XX <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	COLLESSON, 5, rue d'Angoulême (XI <sup>e</sup> ). — <i>Jeudi, de 2 h. à 4 h.</i>	mobilisé.
9 <sup>e</sup> (XII <sup>e</sup> et XXI <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	BOINOT, 18, place d'Italie, le <i>Mercredi matin.</i> — Gob. 26-75.	mobilisé.
10 <sup>e</sup> (XIV <sup>e</sup> et XV <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	WEILL, 7, avenue d'Orléans (XIV <sup>e</sup> ). — <i>Dimanche matin.</i> — Gob. 23-39.	mobilisé.
11 <sup>e</sup> (LEVALLOIS) :	DELMOND, 4, avenue Sainte-Foy, à Neuilly-sur-Seine. — <i>Mardi matin.</i>	mobilisé.
12 <sup>e</sup> (ASNIÈRES) :	WALTER, 2, rue Denis-Papin, à Asnières.	
13 <sup>e</sup> (SAINT-DENIS) :	TRINQUART, 69, avenue de Paris, à la Plaine-Saint-Denis. — <i>Mardi matin.</i> — 5-52.	
14 <sup>e</sup> (AUBERVILLIERS) :	GRÈS, à Noisy-le-Sec.	
15 <sup>e</sup> (MONTREUIL) :	FAYOL, 17, boul. de Belfort, à Montreuil-sous-Bois.	mobilisé.
16 <sup>e</sup> (SAINT-MAUR) :	LOISEL, 4, square des Marronniers, à Saint-Maur. — <i>Jeudi.</i>	
17 <sup>e</sup> (IVRY) :	POUILH, 27, route de Choisy, à Ivry.	
18 <sup>e</sup> (MONTROUGE) :	PRÉVOST, 45, rue Houdan, à Secaux.	

### III. COMITÉ DISCIPLINAIRE

MM.

PRÉSIDENT :	LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt (XVIII <sup>e</sup> ).
VICE-PRÉSIDENT :	BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (XVII <sup>e</sup> ).
SECRÉTAIRE :	PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernet (XIV <sup>e</sup> ).
ARCHIVISTE :	DESVIGNES, 2 bis, rue Gustave-Zédé (XVI <sup>e</sup> ).
MEMBRES TITULAIRES :	BILLON, 50, av. de Villeneuve-l'Étang, à Versailles (S.-et-O.).
	BRISSENET, 141, rue de la Tour (XVI <sup>e</sup> ).
	BOUSQUET, 140, faubourg Saint-Honoré (VIII <sup>e</sup> ).
	DUMOUTHIER, 19, rue de Bourgogne (VII <sup>e</sup> ).
	LACROIX, 31, rue Philippe-de-Girard (X <sup>e</sup> ).
	LAFAY, 54, rue de la Chaussée-d'Ant'n (IX <sup>e</sup> ).
	RENARD, 8, rue de Passy (XVI <sup>e</sup> ).
	WEIL, 62, route d'Orléans, à Montrouge.
MEMBRES ADJOINTS :	FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (XI <sup>e</sup> ).
	GUILLAUMIN, 168, boulevard Saint-Germain (VI <sup>e</sup> ).
	RENGNIEZ, 56, rue de Passy (XVI <sup>e</sup> ).

### IV. COMMISSIONS

MM.

CONSEIL DE FAMILLE :	LAURENCIN, <i>Président</i> , BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CRINON, COULLON, CORDIER, FEUILLOUX.
CONTENTIEUX :	LAURENCIN, <i>Président</i> , BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CORDIER, CRINON, FEUILLOUX, LONGUET, HERBAIN.
ÉTUDES :	PÉAN, <i>Président</i> , COLLESSON, CORDIER, HERBAIN, LENAIN, LONGUET, PELLISSIER, WEILL.
MUTUALITÉ :	BERNHARD, <i>Président</i> , COLLIN, FAYOL, N., GRÈS, N., POUILH.
INTÉRÊTS COMMERCIAUX :	BARTHET, <i>Président</i> , BOINOT, FAYOL, LENAIN, NORMAND, WEILL, N.
TARIF :	PÉAN, <i>Président</i> , BERNHARD, <i>Secrétaire</i> , BOINOT, CRINON, DELMOND, TRINQUART, NORMAND.
FINANCES :	LOISEL, <i>Président</i> , BERNHARD, LONGUET, COULLON, N.
BULLETIN :	FEUILLOUX, <i>Président</i> , LAURENCIN, BARTHET, PÉAN, BERNHARD, LONGUET, <i>Administrateur du service de Publicité</i> .

### CONSEIL JUDICIAIRE

MM.

MORET, avocat à la Cour de cassation, 211, boulevard Saint-Germain (VII <sup>e</sup> ).
POIGNARD, avocat à la Cour d'appel, 3, rue Danton (VI <sup>e</sup> ).
CLAPPIER, avoué à la Cour d'appel, 241, boulevard Saint-Germain (VII <sup>e</sup> ).
HÉBERT, avoué au Tribunal civil de la Seine, 3, rue des Pyramides (I <sup>re</sup> ).
DORÉ, huissier, 17, rue du Bouloi (I <sup>re</sup> ).
BAREILLIER-FOUCHE, expert-comptable des Tribunaux, 16, rue Condorcet (IX <sup>e</sup> ).
HÉLIE, agent judiciaire, au Siège social.

### ASSURANCES

MAURICE-LAJOUX, assureur-conseil, 12, rue de Provence (IX<sup>e</sup>). Tél. : CENTRAL 75-54.

### SERVICE DE LA PUBLICITÉ

MAURICE ROUFF, agent de la publicité, 17, rue du Delta (IX<sup>e</sup>).



**BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE**  
DES  
**PHARMACIENS DE LA SEINE**  
(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

30 Juin 1915.

**SOMMAIRE**

L'industrie chimique en Allemagne, p. 143. — Recouvrement des cotisations, p. 146. — Caisse de secours en faveur des familles des pharmaciens mobilisés de la Seine, p. 147. — Souscription au profit des Pharmaciens mobilisés du département de la Seine, p. 148. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration du 8 juin 1915, p. 150. — La hausse du prix des eaux minérales, p. 153. — Nécrologie, p. 156. — Décoration militaire, p. 158. — Modification du tarif Accidents du travail, p. 158. — Bulletin de variations (Tarif accidents du travail), p. 160. — Les pharmaciens aux armées, p. 162. — Bulletin de variations (Tarif de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine), p. 163. — Informations, p. 166. — Marques de fabrique, p. 167.

## L'Industrie chimique en Allemagne

L'industrie chimique a été l'une des sources principales de la prospérité économique de l'Allemagne : elle reste, dans la guerre actuelle, un appoint considérable de la force matérielle d'une nation dont la *Kultur* ne recule devant aucun excès de barbarie.

C'est un lien commun de répéter, après les chefs d'armées ainsi qu'après les ministres des États belligérants, que la guerre présente est une guerre de munitions et d'explosifs : les Allemands y ont ajouté et nous obligent à y ajouter les gaz asphyxiants.

Il nous a paru que l'étude du développement de l'industrie chimique en Allemagne, depuis quarante ans, pourrait éclairer la situation d'aujourd'hui et fournir certaines explications des lenteurs de l'offensive des troupes alliées contre les Empires du Centre.

Les jours présents si riches d'héroïsme exaltent les plus hautes vertus de l'humanité mais ils montrent aussi la force inépuisée d'une nation résolue depuis longtemps, à mettre à profit ses immenses gisements de charbon de Westphalie et les richesses naturelles de Stassfurt pour écraser la concurrence des fabricants européens favorisés d'une avance importante.

A la belliqueuse Confédération germanique, le commerce et l'industrie méthodiquement organisés, spécialement le commerce et l'industrie des produits chimiques ont apporté l'argent, ce nerf de la guerre et l'industrie chimique continue à lui fournir ses explosifs meurtriers et ses gaz délétères.

Je me propose de mettre sous les yeux des confrères qui n'ont pas le temps des lectures copieuses les éléments d'informations publiés par M. Jules HURET, en 1907 dans son ouvrage : *En Allemagne. — Rhin et Westphalie.*

Il est évident que je dois me borner à extraire l'essentiel des deux très intéressants chapitres que l'auteur a consacrés à l'industrie chimique.

En 1906, le bilan de cette industrie s'établissait ainsi, pour l'Allemagne : un milliard six cents millions de francs de produits annuels, sept cent millions d'exportations, 9,000 usines, deux cent mille ouvriers, 260 millions de francs de salaires.

Voyons comment a été atteint ce résultat colossal.

C'est en 1836 que le chimiste anglais Perkins découvrit la mauvéine, au fond de la cornue où il distillait du goudron de houille. Trois ans après, un chimiste français, Vergoin, de Lyon, trouva, le premier, le moyen d'extraire industriellement les couleurs dérivées du goudron de houille.

A cette époque, l'Allemagne ne possédant que très peu d'usines à gaz devait acheter son goudron en Angleterre : elle ne voulut pas rester longtemps tributaire du concurrent qu'elle désirait évincer, puisqu'en 1886, elle avait déjà créé 4.000 usines, employait 78.000 ouvriers et leur payait 61 millions de salaires.

Il y a quarante ans, l'Angleterre était maîtresse du marché des sels et des alcalis ; dès 1906, l'Allemagne produisait annuellement 1 million de tonnes d'acide sulfurique et 500.000 tonnes de soude.

Mais l'industrie chimique comprend une diversité de produits dont les plus importants sont : les acides, les alcalis, les engrais, les matières colorantes dérivées du goudron de houille, les produits pharmaceutiques, les parfums synthétiques et les extraits alimentaires.

En 1914, les exportations allemandes de couleurs, d'acides, d'engrais en Europe, en Asie, en Amérique dépassaient le milliard de francs.

Quant aux produits pharmaceutiques, personne n'ignore quelle colossale position occupait le marché allemand, jusqu'à la déclaration de guerre, et les pharmaciens ont trop appris à connaître les marques des importantes usines de *Frédéric Bayer*, à Elberfeld ; de *Badische Anilin et Soda Fabrik*, à Ludwigshafen ; de *Meister Lucius et Bruning*, à Höchst, sur le Mein, de *Cassella* à Mainkur, près Francfort ; de *Merck* à Darmstadt, etc., etc.

La plupart des grandes usines sont unies entre elles par des cartels, de façon à augmenter leurs bénéfices par la réduction de certains frais généraux tels que ceux des représentants et de la publicité. Les succursales ont surgi en France, en Russie, en Italie, partout où la pieuvre, la plus grande Allemagne trouvait profit à fixer ses tentacules.

C'est par milliers que l'on chiffre les ouvriers, par centaines, les chimistes des nombreuses fabriques dont quelques-unes, comme celle de Höchst, couvrent plus de 150 hectares de terrain.

Malgré les œuvres philanthropiques dont la charge est supportée par les fabricants, malgré les installations luxueuses des laboratoires et les coûteux renouvellements des machines, les dividendes atteignent de 10 à 20 % : les actionnaires sont donc généreusement rétribués.

Quant aux salaires des ouvriers, ils varient naturellement suivant les capacités : en moyenne, ils varient de 4 fr. 50 à 5 francs par jour ; les jeunes garçons de 16 à 17 ans gagnent 2 fr. 50, les femmes 1 fr. 75 ou 2 francs.

Ces salaires paraissent inférieurs à ceux des ouvriers français, mais



le bien-être des ouvriers des usines allemandes est facilité par les œuvres philanthropiques qui ajoutent au menu quotidien des restaurants enclos dans les fabriques une contribution importante.

Ce n'est pas assez d'avoir résumé aussi succinctement que possible le premier chapitre de M. Jules Huret : comme lui, le lecteur recherchera avec curiosité les raisons de cette prospérité incomparable de l'industrie chimique en Allemagne.

Dans un second chapitre, l'auteur expose ces raisons telles que les ont indiquées des savants et des industriels d'Outre-Rhin.

Ici, je dois citer, presque en entier, l'opinion du professeur Fischer, de l'Université de Berlin.

« Ce qui fait le succès de notre industrie chimique, c'est le génie  
« d'organisation des Prussiens, leur ordre et surtout leur persévérance.  
« Ensuite viendrait leur science, qui est grande, parce qu'elle s'est  
« spécialisée. Dans les usines allemandes, parmi des milliers de chimistes, il s'en trouve qui mériteraient de prendre un siège de professeur à l'Université. Inversement, vous voyez très souvent des privat-docent, des agrégés, allant dans les usines travailler, gagner leur vie et, en même temps, étudier. Nous appelons, dans les écoles de chimie industrielle de l'Etat, des chimistes d'usines qui viennent y faire des cours de technique. Ainsi se créent ces liens étroits et si puissants entre les savants et les industriels qui vous expliquent aussi, en partie, notre succès. Les industriels encouragent les études scientifiques de toutes leurs forces, directement et indirectement. Si de nouveaux laboratoires sont nécessaires, quelque part, les usiniers usent de leur pouvoir, de leurs relations pour les obtenir du Parlement ou du Gouvernement. »

D'après le professeur Fischer, une autre cause de l'avance considérable que les Allemands ont su gagner pendant le dernier demi-siècle écoulé provient de la liberté d'apprendre dans les laboratoires accordée à tous ceux qui sont venus frapper à leurs portes. Ce fut le principe de Liebig, quand il ouvrit, en 1827, son premier cours à Giessen. C'est l'application de ce principe qui permit aux élèves chimistes d'apprendre non seulement la chimie dans les livres et par des calculs, mais surtout de faire de la chimie de laboratoire. Ainsi se forma, dès 1856, la véritable armée de chimistes à la fois savants et praticiens, tout prêts au travail et à la lutte.

« Pour faire un bon chimiste, conclut le professeur Fischer, il faut  
« employer à la fois la spéculation et l'expérience, beaucoup, beaucoup  
« manipuler, travailler avec ses mains, avec ses yeux, avec son nez,  
« avec ses oreilles, avec son sang ! » . . . . .  
« Le vrai secret de la réussite de l'Allemagne, la raison capitale, plus  
« importante que la sérieuse instruction de ses savants, et même que  
« les inventions, c'est l'« organisation des usines ».

M. Jules Huret a voulu compléter sa documentation, dans des entretiens avec des industriels de Francfort et de Hoechst.

Les directeurs d'usines expliquent la prospérité de l'industrie chimique, par la patience de la véritable armée de chimistes dont l'esprit est toujours tendu vers de nouvelles recherches, par le renouvellement du matériel, selon les habitudes d'Amérique, par les sacrifices considé-

rables en faveur des expériences scientifiques et aussi par le choix de représentants initiés à la fabrication.

Mais ce que les industriels allemands considèrent comme un des plus grands obstacles au développement de l'industrie française, c'est notre système d'octroi.

« Chez vous, disent-ils, il y a des droits d'octroi sur tout, sur le charbon, sur le fer, sur les briques et sur les alcools. Or, prenons un exemple. Si nous avions payé ici, à Hoechst, seulement un dixième de centime de droit sur une brique et sur un kilo de fer, nous étions étouffés dans l'œuf ; il nous était impossible de nous étendre, comme nous l'avons fait, sur 137 hectares ! Quant aux octrois sur les charbons, ils tuent toutes vos entreprises.

« Ne trouvez-vous donc pas plus normal et plus sage de payer de forts impôts sur les revenus de l'industrie ? Les industriels s'enrichissent moins vite, c'est certain, puisqu'on leur prend une partie de leurs bénéfices. Mais, au moins, les usines peuvent fonctionner, lutter avec celles de l'étranger et c'est là l'important.

« Vous ne pouvez comprendre la prospérité de l'Allemagne, qu'en pensant à ce point de vue.

« Dans votre lutte avec l'étranger vous avez également fait des fautes : les manufacturiers français pensèrent tuer l'industrie allemande en obligeant le Parlement à voter un droit d'entrée de cinquante centimes par kilogramme sur nos colorants. Grave erreur ! Les grosses maisons allemandes allèrent simplement établir des usines allemandes avec des sociétés françaises chez vous. Vous aviez donc appelé la concurrence sous vos fenêtres ! Et un grand fabricant d'Elberfeld put dire alors : « Les Allemands ont encore des amis en France ! »

Ces citations ont porté une lumière suffisante sur la question que nous avons voulu aborder aujourd'hui. Dans un prochain article, nous étudierons la situation actuelle de l'industrie des produits pharmaceutiques en France et les moyens propres à la développer après la guerre.

Nous espérons que ce développement ne pourra qu'être facilité par le seul fait qui découle de la guerre : « Les Allemands ne devront plus jamais avoir d'amis en France ! »

J. FEUILLON.

## RECOUVREMENT DES COTISATIONS

Nous avons l'honneur de prévenir nos sociétaires que nous leur ferons présenter par la poste, vers le 10 juillet prochain, leur quittance habituelle de cotisation. Nous espérons qu'ils voudront bien lui faire bon accueil et ne pas oublier — en cas d'absence — de donner à leur personnel les instructions nécessaires pour qu'elle soit payée à présentation, nous évitant ainsi des frais supplémentaires de recouvrement. A notre échéance de janvier, nous avons constaté avec plaisir que nos sociétaires, pour la plus grande part, avaient tenu à s'acquitter ponctuellement, donnant ainsi une nouvelle preuve de l'intérêt qu'ils portent à notre œuvre confraternelle.

Le Trésorier,  
H. COULLON.



## CAISSE DE SECOURS en faveur des Familles des Pharmaciens mobilisés de la Seine

L'abondance des matières nous a empêché de réitérer, dans le dernier *Bulletin*, l'appel en faveur des familles nécessiteuses de nos confrères mobilisés de la Seine.

Notre regret a été atténué du fait de l'hospitalité que le *Bulletin* a donnée à l'appel de l'*Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France*, au profit des confrères français et belges victimes de la guerre.

Ceci prouve que les pharmaciens abandonnent l'attitude individualiste qui n'est vraiment pas de mode, en temps de guerre, pour s'inspirer des sentiments charitables que tant de Français ont à cœur de promouvoir dans l'âme de leurs concitoyens.

Quelle est noble et réconfortante cette concurrence pour s'aider les uns, les autres, dans l'heure la plus tragique qu'aucune nation ait jamais vécue !

Pour les membres du Bureau que la mobilisation n'a pas touchés, c'est une grande satisfaction de pouvoir s'occuper des familles auxquelles la guerre fait sentir les angoisses de l'indigence. Je tremble d'émotion en écrivant ce mot dont aucun des nôtres ne devrait jamais connaître la poignante signification, si, d'une part, tous nos confrères qui ont la faveur relative d'avoir leur officine ouverte voulaient bien enquêter discrètement sur les familles dont les pharmacies restent improductives et si, d'autre part, tous ceux qui reçoivent le *Bulletin* daignaient y lire notre requête assidue.

Ce qui nous peine le plus c'est l'indifférence tenace de certains confrères dont les pharmacies très achalandées, en tous temps, leur donnent les moyens d'assister fraternellement les familles appauvries du corps pharmaceutique.

Nous ne doutons pas qu'ils fassent leur devoir d'altruisme envers les très intéressantes victimes de la guerre signalées quotidiennement par la grande Presse. Mais ils ne devraient pas oublier que la Pharmacie a ses pauvres, surtout ses *pauvres honteux* que nous sommes attristés de ne pouvoir pas aider.

Nous prions instamment ceux de nos confrères mobilisés qui savent leurs enfants dans la gêne, de ne pas hésiter à s'adresser au Président de la Chambre syndicale : notre discrétion leur est assurée comme l'est notre reconnaissance envers tous les donateurs.

Parmi ceux de la neuvième liste de souscription, qui forme avec le montant des précédentes listes le total de 32.235 francs, nous avons le plaisir de remercier particulièrement la Chambre syndicale des fabricants de produits pharmaceutiques, 24, rue d'Aumale (qui nous a remis une belle coupure de mille francs) et diverses maisons de droguerie ou de spécialités qui ont bien voulu accueillir nos sollicitations.

Quant à mes confrères de comptoir, j'ai scrupule à leur faire remarquer que, depuis quelques mois, la liste de leurs envois s'abège d'une façon qui nous est bien sensible : nous leur demandons un effort afin que nos listes prochaines retrouvent leur belle tenue d'antan. A ceux qui persistent dans leur générosité, avec une eurythmie mensuelle, nous renouvelons nos remerciements sincères.

J. F.

# SOUSCRIPTION

## au profit des Pharmaciens mobilisés

### du Département de la Seine

#### NEUVIÈME LISTE

NOMS ET ADRESSES DES SOUSCRIPTEURS	Montant des souscriptions
MM.	
CHAMBRE SYNDICALE DES FABRICANTS DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES.	1.000 »
POINTET et GIRARD, 2, rue Elzévir, Paris.	250 »
VILLENEUVE, 9, rue des Guillemites, Paris.	150 »
BERTHOT, 14, rue des Lions-Saint-Paul, Paris.	100 »
FOUGERAT, 44, rue Chaptal, Levallois.	100 »
FERROUILLAT, 35, rue de Rivoli, Paris.	100 »
FERRÉ, BLOTTIÈRE et C <sup>ie</sup> , 28, rue de Richelieu, Paris.	100 »
SERVIN et C <sup>ie</sup> , 8, quai de Gesvres, Paris.	100 »
BOYER et MICHEL, 28, rue de Sévigné, Paris.	50 »
DEMONCOURT, 49, avenue Victor-Hugo, Boulogne.	50 »
FIÉVET, 53, rue Réaumur, Paris.	50 »

MM.	févr.	mars	avril	mai	juin	
ANSLER, 36, Grande-Rue, Créteil.			7 50	7 50		15 »
AUBERT, 62, rue de Paris, Pantin.				7 50		7 50
BARTHET, 1, rue de Phalsbourg, Paris.				10 »		10 »
BESLIER, 14, rue des Minimes, Paris.				10 »		10 »
BORNE, 4, place du Val, Vanves.			7 50	7 50	7 50	22 50
BOSTVIGER, 17, rue Sadi-Carnot, Drancy.			7 50	7 50		15 »
CABOCHE, 148, avenue Jean-Jaurès, Paris.	7 50	7 50	7 50	7 50		30 »
CAILLEROTTE, 28, boulevard de l'Hôpital, Paris.				20 »		20 »
CHOPIN, 32, boulevard Diderot, Paris.	7 50	7 50	7 50	7 50	15 »	45 »
DANET, 84, rue de l'Aqueduc, Paris.		7 50	7 50			15 »
DERVILLEZ, 15, rue Réaumur, Paris.				10 »		10 »
DREYER-DUFER, 114, rue de la Chapelle, Paris.				10 »		10 »
DUBOURG, 1, avenue Ménélothes, Colombes.					10 »	10 »
DUCHÉ, 133, avenue Saint-Ouen, Paris.	7 50	7 50	7 50	7 50		30 »
FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême, Paris.				7 50		7 50
A reporter.						2.397 50



	févr.	mars	avril	mai	juin	Report . . . . .	2.307 50
MM.							
GILBERT, 47, av. de l'Observatoire, Paris. . . . .				7 50		7 50	
GOBERT, 53, Grande-Rue, Boulogne. . . . .				20 »		20 »	
GREFFIER, 18, rue de Meudon, Clamart. . . . .				10 »	10 »	20 »	
GUIMOND, place de la Mairie, Parc Saint-Maur. . . . .	22 50	7 50	7 50	7 50		45 »	
HENNERLÉ, 3, rue Dufaut, Gentilly. . . . .				10 »		10 »	
HILBERT, 5, rue Carnot, Stains. . . . .					7 50	7 50	
HUBAC, 4, rue Méchin-He, Saint-Denis. . . . .			7 50	7 50	15 »	30 »	
KARTOW, 12, rue de la Boule-Rouge, Paris. . . . .				10 »		10 »	
LAURENCIN, 41, rue Clignancourt, Paris. . . . .					10 »	10 »	
LÉGER, 3, rue du Chemin-de-fer, Saint-Denis. . . . .			7 50	7 50	7 50	22 50	
LENAIN, 126, rue de la Pompe, Paris. . . . .					10 »	10 »	
LOISEL, 4, square des Marchonniers, Saint-Maur. . . . .					7 50	7 50	
MARIE, 112, rue Jean-Jaurès, Puteaux. . . . .				20 »		20 »	
PASSAT, 182, avenue de Versailles, Paris. . . . .				10 »		10 »	
QUENTIN, 19, rue Brochant, Paris. . . . .					40 »	40 »	
RAFFEGLAU, 3, rue de l'Amiral-Mouchez, Paris. . . . .				7 75		7 75	
RENARD, 142, avenue de Clichy, Paris. . . . .					10 »	10 »	
ROUSSEAU, 4, place de la République, Levallois. . . . .				10 »		10 »	
SOUCHEYRE, 118, avenue de Villiers. . . . .			7 50	7 50		15 »	
TRÉFAULT, carrefour Victor-Hugo, Alfortville. . . . .				7 50		7 50	
VARAGNIAC, 171, rue de Belleville, Paris. . . . .				7 50		7 50	
VERCELOT, 163, rue de Flandre, Paris. . . . .				10 »		10 »	
Total de la neuvième liste. . . . .						2.645 25	
Montant des listes précédentes. . . . .						29.589 75	
Total au 21 juin 1915. . . . .						32.235 »	

Extrait du procès-verbal de la Séance du  
**CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
du 8 juin 1915.

Présidence de M. LAURENCIN, Président.

*Etaient présents :* MM. LAURENCIN, COULLON, CRINON, FEUILLOUX, COLLIN, WALTER, GRÈS, LOISEL et POUILH.

*Excusés :* MM. TRINQUART et HERBAIN.

**Correspondance.** — M. LE PRÉSIDENT fait part au Conseil qu'il a reçu une carte de M. le Professeur GRIMBERT adressant ses remerciements pour les marques de sympathie qui lui ont été témoignées en notre nom par M. FEUILLOUX.

Madame Veuve EMERY adresse une carte de remerciements pour le témoignage confraternel donné à la mémoire de son mari, lors de la dernière Assemblée générale.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture au Conseil d'une lettre de M. DUFAU le remerciant des paroles prononcées à l'Assemblée générale, relativement à l'expiration de ses fonctions.

**Association Générale des Syndicats pharmaceutiques de France.** — La trente-huitième Assemblée générale annuelle de l'Association Générale des Syndicats pharmaceutiques de France aura lieu le vendredi 25 juin, à 9 h. 1/2 du matin, dans la salle des Actes de l'Ecole de Pharmacie de Paris.

Conformément aux statuts de l'A. G., le Conseil de la Chambre syndicale désigne, comme délégués temporaires à cette prochaine Assemblée générale, MM. FEUILLOUX, POUILH, GRÈS, COLLIN et WALTER.

**Approvisionnement du sucre.** — M. LE PRÉSIDENT. — Comme suite à certaines réclamations formulées par des confrères, j'ai demandé des éclaircissements à la Pharmacie centrale qui m'a répondu la lettre suivante :

« Nous avons pris connaissance de votre honorée du 29 courant et vous retournons ci-inclus la lettre que vous nous avez envoyée en communication.

« Effectivement, nous avons écrit à nos confrères que nous pouvions leur livrer du sucre, mais sur notre propre stock, car nous devons vous dire qu'actuellement nous pouvons nous approvisionner assez facilement.

« En conséquence, nous sommes tout à fait d'avis que, jusqu'à nouvel ordre, vous supprimiez les bons, quitte à les reprendre dans le cas où une difficulté quelconque viendrait à survenir pour l'approvisionnement. »



**Comité central des Chambres syndicales.** — M. LE PRÉSIDENT donne communication au Conseil d'une lettre adressée par M. le Secrétaire administratif du Comité central des Chambres syndicales demandant le paiement de la cotisation annuelle de la Chambre syndicale.

M. LE PRÉSIDENT. — Cette cotisation a été portée à trois cents francs par décision du Conseil en date d'avril 1914. Je n'ai pas voulu envoyer de réponse avant d'avoir votre approbation.

Le Conseil vote la somme de trois cents francs, montant de la cotisation habituelle.

**Augmentation de prix des eaux minérales.** — M. LE PRÉSIDENT fait part au Conseil de la lettre suivante qu'il a reçue de M. POSTEL :

« Je suis avisé de l'augmentation des BADOIT (0,29 aux pharmaciens).  
« Le prix de vente normal est de 0,35. Le public est suffisamment enclin à accuser le commerçant, et le pharmacien en particulier, d'augmenter sa marchandise (surtout une marchandise de première nécessité comme les Badoit).

« Cette augmentation est sans doute motivée et, dans ce cas, je crois que l'Administration de cette source ne pourrait opposer un refus systématique à remettre aux pharmaciens et aux détaillants une petite affiche qui serait exposée à l'intérieur et conçue dans des termes tels que les détaillants ne pourraient être suspectés d'être les auteurs de cette augmentation.

« Je pense qu'une démarche de quelques-uns des représentants de la Pharmacie auraient des chances de réussir. »

Comme suite à cette lettre, M. LAURENCIN a écrit à la maison LAURENT-BARRAULT pour qu'elle veuille bien nous donner des affiches concernant les nouveaux prix des *Badoit* et des *Conzan*.

M. LE PRÉSIDENT ajoute que l'augmentation de presque toutes les eaux minérales a eu une conséquence très importante, elle a amené une violation de la réglementation. Il a donc écrit à M. LONGUET, Secrétaire du Groupe des Tickettistes, la lettre suivante :

« Je m'empresse de vous signaler l'apparition d'un nouveau prix-courant des entrepositaires d'eaux minérales, *Compagnie de Vichy, Foucault et Laurent-Barrault*.

« Ce prix-courant contient une flagrante violation du principe de la réglementation que vous avez effectuée pour les Eaux de Vichy-Etat, Châtel-Guyon, Contrexéville-Pavillon, Evian-Cachat, Martigny, Vittel et Société générale de Vals.

« Sans entrer dans la discussion des motifs qui ont occasionné cette mesure draconienne qui prive les pharmaciens d'environ la moitié du maigre bénéfice qu'avaient bien voulu nous laisser les sourciers, il ne me paraît pas possible de laisser passer cette augmentation sans protester énergiquement auprès de votre groupe, qui a donné tant de fois des preuves de son dévouement à nos intérêts professionnels.

« Je suis persuadé que vous demanderez d'urgence à ces compagnies d'eaux minérales de vouloir bien réglementer à nouveau chacune des sources visées, avec un supplément de 0 fr. 05. C'est, à mon

« avis, le seul moyen d'obtenir des détaillants un prix de vente uniforme dont le besoin se fait sentir maintenant plus que jamais.

« Dans l'espoir d'un résultat favorable, je vous prie de croire... »

La réponse à cette lettre, sera portée à la connaissance de nos confrères, par la voie du *Bulletin*.

M. WALTER. — Je ferai remarquer au Conseil que dans le prix-courant de banlieue les marchands d'eaux minérales ont supprimé les prix de vente dans la colonne « réglementation ».

M. LAURENCIN. — La Compagnie de Vichy cependant a bien laissé dans la colonne « réglementation » les prix imposés.

M. FEUILLOUX. — Je voulais demander s'il n'avait pas paru regrettable à mes confrères de voir les maisons vendant des eaux minérales continuer à faire sur leurs prix-courants de la réclame pour les eaux étrangères austro-allemandes. La seule eau qui ait été supprimée est celle de Janos.

Le Conseil décide de signaler dans le *Bulletin* l'état d'esprit des marchands d'eaux minérales qui annoncent encore des produits de nations ennemies.

Nomination du directeur du « Bulletin ». — Le Conseil procède ensuite à l'élection du directeur du *Bulletin*, par bulletin secret.

M. FEUILLOUX est nommé à l'unanimité des membres présents pour l'exercice 1915-1916. Il remercie le Conseil de la confiance qu'il lui accorde à nouveau.

Intérêts commerciaux. — M. le Président donne lecture au Conseil d'une lettre très intéressante de M. DESVIGNES, ancien Président. Il estime que le moment serait particulièrement bien choisi pour reprendre, sous une forme et par des moyens à étudier, la question des vins de quina, kola, coca, gentiane, dont malheureusement la jurisprudence établie nous a dépouillés au profit d'industriels peu scrupuleux. Il pense qu'il ne serait pas impossible de faire rentrer dans la catégorie des produits à interdire par le gouvernement, toutes ces liqueurs à base de substances médicamenteuses dont l'emploi inconsidéré n'est peut-être pas sans influence sur la santé publique.

M. WALTER. — L'idée de M. DESVIGNES est excellente mais difficile à réaliser.

M. FEUILLOUX. — Il faudrait d'abord faire une étude juridique de la question.

M. CRINON. — Si les produits dont parle M. DESVIGNES étaient à base d'alcool nous pourrions tenter des démarches, mais ils sont tous à base de vin ou d'un excipient qui n'est pas l'alcool.

M. FEUILLOUX. — Nous pourrions informer notre confrère que nous restons dans le *statu quo*, étant donné la jurisprudence établie, trop importante pour entamer une nouvelle campagne avec des chances de succès, dans le moment présent. (Adopté.)

Ligue anti austro-allemande. — M. LE PRÉSIDENT. — Ceux d'entre vous qui étaient présents aux réunions de la fin de l'année passée



doivent se rappeler une proposition de M. Exos tendant à faire participer la Chambre syndicale à la Ligue Nationale anti austro-allemande. La cotisation du Syndicat pour cette adhésion était de 50 francs. Le Conseil, ayant déjà refusé de faire partie de la ligue présidée par M. MILLE, décida de ne pas s'affilier à ce nouveau groupement.

Or, M. Exos est venu me voir tout dernièrement, avec un membre influent de cette Ligue pour insister sur l'intérêt qu'aurait notre syndicat à être officiellement représenté. Il croit que lors de sa première proposition, les délégués de notre Conseil n'ont pas vu le but et l'intérêt commercial de la Ligue. Je lui ai donc proposé de venir lui-même, à notre prochaine réunion, fournir les explications nécessaires.

M. Exos expose au Conseil le but de la Ligue et signale les efforts tentés jusqu'à présent.

Le Conseil, après délibération, décide de maintenir à l'étude la proposition de M. Exos, pour supplément d'informations et une décision définitive sera prise à la prochaine réunion de juillet.

**Candidatures nouvelles.** — MM. MONIOTTE, 70, rue Legendre, Paris; TOTAÏN (Alfred-Paul), 34, rue des Francs-Bourgeois, Paris.

**Avis.** — Les confrères, membres de notre Syndicat, sont instamment priés de faire parvenir au Président de la Chambre syndicale, les observations ou protestations qu'ils auraient à formuler concernant les candidats ci-dessus.

**État de Caisse.** — M. le Trésorier donne lecture de son état de Caisse qui se solde par un excédent de 4.720 fr. 25 au 1<sup>er</sup> juin 1915.

La séance est levée à 4 heures.

## La Hausse du Prix des Eaux Minérales

Depuis le début de la guerre, MM. les marchands d'eaux minérales ont imposé à leurs clients deux tarifs nouveaux : l'un en janvier 1915, l'autre, fin mai, qui annule le précédent.

Par l'application de ce dernier tarif, les pharmaciens se trouvent dans l'obligation ou de vendre chaque bouteille avec *un centime ou deux* de bénéfice, ou d'augmenter *de cinq centimes* par unité toutes les sources touchées par la hausse.

Que devient, dans ces conditions, la réglementation des prix instituée par de nombreux sourciers et établie d'accord avec les groupes généraux ou particuliers de réglementation ?

Si l'on s'en tenait aux tarifs édités par les marchands d'eaux minérales, la question se trouverait radicalement tranchée. Ces Messieurs ont voulu ignorer un état de choses qui les gênait, puisqu'ils ont purement et simplement supprimé de leurs tarifs la colonne des prix réglementaires.

Avaient-ils le droit d'agir ainsi, sans demander l'avis des groupements officiels qui président à l'établissement et au fonctionnement de la réglementation?

Le bureau de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine ne l'a pas admis et son Président a adressé à M. LONGUET, secrétaire du groupe des Tickettistes, la protestation que l'on trouvera à l'extrait du procès-verbal du Conseil d'administration, séance du 8 juin.

Nous mettons sous les yeux du lecteur deux lettres traitant particulièrement de la hausse des eaux des sources Badoit et Couzan-Brault.

Paris, le 5 juin 1915.

Monsieur Laurent-Barrault,  
120, rue de Lyon, Paris,

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

« L'augmentation du prix de vente, aux pharmaciens, des sources  
« Badoit et Couzan-Brault, a amené une énergique protestation de la  
« part de nos confrères. Gagner 0 fr. 01 sur une bouteille d'eau n'est  
« vraiment pas commercial, il est donc fortement question de mettre  
« ces deux sources à 0 fr. 35.

« Vous faciliteriez grandement cette tâche aux pharmaciens en  
« mettant à leur disposition une petite affiche faite pour être exposée à  
« l'intérieur de chaque pharmacie, expliquant au public les raisons de  
« cette augmentation assez forte, puisque de 0 fr. 25 (prix de vente  
« avant la guerre) ces eaux ont monté à 0 fr. 30 et vont maintenant  
« être à 0 fr. 35 probablement.

« Je vous serai très obligé de vouloir bien soumettre notre proposi-  
« tion à l'Administration des sources Badoit et Brault et je ne doute  
« pas que MM. les Directeurs de ces Maisons voudront bien accéder à  
« notre désir.

« Notre Chambre syndicale se chargera de la distribution de ces  
« affiches aux pharmaciens de la Seine et ainsi tout le monde sera satis-  
« fait, pharmaciens et public.

« Dans l'espoir d'une réponse favorable, je vous prie d'agréer  
« Monsieur le Directeur, l'assurance de mes meilleurs sentiments. »

LE PRÉSIDENT.

Paris, le 9 juin 1915.

MONSIEUR,

« J'ai reçu votre lettre et suis tout à fait d'avis que les eaux dont  
« vous parlez doivent être vendues par vous 0 fr. 35 ; c'est beaucoup  
« dans ce but que le prix de 0 fr. 29 a été fixé pour que la pharmacie  
« y trouve enfin un bénéfice équitable, les explications hélas me sem-  
« blent superflues, tous les Français savent que main-d'œuvre de for-  
« tune, cavalerie, employés incompétents, hausses de toute sorte, 5 %  
« sur les clous, le bois, les fourrages, justifient très largement ces  
« augmentations qui très probablement ne seront pas encore suffi-  
« santes ; à mon avis ce sera 0 fr. 30 et 0 fr. 31 si la chaleur persiste  
« ou si une épidémie survient !

« Recevez mes sincères salutations. »

LAURENT-BARRAULT.



Par la réponse de M. Laurent-Barrault, nos confrères n'auront pas la satisfaction qu'espérait M. J. LAURENCIN, puisque M. Laurent-Barrault passe à côté de la question posée, sans même la mentionner.

Ceci ne nous empêche pas de remercier M. Laurent-Barrault du souci qu'il a eu spontanément de porter à 29 centimes le prix des Eaux de Badoit et de Couzan-Brault dans l'unique but d'éviter à nos confrères la tentation de les vendre au public, trente centimes seulement.

Il sera beaucoup pardonné à MM. les marchands d'eaux minérales pour ce soin particulier qu'ils ont pris de sauvegarder nos intérêts.

Nous pourrions, par la même occasion, les remercier également de souligner par cette mesure de protection la haute estime qu'ils ont du sens commercial de la grande majorité des pharmaciens que les plus avisés d'entre eux exercent quotidiennement « en vendant à petit bénéfice, pour vendre beaucoup ».

Nos remerciements se borneront là, pour aujourd'hui; mais c'est bien la faute de MM. Laurent-Barrault et Foucault qui me fourniront bientôt, je l'espère, une nouvelle occasion de leur témoigner ma reconnaissance en s'inscrivant généreusement à notre caisse de secours pour les pharmaciens mobilisés de la Seine.

Ces Messieurs, au milieu des difficultés énormes que leur procure la manipulation des caisses, des bouteilles et des millions de francs annuels, n'ont certainement pas eu le temps de s'informer qu'il y avait depuis la guerre beaucoup de leurs clients mobilisés qui n'ont même plus la ressource d'alimenter leur budget familial avec les bénéfices extravagants que laisse aux pharmaciens la vente des eaux minérales réglementées ou non.

Je prie les propriétaires des deux maisons désignées ci-dessus de me pardonner de les avoir réservés pour une mention spéciale, sans y adjoindre la Compagnie fermière des Eaux de Vichy. J'ai dû me rappeler deux choses : 1° la Compagnie de Vichy a répondu à notre appel en faveur des pharmaciens mobilisés; 2° la Compagnie de Vichy est fermière du domaine de l'Etat et vous comprendrez certainement, mes chers confrères, ma prudence, en ces temps de censure inexorable.

J. FEUILLOUX.

P.-S. — Si la sollicitude des marchands d'eaux minérales se manifeste d'une façon discutable à l'égard de leurs clients français, il ne semble pas qu'on doive les louer de l'avoir conservée d'une façon aussi évidente pour les eaux minérales austro-allemandes.

Leurs prix courants continuent à mentionner les sources de : *François-Joseph, Birmenstorf, Ems, Marienbad, Giesshübler-Mattoni*.

Ignorent-ils la loi du 7 avril 1913 ou ont-ils été influencés par le mauvais exemple que leur donne l'édilité parisienne qui maintient au sommet des kiosques et autres édicules des boulevards la manchette impressionnante du *bouillon Kub* ?

En réponse à sa protestation au sujet de la hausse, par les marchands d'eaux minérales, des sources réglementées, M. le Président a reçu

de M. LONGUET, secrétaire général du groupe des Tickettistes, la lettre suivante :

Paris, 23 juin 1913.

Monsieur le Président de la  
Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine,  
Paris.

MON CHER CONFRÈRE,

Devant les conditions onéreuses de transport, augmentation des frais généraux et verrerie, les Sociétés d'Eaux minérales se sont vues dans l'obligation d'augmenter leur prix de vente. En ce qui concerne les eaux minérales de notre groupe, nous vous prions de prévenir nos confrères que le prix minimum des eaux réglementées à notre groupe et ce, jusqu'à nouvel avis, devra être conforme aux prix ci-dessous indiqués.

Veuillez recevoir, mon cher Confrère, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

F. LONGUET.

**Eaux minérales réglementées au groupe des Tickettistes.**

NOMS DES SOURCES	Prix aux Pharmaciens	Prix de vente minimum au Public
Chatelguyon-Gubler . . . . .	» 66	» 75
Contrexéville-Pavillon . . . . .	» 70	» 80
Evian-Cachat . . . . .	» 58	» 65
Martigny . . . . .	» 66	» 75
Pougues-Alice . . . . .	» 62	» 70
Vals Saint-Jean . . . . .		
— Désirée . . . . .	» 66	» 75
— Dominique . . . . .		
— Magdeleine . . . . .		
— Précieuse . . . . .		
Vichy Célestins . . . . .		
— Grande-Grille . . . . .	» 66	» 75
— Hôpital . . . . .		
— Chomel . . . . .		
— Lucas . . . . .	» 48	» 60
— Parc . . . . .	» 38	» 60
Vittel Grande-Source . . . . .	» 66	» 75
— Salée . . . . .	» 66	» 75

**NÉCROLOGIE**

Notre confrère L. COLLESSON, délégué de la 8<sup>e</sup> circonscription au Conseil d'administration de la Chambre syndicale, pharmacien aide-



major de 1<sup>re</sup> classe, mobilisé à Vittel, a eu la douleur de perdre sa plus jeune fille Suzanne, décédée le 11 juin, à l'âge de 11 mois.

Nous adressons à notre ami et à M<sup>me</sup> COLLESSON déjà éprouvés par la mort récente de leur père le lieutenant-colonel Buisson, l'expression de notre sympathie et les regrets de ses collègues du Conseil.

M. QUENTIN, pharmacien, 19, rue Brochant, a été douloureusement frappé par la mort de son fils aîné, Henri QUENTIN, sergent au 117<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Après avoir pris part aux batailles de Virton, Montigny, la Marne, Roye-Lassigny, Henri QUENTIN a été fait prisonnier et est décédé en captivité à Niederzwehren près Cassel.

Le docteur VERWAEST, pharmacien, 169, rue Saint-Jacques, vient de perdre son gendre, le commandant BERTHON, du 51<sup>e</sup> régiment d'infanterie, tombé glorieusement aux Dardanelles. Cet officier de grande valeur avait été blessé à la bataille de la Marne où sa conduite lui avait mérité la rosette d'officier de la Légion d'honneur et une proposition pour le grade de lieutenant-colonel.

Le docteur VERWAEST, un des plus anciens membres de la Chambre syndicale, a un fils sur le front.

M. QUENTIN et M. VERWAEST voudront bien agréer les condoléances du Bureau de la Chambre syndicale.

M. A. ORAIN, pharmacien, 19, rue Franklin et M<sup>me</sup> ORAIN, ont eu la douleur d'apprendre la mort glorieuse de leur fils, âgé de 26 ans.

Parti le 2 août 1914 avec le grade de sergent au 26<sup>e</sup> régiment d'infanterie, il a pris part aux batailles de Charleroi et de la Marne. Blessé le 6 septembre à Sézanne et nommé sous-lieutenant, il est retourné au front, en octobre. Blessé de nouveau à Blangy et cité à l'ordre du corps d'armée, le 17 décembre, est retourné au combat, huit jours après et a pris part à toutes les actions des environs d'Arras. Le 16 juin 1915 il est tombé au champ d'honneur, au nord d'Arras, frappé par un obus ; la mort a été instantanée et c'est en ces termes que son capitaine l'a apprise à ses parents :

« Votre fils a été un modèle d'entrain et de bravoure ; il est resté au milieu de ses hommes, dans une tranchée qu'il savait particulièrement dangereuse, donnant à tous l'exemple du plus parfait courage. Il avait donné sa mesure le 17 décembre, alors qu'il avait arrêté une contre-attaque allemande, perdant lui-même cent dix hommes et tenant tête. C'était un brave ! »

« Au moment où il a été tué, il venait d'être blessé légèrement et je lui avais fait une application d'iode ; bien vite, il est retourné à son poste et c'est là qu'il est mort. »

La mort de ce valeureux officier est d'autant plus cruelle pour ses parents qu'ils ont encore sous les drapeaux deux fils animés du désir de venger le glorieux disparu.

Nous sommes l'interprète du Conseil de la Chambre syndicale en priant M. ORAIN et sa famille d'agréer notre hommage de bien sincère sympathie.

## DÉCORATION MILITAIRE

Notre confrère, M. MAS, pharmacien, 6, rue Jacob, brancardier divisionnaire, blessé au feu, cité à l'ordre du jour en mars 1915, vient de recevoir la Croix de Saint-Georges de Russie.

Avec nos félicitations nous adressons à notre confrère nos souhaits pour que bientôt lui soit attribuée la croix de guerre.

## MODIFICATIONS DU TARIF ACCIDENTS DU TRAVAIL

Nous sommes heureux d'apprendre que grâce aux efforts de notre éminent confrère, M. le Sénateur LIMOUZAIN-LAPLANCHE, de M. VAUDIN, Président honoraire et de M. CRINON, Secrétaire général de l'Association générale, un accord est intervenu entre nos dévoués représentants et le conseiller juridique, chef provisoire du contrôle des Assurances.

Cet accord est mentionné dans le procès-verbal ci-dessous, signé le 30 juin 1915.

Le Conseil de la Chambre syndicale prie M. le Sénateur LIMOUZAIN-LAPLANCHE, M. VAUDIN et M. CRINON d'agréer ses sentiments de gratitude pour le succès de leurs démarches persévérantes.

### Procès-verbal relatif à l'établissement d'une liste révisée des prix de certaines fournitures, en matière d'accidents du travail.

L'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France ayant porté auprès de M. le Ministre du Travail une demande tendant à la révision du tarif officiel, fixé par l'arrêté du 29 décembre 1911, révision qui serait justifiée par la hausse d'un certain nombre de produits pharmaceutiques résultant de l'état de guerre, M. le Ministre du Travail a convoqué dans une première réunion les représentants ou délégués désignés à cet effet par l'Association et le Président de la Réunion des Assureurs contre les accidents du travail.

Au cours d'une première réunion, il a été fait observer que la révision du tarif fixé par l'arrêté sus-indiqué ne pouvait en aucun cas résulter d'un simple accord des parties intéressées et nécessitait la réunion de la Commission instituée par l'arrêté du 20 mai 1905 rendu en application de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898.

La réunion de cette Commission étant impossible dans les circonstances présentes, les parties ont accepté de procéder par voie d'un accord amiable qui, laissant subsister le tarif officiel institué par l'arrêté du 29 décembre 1911, se substituerait provisoirement audit tarif, mais pour partie seulement, entre les intéressés qui y auraient donné leur adhésion.

Le Président de la Réunion des Assureurs fit d'abord observer que la



hausse des produits et la majoration de dépenses en résultant, ne pouvait trouver aucune compensation dans une augmentation de prime réclamée des assurés, de sorte que cette majoration devrait être prise toute entière sur la faible marge de bénéfices que réservent les assurances contre les accidents du travail. Il acceptera néanmoins, dans un esprit d'équité et de conciliation, de mettre à l'étude la réalité des majorations de prix sur lesquelles se fondait la demande des pharmaciens.

Il fut alors convenu que les représentants des Syndicats de pharmaciens feraient connaître à la Réunion des Assureurs contre les accidents du travail sur quels produits plus particulièrement frappés par la hausse portait leur demande de majoration de prix.

Une liste de produits pharmaceutiques et d'objets de pansements fut à la suite de cela dressée par MM. les pharmaciens et envoyée au Président de la Réunion des Assureurs.

Après examen de cette liste, et bien qu'il fut observé que la majoration de prix demandée aurait pour résultat de procurer aux pharmaciens un bénéfice sensiblement égal à celui qui était obtenu avant la guerre, il fut admis au cours d'une dernière réunion, présidée par M. le Conseiller juridique, chef provisoire du contrôle des assurances, qu'un accord pourrait être recommandé auprès de tous les intéressés sur les bases suivantes :

1° En ce qui concerne les produits pharmaceutiques mentionnés sur la liste communiquée par MM. les pharmaciens, les numéros de références proposés par cette liste sont admis.

2° En ce qui concerne les objets de pansements mentionnés sur la liste susvisée, de nouveaux prix sont fixés de telle manière que la marge de bénéfice réservée aux pharmaciens par la vente se trouve, malgré la hausse, sensiblement la même que celle dont ils bénéficiaient avant la guerre.

En conséquence, le tableau ci-après trace les accords qu'il a été convenu de présenter à l'acceptation des intéressés avec demande instante d'y souscrire, étant expliqué :

1° Que les prix de ce tableau n'auront effet que pour les fournitures faites entre le 1<sup>er</sup> janvier 1915 et le 31 décembre 1915 et resteront soumis au rabais prévu par l'article 2 de l'arrêté du 29 décembre 1911 ;

2° Que toutes les fournitures non visées par ce tableau faites pendant ce même délai, resteront soumises aux seules dispositions du tarif de 1911 ;

3° Qu'au 31 décembre 1915, ce dernier tarif redeviendra de plein droit, sauf nouveaux accords, seul applicables à toutes les fournitures sans exception.

Approuvé le 30 juin 1915.

Signé :

*Les représentants des pharmaciens,*  
LIMOUZAIN-LAPLANCHE  
et VAUDIN.

Signé :

*Les représentants des assureurs,*  
DELMAS et BEAUMONT.

## BULLETIN DE VARIATIONS

(Tarif Accidents du Travail)

DÉSIGNATION DES MÉDICAMENTS	Nouvelle référence au barème	DÉSIGNATION DES MÉDICAMENTS	Nouvelle référence au barème.
Acide acétyl salicylique . . . . .	41	Chlorure (proto-) de mercure (voir calomel).	
— borique officinal . . . . .	42	Chlorure (bi-) de mercure . . . . .	32
— pul. . . . .	13	Citrates (tous portés à trois numéros supérieurs).	
— citrique . . . . .	33	Codéine . . . . .	72
— phénique officinal . . . . .	24	— (phosphate de) . . . . .	76
— picrique . . . . .	24	Dermatol . . . . .	45
— salicylique . . . . .	36	Extrait de belladone . . . . .	42
— tartrique . . . . .	27	— d'opium . . . . .	60
— thymique . . . . .	50	— de quinquina rouge (Codex) . . . . .	45
Alcool rectifié à 90° . . . . .	28	— sec . . . . .	54
— — 80° . . . . .	25	Farine de lin . . . . .	9
— — 60° . . . . .	21	— de moutarde . . . . .	12
— camphré . . . . .	26	Formaldéhyde . . . . .	20
— — faible . . . . .	20	Gallate de bismuth . . . . .	45
Alcoolat de Fioravanti . . . . .	27	Gaze chiffon (v. taffetas chiff.).	
Aldéhyde formique . . . . .	20	Glycérine . . . . .	21
Analgsine . . . . .	42	— litre : 7 fr. 25.	
Antipyrine . . . . .	42	— 1/2 — 3 fr. 75.	
Argent colloïdal . . . . .	62	Graine de lin . . . . .	40
Aristol (Iodo-thymol) . . . . .	50	— — triée . . . . .	12
Aspirine . . . . .	41	Guimauve fleurs . . . . .	25
Azotate de bismuth . . . . .	42	— racine . . . . .	25
Baume de Fioravanti . . . . .	27	— pulv. . . . .	30
— Opodeldoch . . . . .	28	Hexaméthylène tétramine . . . . .	43
— — liquide . . . . .	28	Iode . . . . .	46
— — tranquille . . . . .	20	Iodoforme . . . . .	46
Benzoate de bismuth . . . . .	43	Iodures (tous augmentés de deux numéros).	
— de soude . . . . .	36	Lanoline . . . . .	33
— — du benjoin . . . . .	37	Laudanum de Rousseau . . . . .	42
Borate de soude pulvérisé . . . . .	12	— de Sydenham . . . . .	42
Bromhydrate de quinine . . . . .	54	Onguent mercuriel double . . . . .	30
Bromures (tous portés à deux numéros supérieurs).		— — belladoné . . . . .	34
Caféine . . . . .	50	— — simple . . . . .	20
Calomel pur . . . . .	34	Opium pulv. . . . .	51
— — additionné d'une poudre inerte . . . . .	34	Permanganate de potasse . . . . .	31
Carbonate de bismuth . . . . .	45	Phénol officinal . . . . .	24
Chloral hydraté . . . . .	35	Pommades mercurielles (voir onguent).	
Chlorhydrate de morphine . . . . .	68	Salicylate d'antipyrine . . . . .	50
— — de quinine . . . . .	54		
Chloroforme . . . . .	34		
— — anesth. . . . .	36		



Salicylate de bismuth . . . . .	44	Taffetas gommé au détail, le	
— de méthyle . . . . .	35	mètre carré : 6 francs.	
— de soude . . . . .	37	Taffetas chiffon, le mètre en	
Sirops (tous portés au numéro		longueur : 6 francs.	
de barème immédiatement		Taffetas chiffon au détail, le	
supérieur).		mètre carré : 8 francs.	
Sublimé corrosif . . . . .	32	Tannin à l'éther . . . . .	34
Sulfate de quinine . . . . .	52	Teinture d'iode. . . . .	34
Taffetas gommé, le mètre en		Thymol cristallisé . . . . .	50
longueur : 4 francs.		— bi-iodé . . . . .	50
Taffetas gommé, le 1/2 mètre :		Trional . . . . .	53
2 fr. 20.		Urotropine. . . . .	43
Taffetas gommé, le 1/4 de		Valérianate de quinine . . . .	54
mètre : 1 fr. 25.			

#### BANDAGES

	Enfants	Cadets	Adultes
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Bandage simple, inguinal ou crural. . .	4 »	5 »	6 »
— brisé double. . . . .	6 50	7 »	8 »
Ceinture ventrière . . . . .	» »	» »	8 »

#### OBJETS DE PANSEMENT

	Kil.	500 gr.	250 gr.	125 gr.	50 gr.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Coton hydrophile. . . . .	6 »	3 30	1 20	0 90	0 45
— — (par divisions) . . . . .	6 50	3 50	2 »	1 05	0 50
— ordinaire cardé . . . . .	» »	2 40	1 50	0 85	0 45
— — — la feuille . . . . .					0 15
— — — 0 <sup>m</sup> 50 . . . . .					0 50
— — — 1 mètre. . . . .					1 »
Gaze hydrophile purifiée, le paquet de 5 mètres . . . . .					2 75
— — — 1 mètre. . . . .					0 65
— iodoformée, le flacon de 1 mètre. . . . .					2 25

## LES PHARMACIENS AUX ARMÉES

La situation de nos confrères mobilisés est lente à s'améliorer, mais les efforts de ceux qui ont tenté d'éclairer le Ministre de la guerre et la Direction du service de santé ne sont pas restés sans résultat.

Puisqu'on a rendu aux usines les ouvriers spécialisés dans la fabrication des munitions et de l'armement, il a paru logique d'affecter au service de santé ceux que leurs études et leur profession avaient préparés à jouer un rôle utile dans les formations sanitaires.

Au fur et à mesure que la guerre se prolongera et surtout à l'époque où l'offensive tant désirée se généralisera, il deviendra évident que le rôle des pharmaciens s'étendra nécessairement dans les formations de l'avant comme dans l'intérieur du territoire.

Dans le service de santé comme dans d'autres services de l'armée, les lacunes de la préparation se sont manifestées pendant les onze mois de guerre, mais nous sommes assurés par des circulaires récentes de M. le Ministre que progressivement les pharmaciens pourront contribuer efficacement à l'œuvre de la Défense nationale.

Actuellement, tous les pharmaciens diplômés mobilisés, ainsi que les étudiants en pharmacie pourvus de 8 à 12 inscriptions, à l'exception des gradés, doivent être versés dans les sections d'infirmiers.

Prévoyant de nouvelles nominations aux grades d'aide-major, M. le Ministre de la guerre a distingué les catégories suivantes dans sa circulaire du 7 mai :

- a) Pharmaciens qui, antérieurement à la mobilisation, avaient satisfait à l'examen d'aptitude au grade de pharmacien aide-major de 2<sup>e</sup> classe du cadre auxiliaire du service de santé et non nommés.
- b) Professeurs et professeurs agrégés dans les Ecoles supérieures de pharmacie, les Facultés mixtes et Ecoles de médecine et de pharmacie.
- c) Docteurs ès-sciences, pharmaciens en chef des hôpitaux, nommés par voie de concours.
- d) Docteurs en pharmacie ou en médecine, chefs des travaux pratiques dans les Ecoles supérieures de pharmacie ou dans les Facultés mixtes de médecine et de pharmacie.
- e) Licenciés ès-sciences, préparateurs titulaires des cours, dans les Ecoles supérieures de pharmacie, les Facultés de médecine et de pharmacie, anciens internes des hôpitaux nommés au concours dans les villes où existe une Ecole supérieure de pharmacie ou une Faculté mixte de médecine et de pharmacie.

Nous ignorons si les promotions ont été nombreuses, mais la perspective d'améliorations progressives reste ouverte pour le corps pharmaceutique mobilisé. Ce qui est juste et conforme à l'intérêt général ne peut manquer de se produire à échéance plus ou moins longue.

J. F.



## BULLETIN DE VARIATIONS

(Tarif de la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine)

Les Confrères sont priés de mettre en tête de leurs prochaines factures la mention suivante : « Mémoire fait avec le nouveau Bulletin de variations, en date du 1<sup>er</sup> Avril 1915.

DÉSIGNATION DES MÉDICAMENTS	Nombres de référence au barème	DÉSIGNATION DES MÉDICAMENTS	Nombres de référence au barème
Acide acétyl salicylique . . . . .	50	Benzoate de bismuth . . . . .	46
— borique officinal . . . . .	12	— de lithine . . . . .	40
— — pulv. . . . .	13	— de soude . . . . .	38
— citrique . . . . .	33	— — du benjoin . . . . .	37
— phénique officinal . . . . .	36	Benzo-naphtol . . . . .	46
— picrique . . . . .	36	Bétol . . . . .	46
— salicylique . . . . .	40	Borate de soude pulv. . . . .	12
— tartrique . . . . .	27	Bourdaine . . . . .	26
— thymique . . . . .	50	Bromhydrate de quinine . . . . .	54
Alcool rectifié à 90° . . . . .	28	Bromures (tous augmentés de 5 numéros, ex. :	
— — à 80° . . . . .	25	Bromure de potassium : 35	
— — à 60° . . . . .	21	au lieu de 30)	
— camphré . . . . .	26	Caféine . . . . .	52
— — faible . . . . .	20	Calomel pur . . . . .	31
Alcoolat de Fioravanti . . . . .	27	Calomel pur additionné d'une	
Aldéhyde formique . . . . .	20	poudre inerte . . . . .	34
Alun pulv. . . . .	12	Camphre monobromé . . . . .	40
Amidon pulv. . . . .	12	Carbonate de bismuth . . . . .	47
Amidopyrine . . . . .	52	— de gâicol . . . . .	48
Ampoules (même tarification		Chloral antipyrine . . . . .	50
avec augmentation de 0,05		— hydraté . . . . .	35
par c. c. et par ampoule,		Chlorate de potasse . . . . .	22
pour 2, 3, 4 et 5 c. c.		— — pulv. . . . .	23
Analgsine . . . . .	48	— soude . . . . .	34
Antipyrine . . . . .	48	Chlorhydrate de morphine . . . . .	70
Argent colloidal . . . . .	62	— de quinine . . . . .	54
Aristol Bayer (supprimé) . . . . .		Chloroforme . . . . .	34
Aristol (Iodo-thymol) . . . . .	50	— anesth . . . . .	36
Aspirine . . . . .	50	Chlorure d'éthyle, le tube 2,25	
— Bayer (supprimée) . . . . .		— (proto-) de mercure	
Azotate (sous-) de bismuth . . . . .	45	(voir Calomel).	
Azotate de pilocarpine . . . . .	70	Chlorure (bi-) de mercure . . . . .	32
Azotate de potasse pulv. . . . .	21	Cigarettes médicinales,	
Baume de Fioravanti . . . . .	27	les 10 : 0 fr. 90.	
— Opodeldoch . . . . .	30	Citrates (tous portés à trois	
le flacon : 1 fr. 70		numéros supérieurs).	
le 1/2 flacon : 1 fr.		Coca, feuilles . . . . .	30
Baume Opodeldoch liquide . . . . .	30	Codéine . . . . .	72
— du Pérou . . . . .	41	— (phosphate de) . . . . .	76
— Tranquille . . . . .	20		

Comprimés d'aspirine à 0gr.50	52	Onguent mercuriel double.	30
Crème de tartre	26	— — belladoné	34
— — soluble	28	— — simple	20
Dermatol	48	Opium pulv.	51
Diastase	53	Oxyde de magnésium (peroxyde)	48
Eau dist. de rose	15	Oxyde de zinc (peroxyde)	45
Eaux minérales (toutes augmentées de 0 fr. 05).		Pancréatine	51
Ectogan	45	Pastilles (toutes portées au numéro de barème immédiatement supérieur).	
Espèces pectorales	26	Pepsine officinale	50
Extrait de belladone	42	Permanganate de potasse	31
— fluide de bourdaine	45	Pessaires Dumontpallier, de 1 à 5 : 3 fr. 50; au-dessus, 0 fr. 25 en plus par numéro).	
— — de coca	36	Phénacétine	43
— d'opium	60	Phénol officinal	36
— de quinquina rouge (Codex)	45	Pommades mercurielles (voir Onguents).	
Extrait de quinquina rouge sec	54	Poudre de Dower	42
Farine de lin	9	— de réglisse composée	29
— de moutarde	12	Pyramidon	52
Fécule de pommes de terre	12	— Creil (supprimé)	
Fleurs pectorales	26	Salsepareille	27
Formaldéhyde	20	Salicylate d'amyle	45
Frêne (feuilles)	12	— d'antipyrine	50
Gaiacol crist.	45	— de bismuth	47
Gallate de bismuth	48	— de méthyle	43
Gaze chiffon (voir Taffetas chiffon)		— de naphtol	46
Glycérine	21	— de phénol	37
— Litre, 7 fr. 25; 1/2 litre, 3 fr. 75.		— de pyramidon	59
Graine de lin	10	— de soude	45
— — triée	12	Salol	37
Guimauve fleurs	25	Santonine	62
— racine	25	Sel de nitre pulv.	21
— pulv.	30	Seringues de Pravaz stérilisables, 8 francs	
Hexaméthylène tétramine	43	Sirops (tous portés au n° du barème immédiatement supérieur).	
Hopogan	48	Sublimé corrosif	32
Hydrate d'amylène	52	Sulfate de quinine	52
Hypnal	50	Sullogaiacolate de potasse	42
Iode	46	Taffetas chiffon, au détail : 8 francs le mètre carré; 6 fr. le mètre en longueur.	
Iodoforme	46	Taffetas gommé :	
Iodures (tous augmentés de trois numéros au barème, ex. : Iodure de potassium : 43 au lieu de 40).		en } le mètre : 4 francs.	
Ipécacuanha, racine pulv.	47	longueur } le 1/2 mètre : 2 fr. 20	
Lanoline	35	les 25 cent. : 1 fr. 25.	
Laudanum de Rousseau	42	au détail : 6 francs le mètre carré.	
— de Sydenham	42		
Maltine	53		
Morphine basique	72		
Oeuf, la pièce 0,30.			



Tannin à l'alcool . . . . .	36	Thymol cristallisé . . . . .	50
— à l'éther . . . . .	36	— bi-iodé . . . . .	50
Teinture d'iode . . . . .	34	Trional . . . . .	53
Théobromine . . . . .	54	Urinal en verre : 2 fr. 50.	
Thermomètre médical à ma- xima : 5 francs.		Urotropine . . . . .	43
— contrôlé : 8 francs.		Valérianate de quinine . . .	54
Thiocol . . . . .	42	Valériane officinale . . . .	21
— Roche . . . . .	53	— pulv. . . . .	25

# BANDAGES

	Enfants fr. c.	Cadets fr. c.	Adultes fr. c.
Bandage simple, inguinal ou crural. . .	4 »	5 »	6 »
— brisé double . . . . .	6 50	7 »	8 »
Ceinture ventrière. . . . .	» »	» »	8 »

# OBJETS DE PANSEMENT

	Kil. fr. c.	500 gr. fr. c.	250 gr. fr. c.	125 gr. fr. c.	50 gr. fr. c.
Coton hydrophile. . . . .	7 »	3 75	2 »	1 10	0 50
— — par divisions. . . . .	7 »	3 75	2 »	1 10	0 50
— ordinaire cardé. . . . .	6 75	3 60	2 90	1 »	0 45
— — — la feuille. . . . .					0 45
— — — 0 m. 50. . . . .					0 60
— — — 1 mètre. . . . .					1 10
Gaze hydrophile purifiée, le paquet de 5 mètres. . . . .					3 »
— — — — 1 — . . . . .		1 —			0 70
— iodoformée, le flacon de 1 mètre . . . . .					2 50
— — — — 0 m. 50 . . . . .					1 50

*Avis.* — Ces prix s'entendent pour Paris seulement, le prix de revient étant augmenté en Province pour les multiples frais supplémentaires occasionnés par suite de la mobilisation et les grandes difficultés de réapprovisionnement.

## INFORMATIONS

---

### Sociétés

Suivant acte s. s. privés du 1<sup>er</sup> mai 1913, il a été formé entre MM. BAZÉ, LEPLUS et C<sup>ie</sup> une Société au capital de 7.000 francs pour l'exploitation de produits pharmaceutiques.  
(Petites Affiches du 1<sup>er</sup> juin 1913.)

---

### Diplôme visé

M. CESTAC (Armand), 32, rue Pixérécourt.

---

### Cession d'officine

M. PROELINGER a cédé l'officine sise à Ivry, 10, rue de la Mairie, à M. RIFFAUD.

Les héritiers et représentants de M. PÉLISSIER, ont cédé l'officine sise à Paris, avenue de Clichy, 182, à M. GABAIL.

---

### Maison étrangère mise sous séquestre

ROKEACH, Autrichien, pharmacien, rue de Clamart, 5, Boulogne (Seine), 7 juin. BIRAUD, huissier.

---





# MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

*Aérogène.	Drepachol.	Malactine.
Alliés (Bandage des).	Drepadys.	*Mathias (du Frère).
Alliés (Baume des).	Echarpette (L').	Menthosote.
Alliés (Droguerie).	Eutocine.	Methylarsitol.
Alliés (Herboristerie).	Flamande (Poudre).	*Miers (Produits de).
Alliés (Pharmacie des).	*Flammagène.	1914-1915.
Alliés (Tonique des).	*Flammigène.	Mon Cachet.
Alliés (Topique des).	*Flammogène.	*Niagara.
*Américaine (Menthe).	Fruitone.	*Nikalgin.
Anémicure.	Fulgogène.	Nili (Peter).
Anthoin (Tube).	Fulgogène.	Occipoux.
Anti-Poux (L').	Gaiocalcose.	Officiel (Laboratoire).
*Antoxa.	Gazo-Phosphaté.	Ovo-Colloides.
Aquaperia.	Gazol.	Oxipou.
Aristoquinine.	*Genneau (Cachet).	Oxyvie.
Aspirase.	*Georges (Saint-).	Pacific.
*Aspirine Désalié.	Glacia.	Peptodiase.
Assainilo.	*Guéripiaie (Pommade).	Perboral.
*Atlantic.	Hématoxyde.	Peter Nili.
Atomer.	Hexaphose.	Pétréol.
Augustina (Liqueur).	Humanitol.	Phénaspirine.
Augustini (S. P.).	Hydriol.	*Phénix (Menthe).
Augustinien.	Hygiénic.	Phospharginol.
*Augustins.	Hygiénof.	Phosphargyre.
*Bacilline (La).	Inalgy.	*Picon (Kina).
*Balance (Une).	Iodacétol.	*Plasmose.
*Banania.	Iodo-Jet.	*Poilu (Un).
*Brasérogène.	*Iodotanine.	*Poilu (Le).
*Brissac (Vin D').	Iodoxy.	*Poilus (Poudre des).
*Bromalgine.	Iosantol.	Postal du Soldat.
Bromocarpine.	*James (Saint-).	*Pulvéline.
Bruel (Capsules).	Jet d'Iode.	Purifilo.
*Calvet (Institut D').	Jet (Iodo).	14.
*Célestin.	*Joffre (Kina).	14-15.
Chloriamine.	Kolatine.	*Raison (Colicure).
Colicure Raison.	Kolicure Raison.	Ravitaillement du Sol-
Dervalys (D').	*Lactan.	dat.
Désalié (Aspirine).	Lactoforme.	*Raynaud (Vin).
*Digestase.	Lafran.	*Ricqlès (Menthe de).
Dipsol.	Lambiotte frères.	Ripaton.
Dixi.	Leucorix.	Sanogénol.
Djemeline.	*Leucoréol (Pilules).	Santoid.
Dmeco.	Leucosiline.	Santoil.
Dmedys.	Leucosine.	*Sapinol.
Dmesta.	Leucosinol.	Savoforme.
*Doundaké (Le).	Loxa (D').	Savoformol.
*Dozières (Eau).	Madrila.	Sédatum.
Drepachol.	Magra.	*Semeuse (A la).

Serreplaie (Bande).	Thémizal.	Versomnal.
Soldat (Postal du).	Thermogyl.	Victoire (Vin de la).
Soldat (Ravitaillement du).	Thiococaine.	*Vierge Noire.
*Spermathanaton.	Thymo-French.	Virginical (Baume).
Sperton.	Tophosal.	Volta-Cuprum.
Speton.	Tophosalit.	Volta-Martium.
*Sport (Kola).	Urax.	Volta-Rhodium.
*Stimulol.	*Uriquesol.	Volta-Sélénium.
*Strychnarsitol.	Urodozine.	Voltargyre.
Terpyl.	Urométine.	*Y a Bon.
*Thémis.	Vaury (Produits).	
	Végétoxyde.	

Les Pharmaciens (spécialistes ou détaillants) peuvent s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités, leurs dépôts de marques, ainsi que pour les conseils techniques à l'occasion des marques de fabrique.

Tous renseignements sur les marques ci-dessus sont entièrement gratuits.

*Le Directeur du Bureau des Marques,*

J. Louis Jeune.

*Le Gérant, E. HÉLIE.*

43419. — Paris. Imp. Deau et C<sup>e</sup>, 22, rue Dussoubs. — 5-1915.



# CONSEIL D'ADMINISTRATION

POUR L'ANNÉE 1915-1916

## I. BUREAU

MM.

PRÉSIDENT :	LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt (XVIII <sup>e</sup> ). — <i>Mardi matin à son domicile, mercredi et samedi à 3 h. au Siège social.</i> — NORD 27-82.	
VICE-PRÉSIDENT :	BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (XVIII <sup>e</sup> ). — <i>Vendredi à 2 h. à son domicile, jeudi et samedi, à 3 h., au Siège social.</i> — WAGRAM 02-76.	mobilisé.
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :	PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernay, à Paris (XIV <sup>e</sup> ). — <i>Vendredi et samedi, au Siège social, à 3 h.</i>	mobilisé.
SECRÉTAIRE ADJOINT :	BERNHARD, 11, rue Lafayette (IX <sup>e</sup> ). — <i>Mardi et samedi, à 3 h. au Siège social; Jeudi à son domicile.</i> — GUTENBERG 49-33.	mobilisé.
TRÉSORIER :	COULLON, 108, rue Vieille-du-Temple (III <sup>e</sup> ).	
ARCHIVISTE :	CRINON, 45, rue de Turenne (III <sup>e</sup> ).	
DIRECTEUR DU BULLETIN :	FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (XI <sup>e</sup> ).	

## II. CONSEILLERS

M.

ANCIEN PRÉSIDENT :	CORDIER, 27, rue de la Villette (XIX <sup>e</sup> ).	mobilisé.
--------------------	--	-----------

## DÉLÉGUÉS DES CIRCONSCRIPTIONS

MM.

1 <sup>re</sup> (1 <sup>er</sup> et II <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	LONGUET, 54, rue des Lombards (I <sup>er</sup> ). — <i>Mercredi après-midi.</i> — CENTRAL 46-56.	
2 <sup>e</sup> (III <sup>e</sup> et IV <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	NORMAND, 324, rue Saint-Martin (III <sup>e</sup> ). — <i>Lundi matin, de 9 h. à 11 h.</i> — ARCHIVES 36-53.	
3 <sup>e</sup> (V <sup>e</sup> et VI <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	HERBAIN, 44, rue Saint-André-des-Arts. — GODELINS 28-99.	
4 <sup>e</sup> (VII <sup>e</sup> et XVI <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	LENAIN, 126, rue de la Pompe (XVI <sup>e</sup> ). — <i>Lundi matin.</i> — PASSY 99-08.	mobilisé.
5 <sup>e</sup> (VIII <sup>e</sup> et XVII <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	PELLISSIER, 33, avenue de Villiers (XVIII <sup>e</sup> ). — <i>Jeudi, de 2 h. à 4 h.</i> — WAGRAM 14-59.	mobilisé.
6 <sup>e</sup> (IX <sup>e</sup> et XVIII <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	GAUCHER, 157, Boulevard Magenta.	mobilisé.
7 <sup>e</sup> (X <sup>e</sup> et XIX <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	COLLIN, 19, boulevard Magenta (X <sup>e</sup> ). — <i>De 1 h. à 3 h.</i> — NORD 15-18.	
8 <sup>e</sup> (XI <sup>e</sup> et XX <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	COLLESSON, 5, rue d'Angoulême (XI <sup>e</sup> ). — <i>Jeudi, de 2 h. à 4 h.</i>	mobilisé.
9 <sup>e</sup> (XII <sup>e</sup> et XIII <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	BOINOT, 18, place d'Italie, le <i>Mercredi matin.</i> — GOR. 26-75.	mobilisé.
10 <sup>e</sup> (XIV <sup>e</sup> et XV <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	WEILL, 7, avenue d'Orléans (XIV <sup>e</sup> ). — <i>Dimanche matin.</i> — GOR. 23-39.	mobilisé.
11 <sup>e</sup> (LEVALLOIS) :	DELMOND, 4, avenue Sainte-Foy, à Neuilly-sur-Seine. — <i>Mardi matin.</i>	mobilisé.
12 <sup>e</sup> (ASNIÈRES) :	WALTER, 2, rue Denis-Papin, à Asnières.	mobilisé.
13 <sup>e</sup> (SAINT-DENIS) :	TRINQUART, 69, avenue de Paris, à la Plaine-Saint-Denis. — <i>Mardi matin.</i> — 5-52.	
14 <sup>e</sup> (AUBERVILLIERS) :	GRÈS, à Noisy-le-Sec.	
15 <sup>e</sup> (MONTREUIL) :	FAYOL, 17, boul. de Belfort, à Montreuil-sous-Bois.	mobilisé.
16 <sup>e</sup> (SAINT-MAUR) :	LOISEL, 4, square des Marronniers, à Saint-Maur. — <i>Jeudi.</i>	
17 <sup>e</sup> (IVRY) :	POUILH, 27, route de Choisy, à Ivry.	
18 <sup>e</sup> (MONTROUGE) :	PRÉVOST, 45, rue Houdan, à Secaux.	

### III. COMITÉ DISCIPLINAIRE

#### MM.

PRÉSIDENT :	LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt (XVIII <sup>e</sup> ).
VICE-PRÉSIDENT :	BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (XVIII <sup>e</sup> ).
SECRÉTAIRE :	PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernet (XIV <sup>e</sup> ).
ARCHIVISTE :	DESIGNES, 2 bis, rue Gustave-Zédé (XVI <sup>e</sup> ).
MEMBRES TITULAIRES :	BILLON, 50, av. de Villeneuve-l'Étang, à Versailles (S.-et-O.).
	BRISSENET, 141, rue de la Tour (XVI <sup>e</sup> ).
	BOUSQUET, 140, faubourg Saint-Honoré (VIII <sup>e</sup> ).
	DUMOUTHIER, 19, rue de Bourgogne (VII <sup>e</sup> ).
	LACROIX, 31, rue Philippe-de-Girard (X <sup>e</sup> ).
	LAFAY, 54, rue de la Chaussée-d'Antin (IX <sup>e</sup> ).
	RENARD, 8, rue de Passy (XVI <sup>e</sup> ).
	WEIL, 62, route d'Orléans, à Montrouge.
MEMBRES ADJOINTS :	FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (XI <sup>e</sup> ).
	GUILLAUMIN, 168, boulevard Saint-Germain (VI <sup>e</sup> ).
	RENGNIEZ, 56, rue de Passy (XVI <sup>e</sup> ).

#### IV. COMMISSIONS

#### MM.

CONSEIL DE FAMILLE :	LAURENCIN, <i>Président</i> , BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CRINON, COULLON, CORDIER, FEUILLOUX.
CONTENTIEUX :	LAURENCIN, <i>Président</i> , BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CORDIER, CRINON, FEUILLOUX, LONGUET, HERBAIN.
ÉTUDES :	PÉAN, <i>Président</i> , COLLESSON, CORDIER, HERBAIN, LENAIN, LONGUET, PELLISSIER, WEILL.
MUTUALITÉ :	BERNHARD, <i>Président</i> , COLLIN, FAYOL, N., GRÈS, N., POUILH.
INTÉRÊTS COMMERCIAUX :	BARTHET, <i>Président</i> , BOINOT, FAYOL, LENAIN, NORMAND, WEILL, N.
TARIF :	PÉAN, <i>Président</i> , BERNHARD, <i>Secrétaire</i> , BOINOT, CRINON, DELMOND, TRINQUART, NORMAND.
FINANCES :	LOISEL, <i>Président</i> , BERNHARD, LONGUET, COULLON, N.
BULLETIN :	FEUILLOUX, <i>Président</i> , LAURENCIN, BARTHET, PÉAN, BERNHARD, LONGUET, <i>Administrateur du service de Publicité</i> .

### CONSEIL JUDICIAIRE

#### MM.

MORET, avocat à la Cour de cassation, 211, boulevard Saint-Germain (VII <sup>e</sup> ).
POIGNARD, avocat à la Cour d'appel, 3, rue Danton (VI <sup>e</sup> ).
CLAPPIER, avoué à la Cour d'appel, 241, boulevard Saint-Germain (VII <sup>e</sup> ).
HÉBERT, avoué au Tribunal civil de la Seine, 3, rue des Pyramides (I <sup>re</sup> ).
DORÉ, huissier, 17, rue du Bouloi (I <sup>re</sup> ).
BAREILLIER-FOUCHÉ, expert-comptable des Tribunaux, 16, rue Condorcet (IX <sup>e</sup> ).
HÉLIE, agent judiciaire, au Siège social.

### ASSURANCES

MAURICE LAJOUX, assureur-conseil, 12, rue de Provence (IX<sup>e</sup>). Tél. : CENTRAL 75-54.

### SERVICE DE LA PUBLICITÉ

MAURICE ROUFF, agent de la publicité, 17, rue du Delta (IX<sup>e</sup>).



**BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE**  
DES  
**PHARMACIENS DE LA SEINE**  
(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

31 Juillet 1915.

**SOMMAIRE**

De Charybde en Scylla, p. 171. — L'Industrie des Produits pharmaceutiques en France, p. 172. — La substitution des Marques françaises aux Marques allemandes, p. 173. — Caisse de secours en faveur des familles des pharmaciens mobilisés de la Seine, p. 176. — Souscription au profit des Pharmaciens mobilisés du département de la Seine, p. 176. — Comité inter-syndical des pharmaciens de la Seine, p. 178. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Administration du 6 juillet 1915, p. 179. — Administration générale de l'Assistance publique à Paris, p. 182. — Nouveau tarif des eaux minérales réglementées au groupe des Ticketistes, p. 183. — Observation relative au tarif Accidents du travail, p. 183. — Bulletin de variations, p. 184. — Nécrologie, p. 184. — Promotions et décorations militaires, p. 184. — Informations, p. 186. — Marques de fabrique, p. 187.

**De Charybde en Scylla**

Dans les premiers jours de juillet, nos confrères ont dû recevoir un billet de faire-part qui leur a causé, comme à moi-même, une impression double.

Ce billet était un faire-part de naissance, mais en l'examinant attentivement, je le voyais s'encadrer peu à peu de la funèbre bordure noire. Mes yeux entrevoyaient-ils la mort prochaine des nouveau-nés, ou le signe fatal d'un nouvel attentat contre nos prérogatives?

Nous étions informés qu'au firmament toujours serein de la spécialité de nouvelles étoiles se levaient : elles ont la forme de *cachets réglementés*.

Dans la pensée de leurs exploiters (je ne peux vraiment pas dire de leurs inventeurs), ces constellations doivent s'ajouter à la brillante pléiade qui trace la voie douloureuse où se traîne péniblement le Char de la Pharmacie française.

Comme tous les nouveau-nés, ces cachets réglementés ont besoin de parrains qui les produiront au jour de l'officine, seul milieu possible, je n'écris pas, *légal*, pour leur existence que je souhaite précaire.

Allons-nous être ces parrains bénévoles? Si notre diplôme ne nous laisse plus que la faculté de revendre, avec un bénéfice réglé d'avance, des *produits purs*, que nous n'aurons même pas à serrer dans l'écrin de pâte azyme, mais que nous devons délivrer, sous notre responsabilité, à des clients médusés par la réclame, il vaut mieux, au milieu du cataclysme actuel, appeler de tous nos vœux la fermeture des Ecoles de Pharmacie!

Pendant des années, nous avons été infestés de produits en *al...* boches : à peine avons-nous eu quelques mois pour respirer un air plus léger et voilà que roule vers nous, en petits blocs enfarinés, l'avalanche des produits purs, de fabrication française.

Confrères, veillons au grain! Au prix de la guerre actuelle, nous avons évité Charybde; gare à Scylla!

J. FEUILLOUX.

## L'Industrie des Produits pharmaceutiques en France

L'étude sommaire que nous avons publiée dans le dernier *Bulletin*, sur *l'Industrie chimique en Allemagne* peut être considérée comme le préambule du sujet que nous nous proposons de traiter aujourd'hui.

A défaut de documents officiels centralisés par un Office qui n'existait pas avant la guerre (lacune comblée depuis, par la création de l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques) nous avons la bonne fortune de pouvoir faire connaître la situation des produits pharmaceutiques en France, avant la guerre, par l'analyse de la Conférence faite, le 17 avril 1915, par M. E. FOURNEAU, devant la Société d'encouragement pour l'industrie nationale (1).

M. E. FOURNEAU est un des chimistes les plus brillants parmi ceux que l'Ecole de pharmacie de Paris a donnés à l'industrie. Inventeur de la stovaine, attaché successivement aux établissements POULENC, aux usines du Rhône, à l'Institut Pasteur, il possède à fond le sujet qu'il a traité avec succès, devant un auditoire de savants et d'industriels.

Aujourd'hui nous nous bornerons à l'analyse de la première partie de la conférence, dans laquelle M. FOURNEAU s'occupe des médicaments d'origine minérale et organique qui sont entrés à titre définitif dans l'arsenal thérapeutique.

Pour les remèdes d'origine minérale, tels que les dérivés de l'iode, du bismuth, du mercure, de l'arsenic, les sels de lithine, etc., les Allemands n'avaient sur notre propre marché qu'une place insignifiante. Il n'en était pas de même pour les dérivés du brome, les sels de magnésium et de potassium.

Le raffinage des sels de potassium du bassin de Stassfurt alimentait en France et dans toute l'Europe la consommation du brome qui n'étant qu'un sous-produit des richesses minérales de Stassfurt peut être vendu à des prix excessivement bas.

Le seul concurrent des Allemands pour le brome est la République des Etats-Unis du Nord dont les producteurs se sont d'ailleurs, depuis quelques années, entendus avec les Allemands pour éviter l'avalissement des prix.

La France et l'Angleterre ne peuvent recevoir le brome des Etats-Unis, en raison des dangers du transport de ce corps. Aucune ligne régulière de navigation ne consent à le charger et même les cargos indépendants ne le transportent qu'exceptionnellement.

Il est à prévoir que la dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'Allemagne pour le brome persistera, car si les transformateurs de brome s'affranchissaient de Stassfurt pour s'approvisionner en Amérique, les producteurs allemands abaisseraient le prix des bromures sur le marché mondial à des limites inabordables pour leurs concurrents.

M. FOURNEAU est plus optimiste en ce qui concerne les sels de potassium.

Quant aux médicaments organiques, les Allemands ayant été les

(1) Cf. *Bulletin des Sciences pharmacologiques* (mai-juin 1915), page 129.



promoteurs de l'industrie des remèdes synthétiques, ils se sont trouvés, dès la première heure, dans une situation privilégiée. Ce n'est que longtemps après le début de l'étonnante fortune de l'antipyrine, que l'industrie française est intervenue.

Actuellement l'antipyrine, le pyramidon, l'acide acétyl-salicylique, la pipérazine, l'acide diétyl-barbiturique ou véronal, l'éthyl-carbonate de quinine ou euquinine sont fabriqués en France. Au fur et à mesure que le besoin s'est fait sentir, on est parvenu à fabriquer la plupart des médicaments connus, sauf le sulfonal et ses dérivés immédiats et peut-être la phénacétine.

Mais en temps de paix, le jeu normal des forces économiques avait amené les grands Etats industriels, tels que la France, l'Angleterre, l'Italie, les Etats-Unis, à recourir à l'Allemagne, pour se procurer bon nombre de matières premières qui sont en elles-mêmes des produits ouvrés et dont la fabrication dans ce pays était considérable pour de multiples usages autre que la fabrication des produits pharmaceutiques.

Que deviendra cette situation prépondérante de l'Allemagne après la guerre?

Pendant la guerre, des concurrents surgissent tels que l'Angleterre, les Etats-Unis qui s'efforcent de tirer parti, au point de vue chimique, de leurs industries minières.

Il y aurait avantage pour la France à se faire le pivot d'une alliance économique étroite avec les industriels anglais, suisses, russes, italiens, afin de mettre en commun les matières premières, la main-d'œuvre, le personnel scientifique, pour lutter contre l'Allemagne.

Quelles sont les matières premières nécessaires à l'industrie des produits pharmaceutiques organiques?

Elles sont de deux sortes : celles qui sont retirées du sol, telles que le brome dont il a été parlé plus haut ; l'iode qui vient en grande partie du Chili ; les nitrates, les sels minéraux, le soufre, etc., et les produits ouvrés qui sont la base de toute l'industrie chimique organique : benzène, toluène, naphthalène, phénol, aniline, acide acétique, alcool, etc...

Dans de lumineux tableaux, M. FOURNEAU expose le point de départ et le point d'arrivée des produits pharmaceutiques ; il indique les étapes de deux fabrications très compliquées : celle de la stovaine et celle du véronal.

Dans la préparation de la stovaine entrent en jeu : alcool, brome, magnésium acétone, chlore, aniline, alcool méthylique, nitrite de soude, toluène, phosphore.

Pour la fabrication du véronal on emploie de l'acide acétique, du chlore, du cyanure de potassium, de l'alcool, du brome, de l'urée, du sodium.

L'acide acétique vient, en grande partie, de l'Amérique du Nord, sous forme d'acétate de chaux. Les Allemands en consomment des quantités fabuleuses pour leurs matières colorantes et plastiques et même pour leur alimentation. Par conséquent, sous le rapport du prix d'achat, nous sommes en état d'infériorité vis-à-vis d'eux. L'acide sulfurique qui sert à transformer l'acétate de chaux en acide acétique est également chez eux d'un prix de revient inférieur, par suite des cartels

et à cause de l'échelle infiniment plus vaste du traitement de la matière première.

Le chlore et le cyanure de potassium, comme le brome, sont parmi les plus grosses productions de l'industrie allemande.

Quant à l'alcool, non seulement il est d'un prix plus élevé en France, mais aussi la fixité des prix fait défaut.

Donc, malgré que les industriels français savaient fabriquer les substances relativement peu nombreuses que met en œuvre l'industrie des produits pharmaceutiques, ils restaient tributaires des Allemands, pour la plupart d'entre elles. Il sera indispensable d'utiliser les innombrables chutes d'eau que possède la France pour y installer la fabrication du magnésium et celle de la soude électrolytique, ce qui nous donnera le chlore indispensable à presque toutes les autres fabrications.

Nous paraissions mieux placés pour la fabrication des alcaloïdes, dont six surtout sont importants : la quinine, la morphine, la cocaïne, la spartéine, la théobromine, la caféine.

L'industrie de la quinine est née en France, mais elle s'est trop limitée à un objet particulier et l'enquinine ou éthyl-carbonate de quinine et d'autres dérivés de la quinine n'ont malheureusement pas été découverts chez nous.

L'industrie de la morphine est surtout anglaise, bien que récemment les Allemands l'aient entreprise. Les producteurs anglais sont mieux placés pour s'assurer à des prix avantageux l'approvisionnement de l'opium frappé, à son entrée en France, d'un droit de douane de 5 % *ad valorem*.

D'après M. FOURNEAU, tout le monde serait d'accord sur la nécessité de supprimer les droits de douane sur les matières premières servant à fabriquer les alcaloïdes.

En ce qui concerne l'alcool, question si importante qu'elle a motivé des publications très nombreuses, l'obligation de l'exercice est assez onéreuse et ne peut-être supportée que par une usine utilisant de grandes quantités d'alcool. En Allemagne, la régie est plus large sur le choix des dénaturants et ses agents n'exercent, dans l'usine entière cadencée, qu'un droit de contrôle à l'entrée et à la sortie des marchandises.

Le remède au régime actuel de l'alcool en France semble pouvoir être trouvé dans l'établissement du monopole d'Etat avec fixation du prix de vente pour une période d'une année. Cette solution est envisagée par la plupart des hommes compétents qui y voient, en outre le remède à l'alcoolisme et aux abus du privilège des bouilleurs de cru.

Nous arrêtons là l'analyse de la conférence de M. FOURNEAU : nous la terminerons dans un prochain *Bulletin* car il nous semble que l'opinion du corps pharmaceutique doit être éclairée le plus possible sur ces questions à la solution desquelles l'exercice de notre profession est directement intéressé.

J. F.



## La Substitution des Marques françaises aux Marques allemandes

M. le Professeur A. ROBIN publie dans le *Bulletin général de thérapeutique* (juin 1915), la lettre suivante qu'il a reçue du D<sup>r</sup> LYON :

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Parmi les conséquences heureuses qu'entraîne la lutte épique engagée contre l'Allemagne, il en est une que l'on envisage dès maintenant, c'est l'affranchissement de la Pharmacopée française, qui, depuis 1870, était envahie par les innombrables produits lancés à grand renfort d'une réclame lourde, mais frappante par les firmes allemandes.

Un trop grand nombre de médecins français avaient subi inconsciemment les suggestions de cette réclame et contribué ainsi à enrichir de centaines de millions les « *Farben et Chemische Fabriken* ».

Etant de ceux qui déplorent cette invasion injustifiée de médicaments de provenance germanique, ne leur ayant accordé dans mes diverses publications qu'une place infime, je n'en suis que plus à l'aise pour examiner la question de savoir s'il suffira de vouloir les éliminer de nos prescriptions et si l'on pourra réellement s'en passer. Je n'hésite pas à répondre immédiatement : oui !

Mon collègue de la Société de Thérapeutique, le D<sup>r</sup> BARDET dans le *Bulletin général de Thérapeutique* (n° 8, avril 1915), écrit que les chimistes allemands ont mis au jour près de 4.000 médicaments chimiques, parmi lesquels environ 200 sont plus ou moins utilisés en France, et il donne la liste de ces derniers. 200, c'est un chiffre respectable, et l'on conçoit difficilement, *à priori*, que l'on puisse rayer d'un trait de plume 200 médicaments. Cependant, si l'on prend la peine de parcourir cette liste, on constate aisément que sur ces 200 médicaments 30 seulement méritent considération ; en voici l'énumération :

Antipyrine, aristol, aspirine, collargol, dermatol, dionine, héroïne, ichthyol, lycétol, lysol, novocaïne, phénacétine, protargol, pyramidon, salvarsan, néo-salvarsan, sulfonal, trional, urotropine, véronal.

Encore, parmi ces 20 médicaments, en est-il quelques-uns comme l'aristol, le collargol, le dermatol, la dionine, l'ichthyol, le lycétol, le lysol, la phénacétine, le protargol, qui peuvent être remplacés par des succédanés. Il reste donc 11 produits de premier ordre, parmi lesquels l'antipyrine, l'urotropine, l'aspirine, le pyramidon, le salvarsan, le néo-salvarsan ; encore ces derniers, sous d'autres noms, sont-ils fabriqués par des maisons françaises qui, pour la pureté du produit, présentent des garanties au moins égales à celles offertes par les fabriques allemandes.

En définitive, on arrive à cette conclusion consolante qu'il est facile de ne pas rester tributaire de l'Allemagne pour le plus grand nombre des médicaments. Pour l'avenir, il dépend des fabriques françaises de nous présenter des produits dont nous étudierons avec empressement les propriétés physiologiques et thérapeutiques.

Recevez, etc...

D<sup>r</sup> G. LYON.

## CAISSE DE SECOURS

### en faveur des Familles des Pharmaciens mobilisés de la Seine

**Trente-quatre mille francs !** Tel est le magnifique total des dix premières listes de souscriptions.

Une pareille somme représente l'apport d'une légion de donateurs que nous remercions avec une effusion sincère.

Sur ce trésor nous avons déjà prélevé une part importante et qui a rendu des services, dans des cas urgents.

Puisque, dès maintenant, dans les sphères officielles on envisage la prolongation de la guerre au-delà de l'année 1915, nous sommes dans l'obligation de demander à nos lecteurs un effort de persévérance bien-faisante.

Plus longue sera la guerre plus nombreuses seront les infortunes que nous devons soulager.

Nous prions nos confrères de continuer à répondre à l'appel que le Bureau ne cesse de renouveler en faveur de ceux qu'il s'est donné mission de secourir.

Dans la dixième liste, nous relevons avec reconnaissance le don généreux de M. J. ROBERT qui, spontanément, a adressé *mille francs* à notre Président. J'ai plaisir à souligner ce *deuxième* versement de M. J. ROBERT, dans l'espoir que parmi les maisons similaires son geste confraternel trouvera des imitateurs.

J. F.

## SOUSCRIPTION

### au profit des Pharmaciens mobilisés du Département de la Seine

#### DIXIÈME LISTE

NOMS ET ADRESSES DES SOUSCRIPTEURS	Montant des souscriptions
<b>MM.</b>	
J. ROBERT, 37, rue de Bourgogne, Paris (2 <sup>e</sup> versement) . . . . .	1.000 »
LIOPITALLIER, 3, rue Soufflot, Paris . . . . .	100 »
DORIEZ, 20, place des Vosges, Paris . . . . .	50 »
FIÉVET, 53, rue Réaumur, Paris (2 <sup>e</sup> versement) . . . . .	50 »
RELIQUAT DES TICKETS ROCHER . . . . .	67.30
<b>MM.</b>	
BARTHEZ, 1, rue de Phalsbourg, Paris . . . . .	10 » 10 » 20 »
BOURBON, 139, boulevard Magenta, Paris . . . . .	7 50 7 50 15 »
CANTON, 43, rue Faidherbe, Paris (11 mois de guerre) . . . . .	110 » 110 »
DREYER-DUFER, 79, rue de la Chapelle, Paris . . . . .	10 » 10 »
A reporter . . . . .	1.422 30



	Report . . . . . 1.422 30				
	avril	mai	juin	juil.	août
MM.					
DUBOURG, 1, avenue Méné-				10 »	10 »
lottes, Colombes . . . .					
ECHAÏDE, 41, rue de Cour-	7 50	7 50	7 50	7 50	30 »
celles, Levallois . . . .					
FAGARD, 23, avenue de la	30 »	7 50	7 50		45 »
Motte-Piquet, Paris. . . .					
FEUILLOUX, 22, rue d'Angou-				7 50	7 50
lême, Paris. . . . .					
GILBERT, 47, av. de l'Obser-			7 50		7 50
vatoire, Paris. . . . .					
GREFFIER, 18, rue Lepic,			10 »	10 »	20 »
Paris. . . . .					
GRIS, 14, rue de la Forge,			7 50	7 50	15 »
Noisy-le-Sec . . . . .					
HAUCOU, 55, rue de Paris,	7 50	7 50	7 50		22 50
Pantin . . . . .					
HENMERLÉ, 3, rue Dufaut,			10 »		10 »
Gentilly . . . . .					
HILBERT, 58, rue Carnot,				7 50	7 50
Stains . . . . .					
KARTOW, 12, rue de la Boule-			10 »		10 »
Rouge, Paris. . . . .					
LAURENCIN, 41, rue Clignan-				10 »	10 »
court, Paris. . . . .			7 50	7 50	15 »
LAIR, 95, rue Didot, Paris.					
LESAGE, 16, rue de Paris,	7 50	7 50			15 »
Clamart. . . . .					
LOISEL, 4, square des Mar-				7 50	7 50
ronniers, Saint-Maur . .					
MARIE, 112, rue Jean-Jaurès,			20 »		20 »
Puteaux . . . . .					
D <sup>r</sup> MAZAUD, 16, rue de la			7 50	7 50	7 50
Galté, Paris . . . . .					
H. MOREAU, 5, rond-point de			10 »		10 »
Longchamp. . . . .					
PASSAT, 182, avenue de			10 »		10 »
Versailles, Paris. . . .					
RAFFEGEAU, 3, rue de l'Ami-			7 50		7 50
ral-Mouchez, Paris . . .					
RICHARD, 53, rue de Tolbiac,	7 50	7 50			15 »
Paris. . . . .					
ROUSSEAU, 4, place de la			10 »		10 »
République, Levallois . .					
M <sup>me</sup> MOREAU-TALON, 153, bou-			10 »		10 »
levard Montparnasse, Paris.					
TRÉFAULT, carrefour Victor-			7 50		7 50
Hugo, Alfortville . . . .					
TRILLON, 3 bis, avenue d'Ita-			20 »		20 »
lie, Paris. . . . .					
Total de la dixième liste. . . . .					1.787 30
Montant des listes précédentes . . . .					32.235 »
Total au 21 juin 1915 . . . . .					34.022 30

## COMITÉ INTERSYNDICAL DES PHARMACIENS DE LA SEINE

Séance du 1<sup>er</sup> juillet 1915.

Présidence de M. LAURENCIN.

Le Comité intersyndical des Groupements pharmaceutiques de la Seine s'est réuni le 1<sup>er</sup> juillet au siège social de la Chambre syndicale.

Etaient présents : MM. le D<sup>r</sup> BERTHE et RÉMY (Pharmacies commerciales); DONNIO et PRESLIER (Pharmacie Parisienne); CAILLON (Syndicat général) et LAURENCIN (Chambre syndicale).

M. LAURENCIN a annoncé au Comité que les pourparlers qui avaient été engagés entre les représentants des Pharmaciens et les Compagnies d'assurances pour obtenir une modification du tarif Accidents du travail, nécessitée par la hausse constante des produits, avaient eu une conclusion heureuse le 30 juin. Ce Bulletin de variations n'est pas ce que nous aurions désiré, mais les négociations ont pris deux mois et, le jour de la signature, les prix ne se trouvaient plus en concordance avec la hausse. Malgré les efforts de nos représentants, ce Bulletin n'a pu être modifié, les Compagnies d'assurances s'en sont tenues aux premières propositions et leur ont donné un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1915. Malgré cela, la question reste entière et de nouvelles propositions seront examinées d'un commun accord à la fin de l'année courante, si l'état de choses actuel devait se prolonger.

Sur la proposition de M. DONNIO, le Comité a renouvelé son vœu de voir les Syndicats de Réglementation, n'accepter dans leur groupe que des spécialités réglementées à au moins 25 % et portant la mention : *Vendu au prix marqué*.

M. LAURENCIN a également fait part au Comité de la situation faite aux pharmaciens par la hausse des eaux minérales. Il a obtenu des Ticketistes l'élévation du prix de vente des eaux réglementées à ce groupe, ainsi que le *Bulletin* du 30 juin le publie. En ce qui concerne les eaux de Badoit et de Couzan, les concessionnaires sont d'avis d'en porter le prix de vente à 0 fr. 35.

M. DONNIO est chargé par le Comité de voir M. le Directeur de l'Assistance publique pour lui donner les explications nécessaires au sujet du Bulletin de variations du 30 juin et le faire accepter par son administration.

Le Comité s'ajourne au mois de novembre prochain, sauf événements importants.

J. LAURENCIN.



Extrait du procès-verbal de la Séance du  
CONSEIL D'ADMINISTRATION  
du 6 juillet 1915.

Présidence de M. LAURENCIN, Président.

Étaient présents : MM. LAURENCIN, COULLON, CRINON, FEUILLOUX, COLLIN, GRÈS, LOISEL, NORMAND et POUILH.

Excusés : M. WALTER, de nouveau mobilisé et M. TRINQUART.

Décès. — M. LE PRÉSIDENT a le regret de faire part au Conseil du décès de M<sup>lle</sup> Suzanne-Adrienne COLLESON, fille de notre collègue du Conseil d'administration, survenu le 11 juin dernier.

M. Édouard VANSTEENBERGHE, pharmacien, 6, rue des Écoles, membre de notre Chambre syndicale, est décédé le 28 juin, à l'âge de 63 ans.

Le Conseil adresse à M. COLLESON et à la famille de notre confrère VANSTEENBERGHE ses plus sincères sentiments de condoléances.

Correspondance. — M. LE PRÉSIDENT donne lecture au Conseil d'une lettre d'un sociétaire l'informant qu'une maison de produits pharmaceutiques le poursuivait pour avoir déclaré que cette firme était allemande.

Des renseignements qui ont été communiqués au Bureau de la Chambre syndicale, il résulte que plusieurs constats ont été faits à l'inspiration de la même maison.

Une discussion s'établit sur ce sujet et M. LE PRÉSIDENT est chargé d'exposer au confrère poursuivi les vues du Conseil sur les poursuites dont il est l'objet.

Comité Intersyndical. — M. LE PRÉSIDENT fait part au Conseil de la réunion du Comité Intersyndical, qui a eu lieu le 1<sup>er</sup> juillet.

Les membres présents ont pris connaissance du Tarif accidents du travail, modifié la veille, à la suite de nombreuses démarches de M. le sénateur LIMOUZAIN-LAPLANCHE, de M. VAUDIN et de M. CRINON.

Le Comité intersyndical a décidé d'adresser de nouveau aux différents syndicats de réglementation le vœu demandant la remise minima de 25 % sur les spécialités non encore réglementées et l'inscription du prix de vente sur chaque produit avec la mention « vente obligatoire au prix marqué ».

M. LAURENCIN a communiqué au Comité la lettre de M. le secrétaire général du groupe des Tickettistes par laquelle M. LONGUET modifie les prix de vente des eaux minérales réglementées à son groupe; ces modifications résultent de la hausse des prix que les sourciers expliquent par l'augmentation des prix de revient de leur exploitation. (Cette lettre

et ce tarif nouveau ont paru dans le numéro de juin du *Bulletin* de la Chambre syndicale.)

Le Comité décide en outre de faire une démarche auprès de M. le Directeur de l'Assistance publique, pour lui faire accepter le dernier *Bulletin* de variations tel qu'il est publié au *Bulletin* de juillet.

**Assemblée générale annuelle de l'Association générale** — M. LE PRÉSIDENT. — Comme il fallait s'y attendre, cette Assemblée générale n'a pas réuni l'affluence des années précédentes. Le matin, après l'adoption du procès-verbal de l'Assemblée générale de 1914, il a été décidé de proroger tous les pouvoirs du Bureau actuellement en fonctions jusqu'à la prochaine Assemblée générale.

L'après-midi, il a été beaucoup parlé des maisons allemandes de produits pharmaceutiques et de la Caisse de secours instituée par l'Association générale, en faveur des pharmaciens belges et français victimes de la guerre.

**Reliquat des Tickets Rocher.** — M. LE PRÉSIDENT informe le Conseil que, malgré les avis répétés dans le *Bulletin*, une somme de 67 fr. 30 provenant du remboursement des tickets Rocher dont la Chambre syndicale s'était chargée, il y a plus de deux ans, n'a jamais été réclamée par les ayants-droit.

Le Conseil décide de verser ce reliquat dans la Caisse de secours au profit des pharmaciens mobilisés de la Seine.

**Ligue anti-austro-allemande.** — M. LE PRÉSIDENT. — Vous vous rappelez qu'à notre dernière séance, M. Énos est venu nous entretenir de la Ligue anti-austro-allemande, dont il fait partie. Notre décision avait été réservée jusqu'au prochain Conseil et vous m'aviez chargé de me mettre en relations avec le Comité central des Chambres syndicales au sujet de la conduite à tenir.

Des renseignements que j'ai obtenus il résulte que les différentes ligues constituées dans le même but ne se présentent pas, pour le moment, dans des conditions telles qu'il y ait des raisons suffisantes pour entraîner notre adhésion à l'une de ces ligues.

**A propos de nouveaux cachets réglementés.** — Une usine française fait distribuer aux pharmaciens un prospectus annonçant la fabrication de *cachets* contenant des produits purs qu'elle délivre également *en vrac* aux pharmaciens : ces cachets sont à vendre au public au prix uniforme de 20 centimes.

M. COLLIN se fait l'interprète de beaucoup de nos confrères qui regrettent de voir se perpétuer ce genre de spécialités qu'on a tant reproché aux maisons allemandes.

Le Directeur du *Bulletin* est chargé d'attirer l'attention du corps pharmaceutique par un article qui paraîtra dans le numéro du 31 juillet.

M. FEUILLOUX donne lecture de cet article dont les termes sont approuvés par le Conseil.



**Bulletin de variations du tarif. (Accidents du travail.)** — M. CRINON entretient le Conseil de l'issue des pourparlers qui se sont poursuivis, pendant deux mois, entre les représentants des Compagnies d'assurances et les représentants des pharmaciens, grâce au bienveillant concours de notre confrère M. le Sénateur LIMOUZIN-LAPLANCHE.

A cause du caractère officiel du Tarif, les prix ne pouvaient être modifiés d'une façon générale que par une Commission ministérielle difficile à réunir, dans les circonstances actuelles.

Les modifications obtenues ne l'ont été que sur les instances pressantes de nos représentants et il est juste de rendre hommage à la bonne volonté des délégués des Compagnies d'assurances.

Les défenseurs des intérêts du corps pharmaceutique se trouvaient d'ailleurs dans une situation délicate, du fait qu'il leur était presque impossible de soutenir efficacement les revendications basées sur les prix atteints par la hausse, au moment de la clôture des négociations : ils n'ont pu faire valoir avec succès que les prix pratiqués, au début des pourparlers. Comme compensation, les représentants des Compagnies d'assurances ont accordé la rétroactivité des prix du Bulletin de variations signé le 30 juin à toutes les fournitures faites depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1915.

Le Conseil adresse à M. le Sénateur LIMOUZIN-LAPLANCHE, à M. VAUDIN et à M. CRINON ses remerciements pour les résultats obtenus.

#### Admissions.

M. MONIOTTE (Maurice), 70, rue Legendre, Paris. Parrains : MM. COLLIN et LESURE.

M. TOTAÏN (Alfred-Paul), 34, rue des Francs-Bourgeois, Paris. Parrains : MM. TRINQUART et LONGUET.

**Etat de caisse.** — M. le Trésorier donne lecture de son état de caisse qui se solde, au 1<sup>er</sup> juillet 1915, par un excédent de 3.050 fr. 50.

La séance est levée à quatre heures.

J. F.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE  
A PARIS

*Service des secours et de l'Assistance obligatoire*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Par votre lettre du 24 juin dernier, vous avez bien voulu attirer mon attention sur la hausse de certains produits pharmaceutiques et exprimer le désir que mon administration adopte, avec effet rétroactif, votre dernier Bulletin de variations.

Comme suite à votre lettre et à la visite de M. DOXNIO, votre délégué, j'ai l'honneur de vous informer que je suis disposé à vous donner satisfaction, en acceptant l'application de votre nouveau Bulletin de variations pour toutes les ordonnances exécutées depuis le premier avril dernier.

Mais il reste bien entendu que cette application bienveillante et rétroactive n'est admise qu'à titre exceptionnel et en raison des circonstances actuelles. Pour l'avenir, mon administration se réserve le droit, comme elle l'a toujours fait d'ailleurs, d'appliquer vos futurs Bulletins de variations à partir du premier trimestre qui suivra leur publication effective.

Enfin, en vue de me rendre compte de toutes les modifications de prix ou de tarif, je vous serais obligé d'accepter la présence d'un représentant de mon administration dans votre commission syndicale chargée de l'élaboration des Bulletins de variations.

Il s'agit d'une mesure de réciprocité qui résulte de votre désignation comme membre de la Commission de révision de la nomenclature des médicaments à l'usage de l'assistance médicale.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Directeur  
de l'Administration générale de l'Assistance publique,  
MESUREUR.



## NOUVEAU TARIF DES EAUX MINÉRALES RÉGLEMENTÉES au groupe des Tickettistes

---

Ce tarif a été publié dans le *Bulletin* du 30 juin, page 156 : il est applicable dès le jour de sa publication.

Nous sommes informés qu'un certain nombre de confrères ne pratiquent pas encore les prix de vente obligatoires : nous les prions instamment de se conformer à la réglementation dont le groupe des Tickettistes surveille l'application. Les réfractaires s'exposeraient à des sanctions prévues solidairement par les groupes et syndicats de réglementation.

Un avertissement sera adressé à quelques maisons d'épicerie, qui, paraît-il, continuent à vendre aux anciens prix.

---

## Observation relative au Tarif Accidents du Travail

---

Dans le Bulletin de variations, portant modification des prix de certains articles du Tarif (accidents du travail), page 161 du *Bulletin* du 30 juin, les trois lignes concernant les bandages doivent être supprimées.

C'est par erreur que cette tarification s'est glissée à cette place, car le Tarif officiel des accidents du travail ne mentionne pas la fourniture des bandages.

∴

*Erratum.* — Tarif Accidents du Travail.

Coton hydrophile (page 161) :  
lire les 250 grammes, 1 fr. 80 au lieu de 1 fr. 20.

---

## BULLETIN DE VARIATIONS

Page 163

(Bulletin du 30 juin 1915).

---

### Errata

Taffetas chiffon, supprimer (page 164) :  
au détail, le mètre carré, 8 francs.  
Taffetas gommé, supprimer (page 164) :  
au détail, le mètre carré, 6 francs.  
et se reporter à l'ancien tableau du Tarif de la Chambre syndicale,  
18<sup>e</sup> édition, page 112  
Coton ordinaire cardé (page 165) :  
lire les 250 grammes, 1 fr. 90 au lieu de 2 fr. 90.

---

### NÉCROLOGIE

Nous avons appris avec regret la mort de M. Ch. DE BELIN, pharmacien, 40, boulevard Pasteur, Paris, décédé le 7 juillet, à l'âge de 59 ans.

Nous prions la famille de notre confrère d'agréer nos sincères condoléances.

---

### PROMOTIONS ET DÉCORATIONS ÉTRANGÈRES

Nous avons eu le plaisir d'apprendre que M. BERTRAND, pharmacien, 193, avenue du Maine, parti comme sergent au 86<sup>e</sup> régiment d'infanterie, déjà cité à l'ordre du jour et proposé pour le grade d'adjudant, a été nommé sous-lieutenant, au même régiment, par décret du 21 juin.

La nomination a paru à l'*Officiel* du 3 juillet et notre confrère a été décoré de la *Croix de Guerre*, le 14 juillet.



Le sergent BERTRAND faisait partie d'un groupe de patrouilleurs volontaires ayant mission de faire des prisonniers.

Ces volontaires ont été cités à l'ordre du jour du régiment pour « avoir fait preuve de ténacité en essuyant le feu des tranchées ennemies devant lesquelles ils sont restés, pendant huit heures en embuscade, par une pluie battante ».

Nous adressons au sous-lieutenant BERTRAND nos meilleurs félicitations confraternelles.

\* \* \*

Notre jeune confrère Edouard COLLARD, fils du sympathique secrétaire de l'Association générale, engagé volontaire dès le début de la guerre, comme infirmier, vient d'être nommé pharmacien aide-major de 2<sup>e</sup> classe ; de plus, il a reçu la *Croix de guerre* pour sa belle tenue lors du récent bombardement de l'ambulance où il remplissait les fonctions d'infirmier.

Il nous est très agréable d'adresser nos vives félicitations à notre confrère et nos compliments les meilleurs à son père.

## INFORMATIONS

---

### Un exemple à suivre.

M. le général Cherfils qui a bien voulu s'intéresser à la meilleure utilisation des pharmaciens aux armées et qui, à plusieurs reprises depuis la guerre, a publié dans l'*Echo de Paris* des articles favorables à nos revendications écrit à l'adresse de nos confrères dont l'officine reste ouverte, les lignes suivantes :

« La plupart des pharmacies, même dans les petites villes, sont munies d'une balance dite médicale. A côté de la balance se trouve une pancarte qui porte cette indication : pesée, 10 centimes.

« Or, un pharmacien de ma localité a eu l'idée de mettre à côté de cette pancarte une autre indication en très gros caractères. Il a ajouté à la première : « Pour les blessés. »

« Et voilà que sa balance, qu'aucune cliente ne visitait, reçoit à chaque instant les deux sous qui doivent tomber dans les Croix-Rouges. Supposez que la moitié des pharmacies de France suivent cette ingénieuse et généreuse idée, et fassent ainsi seulement 10 francs par mois, la somme totale de cette contribution originale ne laissera pas que d'être importante. Il m'a semblé intéressant d'en jeter la graine sur la patriotique générosité de nos pharmaciens. »

Général CHERFILS.

(*Echo de Paris* du 17 juillet).

---

### Cession d'officine

La succession PÉLISSIER a cédé l'officine sise à Paris, 182, avenue de Clichy, à M. GABAIL.

---



## MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

*Amphotropine.	Heather (White).	*Neuronal Français.
Armées (Menthe des).	Hexamétine.	Névrocaine.
Arthrilinol.	Hexamine.	Noire (Purge).
Astmoïds.	*Hépatie (Bov).	Nouveau (Vin).
Barella Française.	*Herboristes (des).	*Novocaine.
Boots.	*Hopogan (English).	*Oenol.
Boroforme Français.	*Hygiol.	*Orthoform (English).
Boues de Radium.	*Ichthyol Français.	Oxthanosé.
*Bov'Hépatie.	Impar.	P. L. (Poudre).
*Bromo-Seltzer.	Imparine.	Pédoids.
Buccaseptol.	Imparséine.	*Perox (Stanolan).
Bulgaro-Galactine.	*Imparsine.	Pharmaciens (des).
Canon de 75 (Quina).	Imparsol.	Phosphazés (Biscuits).
*Carnine Lefrancq.	Imparsoné.	Piédoux.
Castle (Jersey).	Imparose.	Plutonia.
*Citarine Française.	Imparsum.	*Poilus (Quina des).
*Collargolum Français.	Imparsyl.	Radiocalmine.
Collobiase d'Or.	Iodremol.	Radiole.
*Danol.	Iodol Français.	*Radioline.
Dentocaine.	Jersey Castle.	Radionol.
*Digitaline Nativelle.	*Joffre (Quinquina).	Radiothermine.
Diostanol.	Kiby.	Radiozol.
Diurésine.	Kina-Goudron.	Radium (Boues des).
Dixol.	Kinolet.	*Raphael (Quina Saint).
*Dumont (Grains).	Kitsoum (Le).	*Rayer (Maurice).
*Ektogan (English).	Kybi.	Régéfrice.
*English Ektogan.	Labogal.	Régépyrin.
English Hopogan.	*Lambiotte frères.	Regesan.
English Orthoform.	*Lefrancq (Carnine).	Régoids.
English Salipyrin.	*Lycétol Français.	*Rex.
Formeloids.	Malatose.	*Robin (Laboratoires).
Formoids.	Mélolds.	*Salipyrin (English).
France (Vins de).	Mentasol.	San (To-).
*Gaiacose Française.	Meunier (Kola).	*Scur (Cachet).
*Galactine (Bulgaro-).	Mosa.	Seasick.
Gého (Docteur).	Mothersill's.	*Seltzer (Bromo-).
Gerbiode.	*Nativelle (Digitaline).	Sérofébrine.
Glycoforme.	Nenorcaine.	*Sicca.

* Soixante-Quinze (Canon de).	Théolysine.	* Vix.
* Soixante-Quinze (Vin).	Thermopluton.	White Heater.
Sola (Poudre).	Timbret.	Zerma.
Stanolan Perox.	Tommy.	Zica.
Stanoxyne.	To-san.	* Zomothérapie.
Teddy.	Toxol.	
	Vioforme Française.	

Les Pharmaciens (spécialistes ou détaillants) peuvent s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités, leurs dépôts de marques, ainsi que pour les conseils techniques à l'occasion des marques de fabrique.

Tous renseignements sur les marques ci-dessus sont entièrement gratuits.

*Le Directeur du Bureau des Marques,*  
J. Louis Jeune.

*Le Gérant, E. HÉLIE.*



# CONSEIL D'ADMINISTRATION

POUR L'ANNÉE 1915-1916

## I. BUREAU

MM.

PRÉSIDENT :	LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt (xviii <sup>e</sup> ). — <i>Mardi matin à son domicile, mercredi et samedi à 3 h. au Siège social.</i> — NORD 27-82.	
VICE-PRÉSIDENT :	BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (xvii <sup>e</sup> ). — <i>Vendredi à 2 h. à son domicile, jeudi et samedi, à 3 h., au Siège social.</i> — WAGRAM 62-76.	mobilisé.
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :	PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernay, à Paris (xiv <sup>e</sup> ). — <i>Vendredi et samedi, au Siège social, à 3 h.</i>	mobilisé.
SECRÉTAIRE ADJOINT :	BERNHARD, 11, rue Lafayette (ix <sup>e</sup> ). — <i>Mardi et samedi, à 3 h. au Siège social; Jeudi à son domicile.</i> — GUTENBERG 49-33.	mobilisé.
TRÉSORIER :	COULLON, 108, rue Vieille-du-Temple (iii <sup>e</sup> ).	
ARCHIVISTE :	CRINON, 45, rue de Turenne (iii <sup>e</sup> ).	
DIRECTEUR DU BULLETIN :	FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (xi <sup>e</sup> ).	

## II. CONSEILLERS

M.

ANCIEN PRÉSIDENT :	CORDIER, 27, rue de la Villette (xix <sup>e</sup> ).	mobilisé.
--------------------	--	-----------

## DÉLÉGUÉS DES CIRCONSCRIPTIONS

MM.

1 <sup>re</sup> (1 <sup>er</sup> et 11 <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	LONGUET, 54, rue des Lombards (i <sup>er</sup> ). — <i>Mercredi après-midi.</i> — CENTRAL 46-56.	
2 <sup>e</sup> (iii <sup>e</sup> et iv <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	NORMAND, 324, rue Saint-Martin (iii <sup>e</sup> ). — <i>Lundi matin, de 9 h. à 11 h.</i> — ARCHIVES 36-55.	
3 <sup>e</sup> (v <sup>e</sup> et vi <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	HERBAIN, 44, rue Saint-André-des-Arts. — Gobelins 28-99.	
4 <sup>e</sup> (vii <sup>e</sup> et xvi <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	LENAIN, 126, rue de la Pompe (xvi <sup>e</sup> ). — <i>Lundi matin.</i> — PASSY 99-08.	mobilisé.
5 <sup>e</sup> (viii <sup>e</sup> et xvii <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	PELLISSIER, 33, avenue de Villiers (xvii <sup>e</sup> ). — <i>Jeudi, de 2 h. à 4 h.</i> — WAGRAM 14-59.	mobilisé.
6 <sup>e</sup> (ix <sup>e</sup> et xviii <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	GAUCHER, 157, Boulevard Magenta.	
7 <sup>e</sup> (x <sup>e</sup> et xix <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	COLLIN, 19, boulevard Magenta (x <sup>e</sup> ). — <i>De 1 h. à 3 h.</i> — NORD 15-18.	
8 <sup>e</sup> (xi <sup>e</sup> et xx <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	COLLESSON, 5, rue d'Angoulême (xi <sup>e</sup> ). — <i>Jeudi, de 2 h. à 4 h.</i>	mobilisé.
9 <sup>e</sup> (xii <sup>e</sup> et xiii <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	BOINOT, 18, place d'Italie, le <i>Mercredi matin.</i> — Gob. 26-75.	mobilisé.
10 <sup>e</sup> (xiv <sup>e</sup> et xv <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	WEILL, 7, avenue d'Orléans (xiv <sup>e</sup> ). — <i>Dimanche matin.</i> — Gob. 23-39.	mobilisé.
11 <sup>e</sup> (LEVALLOIS) :	DELMOND, 4, avenue Sainte-Foy, à Neuilly-sur-Seine. — <i>Mardi matin.</i>	
12 <sup>e</sup> (ASNIÈRES) :	WALTER, 2, rue Denis-Papin, à Asnières.	mobilisé.
13 <sup>e</sup> (SAINT-DENIS) :	TRINQUART, 69, avenue de Paris, à la Plaine-Saint-Denis. — <i>Mardi matin.</i> — 5-52.	
14 <sup>e</sup> (AUBERVILLIERS) :	GRÈS, à Noisy-le-Sec.	
15 <sup>e</sup> (MONTREUIL) :	FAYOL, 17, boul. de Belfort, à Montreuil-sous-Bois.	mobilisé.
16 <sup>e</sup> (SAINT-MAUR) :	LOISEL, 4, square des Marronniers, à Saint-Maur. — <i>Jeudi.</i>	
17 <sup>e</sup> (IVRY) :	POUILH, 27, route de Choisy, à Ivry.	
18 <sup>e</sup> (MONTROUGE) :	PRÉVOST, 45, rue Houdan, à Sceaux.	

### III. COMITÉ DISCIPLINAIRE

MM.

PRÉSIDENT :	LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt (XVIII <sup>e</sup> ).
VICE-PRÉSIDENT :	BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (XVIII <sup>e</sup> ).
SECRÉTAIRE :	PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernét (XIV <sup>e</sup> ).
ARCHIVISTE :	DESIGNES, 2 bis, rue Gustave-Zédé (XVI <sup>e</sup> ).
MEMBRES TITULAIRES :	BILLON, 50, av. de Villeneuve-l'Étang, à Versailles (S.-et-O.).
	BRISSENET, 141, rue de la Tour (XVI <sup>e</sup> ).
	BOUSQUET, 140, faubourg Saint-Honoré (VIII <sup>e</sup> ).
	DUMOUTHIER, 19, rue de Bourgogne (VII <sup>e</sup> ).
	LACROIX, 31, rue Philippe-de-Girard (X <sup>e</sup> ).
	LAFAY, 54, rue de la Chaussée-d'Ant'n (IX <sup>e</sup> ).
	RENARD, 8, rue de Passy (XVI <sup>e</sup> ).
	WEIL, 62, route d'Orléans, à Montrouge.
MEMBRES ADJOINTS :	FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (XI <sup>e</sup> ).
	GUILLAUMIN, 168, boulevard Saint-Germain (VI <sup>e</sup> ).
	RENGNIEZ, 56, rue de Passy (XVI <sup>e</sup> ).

### IV. COMMISSIONS

MM.

CONSEIL DE FAMILLE :	LAURENCIN, <i>Président</i> , BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CRINON, COULLON, CORDIER, FEUILLOUX.
CONTENTIEUX :	LAURENCIN, <i>Président</i> , BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CORDIER, CRINON, FEUILLOUX, LONGUET, HERBAIN.
ÉTUDES :	PÉAN, <i>Président</i> , COLLESSON, CORDIER, HERBAIN, LENAIN, LONGUET, PELLISSIER, WEILL.
MUTUALITÉ :	BERNHARD, <i>Président</i> , COLLIN, FAYOL, N., GRÈS, N., POUILH.
INTÉRÊTS COMMERCIAUX :	BARTHET, <i>Président</i> , BOINOT, FAYOL, LENAIN, NORMAND, WEILL, N.
TARIF :	PÉAN, <i>Président</i> , BERNHARD, <i>Secrétaire</i> , BOINOT, CRINON, DELMOND, TRINQUART, NORMAND.
FINANCES :	LOISEL, <i>Président</i> , BERNHARD, LONGUET, COULLON, N.
BULLETIN :	FEUILLOUX, <i>Président</i> , LAURENCIN, BARTHET, PÉAN, BERNHARD, LONGUET, <i>Administrateur du service de Publicité</i> .

### CONSEIL JUDICIAIRE

MM.

MORET, avocat à la Cour de cassation, 211, boulevard Saint-Germain (VII <sup>e</sup> ).
POIGNARD, avocat à la Cour d'appel, 3, rue Danton (VI <sup>e</sup> ).
CLAPPIER, avoué à la Cour d'appel, 241, boulevard Saint-Germain (VII <sup>e</sup> ).
HÉBERT, avoué au Tribunal civil de la Seine, 3, rue des Pyramides (I <sup>re</sup> ).
DORÉ, huissier, 17, rue du Bouloi (I <sup>re</sup> ).
BAREILLIER-FOUCHE, expert-comptable des Tribunaux, 16, rue Condorcet (IX <sup>e</sup> ).
HÉLIE, agent judiciaire, au Siège social.

### ASSURANCES

MAURICE LAJOUX, assureur-conseil, 12, rue de Provence (IX <sup>e</sup> ). Tél. : CENTRAL 75-54.
---

### SERVICE DE LA PUBLICITÉ

MAURICE ROUFF, agent de la publicité, 17, rue du Delta (IX <sup>e</sup> ).
--



**BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE**  
DES  
**PHARMACIENS DE LA SEINE**  
(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

31 Août 1915.

**SOMMAIRE**

Anniversaires, p. 191. — Les Poilus, p. 192. — L'Industrie des Produits pharmaceutiques en France, p. 192. — Souscription au profit des Pharmaciens mobilisés du département de la Seine, p. 195. — Nécrologie, p. 196. — Intérêts professionnels, p. 200. — Les successions des militaires et marins, p. 201. — Des causes politiques, sociales et économiques de l'hégémonie industrielle allemande, p. 202. — Les laboratoires aux armées, p. 203. — Nominations militaires, p. 206. — Information, p. 207. — Marques de fabrique, p. 207.

**ANNIVERSAIRES**

Douloureux ou glorieux les jours anniversaires se succèdent dans cette période dramatique qui va du 21 août au 12 septembre.

Ils nous rappellent les angoisses que souffrirent, l'an dernier, Belges, Anglais, Français pendant ces deux décades.

La retraite fût décidée, après les échecs des 22, 23, 24 août, subis autour de Charleroi par une de nos armées et par l'armée anglaise pendant que nos armées engagées dans les Ardennes, à l'Est de la Meuse, étaient elles-mêmes obligées de se replier.

L'armée belge s'était retirée sur Anvers, après des combats héroïques livrés contre le formidable envahisseur. Sa résistance acharnée appelait notre secours. Aussi quittant leurs lignes de concentration, nos armées vont au devant de l'ennemi et livrent bataille sur des terrains imprévus, sur le front énorme qui s'étend de Mons à Verdun, de la Sambre à la Meuse.

Le drame se déroule angoissant : la retraite des nôtres s'accomplit, sans désordre irréparable, sous la pression de plus d'un million d'Allemands. Une de leurs armées, celle de von Klück, arrive le 2 septembre à 35 kilomètres de Paris ; le Gouvernement de la République abandonne la capitale dont les Allemands annoncent déjà la prise.

Mais notre généralissime saisit l'occasion d'une manœuvre oblique de von Klück pour arrêter ses troupes à la Marne. Sur les bords de la rivière désormais fameuse, du 5 au 12 septembre se livrent les combats épiques qui donnent la victoire à nos héros.

Les armées allemandes s'enfuient de la Marne à l'Aisne et depuis cette date, malgré la supériorité de leur préparation militaire, elles restent attachées au sol, incapables de percer le rempart de nos tranchées.

Que ceux qui pleurent des êtres chers ou qui redoutent pour quelqu'un des leurs les dangers de la lutte qui continue, retrempe leur énergie au souvenir des flots d'espérance qui portèrent les cœurs, à l'aube du 5 septembre.

La victoire de la Marne reste le gage certain de la victoire finale.

25 août 1915.

J. FEUILLOUX.

## LES POILUS

Un poilu, c'est un tas de glaise et de grésil,  
Agrémenté d'un sac, aggravé d'un fusil.  
Ça vous a constamment la bouffarde à la gueule.  
C'est velu comme un ours et... ça n'est pas bégueule,  
Mais c'est si délicat, ce pithécanthropus,  
Que ça se fait conduire au bal en autobus !  
Est-ce un grognard ? Non pas. — Alors, un « Marie-Louise » ?  
— Mieux ; c'est l'un et l'autre dans la même chemise.  
C'est aussi bien Bara que Lanne ou Masséna ;  
C'est l'archer de Bouvines et le dragon d'Iéna.  
C'est un monde, une époque, un symbole, une aurore,  
Un rayon prodigieux, un astre, un météore,  
Un beau rêve enchâssé dans du cuir et du fer.  
C'est parfois un sourire et parfois un enfer ;  
C'est toujours un héros trop souvent anonyme.  
C'est du vieux grenadier le vivant synonyme,  
D'Artagnan dans Brutus, Kléber dans Cyrano.  
Un poilu ? C'est une âme avec un numéro.  
Ça mange on ne sait quand, ça vit comme un termite,  
C'est fier comme un vidame et pur comme un ermite ;  
C'est informé, innommable et c'est couvert de poux !...  
C'est votre Fiancé, Madame... ou votre Epoux.

P. G.

*Payeur-adjoint aux Armées.*

## L'Industrie des Produits pharmaceutiques en France

(fin)

Dans le précédent *Bulletin*, nous avons analysé la première partie de la conférence de M. E. FOURNEAU qui traitait de l'important problème des matières premières nécessaires à la fabrication des produits chimiques définis.

A la fin de cette première partie, le conférencier suppose le problème résolu d'une façon ou d'une autre et il entre alors dans l'examen des conditions de la fabrication, car dit-il, pour fabriquer il faut, en outre des matières premières, posséder un bon procédé, un outillage convenable, une main-d'œuvre intelligente et dévouée.

La législation française actuelle n'accorde pas de brevets aux médicaments alors que la loi allemande les leur concède en ce qui concerne leur procédé d'obtention.



Tant que la loi française relative aux brevets ne sera pas modifiée relativement aux médicaments, M. E. FOURNEAU est d'avis que les industriels français peuvent et doivent fabriquer les produits inventés par les étrangers de même que nous ne pouvons empêcher les étrangers de fabriquer chez nous des produits d'invention française en employant nos propres procédés.

Pour plusieurs médicaments, antipyrine, gaïacol, etc., les procédés de fabrication sont tombés dans le domaine public; pour l'aspirine découverte par GERHARDT, il y a près de soixante ans, on ne pouvait prendre un brevet.

Lorsqu'il s'agit de monter une fabrication, il ne suffit pas d'ailleurs de lire avec attention le texte d'un brevet qui ne mentionne pas généralement les détails les plus importants ni les tours de main qu'apprend seule une longue expérience.

Ce genre de tentatives très souvent onéreuses et dont la conduite ne peut réussir que menée par des chimistes déjà au courant de la fabrication poursuivie, reste à la portée des seuls industriels qui ont par ailleurs une entreprise stable et prospère.

La question de la brevetabilité des procédés de fabrication ayant été à l'ordre du jour de l'Académie de médecine, de la Société de thérapeutique, de la Société de pharmacie, depuis la conférence de M. FOURNEAU, nous signalons seulement ici que les industriels français de produits pharmaceutiques réclament comme lui, la brevetabilité du procédé de fabrication.

Nous reviendrons ultérieurement sur ce sujet, lorsqu'il nous sera possible de porter à la connaissance de nos lecteurs les conclusions des rapports présentés dans ces divers milieux scientifiques.

Quant à l'outillage, tout en reconnaissant la supériorité des constructeurs allemands due à une longue collaboration avec les fabricants, M. FOURNEAU estime que les progrès de la construction mécanique, en France suivront fatalement ceux de l'industrie chimique. Rien ne s'oppose d'ailleurs à ce que nos constructeurs fassent dès maintenant des visites profitables dans les usines que les Allemands possédaient en France.

Une des grandes forces de l'Allemagne provient de son organisation supérieure du travail. Chez nous il reste beaucoup à faire pour créer un apprentissage dans les usines de produits chimiques et instaurer des cadres de chimistes capables de diriger les ouvriers dont les plus capables possèdent, grâce à leur âge, plus de routine que de savoir. Il y aurait avantage à imposer aux jeunes gens de quinze à dix-neuf ans des cours spéciaux faits dans les usines mêmes par des chimistes, des ingénieurs, ou quelques savants au courant de l'industrie. Comme en Allemagne, les heures de cours seraient prélevées sur les heures de travail. Ces cours formeraient une élite ouvrière associée étroitement aux problèmes industriels et développeraient dans les milieux ouvriers une sorte de patriotisme commercial.

Autant et plus que toute autre, l'industrie pharmaceutique nécessite des chimistes qu'elle emploie, une connaissance approfondie de la chimie théorique, cette sœur aînée de l'industrie chimique.

« L'avancement de toutes les sciences, a dit Claude Bernard, se fait  
« par deux voies distinctes : d'abord par l'impulsion des découvertes  
« et des idées nouvelles et en second lieu par la puissance des moyens

« de travail. S'il faut un bon ouvrier, il faut aussi un bon instrument.  
« A mesure que la science marche, on sent de plus en plus, la nécessité d'installations particulières où se trouve rassemblé l'outillage nécessaire aux expériences. La plupart des questions de sciences sont résolues par l'invention de l'outillage approprié. »

M. FOURNEAU constate avec regret notre infériorité déplorable vis-à-vis des Allemands pour tout ce qui concerne l'organisation matérielle des laboratoires, les moyens financiers dont ils disposent et les sources où se recrute le personnel scientifique.

Ni la Sorbonne, ni le nouvel Institut de chimie encore inachevé, n'offrent les conditions suffisantes à l'éclosion de l'armée de chimistes nécessaires au relèvement de notre industrie.

La dispersion des efforts et la privation d'un centre tel que serait l'Institut de Chimie pure rêvé par M. FOURNEAU ont coûté un prix énorme à la France, depuis les débuts de la guerre.

En dehors de ce domaine de la science pure que le conférencier voudrait voir bâtir dans le Jardin de l'Observatoire, l'atmosphère propre à développer chez nous le goût des études biologiques doit être créée surtout à l'École de pharmacie et à l'École de médecine.

Nos confrères liront avec plaisir ces lignes consacrées à notre École de pharmacie.

« Quel admirable matériel humain, quels merveilleux éléments d'études sont rassemblés à l'École de pharmacie ! »

« On peut même dire que si les recherches y étaient davantage orientées vers les phénomènes de la vie et vers la thérapeutique, il n'y aurait pas dans le monde une organisation capable de lutter avec elle. »

« Là se trouvent rassemblés les laboratoires de chimie et de chimie biologique, de pharmacie chimique et galénique où peut s'élaborer la découverte des médicaments ; les laboratoires de botanique et de matière médicale qui en fournissent parfois les éléments ; le laboratoire de toxicologie où on détermine la localisation des poisons dans l'organisme, base même de la thérapeutique expérimentale ; le laboratoire de zoologie, qui pourrait être avec avantage transformé en laboratoire de pharmacologie et de physiologie où l'on suivrait sur les animaux les effets des médicaments ; le laboratoire de microbiologie enfin, qui fournit tous les éléments d'investigation sur les maladies contagieuses. »

A la fin de sa conférence, M. FOURNEAU traite de la question des brevets et des marques de fabrique : il dit aussi son fait à la spécialité charlatanesque, celle qui n'est qu'un simple mélange de produits connus décoré d'un nom à tournure scientifique destiné à faire croire qu'il s'agit vraiment d'une découverte sensationnelle et il conclut en réclamant l'assainissement de l'industrie des produits pharmaceutiques, par le moyen d'un contrôle chimique sévère des médicaments.

De cette analyse incomplète il ressort que l'infériorité de nos fabricants vis-à-vis des Allemands a sensiblement diminué, depuis le début de la guerre, puisque, sous l'impulsion de la nécessité, l'effort collectif a déjà permis d'installer certaines fabrications qui n'existaient pas l'an dernier ; que nous avons chez nous un personnel ouvrier insuffisamment exercé et des cadres de chimistes beaucoup trop réduits, que les Écoles



de pharmacie peuvent devenir des pépinières de chimistes et qu'enfin la législation française doit autoriser la brevetabilité du procédé de fabrication.

J. F.

## SOUSCRIPTION

### au profit des Pharmaciens mobilisés du Département de la Seine

#### ONZIÈME LISTE

NOMS ET ADRESSES DES SOUSCRIPTEURS						Montant des souscriptions
<b>MM.</b>						
CORDIER, 4, rue du Roi-de-Sicile, Paris (2 <sup>e</sup> versement).						100 »
H. BATTUT, 45, avenue Félix-Faure, Paris.						60 »
L. CISTERNE, 43, rue de Lancry, Paris.						50 »
SOUFFRON, 26, rue de Turin, Paris.						50 »
	avril	mai	juin	juillet	août	
<b>MM.</b>						
BOURDET, 95, rue de Vanves, Paris.					20 »	20 »
CABANNE-TELLÉ, 3, rue de Bazeilles, Paris.	22 50	7 50	7 50	7 50		43 »
CANTON, 43, rue Faidherbe, Paris.					10 »	10 »
COLLOMBY, 97, rue Dareau, Paris.			10 »	10 »		20 »
DANET, 84, rue de l'Aqueduc, Paris.			7 50	7 50		15 »
DAVID, 99, route de Montrouge, Malakoff.				10 »		10 »
DELANNON, 64, rue de Tocqueville, Paris.		10 »	10 »			20 »
DERVILLEZ, 15, rue Réaumur, Paris.		10 »				10 »
DUBOURG, 1, avenue Ménélothes, Colombes.					10 »	10 »
FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême, Paris.					7 50	7 50
GAUDIN, 22, avenue de Neuilly, Neuilly.	7 50	7 50	7 50			22 50
GILBERT, 47, av. de l'Observatoire, Paris.				7 50		7 50
GOUDAL, 213, rue Saint-Honoré, Paris.			10 »	10 »		20 »
GRIFFIER, 18, rue de Meudon, Clamart.				10 »	10 »	20 »
HEMMERLÉ, 3, rue Dufaut, Gentilly.				10 »		10 »
HILBERT, 58, rue Carnot, Stains.					7 50	7 50
A reporter.						545 »

MM.	avril	mai	Report	juin	juil.	août	515
KARTOW, 12, rue de la Boule-Rouge, Paris. . . . .				10	»		10
LAURENCIN, 41, rue Clignancourt, Paris. . . . .						10	10
LÉGER, 3, rue du Chemin-de-fer, Saint-Denis. . . . .				7 50		7 50	15
MARIE, 112, rue de Paris, Puteaux. . . . .				20	»		20
MOISAN, 15, rue de Saint-Mandé, Charenton. . . . .						30	30
PASSAT, 182, avenue de Versailles. . . . .				10	»		10
PSAUME, pl. de la Gare, Parc-Saint-Maur. . . . .			10	»	10	30	50
QUENTIN, 19, rue Brochant. . . . .						40	40
RAFFEGEAU, 3, rue de l'Amiral-Mouchez, Paris. . . . .				7 75			7 75
ROUSSEAU, 4, place de la République, Levallois. . . . .				10	»		10
ROZAN, 96, avenue de Clichy, Paris. . . . .	7 50	7 50	7 50	7 50			30
ROUXEL, 112, rue Ordener, Paris. . . . .	30	»	7 50	7 50	7 50	7 50	60
SOUCHEYRE, 112, avenue de Villiers, Paris. . . . .				7 50	7 50		15
TRÉFAULT, 3 bis, avenue d'Italie, Paris. . . . .				7 50			7 50
VALENTIN, 48, Grande-Rue, Créteil. . . . .						7 50	7 50
VEIGNAULT, 9, avenue de la République, Paris. . . . .			7 50	7 50	7 50		22 50
Total de la onzième liste. . . . .							860 25
Montant des listes précédentes. . . . .							34.022 30
Total au 21 août 1915. . . . .							34.882 55

## NÉCROLOGIE

Notre confrère M. ROUSSEAU, de Levallois, a eu la douleur de perdre son fils, LÉON ROUSSEAU, lieutenant au 2<sup>e</sup> régiment d'infanterie, mort au champ d'honneur, le 16 juin, aux environs d'Arras. La belle conduite du lieutenant ROUSSEAU lui avait valu une glorieuse citation à l'ordre du jour de l'armée.

Le Bureau de la Chambre syndicale offre à son ancien délégué M. ROUSSEAU, l'expression de sa vive sympathie.



Le sergent d'infanterie DELÉPINE (Léopold), fils de M. DELÉPINE, pharmacien à Gournay-en-Braye et neveu du professeur M. DELÉPINE, a été tué par un obus, près de Neuville-Saint-Wast.

Nous exprimons à nos confrères nos regrets sincères.

\*\*\*

Le caporal Robert CHANTEAU, beau-frère de notre trésorier H. COULLON, est mort au champ d'honneur, en Argonne, le 13 juillet dernier.

Ce brillant élève architecte de l'Ecole des Beaux-Arts qui appartenait au 143<sup>e</sup> régiment de ligne a été cité à l'ordre du jour de son régiment.

Le Conseil d'administration adresse à son dévoué trésorier H. COULLON et à sa famille l'expression de sa sympathie et de ses regrets.

\*\*\*

### Mort du professeur agrégé J. Guéguen

L'Ecole supérieure de pharmacie de Paris a perdu un de ses maîtres les plus estimés, M. Joseph GUÉGUEN, décédé à l'âge de 43 ans, des suites d'une longue maladie.

Depuis 1904, il était agrégé d'histoire naturelle et récemment il avait été nommé professeur de botanique à l'Ecole d'agriculture de Grignon.

Nous l'avions connu et apprécié dès 1899, lors de notre préparation au doctorat en pharmacie, l'année où le futur agrégé prélevait à son doctorat ès-sciences, par sa thèse de doctorat universitaire intitulée : *Recherches sur les organismes mycéliens des solutions pharmaceutiques*.

Quinze ans ont passé depuis ; quinze années de labeur fécond pour le professeur GUÉGUEN qui jamais ne s'est laissé abattre ni par la souffrance, ni par les progrès de la maladie qui vient de l'emporter.

Nous prions MM. les professeurs de l'Ecole supérieure de pharmacie de Paris d'agréer nos respectueuses condoléances.

\*\*\*

Nous avons appris avec regret la mort de M. JALBERT, pharmacien, 43, rue de Chartres, Paris, décédé le 17 juin, des suites d'une longue maladie, à l'âge de 34 ans.

Le bureau de la Chambre syndicale renouvelle à sa veuve l'expression de sa respectueuse sympathie.

\*\*\*

### Mort de J. Brissonnet, membre du Comité disciplinaire.

C'est avec émotion que nous informons nos confrères de la mort de M. J. BRISSONNET, décédé le 25 juillet à l'âge de 56 ans.

Le Comité disciplinaire de notre Chambre syndicale perd dans la personne de notre collègue Jules BRISSONNET, ancien interne des Hôpi-

taux de Paris, ancien professeur suppléant de chimie à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie de Tours, l'un de ses membres les plus sympathiques et les plus autorisés. Il était d'une modestie charmante, d'une conscience scrupuleuse, d'une timidité surprenante chez un praticien qui avait toujours eu à cœur d'augmenter ses connaissances scientifiques, depuis l'époque lointaine où il avait obtenu la licence ès-sciences.

Nous garderons longtemps le souvenir ému de ce distingué collègue, de ce confrère aimable et bon.

Le Bureau de la Chambre syndicale adresse à M<sup>me</sup> BRISSENET, sa mère, et à sa famille l'expression de ses vifs regrets.

..

M. G. BARTHET, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe, Vice-Président de la Chambre syndicale vient d'avoir la douleur de perdre son beau-père M. PINTAUX décédé, à Paris, le 14 août, dans sa 66<sup>e</sup> année,

Réfugié du département des Ardennes, chez ses enfants, M. PINTAUX est mort victime de la guerre, car depuis plus d'un an, il avait dû fuir devant l'invasion en abandonnant à l'ennemi ses biens et de précieux souvenirs, et sa santé fut dès lors gravement atteinte.

Au nom du Conseil d'administration nous offrons notre sympathie à notre ami BARTHET d'autant plus affecté qu'il n'a pas eu la consolation de rendre les derniers devoirs à son beau-père.

Nous prions M<sup>me</sup> BARTHET et sa famille d'agréer nos respectueuses condoléances.

..

Le 2 août, nous avons assisté aux obsèques de notre confrère M. Amand-Victor GALBRUN, décédé à Paris, le 30 juillet, dans sa 72<sup>e</sup> année.

Malgré les circonstances actuelles, beaucoup de personnalités pharmaceutiques assistaient à la cérémonie religieuse.

Au cimetière Montparnasse, nous avons exprimé les regrets de notre Chambre syndicale dans les termes suivants :

MESDAMES, MESSIEURS,

Au nom du Bureau de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine, j'apporte à notre vénéré confrère, M. Victor GALBRUN, l'hommage de notre gratitude et de nos regrets attristés.

Nos regrets, nous avons le devoir de les exprimer devant cette tombe, car c'est un représentant éminemment honorable des vieilles traditions de la pharmacie française que nous avons conduit au champ de repos.

Notre gratitude, la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine tient à honneur de la traduire par son interprète, car nous nous rappelons que depuis 1877 notre confrère avait considéré comme un devoir professionnel d'adhérer à notre Société de Prévoyance.

Il y a quelques années, M. GALBRUN était généreusement devenu



membre perpétuel de notre Chambre syndicale, et à deux reprises depuis la guerre, il avait apporté sa large contribution à notre Caisse de secours en faveur des familles des pharmaciens mobilisés.

Si je mentionne ce triple geste de notre regretté confrère, c'est parce qu'il est une preuve de l'intérêt sincère qu'il a toujours porté à la grande famille pharmaceutique.

Comme pharmacien d'une officine voisine de celle que, pendant de nombreuses années, M. GALBRUN dirigea avec une dignité et une correction exemplaires, j'ai eu l'occasion d'apprécier l'excellente réputation qu'il s'était acquise auprès des médecins et des pharmaciens du dixième arrondissement.

Tous ceux qui sont groupés autour de son cercueil ont connu l'homme de haute tenue morale, d'affabilité un peu distante dont le profil semblait frappé pour l'éffigie.

Son clair regard de Certe était toujours levé sur l'interlocuteur et ne laissait aucune place aux faux-fuyants.

Depuis plusieurs années des relations de voisinage m'avaient fourni l'occasion d'entendre M. GALBRUN exposer ses idées sur la situation présente et prochaine de notre profession. Ses causeries dans l'atmosphère de l'officine favorisaient chez notre confrère ce retour en arrière, cette régression jusqu'aux premières années de la jeunesse.

C'est ainsi qu'il me parlait des jours lointains vécus au collège de Vannes, de ses premiers lauriers en sciences et en lettres (c'était le bon vieux temps des humanités) ; il me disait aussi le passé de notre Ecole, à la rue de l'Arbalète et il me rappelait avec fierté quelques-uns de ses meilleurs élèves qu'il avait formés à l'époque où le stage avait une durée que personne n'avait encore songé à abréger.

Depuis la mobilisation, la collaboration quotidienne de son cher fils lui manquant, son labeur lui semblait plus lourd et c'était un peu de repos qu'il venait chercher dans des conversations toutes vibrantes de fierté patriotique exaltée par l'héroïsme de « ses pays » les marins Bretons.

Le mal insidieux qui depuis plusieurs années minait intérieurement sa vieillesse de si belle apparence lui donnait peu de crainte encore qu'il éveillât chez les siens des appréhensions justifiées.

Notre confrère aurait pu lutter victorieusement contre lui quelque temps encore, si l'an dernier, le cœur du grand-père n'avait été si douloureusement touché.

La commémoration récente de ce triste anniversaire lui fut très pénible et brusquement notre confrère fut enlevé à l'affection de sa famille et à l'estime de tous ceux qui l'ont connu.

Au nom du Conseil d'administration de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine, je prie mon cher collègue Eugène GALBRUN et sa famille d'agréer l'expression sincère de nos bien vifs regrets.

J. FEUILLOUX.

## Intérêts Professionnels

A l'occasion de la proposition de loi que M. le Sénateur ASTIER a présentée en faveur des veuves, des orphelins et héritiers des pharmaciens, nous adressons à notre honorable confrère ainsi qu'à tous les membres du groupe pharmaceutique parlementaire l'expression de notre profonde gratitude.

Depuis la guerre, en particulier, nos confrères sénateurs et députés ont défendu activement les intérêts des pharmaciens mobilisés ou non. C'est à leur intervention que nous devons la meilleure utilisation des pharmaciens aux armées et c'est grâce à leur concours persévérant que pourront être rassurées les veuves de nos confrères décédés depuis l'ouverture des hostilités.

Il m'est très agréable de signaler également la participation de notre distingué confrère L. G. TORAUDE dans cette heureuse initiative.

Depuis longtemps les lecteurs de la *Revue Moderne de Pharmacie* étaient au courant des démarches de son actif directeur et c'est au numéro de juillet de son intéressante Revue que nous empruntons le texte de la proposition de loi de M. le Sénateur ASTIER.

### PROPOSITION DE LOI

Tendant à étendre le **bénéfice du moratorium** aux veuves, enfants ou héritiers des **pharmaciens décédés**, en ce qui concerne les délais impartis pour la vente de l'officine.

#### ARTICLE PREMIER

L'article 41 de l'arrêté du Gouvernement du 25 thermidor an XI est complété comme suit :

Au décès d'un pharmacien, la veuve, *les enfants ou les héritiers* pourront continuer de tenir son officine ouverte, pendant un an, aux conditions de présenter un élève âgé au moins de 22 ans, à l'école, dans les villes où il en sera établi; au jury de son département, s'il est rassemblé; ou aux quatre pharmaciens agrégés au jury par le préfet, si c'est dans l'intervalle des sessions de ce jury.

L'école, ou le jury, ou les quatre pharmaciens agrégés s'assureront de la moralité et de la capacité du sujet, et désigneront un pharmacien pour diriger et surveiller toutes les opérations de l'officine.

L'année révolue, il ne sera plus permis à la veuve, *aux enfants ou héritiers*, de tenir sa pharmacie ouverte.

#### ART. 2.

##### *Disposition transitoire.*

Le délai d'un an accordé à la veuve, aux enfants ou héritiers d'un pharmacien décédé, par l'article 41 de l'arrêté du Gouvernement du



25 thermidor an XI, modifié par l'article précédent, est suspendu depuis le 31 juillet 1914, premier jour de la mobilisation, jusqu'au jour de la cessation des hostilités qui sera fixé par un décret du Gouvernement.

Ledit délai ne commencera à courir au profit des personnes visées audit article 41 de l'arrêté du Gouvernement du 25 thermidor an XI, que le lendemain du jour où le décret du Gouvernement qui fixera la cessation des hostilités aura paru au *Journal officiel*.

Un nouveau délai d'un an est accordé aux veuves, enfants ou héritiers des pharmaciens décédés antérieurement au 31 juillet 1914, premier jour de la mobilisation, pourvu toutefois que ce décès ne soit pas antérieur au 31 juillet 1913.

Le point de départ de ce nouveau délai sera le lendemain du jour où le décret du Gouvernement qui fixera la cessation des hostilités aura paru au *Journal officiel*.

La présente loi est applicable à la France et aux colonies françaises.

---

## LES SUCCESSIONS DES MILITAIRES ET MARINS

---

Nous sommes informés que M. Adrien VEBER, député, vient de déposer son rapport fait au nom de la Commission de la législation civile et criminelle, chargée d'examiner le projet de loi relatif au règlement des successions ouvertes pendant la guerre et spécialement des successions : 1° des militaires et marins tués à l'ennemi ou décédés des suites de blessures reçues ou de maladies contractées sous les drapeaux ; 2° de toutes personnes tuées à l'ennemi ou décédées en captivité ; 3° des médecins ou autres personnes décédées des suites de maladies contractées au cours de soins donnés, dans les hôpitaux et autres formations sanitaires, aux malades ou blessés des armées de terre et de mer.

Un article spécial de ce rapport mentionne que le délai d'un an pendant lequel, après le décès de leur mari, les veuves des pharmaciens sont autorisées à continuer à tenir ouverte l'officine, ne commencera à courir qu'après la signature des traités de paix.

Le moratorium des veuves, des orphelins et des héritiers des pharmaciens sera donc certainement voté : c'est une mesure de justice qui s'impose en faveur de la seule classe de commerçants dont les héritiers étaient pénalisés d'une obligation si défavorable à leurs intérêts.

## Des Causes politiques, sociales et économiques de l'hégémonie industrielle allemande

d'après M. Alphonse MICHEL

*Président du Syndicat général de la Droguerie Française*

Dans sa séance du 8 mai 1915, la réunion de Commissions du Syndicat général de la Droguerie française a entendu la lecture du rapport très complet de son Président M. A. MICHEL sur la situation économique de l'Allemagne et de la France.

Nous regrettons de ne pouvoir pas publier *in extenso* cet important document paru dans le numéro de mai-juin du *Bulletin mensuel du Syndicat général de la Droguerie*; nous allons essayer d'en extraire les parties essentielles.

Nos lecteurs sont au courant de l'opinion des industriels fabricants de produits pharmaceutiques sur les causes de la stagnation de l'industrie française, par l'analyse de la conférence de M. FOURNEAU qui a certainement traduit la pensée des chefs de l'industrie chimique française.

Nous allons par le rapport de M. MICHEL connaître l'opinion des droguistes, c'est-à-dire des intermédiaires entre le fabricant et le pharmacien.

Les origines de l'énorme prospérité commerciale de l'Allemagne remontent à une époque bien antérieure à la guerre de 1870.

Mais si l'on s'arrête à cette époque seulement, on constate que la population d'alors, équivalente en France et en Allemagne, s'est accrue considérablement en Allemagne, puisqu'elle dépassait le chiffre de 70 millions, alors qu'en France, elle demeurait stationnaire.

Ni l'émigration, ni l'agriculture ne pouvaient suffire à satisfaire les besoins croissants d'une telle population dont les forces durent être dirigées vers l'industrie et le commerce.

La main-d'œuvre fut donc abondante, disciplinée et façonnée par un enseignement pratique, utilitaire, approprié à son but, distribué à profusion dans les milliers d'établissements professionnels et techniques.

Ainsi la puissante corporation des droguistes allemands qui forme une association de six mille membres, a fondé à Brunswick une école de droguerie où les jeunes gens, après un stage de deux à trois ans, pouvaient, munis d'un diplôme de droguiste, achever leur éducation dans une de ces grandes maisons de droguerie ou de commission si nombreuses à Hambourg ou à Brême.

Parmi les causes purement économiques qui ont contribué à l'essor de l'industrie ou du commerce en Allemagne, M. MICHEL estime comme la plus opérante, le développement des moyens de transport.

« Un système de voies navigables naturelles reliées entre elles par des canaux et soudées aux voies ferrées constituaient un admirable réseau de moyens de transport qui rayonnait sur le pays comme les fils d'une toile d'araignée. »



« Grâce à un outillage parfaitement adapté, grâce aussi aux combinaisons ingénieuses des tarifs fluviaux et terrestres, on avait obtenu des taux de transports extrêmement réduits. »

Le seul port de Hambourg a un mouvement annuel bien supérieur au double du mouvement de l'ensemble de nos quatre ports réunis : Marseille, Le Havre, Dunkerque, Bordeaux.

Il y a quarante compagnies allemandes de navigation qui ne se contentent pas de transporter les marchandises allemandes. Leurs vapeurs faisaient escale dans les ports français et y enlevaient du fret aux dépens des compagnies françaises. Nos colonies mêmes n'avaient pu se soustraire à l'emprise germanique.

C'est grâce à son port franc que Hambourg, drainant petit à petit tous les produits de l'Amérique, de l'Afrique, de la Chine, du Japon et des Indes, était devenu le véritable entrepôt qui alimentait les marchés allemands et étrangers des matières premières nécessaires à leurs industries.

La question des ports francs s'est souvent posée en France mais n'a pas abouti, alors que Londres, Anvers, Gènes, Lisbonne sont depuis plus ou moins de temps ports francs et cela au plus grand profit de leur commerce d'exportation.

Une autre cause de la prospérité économique allemande réside dans l'étroite coopération de la Banque avec le Commerce et l'Industrie.

Les établissements financiers allemands partaient du principe que les garanties morales et les capacités commerciales sont des facteurs de succès plus solides que les chiffres d'affaires, qualités dont malheureusement il était jusqu'à présent, assez rarement tenu compte en France.

Après avoir tracé le tableau de l'essor économique allemand, résultat inespéré d'une politique économique, réfléchie et ordonnée, M. MICHEL analyse les causes de notre infériorité et de notre stagnation.

Ces causes peuvent se résumer comme suit :

1° Insuffisance et mauvaise organisation de notre représentation à l'étranger ;

2° Insuffisance des moyens de transports ;

3° Défectuosité de notre système bancaire.

A la fin de son rapport, le Président du Syndicat général de la Droguerie française indique les réformes qui s'imposent pour atteindre le but que visent Chambres de Commerce, Syndicats et Consuls, c'est-à-dire l'affaiblissement de l'Allemagne industrielle et commerciale.

1° Réformes d'un caractère plus spécial, ne pouvant se réaliser qu'avec le concours et la collaboration des pouvoirs publics ;

2° Celles de nature plus générale dépendant de l'initiative privée et de notre action personnelle.

Parmi les premières, il convient de citer :

1° La concentration de tous les services intéressant la marine marchande au Sous-Secrétariat récemment reconstitué, réforme qui permettrait, sous l'unité d'impulsion et de vues, de réaliser :

Le rétablissement d'urgence des services réguliers entre la France et les côtes du Pacifique où le pavillon français n'a pas flotté depuis des années ; entre l'Extrême-Orient et les Echelles du Levant ; entre la Russie du Nord, par la Baltique, entre la Russie du Sud, par la Mer Noire.

Réforme de la charte des transports terrestres par la coordination des moyens de transport par voie ferrée avec les transports fluviaux assurant au commerce des tarifs réduits d'exportation à l'instar de ceux établis en Allemagne.

Création d'au moins deux ports francs sur la Manche et la Méditerranée, ou tout au moins, comme résultat plus immédiat : application de la loi sur l'autonomie des ports favorisant la création de zones franches munies du matériel indispensable aux besoins actuels du commerce.

2° Création d'un Service commercial extérieur spécial, rattaché, comme en Allemagne, aux Affaires étrangères, supprimant les complications résultant de la dispersion dans nos différents ministères du Commerce, des Finances (Douanes) et Affaires étrangères, des rouages administratifs commerciaux.

Cette réforme aurait pour heureuse conséquence de coordonner l'action politique et commerciale et d'assurer au commerce français une aide et une assistance plus efficaces que celles qu'il a rencontrées jusqu'à ce jour ;

3° Révision des lois de naturalisation.

4° Réforme de notre système de représentation à l'étranger par la création ou l'extension des postes d'attachés commerciaux auprès de nos Consuls et Ambassades les plus importantes, réforme qui imprimerait à cette représentation un caractère plus économique que celui qu'elle a eu jusqu'à présent.

*Réformes d'initiative privée.* — Formation d'ententes commerciales et création de Syndicats de Défense à l'étranger groupant les Français trop dispersés jusqu'à présent.

Expositions permanentes des produits français à l'étranger, suggérées par beaucoup de nos Consuls.

Amélioration de notre système bancaire par la création de Banques d'exportation.

Assainissement de la main-d'œuvre commerciale et industrielle par l'exclusion définitive de la collaboration des sujets allemands.

Envoi à l'étranger de Commissions d'études ayant à la fois un caractère commercial et scientifique, qui auraient pour mission de prospecter les richesses naturelles, d'étudier les conditions de leur production et de leur exploitation, d'établir les conventions et des ententes de nature à faciliter la création du marché des matières premières en France.

Les conclusions du remarquable rapport de M. MICHEL démontrent la grandeur et les difficultés de la tâche à accomplir ; les pharmaciens sont unanimes à souhaiter que les pouvoirs publics prennent au plus tôt les mesures propres à faciliter le laborieux effort que le Président du Syndicat de la Droguerie française propose au patriotisme des maisons françaises.

J. F.



## Les Laboratoires aux Armées<sup>(1)</sup>

A propos de l'inauguration des conférences organisées au Val-de-Grâce par M. le sous-secrétaire d'Etat au service de santé, pour les pharmaciens-majors, directeurs des laboratoires de toxicologie, le *Petit Parisien* annonçait, dans son numéro du 8 août, le prochain envoi aux armées de deux cents laboratoires mobiles ayant pour but d'analyser, de purifier en campagne les eaux et boissons et de déceler les poisons que les Allemands, qui ne sont pas à un crime près, y ajoutent intentionnellement. Or, ces laboratoires de toxicologie existent déjà depuis plusieurs mois aux armées et y ont rendu des services considérables; le meilleur gage de leurs efforts est l'état sanitaire de nos troupes, plus satisfaisant encore pendant la guerre qu'en temps de paix.

Au mois de mai dernier, la direction du service de santé au ministère de la Guerre envisageant le cas où les eaux et boissons diverses, utilisables par nos troupes sur territoire venant d'être occupé par l'ennemi, auraient été additionnées soit de cultures microbiennes, soit de poisons chimiques, informait le général en chef de son intention de fournir le personnel et l'outillage nécessaires pour procéder aux recherches toxicologiques et à la purification des eaux empoisonnées ou souillées. Elle proposait de désigner un pharmacien militaire pour chaque groupe de brancardiers, muni d'un matériel approprié. Le général en chef ayant adopté la proposition, la pharmacie centrale du service de santé reçut l'ordre, le 20 mai, d'établir d'urgence 150 laboratoires de toxicologie sur les données qui lui avaient été fournies par la direction du service de santé. Ces laboratoires comprennent deux caisses, contenant un outillage spécial et une série de réactifs appropriés aux recherches toxicologiques. Le 27 juin, à la demande du général en chef, le nombre des laboratoires fut porté à 217.

Mais il ne s'agissait pas seulement d'organiser matériellement chaque laboratoire: il fallait encore trouver le personnel capable de le diriger, d'y travailler avec fruit. La direction du service de santé procéda à la nomination de pharmaciens majors et aide-majors aptes à remplir les fonctions de chefs de laboratoires créés; on les choisit d'abord parmi les pharmaciens majors de l'armée active, dont les connaissances en toxicologie sont indiscutables, puis parmi les pharmaciens civils mobilisés, justifiant de titres de professeurs titulaires ou agrégés de chimie dans les Écoles supérieures de pharmacie, préparateurs de cours dans ces Écoles ou dans les Facultés.

Le 30 mai, 35 pharmaciens de l'armée active étaient désignés pour les premiers laboratoires de toxicologie; au début de juin 40 laboratoires étaient constitués par les soins de la pharmacie centrale du service de santé et envoyés aux armées. Rapidement fut expédié le solde des 217 laboratoires; le 7 juillet, tous les pharmaciens majors et aide-majors chargés de diriger les laboratoires étaient désignés. Nous pouvons

(1) Journal le *Petit Parisien*, n° du 10 août 1915.

mesurer à l'état physique de nos soldats l'excellente besogne accomplie par les laboratoires de toxicologie. Les hommes qui les dirigent ont fait des observations, des découvertes qui enrichiront la science française.

M. Justin GODART a eu l'heureuse idée de les convier au Val-de-Grâce, non pour stimuler leur zèle, mais pour préciser et unifier les méthodes employées par des savants qui sont en même temps des chefs fiers de consacrer leur intelligence et leur vie studieuse à la libération de la patrie.

## NOMINATIONS MILITAIRES

### Service de santé

#### Réserve et armée territoriale

Par décision ministérielle du 19 août 1915 et par application du décret du 2 janvier 1915, les nominations ci-après ont été ratifiées :

*Au grade de pharmacien aide-major de 2<sup>e</sup> classe de réserve (à titre temporaire).*

A dater du 13 juillet 1915

M. DEVRED (Georges-Edmond), soldat à la 1<sup>re</sup> section d'infirmiers, à l'ambulance 1/1.

A dater du 31 juillet 1915

MM. DERISBOURG (Horace), sergent à l'ambulance 5/1.

CARLIER (Georges-Charles), soldat au groupe de brancardiers de corps du 1<sup>er</sup> corps d'armée.

LOOTEN (Jules-Elie-Camille-Nicolas), soldat au groupe de brancardiers de la 1<sup>re</sup> division d'infanterie.

SAFFRAY (Jules-Henri-Louis), sergent au groupe de brancardiers de la 122<sup>e</sup> division d'infanterie.

BOURDON (Georges-Edmond), soldat à l'ambulance 2/1.

LARUELLE (Ernest-Joseph), caporal à la réserve de matériel sanitaire d'une armée.

WALLE (Louis-Léonce-Jules-Joseph), soldat à la direction du service de santé du 1<sup>er</sup> corps d'armée.

VANTAJOL (Jean-Paul-Marius), soldat à l'ambulance 1/155.

BACHELARD (René-Marc), soldat à l'ambulance 2/155.

CATELAIN (Eugène-Albert), sergent à l'ambulance 2/52.

BARGUILLET (Jean), soldat à la réserve de personnel sanitaire n° 3 d'une armée.

PETITJEAN (Paul-Charles-Hippolyte), soldat au service médical du quartier général d'une armée.

A dater du 1<sup>er</sup> août 1915

M. DELAUNAY (Marc-Henri), pharmacien auxiliaire à l'ambulance chirurgicale automobile n° 5.

A dater du 4 août 1915

MM. CASALS (Thomas-Jean-Denis), soldat à l'ambulance 7/16.

PERROT (Roland), sergent à l'ambulance 16/14.

(1) Journal Officiel du 26 août 1915.



Au grade de pharmacien aide-major de 2<sup>e</sup> classe de l'armée territoriale (à titre temporaire).

A dater du 28 juillet 1915

MM. RICHARD (Georges), soldat à la 5<sup>e</sup> section d'infirmiers militaires à l'ambulance 14/5.

SAVINEL (Pierre), soldat à la 5<sup>e</sup> section d'infirmiers militaires à l'ambulance 1/125.

GRANGE (Henri), soldat à la 15<sup>e</sup> section d'infirmiers au groupe de brancardiers de corps du 15<sup>e</sup> corps d'armée.

A dater du 29 juillet 1915

MM. POIJOL (Denis), soldat à la 15<sup>e</sup> section d'infirmiers, à l'ambulance n° 3 du 15<sup>e</sup> corps d'armée.

CLOUET (Paul), soldat à la 6<sup>e</sup> section d'infirmiers, à l'ambulance 6/6.

COURBIER (Henri-Antoine-Marie), soldat à la 15<sup>e</sup> section d'infirmiers, à l'ambulance 10 du 15<sup>e</sup> corps d'armée.

RATON (Félix-Paul), soldat à la 6<sup>e</sup> section d'infirmiers, à l'hôpital central de Bar-le-Duc.

CLERBOIS (Paul), soldat à la section d'infirmiers, à l'ambulance 6/6.

HAMMERLIN (Jean-Marie-Paul), sergent à la 4<sup>e</sup> section d'infirmiers, à l'ambulance 3/54.

VILLUIS (Fernand), caporal au groupe de brancardiers de la 42<sup>e</sup> division.

A dater du 1<sup>er</sup> août 1915

MM. GRATENOIS (Camille-Théodule), soldat à l'ambulance 15/1.

FAYOT (Elie-Joseph), caporal à l'hôpital d'évacuation n° 2 d'une armée.

Ces pharmaciens aides-majors sont maintenus à la disposition de M. le Général commandant en chef.

## INFORMATIONS

« Pharmacie à vendre, située dans la banlieue proche de Paris, localité très agréable, communications faciles. Chiffre d'affaires : 15.000 fr. Bénéfice net : 5.000 fr. Facilités de paiement. S'adresser au siège social de la Chambre syndicale. »

## MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

\* Adrenovine.  
\* Aéroplast.  
\* Alfes.  
\* Alga.  
\* Alsace (Souvenir d').

\* Arthrilénol.  
\* Bactérina.  
\* Baniana.  
\* Biosulfol.  
\* Bof (comprimés).

Boroform (English).  
\* Boutigny (Gibert).  
\* Bov'Hépatie.  
Bristol (D<sup>r</sup> C. C.).  
Bukusan.

Bukusan Lalo.	Joffrine.	* Pommier (Kola Lécithine).
Bukusanthal.	Joffrinette.	* Prasoidé.
* Calvet (Institut D <sup>r</sup> ).	* Jouvence (Comprimés).	* Purol.
* Carnine Lefrancq.	* Jouvence (Concentrés).	* Pyrasine.
* Cérégumil.	* Jouvence (Condensés).	* Pyrinase.
* Chartreux (Comprimés).	* Kola-Lécithine.	* Quotidien (Le grain).
* Chartreux (Condensés).	* Kolamint.	* Respirator (Casque).
* Chartreux (Concentrés).	* Kolynos (English).	* Respirator (Masque).
* Chauvinot (D <sup>r</sup> ).	* Kosto.	* Rheumacilate.
* Cinnarsol.	* L. M. R. (soldats).	* Ricotina.
* Coq (Comprimés du).	* Lalo.	* Sahuqué (Appareils).
* Crown Oil Longkat.	* Langkat (Crown Oil).	* Saposana.
* Danol.	* Lefrancq (Carnine).	* Seur (Le).
* Dmesco.	* Leucoplaste Français.	* Seamsilk.
* Dmédys.	* Lipsiol.	* Simili-Soie.
* Dmesta.	* Lysol Français.	* Simsoe.
* Doguet.	* Lytrolin.	* Sloo.
* Dreprechol.	* Lyxyl.	* Sodaline.
* Drepadys.	* Mangan (Comprimés).	* Soldats (Alliés).
* Ducoxycolor.	* Maréchal Joffre.	* Souvenir d'Alsace.
* Dystychol.	* Marne.	* Steril-Eau.
* Electrico (Accite).	* Marol (Le).	* Steriline.
* Electryl.	* Mercure (Mercuur).	* Stérilis-Eau.
* Emodina.	* Métarsile.	* Stériodyl.
* Esanofele.	* Métrospire.	* Stimulol.
* Est (Lab. du Sud-).	* Mijnhardt.	* Sud-Est (Labor. du).
* Eutocine.	* Moustiquine.	* Sulfurator.
* Euxyl.	* Muscogène.	* Supramint.
* Euzymina.	* Muscogénine.	* Talisman.
* Flammogène (Le).	* Muscogénol.	* Théolysine.
* Fleur de Gloire.	* Narol (Le).	* Thermo.
* Floco.	* Névrinol.	* Tophosal.
* Fumigator.	* Névritol.	* Tophosalit.
* Gataménol.	* Nikalgin.	* Tralex.
* Gibert-Boutigny.	* Novine.	* Varsolodine.
* Gloire (Fleur de).	* Numidol.	* Vermina.
* Hépatie (Bov <sup>r</sup> ).	* Opoterapia.	* Vésinett.
* Idéaline.	* Orłowski (G.).	* Vibert (Menthe F.).
* Inocaine.	* Osséose.	* Victorieuse (La).
* Isosarcine.	* Oxycolor.	* Virginie (Comprimés de).
* Janos (Comprimés).	* Paléine (La).	* Virginie (Concentrés de).
* Janos (Concentrés).	* Paralaxa.	* Virginie (Condensés de).
* Janos (Condensés).	* Paraseptine.	
* Jerez Quina.	* Pelvartic (Le).	
* Joffre.	* Perhydrol (English).	
* Joffre (Maréchal).	* Phosbana.	
* Joffrette.	* Pie (La).	
	* Plastima.	
	* Plastimol.	
	* Poilu.	
		* Zomothérapie.
		* Zwavelzuur.

Les Pharmaciens (spécialistes ou détaillants) peuvent s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités, leurs dépôts de marques, ainsi que pour les conseils techniques à l'occasion des marques de fabrique.

Tous renseignements sur les marques ci-dessus sont entièrement gratuits.

*Le Directeur du Bureau des Marques,*  
J. Louis Jeune.

*Le Gérant, E. HÉLIE.*



# CONSEIL D'ADMINISTRATION

POUR L'ANNÉE 1915-1916

## I. BUREAU

### MM.

PRÉSIDENT :	LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt (XVIII <sup>e</sup> ). — <i>Mardi matin à son domicile, mercredi et samedi à 3 h. au Siège social.</i> — NORD 27-82.	
VICE-PRÉSIDENT :	BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (XVIII <sup>e</sup> ). — <i>Vendredi à 2 h. à son domicile, jeudi et samedi, à 3 h., au Siège social.</i> — WAGRAM 02-76.	mobilisé.
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :	PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernét, à Paris (XIV <sup>e</sup> ). — <i>Vendredi et samedi, au Siège social, à 3 h.</i>	mobilisé.
SECRÉTAIRE ADJOINT :	BERNHARD, 11, rue Lafayette (IX <sup>e</sup> ). — <i>Mardi et samedi, à 3 h. au Siège social ; Jeudi à son domicile.</i> — GUTENBERG 49-33.	mobilisé.
TRÉSORIER :	COULLON, 108, rue Vieille-du-Temple (III <sup>e</sup> ).	
ARCHIVISTE :	CRINON, 45, rue de Turenne (III <sup>e</sup> ).	
DIRECTEUR DU BULLETIN :	FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (XI <sup>e</sup> ).	

## II. CONSEILLERS

### M.

ANCIEN PRÉSIDENT :	CORDIER, 27, rue de la Villette (XIX <sup>e</sup> ).	mobilisé.
--------------------	--	-----------

### DÉLÉGUÉS DES CIRCONSCRIPTIONS

### MM.

1 <sup>re</sup> (1 <sup>er</sup> et II <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	LONGUET, 54, rue des Lombards (I <sup>re</sup> ). — <i>Mercredi après-midi.</i> — CENTRAL 46-56.	
2 <sup>e</sup> (III <sup>e</sup> et IV <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	NORMAND, 324, rue Saint-Martin (III <sup>e</sup> ). — <i>Lundi matin, de 9 h. à 11 h.</i> — ARCHIVES 36-55.	
3 <sup>e</sup> (V <sup>e</sup> et VI <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	HERBAIN, 44, rue Saint-André-des-Arts. — Gobelins 28-99.	
4 <sup>e</sup> (VII <sup>e</sup> et XVI <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	LENAIN, 126, rue de la Pompe (XVI <sup>e</sup> ). — <i>Lundi matin.</i> — PASSY 99-08.	mobilisé.
5 <sup>e</sup> (VIII <sup>e</sup> et XVII <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	PELLISSIER, 33, avenue de Villiers (XVII <sup>e</sup> ). — <i>Jeudi, de 2 h. à 4 h.</i> — WAGRAM 14-59.	mobilisé.
6 <sup>e</sup> (IX <sup>e</sup> et XVIII <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	GAUCHER, 157, Boulevard Magenta.	mobilisé.
7 <sup>e</sup> (X <sup>e</sup> et XIX <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	COLLIN, 19, boulevard Magenta (X <sup>e</sup> ). — <i>De 1 h. à 3 h.</i> — NORD 15-18.	
8 <sup>e</sup> (XI <sup>e</sup> et XX <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	COLLESSON, 5, rue d'Angoulême (XI <sup>e</sup> ). — <i>Jeudi, de 2 h. à 4 h.</i>	mobilisé.
9 <sup>e</sup> (XII <sup>e</sup> et XIII <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	BOINOT, 18, place d'Italie, le <i>Mercredi matin</i> . — Gob. 26-75.	mobilisé.
10 <sup>e</sup> (XIV <sup>e</sup> et XV <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	WEILL, 7, avenue d'Orléans (XIV <sup>e</sup> ). — <i>Dimanche matin.</i> — Gob. 23-39.	mobilisé.
11 <sup>e</sup> (LEVALLOIS) :	DELMOND, 4, avenue Sainte-Foy, à Neuilly-sur-Seine. — <i>Mardi matin.</i>	mobilisé.
12 <sup>e</sup> (ASNIÈRES) :	WALTER, 2, rue Denis-Papin, à Asnières.	mobilisé.
13 <sup>e</sup> (SAINT-DENIS) :	TRINQUART, 69, avenue de Paris, à la Plaine-Saint-Denis. — <i>Mardi matin.</i> — 5-32.	
14 <sup>e</sup> (AUBERVILLIERS) :	GRÈS, à Noisy-le-Sec.	
15 <sup>e</sup> (MONTREUIL) :	FAYOL, 17, boul. de Belfort, à Montreuil-sous-Bois.	mobilisé.
16 <sup>e</sup> (SAINT-MAUR) :	LOISEL, 4, square des Marronniers, à Saint-Maur. — <i>Jeudi.</i>	
17 <sup>e</sup> (IVRY) :	POUILH, 27, route de Choisy, à Ivry.	
18 <sup>e</sup> (MONTROUGE) :	PRÉVOST, 43, rue Houdan, à Sceaux.	

### III. COMITÉ DISCIPLINAIRE

MM.

PRÉSIDENT :	LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt (xviii <sup>e</sup> ).
VICE-PRÉSIDENT :	BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (xviii <sup>e</sup> ).
SECRÉTAIRE :	PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernet (xiv <sup>e</sup> ).
ARCHIVISTE :	DESVIGNES, 2 bis, rue Gustave-Zédé (xvi <sup>e</sup> ).
MEMBRES TITULAIRES :	BILLON, 50, av. de Villeneuve-l'Étang, à Versailles (8-44).
	BOUSQUET, 140, faubourg Saint-Honoré (viii <sup>e</sup> ).
	DUMOUTHIER, 19, rue de Bourgogne (vii <sup>e</sup> ).
	LACROIX, 31, rue Philippe-de-Girard (x <sup>e</sup> ).
	LAFAY, 54, rue de la Chaussée-d'Ant'n (ix <sup>e</sup> ).
	RENARD, 8, rue de Passy (xvi <sup>e</sup> ).
	WEIL, 62, route d'Orléans, à Montrouge.
MEMBRES ADJOINTS :	FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (xi <sup>e</sup> ).
	GUILLAUMIN, 168, boulevard Saint-Germain (vi <sup>e</sup> ).
	RENGNIEZ, 56, rue de Passy (xvi <sup>e</sup> ).

### IV. COMMISSIONS

MM.

CONSEIL DE FAMILLE :	LAURENCIN, <i>Président</i> , BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CRINON, COULLON, CORDIER, FEUILLOUX.
CONTENTIEUX :	LAURENCIN, <i>Président</i> , BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CORDIER, CRINON, FEUILLOUX, LONGUET, HERBAIN.
ÉTUDES :	PÉAN, <i>Président</i> , COLLESSON, CORDIER, HERBAIN, LENAIN, LONGUET, PELLISSIER, WEILL.
MUTUALITÉ :	BERNHARD, <i>Président</i> , COLLIN, FAYOL, N., GRÈS, N., POUILH.
INTÉRÊTS COMMERCIAUX :	BARTHET, <i>Président</i> , BOINOT, FAYOL, LENAIN, NORMAND, WEILL, N.
TARIF :	PÉAN, <i>Président</i> , BERNHARD, <i>Secrétaire</i> , BOINOT, CRINON, DELMOND, TRINQUART, NORMAND.
FINANCES :	LOISEL, <i>Président</i> , BERNHARD, LONGUET, COULLON, N.
BULLETIN :	FEUILLOUX, <i>Président</i> , LAURENCIN, BARTHET, PÉAN, BERNHARD, LONGUET, <i>Administrateur du service de Publicité</i> .

### CONSEIL JUDICIAIRE

MM.

MORET, avocat à la Cour de cassation, 211, boulevard Saint-Germain (vii <sup>e</sup> ).
POIGNARD, avocat à la Cour d'appel, 3, rue Danton (vi <sup>e</sup> ).
CLAPPIER, avoué à la Cour d'appel, 241, boulevard Saint-Germain (viii <sup>e</sup> ).
HÉBERT, avoué au Tribunal civil de la Seine, 3, rue des Pyramides (i <sup>re</sup> ).
DORÉ, huissier, 17, rue du Bouloi (i <sup>re</sup> ).
BAREILLIER-FOUCHE, expert-comptable des Tribunaux, 16, rue Condorcet (ix <sup>e</sup> ).
HÉLIE, agent judiciaire, au Siège social.

### ASSURANCES

MAURICE-LAJOUX, assureur-conseil, 12, rue de Provence (ix<sup>e</sup>). Tél. : CENTRAL 75-54.

### SERVICE DE LA PUBLICITÉ

MAURICE ROUFF, agent de la publicité, 17, rue du Delta (ix<sup>e</sup>).



**BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE**  
**DES**  
**PHARMACIENS DE LA SEINE**  
(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

30 Septembre 1915.

**SOMMAIRE**

Permissionnaires, p. 211. — La Question de l'Alcool, p. 212. — La Thérapeutique et les Produits chimiques définis d'origine étrangère, p. 213. — Souscription au profit des Pharmaciens mobilisés du département de la Seine, p. 220. — Société de Pharmacie de Paris, p. 221. — Intérêts professionnels, p. 222. — Promotion militaire, p. 224. — Avis, p. 224. — L'Approvisionnement du Charbon, p. 224. — Marques de fabrique, p. 226.

**PERMISSIONNAIRES**

La période de vacances, dans cette année de guerre, prend une physionomie toute particulière grâce aux allées et venues des permissionnaires qui viennent apporter à leur famille le réconfort et l'entrain de leur vaillance.

Rien n'est plus pittoresque que les groupes de *poilus* qui affluent aux gares régulatrices pour faire viser leur permission : rien n'est plus amusant que leurs dialogues, rien n'est plus surprenant que la belle mine de tous nos défenseurs que l'on pouvait supposer épuisés par la lutte de nuit des tranchées.

Les *civils*, dans les compartiments bondés, recherchent leur conversation et leurs questions ne restent jamais sans réponse, car les permissionnaires se plaisent à conter leurs bons et leurs mauvais jours.

J'ai noté, dans les entretiens que j'ai eus avec eux, à cent lieues du front, la foi au succès que tous propagent autour d'eux et surtout une sorte de résignation héroïque aux sacrifices nécessaires.

Des pères de famille qui regagnent leur foyer pour six ou huit jours ne sont pas ébranlés par la pensée qu'ils le quitteront de nouveau pour affronter les terribles hasards de la guerre.

Les *civils* sont saisis d'étonnement et d'admiration, devant un tel esprit de sacrifice. Je n'oublierai pas de longtemps l'accent avec lequel un sergent d'infanterie territoriale disait le plus simplement du monde : « Nous retournons là-bas, mais nous n'en reviendrons pas, car nous savons bien que notre sacrifice est nécessaire à la victoire ! »

M. Barrès a répété bien souvent depuis un an, que nos héros sont des saints : on comprend la vérité de cette affirmation en écoutant parler de tels hommes.

De mes promenades à travers champs je rapporte une impression nouvelle et qui m'a profondément troublé : je veux parler des nuances du patriotisme que l'on rencontre chez les paysans et chez les ouvriers avec qui j'ai pu causer. Ce fait très intéressant pourrait se formuler ainsi : le patriotisme est un idéal qui se développe proportionnellement à la culture intellectuelle et morale.

J. FEUILLOUX.

## La Question de l'Alcool

La brusque réquisition de l'alcool sur tout le territoire français, opérée sans que nous en ayons eu le moindre doute, n'a pas été sans jeter dans le monde pharmaceutique une profonde perturbation.

Beaucoup d'entre nous pour ne pas dire tous, se sont trouvés démunis du jour au lendemain, et les moyens de fortune mis à notre disposition par le Ministère de la Guerre pour nous réapprovisionner étaient tellement peu pratiques, que ce n'est pas sans inquiétude que nous envisageons l'avenir.

L'horizon s'est subitement éclairci par suite du dévouement de M. le professeur BÉHAL, directeur de l'Office des Produits chimiques et pharmaceutiques, qui a bien voulu se charger de la lourde tâche d'assurer le service de la délivrance de l'alcool à tous les pharmaciens français.

Voici dans quelles conditions fonctionnera ce service en ce qui concerne la région parisienne après entente avec la Chambre syndicale.

1° Le pharmacien devra établir une demande sur papier à en-tête de sa maison avec le timbre de la pharmacie et la signature du demandeur.

Cette demande doit être faite, soit directement à M. le directeur de l'Office des Produits chimiques et pharmaceutiques, 4, avenue de l'Observatoire, soit par l'intermédiaire du fournisseur ordinaire. Elle devra indiquer la quantité nécessaire à la marche de l'officine pendant un mois et désigner le degré de l'alcool demandé (90° ou 95°).

Pour régulariser autant que possible le service, les demandes devront être faites dans les *dix premiers jours du mois*.

2° L'Office délivrera alors au pharmacien un bon qui sera remis par lui soit à son mandataire, soit à la distillerie et qui justifiera de la sortie de l'alcool.

Il est expressément entendu que l'alcool délivré aux pharmaciens *doit être exclusivement réservé aux préparations officinales et à l'exécution des prescriptions magistrales*, et ne peut être vendu en nature au public.

Nous devons exprimer notre sincère gratitude à M. le professeur BÉHAL et à ses dévoués collaborateurs qui ont bien voulu faciliter autant que possible la solution normale de cette importante question. Par réciprocité, nos confrères devront se soumettre exactement aux prescriptions ci-dessus, toute vente illicite pouvant entraîner pour le délinquant de très graves inconvénients.

J. LAURENCIN.



## La Thérapeutique et les Produits chimiques définis d'origine étrangère

### EXTRAIT<sup>(1)</sup>

DU

#### Rapport de M. le Professeur GRIMBERT

Sur les mesures à prendre contre l'envahissement de la thérapeutique par les produits médicamenteux d'origine étrangère, au nom d'une Commission composée de MM. Bazy, Bouchardat, Bourquelot, Gilbert, Gley, Marfan, Moureu, A. Robin, Troisier et Grimberty, rapporteur.

« La plus grande partie de ces produits sont d'origine allemande et les industriels qui les préparent et qui les ont fait connaître, se sont assurés le monopole de leur fabrication, grâce aux facilités que leur offrait la loi de 1857 sur les marques de fabrique, leur permettant ainsi d'échapper la loi de 1844 qui refuse d'accorder un brevet aux produits médicamenteux.

« Cependant, un fait de la plus haute importance est venu, il y a quelques années, jeter un jour nouveau sur l'interprétation qu'il convient de donner à la loi de 1857 sur les marques de fabrique. Je veux parler de l'arrêt de la Cour de cassation du 24 juin 1908 concernant la marque *Pyramidon*, arrêt qui confirme le jugement du Tribunal civil de Lyon du 22 mai 1904 et l'arrêt de la Cour d'appel du 23 février 1907.

« Cet arrêt qui fait loi en matière de jurisprudence est à citer en entier :

« Attendu que pour refuser à la Société demanderesse la qualité de « propriété exclusive de la dénomination *Pyramidon*, le jugement du Tribunal de Lyon, dont la Cour d'appel a adopté les motifs, s'est « fondé sur l'article 3 de la loi du 5 juillet 1844, aux termes duquel ne « sont pas susceptibles d'être brevetées les compositions de toute sorte; « qu'à bon droit ledit jugement ajoute qu'il ne saurait être permis « d'échapper cette prescription d'intérêt général par un moyen détourné, « en s'abritant sous la protection dont la loi entoure les marques de « fabrique.

« Or, attendu que le juge du fait déclare souverainement que le

(1) *Bulletin de l'Académie de Médecine*, n° 28. Séance du 13 juillet 1915.

« dépôt de la marque *Pyramidon* effectué le 26 octobre 1896 n'a été  
« qu'un expédient imaginé par la Société demanderesse pour confisquer  
« un nouveau remède qui allait être vulgarisé sous ce nom, et de se  
« créer un droit exclusif de le vendre sous cette dénomination; qu'elle  
« n'a pas pu déposer valablement comme marque de fabrique, le simple  
« nom destiné à devenir bientôt après la désignation usuelle et nécessaire du nouveau produit. »

« Or, Messieurs, est-ce que la plupart des produits de synthèse, d'origine étrangère, dont nous nous occupons aujourd'hui, n'entrent pas dans la catégorie du *Pyramidon* ?

« N'est-ce pas dans le but de tourner la loi de 1844 qu'ils ont été déposés sous un nom devenu usuel et ne sont-ils pas, à cause de cela, frappés fatalement de déchéance ?

« Il faut donc profiter de suite de cette occasion unique que nous offre l'état de guerre pour nous débarrasser à tout jamais de cette encombrante pacotille allemande et ne retenir, après un choix judicieux mais sévère, que les seuls médicaments ayant fait leurs preuves.

« Prenons comme point de départ la liste publiée récemment dans divers journaux professionnels et qui s'élève à 200 noms déposés. De ces 200 noms, il convient d'abord d'en retrancher 75 environ correspondant à des spécialités, à des mélanges, à des produits mal définis ou bien encore à des synonymes.

« Eh bien ! sur les 125 substances qui restent, 28 seulement sont utilisées dans les hôpitaux ; les autres, ou bien n'ont jamais été demandées par les chefs de service, ou bien ont été refusées purement et simplement par la Commission des Médicaments et Remèdes nouveaux.

« Parmi ces 28 produits, 2 ont déjà leur nom tombé dans le domaine public ; ils sont par conséquent hors de cause ; ce sont l'*Antipyrine* et le *Pyramidon* ; 14 sont inscrits au Codex ou seront inscrits dans le supplément qui est sous presse :

1° Inscrits au Codex : *Aristol*, *Aspirine*, *Dermatol*, *Duotal*, *Salophène*, *Sulfonal*, *Trional*, *Phénacétine*.

2° Inscrits au supplément du Codex : *Collargol*, *Dionine*, *Héroïne*, *Novocaïne*, *Urotropine*, *Véronal*.

« Les autres médicaments dont l'emploi est autorisé dans les hôpitaux sont : *Aristolochine*, *Citrophène*, *Créosotal*, *Ferropyrine*, *Holocaine*, *Hypnal*, *Ichtyol*, *Néosalvarsan*, *Orthoforme*, *Protargol*, *Tannigène*.

« Ce n'est donc plus des centaines de médicaments nouveaux, comme on l'a dit, que l'industrie nationale va avoir à fabriquer, mais une trentaine tout au plus, et encore parmi ces derniers est-il à présumer que ceux-là seuls l'intéresseront dont la consommation sera assurée ; les autres, négligés par elle et ne pouvant pénétrer sur notre territoire pendant la durée de la guerre, disparaîtront d'eux-mêmes et ainsi s'achèvera, par une sorte de sélection naturelle, la grande épuration des produits indésirables.

« Cette opération préliminaire aura pour effet immédiat de limiter singulièrement le terrain de la lutte engagée contre les marques étrangères.

« Quelle conduite tenir à leur égard pour éviter toute revendication possible de la part des maisons qui détiennent ces marques ?



Ici le rapporteur expose les embarras de la Commission pour proposer une solution pratique : il en indique trois qui paraissent d'application difficile : aussi nous nous bornons à reproduire la fin du rapport de M. le Pr. GRIMBERT.

« Pour le moment, allant au plus pressé, et afin de faciliter la lutte contre les produits médicamenteux d'origine étrangère, votre Commission est d'avis qu'il est nécessaire :

« 1° D'établir la liste de ces médicaments reconnus de première nécessité et de publier cette liste dans le *Bulletin de l'Académie*, sous leur nom usuel ou sous un synonyme facile à retenir, en attendant qu'ils soient inscrits officiellement dans le supplément du Codex, conformément au décret du 3 mars 1850.

« 2° D'inviter les praticiens à prescrire ces médicaments sous le nom publié dans le Codex ou dans le *Bulletin de l'Académie* en le faisant suivre du mot : Codex. Exemple : Aspirine Codex, Véronal Codex, etc., etc...

« Reste maintenant à étudier les mesures à prendre pour éviter qu'à l'avenir de simples dénominations puissent constituer une marque de fabrique privative perpétuelle au profit du déposant.

« Mais ici, nous nous heurtons à des intérêts contradictoires : aux intérêts du public et aux intérêts légitimes de l'inventeur ou du fabricant.

« A ces difficultés vient s'ajouter celle qui résulte des conventions internationales en vertu desquelles toute marque de fabrique régulièrement adoptée dans son pays d'origine doit être admise et protégée, telle quelle, dans tous les autres pays de l'Union diplomatique de la propriété industrielle.

« La France ne peut donc priver sur son propre territoire ses nationaux d'une protection qu'elle accorde aux étrangers.

« Pour qu'une modification des lois sur les marques de fabrique soit réalisable et ne soit pas préjudiciable aux intérêts de nos fabricants, il faudrait établir de nouvelles conventions diplomatiques.

« Dans ces conditions, il vous apparaît que l'Académie ne peut qu'émettre un vœu de principe et qu'il ne lui appartient pas d'entrer dans le détail des mesures à prendre, chacune de ces mesures demandant à être étudiée au point de vue du droit international et de la répercussion qu'elle peut avoir sur le développement de notre industrie nationale.

« Faut-il, comme le demandent les Chambres syndicales pharmaceutiques, modifier la loi de 1857 de manière à ce que le nom sous lequel l'inventeur d'un médicament nouveau le fait connaître au monde médical devienne nécessairement le nom du produit et tombe immédiatement dans le domaine public ?

« Et par contre, afin d'assurer à l'inventeur le bénéfice de son travail, faut-il en même temps compléter la loi de 1844 sur les brevets, en stipulant que le procédé de fabrication d'un produit chimique défini peut être breveté, même quand ce produit est de nature médicamenteuse ?

« Ou bien, sans toucher à cette dernière loi, faut-il, comme quelques-uns l'ont demandé, maintenir la validité de la simple dénomination comme marque de fabrique, avec toutefois cette restriction que cette marque pourra tomber dans le domaine public au bout de quinze ans, au lieu d'être toujours renouvelable ?

« L'importance de la solution mérite qu'elle soit étudiée dans des milieux particulièrement compétents, et votre Commission se bornera à émettre le vœu suivant :

« 1<sup>o</sup> Que la loi de 1857 sur les marques de fabrique soit modifiée de manière à ce qu'aucune dénomination simple donnée à un produit chimique médicamenteux défini ne puisse devenir à perpétuité une propriété privative au profit de son auteur.

« 2<sup>o</sup> Qu'un moyen soit trouvé de sauvegarder pendant un temps limité les intérêts légitimes de l'inventeur de ce produit médicamenteux. »

## DISCUSSION

*Du rapport de M. GRIMBERT sur les mesures à prendre  
contre l'envahissement de la thérapeutique  
par les produits médicamenteux d'origine étrangère. (1)*

M. LE SECRÉTAIRE PERPÉTUEL donne lecture du premier vœu ci-après qui termine le rapport de M. Grimberty :

1<sup>o</sup> Que la loi de 1857 sur les marques de fabrique soit modifiée de manière à ce qu'aucune dénomination simple donnée à un produit chimique médicamenteux défini ne puisse devenir à perpétuité une propriété privative au profit de son auteur.

M. BOURQUELOT : Lorsque M. A. Robin a demandé à l'Académie de rechercher les mesures à prendre contre l'envahissement de la thérapeutique par les produits médicamenteux d'origine étrangère, nous avons eu l'impression, plusieurs de mes collègues et moi, que nous étions conviés à résoudre un problème particulièrement difficile.

Les discussions confuses qui se sont produites au sein de la Commission; les consultations que nous avons demandées à des personnes étrangères à l'Académie, ce qui nous a valu d'entendre exprimer les opinions les plus divergentes; les conflits d'intérêts plus ou moins respectables qui nous ont été révélés : tout cela n'a fait que justifier notre première impression.

Rien d'étonnant donc à ce que notre rapporteur qui ne pouvait que résumer les embarras de la Commission, et qui l'a fait si clairement, ait hésité au milieu des solutions proposées.

En réalité, ainsi que vous avez pu le voir, tout le débat porte sur la question de savoir s'il convient, comme le réclament certains industriels,

(1) Séance de l'Académie de médecine, le 27 juillet 1915.



d'accorder, pour les médicaments, à une simple dénomination, la valeur d'une marque de fabrique.

Pour ma part, mon opinion est formelle : j'estime qu'il faut refuser toute validité aux dénominations-marques en matière de médicament. Et je vais essayer d'abord de vous démontrer qu'en pensant ainsi je suis d'accord avec la loi française aussi bien qu'avec les magistrats qui ont eu la charge de l'appliquer.

À la base de notre législation en matière d'industrie pharmaceutique, est l'article 3 de la loi sur les brevets du 5 juillet 1844. Cet article est ainsi conçu :

« Ne sont pas susceptibles d'être brevetés : les compositions pharmaceutiques ou remèdes de toute espèce. . . »

L'interdiction est absolue, et il n'est pas plus permis de la transgresser directement que de la tourner par quelque moyen que ce soit.

Dix ans auparavant, la loi des 26 juillet et 4 août 1834, — notre première loi sur ce qu'on a appelé plus tard les marques de fabrique — par cela seul qu'elle ne contient aucune prescription restrictive, spéciale aux pharmaciens, avait créé une première forme de la propriété industrielle en pharmacie.

« Si, dans la désignation d'un remède, explique notre éminent collègue, M. Jungfleisch, qui a fait en 1894 une remarquable étude de cette question (1), l'inventeur ou le préparateur se sert soit de son nom patronymique, soit du nom d'une raison sociale, soit d'un nom de localité, la loi de 1834 le protège contre les emplois frauduleux de ce nom qui est destiné avant tout, à faire connaître l'origine du produit.

« Le nom adopté constitue ainsi, à proprement parler, une marque de fabrique; et c'est à juste titre, car il indique la fabrique dans laquelle l'objet a été produit. Tout pharmacien reste libre de préparer et de vendre le même remède, mais il n'a pas le droit de se servir du nom constituant la marque. »

Remarquez que la loi sur les brevets n'a rien modifié à la loi de 1834; elle est en parfait accord avec elle, car la loi de 1834 ne fournissait à personne le droit de s'organiser un monopole avec un médicament.

Vient la loi de 1857, qui élargit en quelque sorte la loi de 1834. C'est aussi une loi générale, applicable à toutes les industries et qui a pour but de favoriser la sincérité commerciale. C'est elle qui a institué un service officiel de dépôt et de conservation des marques adoptées par les fabricants, et toute marque déposée valablement est et demeure la propriété du déposant.

Mais cette loi étend singulièrement le nombre des caractères qui pourront être utilisés pour constituer une marque. Dans la loi de 1834, il n'était question, je le répète, que du nom patronymique, du nom d'une raison sociale, d'un nom de localité à adjoindre à la désignation même du produit; dans la loi de 1857, il est spécifié que la marque pourra être constituée encore par un emblème, une vignette, une étiquette, un cachet, un timbre, des initiales, une enveloppe, une forme particulière, etc., et généralement « par un signe quelconque servant à distinguer les produits d'une fabrique ou les objets d'un commerce ».

(1) *Journal de Pharmacie et de Chimie*.

Enfin, et c'est là l'origine des embarras actuels, la marque peut encore être formée par une simple dénomination, lorsque celle-ci — retenir cette restriction — *ne constitue pas la dénomination habituelle et nécessaire de l'objet*.

Il a paru à certains que, sous le couvert de cette loi, on pouvait, avec un nom bien choisi, devenir le propriétaire perpétuel d'un médicament, qu'on en fut ou non l'inventeur.

Et c'est ainsi — pour revenir à la question qui nous est posée, — qu'on a vu les industriels allemands, après qu'une loi analogue à la nôtre eût été promulguée dans le pays (loi du 30 novembre 1874 révisée le 12 mai 1894), user du prétendu bénéfice de notre loi pour introduire en France des produits tels que l'antipyrine, le pyramidon, l'aspirine, le véronal, etc., et se procurer de gros bénéfices à notre détriment.

Mais, à la réflexion, on s'est demandé si ces dénominations-marques étaient valables :

Dès lors qu'un médicament est toujours prescrit sous un même nom spécial, n'est-il pas évident que ce nom devient *ipso facto* la dénomination habituelle et nécessaire prévue, par la loi elle-même, comme s'opposant à la validité de la marque ?

D'autre part, la loi sur les brevets est toujours en vigueur. Est-ce qu'on ne la tourne pas en interprétant la loi des marques de fabrique dans le sens de la valabilité des dénominations-marques pour les médicaments. Est-ce qu'on ne se constitue pas ainsi un monopole perpétuel, puisque la marque est indéfiniment renouvelable, et cela au mépris de ladite loi sur les brevets et même de l'esprit de la loi de 1834 ?

Voilà pourquoi les associations pharmaceutiques de France n'ont pas hésité à engager ou à soutenir des procès contre les possesseurs des marques antipyrine et pyramidon. Et les tribunaux leur ont donné raison en s'appuyant précisément sur les arguments que je viens de vous exposer, et dont il ressort, aux termes des arrêts qui ont été prononcés « *qu'il ne saurait être permis d'étudier par un moyen détourné, en s'abritant sous la protection dont la loi entoure les marques de fabrique, la prescription d'intérêt général édictée par l'article 3 de la loi de 1844 (interdiction des brevets en matière de remède)* ».

Dans ces conditions, est-il vraiment sage, est-il prudent de demander la consécration par la loi de la validité des dénominations-marques pour les médicaments ? Je ne le crois pas ; j'estime, au contraire, qu'en agissant ainsi on fait le jeu de nos adversaires, à l'encontre de ce que réclamait notre collègue, M. Robin dans sa communication à l'Académie.

Mais, Messieurs, je ne m'en suis tenu jusqu'ici qu'à la question juridique ; il me reste à appeler votre attention sur les conséquences fâcheuses qu'entraînerait avec soi, au point de vue de la médecine, de l'exercice de la pharmacie et de l'intérêt du public, la validité de la dénomination-marque. Et ici, ce n'est plus notre intérêt national, c'est l'intérêt général que je veux défendre.

Le dépôt d'une marque n'est précédé d'aucun examen et n'entraîne aucune formalité. Très rarement il s'agit d'un produit sérieux ; le plus souvent ce sont des produits sans valeur médicamenteuse, mais qui peuvent acquérir une grande valeur marchande pour le déposant par une réclame intensive à laquelle les journaux politiques et même les



journaux médicaux font toujours bon accueil. Dans tout cela, la réclame l'emporte, et de beaucoup, sur les plus beaux travaux de pharmacodynamie.

Au Congrès international de Pharmacie de La Haye (17-21 septembre 1913), où la question des marques a été discutée, l'un des rapporteurs, le rapporteur pour l'Allemagne, nous apprenait que, dans l'espace de deux ans et demi (1910-1912), on avait enregistré dans ce pays 5.000 marques pharmaceutiques dont il nous a donné la liste.

Le rapporteur pour l'Angleterre n'a pas été aussi précis; mais à la lecture de son rapport, on reconnaît que le registre des marques anglaises est tout aussi encombré. En France, dans le seul mois d'avril dernier, le bureau des marques a inscrit 212 marques pharmaceutiques, ce qui équivaut à un nombre égal, sinon supérieur à celui des marques allemandes. Combien y en a-t-il, dans ces 15 à 20.000 produits, dont la plupart portent les noms les plus barbares, qui puissent réellement rendre des services à la thérapeutique?

Ne voit-on pas que le médecin, le pharmacien, le public sont noyés dans cette cacophonie!

C'est que rien n'est plus facile que de créer une dénomination-marque: il n'en coûte qu'un peu d'imagination; aucun travail n'est nécessaire ni même utile.

On peut choisir un produit quelconque, autant que possible dépourvu de propriétés toxiques pour pouvoir le délivrer sans ordonnance ou l'envoyer par la poste. On peut confisquer à son profit un produit récemment découvert en lui donnant un nom de fantaisie; c'est même un moyen simple de s'approprier les recherches d'autrui. On peut affubler d'une dénomination nouvelle un vieux médicament, ce qui permet de le vendre très cher au public ignorant.

Les exemples sont légion: Voici le salicylate de soude: appelez-le *métaxaline*, et si des médecins se rencontrent pour le prescrire sous cette dénomination, vous pourrez le vendre cinq ou dix fois plus qu'il ne vaut. Faites une solution d'hypochlorite de soude qui vaut quelques centimes; avec une dénomination-marque, on vous l'achètera plusieurs francs. Mais il n'est pas besoin d'aller chercher si loin; n'avons-nous pas vu ici-même, il n'y a pas longtemps, la morphine, le plus ancien de nos alcaloïdes, puisqu'il est aujourd'hui centenaire, se présenter masqué sous deux dénominations différentes et faillir un instant compromettre l'Académie!

Non, Messieurs, si l'on veut protéger le véritable inventeur, il n'est pas de moyen plus mauvais, moins sûr et moins digne que la dénomination-marque; et c'est, à mon avis, une pure illusion que d'imaginer qu'elle pourrait aider aux progrès de l'industrie pharmaceutique française.

Ce que l'on peut faire, ce que suggère notre rapporteur, c'est demander, avec nos chambres syndicales pharmaceutiques, la brevetabilité des *procédés* de fabrication de tous les produits chimiques, même si ces produits sont de nature médicamenteuse.

Ce brevet et la marque patronymique qu'a créée la loi de 1834, permettront, comme la demande la Commission, de sauvegarder, pendant un temps limité, les intérêts légitimes de l'inventeur. (*Applaudissements.*)

M. GRIMBERT, *rapporteur* : Afin de donner satisfaction aux observations si justement présentées par M. Bourquelot, il suffirait de supprimer dans le vœu les mots : *à perpétuité*.

— Cette proposition, mise aux voix, est adoptée.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture du second vœu, ainsi rédigé.

1° Qu'un moyen soit trouvé de sauvegarder pendant un temps limité les intérêts légitimes de l'inventeur de ce produit médicamenteux.

M. GRIMBERT, *rapporteur* : D'accord avec M. Bourquelot, je propose de le remplacer par la proposition suivante :

1° Que, pour sauvegarder les intérêts légitimes de l'inventeur, la loi de 1844 sur les brevets d'invention, soit modifiée de manière à permettre que le procédé de fabrication d'un produit chimique défini puisse être breveté, même quand ce produit est de nature médicamenteuse.

— Ce vœu, mis aux voix, est adopté.

## SOUSCRIPTION

### au profit des Pharmaciens mobilisés du Département de la Seine

#### DOUZIÈME LISTE

DOUZIÈME LISTE				Montant des souscriptions
NOMS ET ADRESSES DES SOUSCRIPTEURS				
MM.				
LATOUR, 13, rue de la Révolution, Montreuil-sous-Bois. . . . .				250 »
DURAND, 119, rue Saint-Charles, Paris . . . . .				100 »
VINCENT, 12, rue du Pont-Neuf, Paris . . . . .				100 »
FAYARD et BLIN, LAVOINNE et LEVRAY, successeurs, 30, rue Saint-Merri.				50 »
	juillet	août	sept.	
MM.				
BOURBON, 139, boulevard Magenta, Paris . . . . .	7 50	7 50		15 »
BORNE, 4, place du Val, Vanves. . . . .	7 50	7 50	7 50	22 50
BARTHET, 1, rue de Phalsbourg, Paris . . . . .		10 »		10 »
COLLOMBY, 97, rue Dareau, Paris. . . . .	10 »	10 »		20 »
CHANZEIX, 39, rue Charles-Nodier, Pré Saint-Gervais . . . . .		25 »		25 »
CANTON, 43, rue Faidherbe, Paris . . . . .		10 »		10 »
DANET, 84, rue de l'Aqueduc, Paris . . . . .	7 50	7 50		15 »
DUBOURG, 1, avenue Ménelottes, Colombes. . . . .		10 »		10 »
DREYER-DUFER, 79, rue de la Chapelle, Paris . . . . .	10 »			10 »
FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême, Paris. . . . .		7 50		7 50
GAUDIN, 22, avenue de Neuilly, Neuilly. . . . .	7 50	7 50		15 »
GILBERT, 47, avenue de l'Observatoire, Paris . . . . .	7 50			7 50
A reporter . . . . .				667 50



	Report. . . . .	667 50
	juillet août sept.	
GREFFIER, 11, rue Lepic, Paris . . . . .	10 » 10 »	20 »
HANGOU, 55, rue de Paris, Pantin . . . . .	7 50 7 50	15 »
HENNERLÉ, 3, rue Dufaut, Gentilly . . . . .	10 »	10 »
HILBERT, 58, rue Carnot, Stains . . . . .	7 50	7 50
KARTOW, 12, rue de la Boule-Rouge, Paris . . . . .	10 »	10 »
LOISEL, 4, square des Maronniers, Saint-Maur . . . . .	7 50 7 50	15 »
LAURENCIN, 41, rue Clignancourt, Paris . . . . .	10 »	10 »
LECOMTE, 118, rue Nationale, Paris . . . . .	25 »	25 »
PASSAT, 182, avenue de Versailles, Paris . . . . .	10 »	10 »
RAFFEGEAU, 3, rue de l'Amiral-Mouchez, Paris . . . . .	7 75	7 75
ROUSSEAU, 4, place de la République, Levallois . . . . .	10 »	10 »
ROLLAND, 118, avenue Victor-Hugo, Paris . . . . .	40 »	40 »
VALENTIN, 48, Grande-Rue, Créteil . . . . .	7 50	7 50
Total de la douzième liste. . . . .		853 25
Montant des listes précédentes . . . . .		34.882 53
Total au 20 septembre 1915. . . . .		35.737 80

## Société de Pharmacie de Paris

### RAPPORT DE M. DUFAU

sur la pharmacie d'officine et les dénominations-marques  
appliquées aux médicaments chimiques définis.

Au nom d'une Commission nommée le 19 février 1915, et composée  
de MM. BOURQUELOT, DUFAU, GRIMBERT, GUERBET, MARTIN, MEILLÈRE,  
MOUREU, PÉPIN, POULENC, THIBAUT, TIFFENEAU, VAUDIN et VICARIO.

Dans son remarquable travail, l'ancien Président de la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine, s'est surtout inspiré des idées qu'il avait acquises et défendues au sein des Commissions du Syndicat de la Seine et de l'Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France.

On peut donc admettre que les parties de son rapport que M. le Président GUERBET a fait adopter dans la séance du 28 juillet reflètent l'opinion moyenne des pharmaciens français.

Après discussion, la Société a adopté les vœux suivants (1) :

1° Qu'aucune dénomination donnée à un produit défini employé comme médicament ne peut, par elle-même, constituer une marque de fabrique privative ;

2° Il y a lieu de présenter aux pouvoirs publics un vœu relatif à la

(1) *Journal de Pharmacie et de Chimie*, 15 août 1915.

brevetabilité des procédés de fabrication de tous les produits chimiques, même s'ils ne sont pas pourvus de propriétés thérapeutiques ;

3° La Société de Pharmacie, considérant les inconvénients de la situation créée par les dénominations-marques appliquées aux produits pharmaceutiques, demande la publication urgente d'un supplément au *Codex* dans lequel devront figurer les principaux produits chimiques définis utilisés en thérapeutique, avec leur nom usuel, leur composition et leurs caractères.

En attendant cette publication officielle, la Société de Pharmacie de Paris établira la liste de ces produits. Elle en publiera la nomenclature et les caractères dans le *Journal de Pharmacie et de Chimie* et en demandera l'insertion dans le plus bref délai, dans le *Bulletin de l'Académie de médecine*.

## Intérêts Professionnels

Nous avons lu avec le plus grand intérêt les articles du D<sup>r</sup> B. LYONNET, médecin de l'Hôtel-Dieu de Lyon, réunis en trois petites plaquettes dont les titres soulignent l'actualité.

- 1° Pour défendre nos produits pharmaceutiques français.
- 2° La question des produits pharmaceutiques allemands devant l'Académie de médecine, la Chambre des Députés, l'opinion des gens compétents.
- 3° Comment le médecin peut-il provisoirement remplacer par des produits français les produits pharmaceutiques allemands les plus importants ?

Ces articles sont extraits du *Lyon médical* et pour donner la réponse à la troisième question, le D<sup>r</sup> LYONNET s'est adjoint la collaboration de M. R. BOULUD, pharmacien des hôpitaux de Lyon.

Les pharmaciens français peuvent être reconnaissants aux deux auteurs d'avoir traité des questions aussi importantes, dans les circonstances actuelles et de s'être proposé d'éclairer le corps médical.

« Il faut aussi que, d'ores et déjà, le médecin français explique à son client qu'il ne sera pas perdu si ce n'est pas Bayer ou Merck qui lui fournissent les remèdes pour sa guérison. Il faut lui persuader que le chimiste français fait aussi bien et fera certainement mieux si on lui aide.

« Un point sur lequel je dois insister tout spécialement est la publicité que tous les journaux de médecine ont faite aux produits allemands. Depuis plus de quinze ans que j'ai l'honneur de faire partie du Comité de rédaction du *Lyon médical* j'ai souvent gémi à ce sujet. Dorénavant il faut être inflexible, quels que soient les prix que puissent



« offrir les maisons allemandes, il ne faut pas accepter ni leurs annonces  
« ni leurs articles même signés des plus grands noms.

S'adressant à nos fabricants de produits pharmaceutiques dont il cite les plus importants, le D<sup>r</sup> LYONNET écrit :

« Toutes ces maisons et bien d'autres que je ne cite pas, sont bien  
« outillées, bien administrées et peuvent certainement faire tous les  
« agents médicamenteux possibles. Il est certain que la plupart se sont  
« limitées à certains produits qu'elles font très bien et qui leur donnent  
« de justes bénéfices.

« Dans la mesure du possible il semblerait bon qu'il y ait une sorte  
« d'entente entre les grandes maisons, qu'elles se divisent un peu la  
« besogne, et qu'elles ne se mettent pas toutes à faire les mêmes pro-  
« duits.

« Une entente aussi pour les prix serait bien utile. Faire très bien,  
« vendre un peu cher, c'est excellent. Il ne faudrait pas cependant, la  
« guerre terminée, que le pharmacien soit obligé de dire à ses clients :  
« Ce n'est plus de la kamelote allemande que je vous vends, c'est un  
« produit bien français, seulement il coûte trois fois plus cher ! » On  
« voit vite le danger de cette façon de procéder qui permettrait la ren-  
« trée en France, par différentes voies, des produits à proscrire.

« Il faut que les syndicats médicaux et pharmaceutiques se remuent.  
« Il est urgent, croyons-nous, que le médecin français modifie sa  
« façon de faire. Il faut réagir, réagir de suite et énergiquement.

Le D<sup>r</sup> LYONNET approuve cette opinion de M. CATILLON : « Si l'on  
« n'aboutit pas promptement, le mal renaitra à bref délai ; pour éviter  
« des retards, il vaut mieux faire ses affaires soi-même que d'invoquer  
« les saints. Il n'y a qu'un moyen d'obtenir ce résultat rapide, c'est de  
« *changer l'esprit* des médecins français en leur démontrant, comme  
« vous le dites, de concert avec notre président TRIBOULET, que bien  
« peu de ces médicaments sont indispensables, et que presque tous  
« peuvent être remplacés par des médicaments français. »

Nous aurions beaucoup de passages intéressants à mettre sous les  
yeux de nos confrères : nous avons extrait de préférence ceux qui  
visent le corps médical, non pas pour faire le silence sur les devoirs  
qui incombent aux pharmaciens fabricants de produits chimiques ou  
affiliés à des syndicats, mais parce que nous considérons que les méde-  
cins français doivent être les auxiliaires indispensables dans l'œuvre du  
développement de l'industrie pharmaceutique en France.

Nous remercions MM. LYONNET et BOULEY d'avoir ainsi travaillé l'opi-  
nion médicale par des articles qui, nous voulons l'espérer, contribue-  
ront au relèvement de notre profession.

J. F.

## PROMOTION MILITAIRE

---

Notre confrère V. GUYADER, de Bois-Colombes, mobilisé comme soldat de 2<sup>e</sup> classe, a été nommé adjudant mitrailleur au 219<sup>e</sup> régiment d'infanterie, le 17 Juillet.

Nous adressons nos vives félicitations à notre vaillant confrère qui, actuellement encore, se bat dans les tranchées de l'Aisne.

## AVIS

---

Confrères, surveillez le timbre de votre Pharmacie !

---

Un pharmacien de Paris nous communique les faits suivants :

« Nous avons eu, ce matin, la visite d'un individu porteur d'une ordonnance à en-tête, au nom de M. X. chirurgien-dentiste de la Faculté de Paris, habitant non loin de notre officine, demandant à **emprunter** cinq grammes de *cocaïne*. Cet individu *nous a soustrait le cachet de la pharmacie* dont il s'est servi pour timbrer un nouveau bon, portant une autre adresse, avec lequel il s'est présenté chez notre confrère, M. X, et, en notre nom, lui a emprunté quatre grammes de la même substance ».

## L'Approvisionnement du Charbon

---

Nous pensons être utiles à nos confrères en leur signalant que la Maison Maurice Croquin, 23, rue de la Chapelle, Paris (Téléphone Nord 24-00), leur offre de leur fournir pendant la saison d'hiver, les Charbons, Cokes, Anthracites et Bois aux cours fixés, comme suit.



Il est entendu que ces prix sont variables et revisables tous les mois.

Voici les prix pour octobre :

*Charbons pour cuisinière*

	Flambant. les 1.000 kilos.	Sans fumée. les 1.000 kilos.
Gaillèterie . . . . .	98 »	110 »
Gaillétins . . . . .	99 »	115 »
Têtes de Moineaux . . . . .	100 »	120 »
Braisette . . . . .	95 »	105 »

*Charbons pour calorifère*

Gaillèterie . . . . .	97 »
Briquettes pleines . . . . .	98 »
Gaillétin d'anthracite anglais . . . . .	
Coke de four . . . . .	60 »
Fine d'anthracite . . . . .	

*Charbons pour salamandre et choubersky*

Anthracite anglais extra . . . . .	110 »
— grains 15/25 . . . . .	

*Coke de gaz*

L'hecto n° 0, 4 fr. 05 ; n° 1, 4 francs ; n° 2, 3 fr. 95.

Boulets moyens . . . . .	99 »
Briquettes perforées, le cent . . . . .	

*Bois 1<sup>er</sup> choix*

Scié en 1 et 2 traits . . . . .	76 »
— 3 4 — . . . . .	78 »

Ligots résinés, le cent : 8 francs ; Margotins, le cent : 10 francs.  
Charbon de bois, le sac, étranger : 7 fr. 50 ; français : 8 fr. 50.

## MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

Absinthia.	Cysturol.	Iodoids.
Absinthina.	*Cyto-Serum.	*Iolase.
*Abyssin (Vermifuge).	*Daisy.	Irisamine.
Aldol.	Dentisal.	Isa (Curatif) (Tube).
*Alimentose (Bio-).	*Derby.	Isaline.
Almeda (Lotion).	*Dermaline.	*Jean (Pommade Père).
Ambral.	*Désiré (Sirop).	Joliette.
*Amiral.	Dovyl.	*Kératogène.
Amora.	*Duvivier (Docteur).	*Landaises (Gouttes).
*Amylénol.	*Ecthol.	*Le Duc (Sirop, cachets).
*Amylol.	Eden.	*Lescène (L.).
*Amynol.	*Eizelr (Bain D*).	Lithospirine.
Anacidine.	Electroplaste.	Lonyl.
*Anaquintine.	Elite.	Lucida.
*Arménie (Dragées d').	*Erasmic.	Lutex.
*Aspirine Galénique.	Ergine.	Malibran (Pâte).
Atomiseur (Nasal-).	*Euthermine.	Martialose.
*Azur (Bouquet d').	Fercao.	Medulladen.
*Balsamol).	*Ferroquinol.	Mensual Pills.
Belg (Rogal-).	Fixococcine.	*Mensualine.
Bellite.	Frais Pieds.	*Mercolint.
Benjamin (Sirop).	Fruidor.	*Microlase.
Bio-Alimentose.	*Fulgor (Ouate).	Mimos.
Biowine Hausser's.	Galénique (Emplâtre).	Mirabelle (Kina).
*Blennurol.	*Galien (Baume Le).	*Mortis.
Bon'O.	*Galien (Pilules).	Moscovite (Gargarisme).
*Bourbon (Quinquina).	*Gallia.	Mulrol.
*Bourdaine (Bi-).	*Gastrophile (Le).	*Néocaine-Surrénine.
*Brésilien (Elixir).	Généris (Poudre).	*Neocrin.
*Bromase.	Ginex.	*Neuro-Serum.
*Bromi (Pâte).	Gonococcide.	Oberlandine (Poudre).
*Buffalo.	*Gynestol.	*Occimouche.
Cannebière.	*Heiko.	Opalaxyl.
Cellos.	Hémaluine Sca.	Osséinose.
*Celulo-Soie.	*Hémato-Serum.	*Oxygénine.
Chalu-Bib.	Hippophyl J.-L.	*Paludase.
*Chlorésol.	Holvine Duparc.	Paperon.
*Citrol.	*Ichthyol C*.	*Parégorine.
Costopied (Baume).	*Individuel (Iode).	*Pastor (Colifuge).
*Créoline.	*Individuel (Sachet).	Paveron.



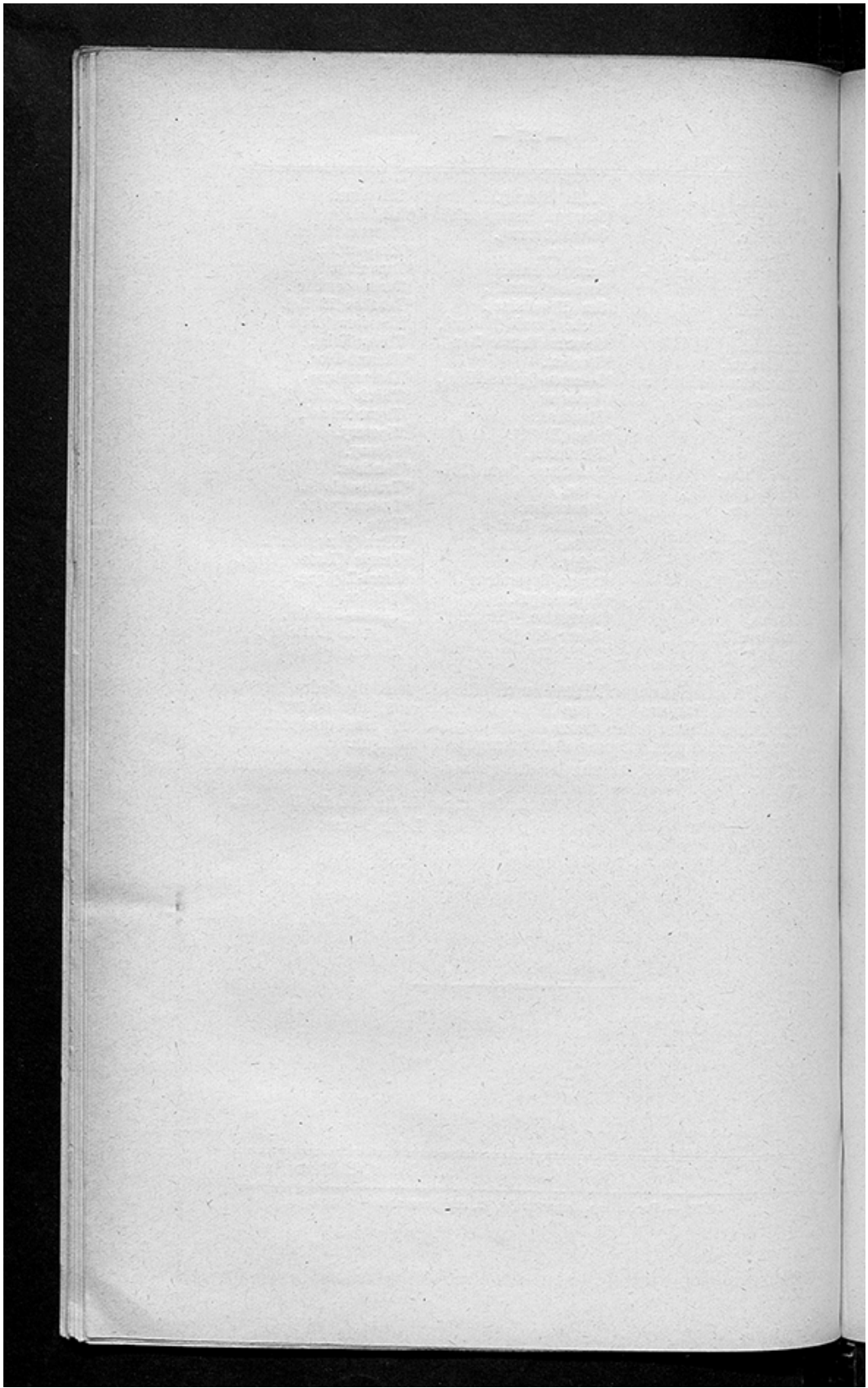
*Paverone.	*Rubis (Baume).	Tabagène.
*Périodic Pills.	*Sahuqué (Pansements).	*Tabloid.
*Périodine.	Salmé (Baume).	Tamponsovules.
*Pérolin Français.	Sanagen.	*Tampovules.
*Péruvien (Odontolgi- que).	*Santylol Lalo.	*Tannalbin.
*Phlogoléol.	Savain (Laxatif).	Tarin (Remède).
*Phorinoid.	Sca (Hémaluine).	*Terrible 75 (Le).
Phosfood.	Sèche Urania (Tisane).	Théodora (Crème).
*Phosphanol.	Secours (Baume Bon-).	Théos (Kola).
*Phosphatone Galénique.	*Simplex.	*Thermo-Bloc.
Phryline (Parf.).	*Soixante-Quinze (Kina).	*Thermophore.
Phytacéine.	Somariva.	Thézée (Laborat.)
Pip.	*Standard.	Thymobromol.
*Poilus (des).	*Star (Etoile).	Tiperary.
Pou-Toxine.	Sterilettes.	*Tommy.
*Pulmo (produits).	*Stomacure Sœur Thé- rèse.	*Touriste.
Purgatone.	Stomocaine.	*Traumaplaste.
Quies.	*Suédoise (Lorion).	*Traumapyrine.
*Régulin Pills.	*Suisse (provende).	*Tuto.
Réguiline.	Suley.	*Ultra (Pansement).
*Revanche (Kina).	*Super (Réparateur).	*Urania (Tisane sèche).
Rice-Oter.	*Supercatgut.	*Utéro-Topique.
Rivière.	*Surrénine (Néocaine).	*Victoire.
Rodillard (Pâte).	Svenophile (Le).	*Villaza (Eau de).
*Royal-Belg.	*Sylva (Cigarettes).	*Virginie (Elixir de).
		Zuline.

Les Pharmaciens (spécialistes ou détaillants) peuvent s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités, leurs dépôts de marques, ainsi que pour les conseils techniques à l'occasion des marques de fabrique.

Tous renseignements sur les marques ci-dessus sont entièrement gratuits.

*Le Directeur du Bureau des Marques,  
J. Louis Jeune.*

*Le Gérant, E. HÉLIE.*





**BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE**  
D.R.S.  
**PHARMACIENS DE LA SEINE**  
(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

31 Octobre 1915.

**SOMMAIRE**

Nomination de Pharmaciens auxiliaires, p. 229. — La Question de l'Alcool, p. 230. — Caisse de secours en faveur des Familles des Pharmaciens mobilisés de la Seine, p. 231. — Souscription au profit des Pharmaciens mobilisés du département de la Seine, p. 231. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 12 octobre 1915, p. 233. — Comité intersyndical des Pharmaciens de la Seine, p. 237. — Comment lutter contre l'invasion des médicaments allemands ?, p. 240. — Etude sur les Moyens propres à assurer le Développement en France de l'Industrie des Médicaments chimiques, p. 242. — Nécrologie, p. 246. — Citations à l'ordre du jour, p. 246. — Information, p. 248. — L'Approvisionnement du Charbon, p. 247. — Marques de fabrique, p. 248.

**Nomination de Pharmaciens auxiliaires**

Le Sous-Secrétaire d'État du service de santé écrit le 30 septembre 1915 sous le numéro 36.465 C/7 à Messieurs les généraux commandant les régions :

J'ai décidé la nomination à l'emploi de pharmaciens auxiliaires d'un certain nombre de pharmaciens diplômés et d'étudiants en pharmacie mobilisés aux armées ou dans la zone de l'intérieur et dans les conditions suivantes :

Les nominations seront faites à titre définitif et dans les limites du besoin par les autorités directrices du service de santé parmi les pharmaciens diplômés et les étudiants en pharmacie appartenant au service armé.

Peuvent être nommés pharmaciens auxiliaires :

1<sup>re</sup> Les pharmaciens de 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> classe, les étudiants en pharmacie munis de 12 inscriptions ;

2<sup>e</sup> Les étudiants en pharmacie munis de 8 inscriptions de scolarité accompagnés soit d'un diplôme de licence ès-science, soit du titre d'interne en pharmacie (ou de pharmacien adjoint) des hôpitaux, nommés au concours ;

3<sup>e</sup> Les étudiants en pharmacie munis de 8 inscriptions de scolarité qui auraient rempli avec zèle et compétence depuis au moins six mois en qualité d'homme de troupe les fonctions de pharmacien dans les hôpitaux temporaires et ceux qui auraient été l'objet d'une citation à l'ordre de l'armée de la division ou de la brigade.

Les pharmaciens seront affectés notamment dans les hôpitaux temporaires comportant moins de 101 lits, dans les hôpitaux militaires permanents, les pharmacies centrales, régionales, générales, les stations

magasins du service de santé, les réserves du matériel, les infirmeries régimentaires de corps de troupe, les laboratoires d'armée ou de toxicologie.

Toutes les dispositions en vigueur concernant les médecins auxiliaires sont applicables aux pharmaciens auxiliaires.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir assurer l'exécution des dispositions ci-dessus.

Justin GODART.

## La Question de l'Alcool

La brusque réquisition de l'alcool sur tout le territoire français, opérée sans que nous en ayons eu le moindre doute, n'a pas été sans jeter dans le monde pharmaceutique une profonde perturbation.

Beaucoup d'entre nous pour ne pas dire tous, se sont trouvés démunis du jour au lendemain, et les moyens de fortune mis à notre disposition par le Ministère de la Guerre pour nous réapprovisionner étaient tellement peu pratiques, que ce n'est pas sans inquiétude que nous envisagions l'avenir.

L'horizon s'est subitement éclairci par suite du dévouement de M. le professeur BÉHAL, directeur de l'Office des Produits chimiques et pharmaceutiques, qui a bien voulu se charger de la lourde tâche d'assurer le service de la délivrance de l'alcool à tous les pharmaciens français.

Voici dans quelles conditions fonctionnera ce service en ce qui concerne la région parisienne après entente avec la Chambre syndicale.

1<sup>o</sup> Le pharmacien devra établir une demande sur papier à en-tête de sa maison avec le timbre de la pharmacie et la signature du demandeur.

Cette demande doit être faite directement à M. le directeur de l'Office des Produits chimiques et pharmaceutiques, 4, avenue de l'Observatoire. Elle devra indiquer la quantité nécessaire à la marche de l'officine pendant un mois et désigner le degré de l'alcool demandé (90° ou 95°).

Pour régulariser autant que possible le service, les demandes devront être faites dans les dix premiers jours du mois.

2<sup>o</sup> L'Office délivrera alors au pharmacien un bon qui sera remis par lui à son mandataire qui justifiera de la sortie de l'alcool.

Il est expressément entendu que l'alcool délivré aux pharmaciens doit être exclusivement réservé aux préparations officinales et à l'exécution des prescriptions magistrales, et ne peut être vendu en nature au public.

Nous devons exprimer notre sincère gratitude à M. le professeur BÉHAL et à ses dévoués collaborateurs qui ont bien voulu faciliter autant que possible la solution normale de cette importante question. Par réciprocité, nos confrères devront se soumettre exactement aux prescriptions ci-dessus, toute vente illicite pouvant entraîner pour le délinquant de très graves inconvénients.

J. LAURENCIN.



## CAISSE DE SECOURS en faveur des Familles des Pharmaciens mobilisés de la Seine

Le 30 septembre 1914, le Bureau adressait par la voie du *Bulletin* son appel en faveur des familles des confrères mobilisés. Aujourd'hui nous publions donc la *treizième* liste de souscription et c'est avec une satisfaction égale à la nôtre que les lecteurs apprécieront le total de 37.600 francs :

Nous remercions vivement nos souscripteurs et nous les convions à persévérer fidèlement afin que notre trésor d'aide mutuelle nous permette de soulager les infortunes dont le nombre va croissant, alors que nul ne peut assigner un terme à la durée de la guerre.

Il nous est possible, grâce à vous chers confrères, d'apporter le réconfort à des familles très intéressantes. La dernière que je signale à votre admiration est la suivante. Il s'agit d'un pharmacien de Paris, mobilisable mais malade au moment de l'appel sous les drapeaux. Ce confrère, dont le patriotisme se désespère, a autour de lui sa femme et trois enfants : l'aîné atteint juste l'âge qui lui permet de contracter un engagement. Touché par les regrets de son père qui ne se console pas de rester inutile, le fils avec la spontanéité de la belle jeunesse s'offre à le remplacer. Le père donne son consentement, le fils part dans un régiment d'infanterie. Peu de temps après, le père meurt ; récemment le fils est blessé grièvement au bras. La veuve de notre confrère vit péniblement avec ses trois enfants, car l'officine est bien petite et les affaires couvrent difficilement les frais généraux.

Elle cherche un emploi adéquat à ses capacités de caissière ou de conditionneuse.

Que ceux qui peuvent lui procurer du travail s'adressent à notre Siège social.

Dans la treizième liste, nos lecteurs remarqueront l'obole magnifique de la Société de l'Iode. Nous sommes heureux de remercier nos confrères de cette Société qui témoigne de sa prospérité par une telle générosité. Notre gratitude s'adresse aux fidèles souscripteurs dont les versements nous parviennent avec une constance que nous proposons en exemple à tous ceux qui peuvent les imiter.

J. F.

## SOUSCRIPTION au profit des Pharmaciens mobilisés du Département de la Seine

### TREIZIÈME LISTE

NOMS ET ADRESSES DES SOUSCRIPTEURS	Montant des souscriptions
MM.	
Docteur CRUCHAudeau, 94, rue de Maubeuge, Paris (1 <sup>er</sup> versement) . . .	100 »
Huchedé, 48, carrefour de l'Odéon, Paris (2 <sup>e</sup> versement) . . . . .	100 »
SOCIÉTÉ DE L'IODE, 43, rue de Turenne . . . . .	1.000 »
A reporter . . . . .	1.200 »

Report. . . . .						1.200
	juin	juillet	août	sept.	oct.	
MM.						
BARTDET, rue de Phalsbourg, Paris.					10 »	10 »
BERNHARD, 10, rue Lafayette, Paris.					10 »	10 »
BOTSVIGER, 17, rue Sadi-Carnot, à Drancy . . . . .	7 50	7 50	7 50	7 50		30 »
CÉDARD, 2, place du Théâtre-Français, Paris (mars à octobre) . . .					60 »	60 »
CANTON, 43, rue Faidherbe, Paris .					10 »	10 »
DUBOURG, 1, avenue Ménélotte, Colombes . . . . .					10 »	10 »
DUCHÉ, 133, avenue de Saint-Ouen, Paris . . . . .	7 50	7 50	7 50	7 50		30 »
DREYER-DUFER, 79, rue de la Chapelle, Paris . . . . .			10 »	10 »		20 »
DURAND, 119, rue Saint-Charles, Paris . . . . .					7 50	7 50
DERVILLEZ, 15, rue Réaumur, Paris		10 »				10 »
DAUTREVAUX, 64, rue de la Chapelle, Paris (avril à septembre) . . . .					45 »	45 »
FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême, Paris . . . . .					7 50	7 50
FAGARD, 33, avenue la Motte-Picquet, Paris . . . . .	7 50	7 50	7 50			22 50
GREFFIER, 18, rue de Meudon, Clamart . . . . .				10 »	10 »	20 »
GILBERT, 47, avenue de l'Observatoire, Paris . . . . .				7 50		7 50
HILBERT, 58, rue Carnot, Stains . .					7 50	7 50
HEMMERLÉ, 3, rue Dufaut, Gentilly.				10 »		10 »
KARTOW, 12, rue de la Boule-Rouge, Paris . . . . .				10 »		10 »
LAURENCIN, 41, rue Clignancourt, Paris . . . . .					40 »	40 »
LOISEL, 4, square des Maronniers, Saint-Maur . . . . .					7 50	7 50
LAIN, 95, rue Didot, Paris. . . . .	7 50	7 50				15 »
LÉGER, 3, rue du Chemin-de-Fer, Saint-Denis . . . . .				7 50	7 50	15 »
MÉROBIAN, 4, Grande-Rue, Saint-Mandé . . . . .	10 »	10 »	10 »	10 »	10 »	50 »
MOREAU (H.), 5, rond-point de Longchamp, Paris. . . . .					10 »	10 »
MAZAUD, 16, rue de la Gaité, Paris (6 mois). . . . .					45 »	45 »
PASSAT, 182, avenue de Versailles, Paris. . . . .				10 »		10 »
POUILH, 27, route de Choisy, Ivry .					10 »	10 »
RAFFEGEAU, 3, rue de l'Amiral-Mouchez, Paris . . . . .				7 50		7 50
ROUSSEAU, 4, place de la République, Levallois . . . . .				10 »		10 »
RENARD, 142, avenue de Clichy, Paris . . . . .					10 »	10 »
A reporter. . . . .						1.727 50



	juin	juillet	août	sept.	oct.	Report. . . . .
MM.						1.727 50
MOREAU-TALON (M <sup>re</sup> ), 153, boulevard du Montparnasse, Paris. . . . .				10 »	10 »	
TRINQUART, 69, avenue de Paris, Plaine Saint-Denis (10 mois) . . .				75 »	75 »	
TRIFAULT, carrefour Victor-Hugo, Alfortville. . . . .	7 50	7 50			15 »	
VALENTIN, 48, Grande-Rue, Créteil.				7 50	7 50	
VASCHALDE, 24, avenue Mac-Mahon, Paris. . . . .	7 50	7 50	7 50	7 50	30 »	
Total de la douzième liste. . . . .						1.865 »
Montant des listes précédentes . . .						35.737 80
Total au 20 octobre 1915. . . . .						37.602 80

### Extrait du procès-verbal de la Séance du CONSEIL D'ADMINISTRATION du 12 octobre 1915.

*Présidence de M. LAURENCIN, Président.*

*Etaient présents :* MM. LAURENCIN, BERNHARD, COULLON, CRINON, FEUILLOUX, COLLIN, GRÈS, LOISEL, POUILH et TRINQUART.

*Excusé :* M. NORMAND.

En ouvrant la séance, M. le Président adresse ses félicitations au secrétaire-adjoint G. BERNHARD, en congé de convalescence, nommé au grade de pharmacien aide-major de 2<sup>e</sup> classe de l'armée territoriale, par décision ministérielle du 21 septembre. Notre ami reçoit les vœux de ses collègues pour le rétablissement de sa santé altérée par trois mois de campagne dans l'Argonne.

M. LE PRÉSIDENT adresse ses compliments et ceux du Conseil à notre ancien Président P. L. CORDIER promu pharmacien-major de 2<sup>e</sup> classe.

Décès. — M. LE PRÉSIDENT a le regret de faire part au Conseil du décès, survenu depuis la dernière réunion, de M. Victor-Armand GALBRUN et de M. Alfred DOUCET. Les familles de ces deux sociétaires ont reçu les condoléances du Bureau.

Augmentation de prix des matières premières. — L'accroissement continu des prix de la plupart des produits usités en pharmacie, nécessite la publication d'un nouveau bulletin de variations.

**Bulletin de variations.** — La Commission du Tarif sera convoquée le 3 novembre 1915, pour élaborer le Bulletin de variations, qui paraîtra au *Bulletin* du 30 novembre.

**Protestation contre les changements de prix des spécialités réglementées.** — Le Conseil s'élève des agissements de certains spécialistes qui ont augmenté le prix de leurs produits réglementés, sans modifier le prix de vente au public. Nous sommes lésés par cette mesure, puisque nous sommes liés par la réglementation.

Une réunion du Comité intersyndical aura lieu bientôt pour étudier les mesures à prendre à ce sujet.

**Approvisionnement de l'alcool.** — M. LE PRÉSIDENT met le Conseil au courant des démarches qu'il a faites auprès de M. le Directeur de l'Office des Produits chimiques et pharmaceutiques. Les résultats de ces démarches ont été consignés dans la note : « la question de l'alcool » parue, dans le dernier numéro du *Bulletin*, sous la signature J. LAURENCIN.

Cette note paraîtra de nouveau dans le prochain *Bulletin*, afin que tous les confrères de la Seine ne puissent pas invoquer leur ignorance de l'organisation établie par M. le P<sup>r</sup>. BÉHAL.

MM. GRÈS, LOISEL, POUILH et TRINQUART, délégués des circonscriptions de la banlieue parisienne, exposent les difficultés que leurs confrères voisins rencontrent pour s'approvisionner d'alcool.

M. LAURENCIN répond à ces délégués que depuis plusieurs jours, il s'occupe de faire compléter par l'Office des Produits chimiques et pharmaceutiques l'organisation de la distribution de l'alcool aux pharmaciens de la banlieue. M. le Directeur de l'Office lui a fait espérer pour un délai très court des dispositions qui donneront satisfaction à ces confrères.

En ce qui concerne Paris, la livraison de l'alcool se fait normalement à tous les confrères qui demandent un bon à l'Office des Produits chimiques et pharmaceutiques et remettent ce bon au fournisseur de leur choix. Les bons demandés dans les premiers jours du mois, et portant la quantité d'alcool nécessaire pour le mois ont permis aux pharmaciens de recevoir leur provision d'alcool quelques jours après.

L'approvisionnement de l'alcool est réglé par l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques pour toute la France. Une circulaire a été adressée, dans ce sens, par les soins du secrétariat de l'Association générale, à tous les présidents des Syndicats pharmaceutiques.

**Circulaire de M. le Ministre de l'Agriculture à MM. les Inspecteurs des Pharmacies.**

Paris, le 25 septembre 1915.

*Le Ministre de l'Agriculture,  
à Messieurs les Inspecteurs des Pharmacies.*

J'ai l'honneur de vous signaler, à toutes fins utiles qu'on offre, en ce moment, aux pharmaciens et aux droguistes, sous le nom d'aspirine.



un produit de provenance allemande, qui ne serait, en réalité, qu'un mélange d'acide salicylique et de sulfate de magnésie.

*Le Ministre de l'Agriculture,  
Pour le Ministre et par autorisation,*

Le Directeur des Services Sanitaires  
et Scientifiques et de la Répression  
des Fraudes,

Roux.

Lettre de M. le Directeur de l'Office des Produits chimiques et pharmaceutiques sur les modifications que notre Chambre syndicale pourrait désirer relativement à la législation française des brevets et des marques de fabrique.

Le Conseil estime que des questions de cette nature et de cette importance doivent être étudiées de concert avec le Conseil d'administration de l'Association générale des syndicats pharmaceutiques de France.

La majorité des membres de nos diverses Commissions étant d'ailleurs mobilisée, une discussion aussi délicate ne pourrait pas actuellement être ouverte de façon utile.

Lettre de M. le Président du Comité central des Chambres syndicales et lettre de M. le Président de la Chambre de commerce de Paris :

Paris, le 5 octobre 1913.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT ET CHER COLLÈGUE,

Je reçois à l'instant la lettre ci-après de M. le Président de la Chambre de commerce de Paris et je m'empresse de vous la transmettre en faisant le plus pressant appel à votre concours pour en appuyer les motifs auprès de chacun des membres de votre Syndicat.

Les considérations si justes et si complètes que cette lettre expose sont inspirées par une notion si évidente et si élevée des intérêts supérieurs de la France, que je craindrais de les atténuer en les commentant.

Persuadé que vous serez d'avis avec moi que tous les efforts financiers de l'initiative privée doivent venir se joindre à ceux non moins admirables de dévouement et d'abnégation que prodigue notre vaillante armée, je vous remercie par avance de l'intervention urgente que je sollicite de vous.

Veuillez agréer, Monsieur le Président et cher collègue, la nouvelle expression de mes sentiments distingués et dévoués.

*Le Président :*  
JOUANNY.

Paris, le 1<sup>er</sup> octobre 1913.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU COMITÉ CENTRAL  
DES CHAMBRES SYNDICALES,

Ainsi que vous le savez, le Gouvernement va déposer dans quelques

jours un projet de loi l'autorisant à émettre un emprunt en vue de consolider la dette flottante et d'obtenir de nouvelles ressources.

M. le Ministre des Finances m'a entretenu de cette opération et m'a prié de faire appel à tous les groupements syndicaux pour qu'ils usent de leur influence auprès de leurs membres et les invitent à participer à la souscription dans la pleine mesure de leurs moyens.

J'ai répondu au Ministre que je pouvais d'avance lui promettre le concours très actif des représentants du commerce et que nous ferions ensemble de grands efforts pour assurer le succès du nouvel emprunt.

Il faut que ce succès soit éclatant. Il faut montrer à nos ennemis comme à nos alliés et aux neutres que la puissance économique de la France demeure inébranlable. Le résultat plus ou moins heureux de l'opération aura une importance capitale pour le crédit de la France, la répercussion s'en fera sentir sur le cours de nos rentes et de nos valeurs mobilières et par conséquent sur les fortunes privées.

Les commerçants et les industriels comprendront qu'il dépend d'eux de soutenir le crédit public et privé, ils n'hésiteront pas à sacrifier leurs convenances, à écarter toute idée de prudence excessive, à s'imposer même une gêne pour donner à l'Etat leurs disponibilités financières et couvrir pleinement l'émission.

Le placement, malgré les charges de l'Etat, reste le plus sûr que tout autre, l'intérêt est rémunérateur. Enfin, il n'est pas douteux que la Banque de France fera des avances sur les titres du nouvel emprunt de manière que les souscripteurs puissent disposer quand ils en auront besoin, des fonds confiés par eux à l'Etat.

En souscrivant à l'emprunt, le commerce parisien comme celui de toute la France remplira un devoir patriotique et manifestera sa vitalité à la face du monde.

Je compte sur votre concours, Monsieur le Président, pour vous faire l'interprète de ces sentiments auprès de vos Chambres syndicales et organiser avec elles la propagande en faveur de l'emprunt dans le monde industriel et commercial.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

*Le Président de la Chambre de commerce  
de Paris,*

DAVID-MENNET.

La lecture de ces deux lettres est suivie avec la plus grande attention par les membres du Conseil qui espèrent que leurs confrères feront tous leurs efforts en vue du succès du prochain emprunt. C'est un devoir patriotique que tous auront à cœur d'accomplir dans la mesure de leurs moyens.

**Souscription en faveur des familles nécessiteuses des pharmaciens mobilisés de la Seine.** — M. CRUXON remet au trésorier de la Chambre syndicale la somme de mille francs au nom de la Société de l'Iode. Le Conseil remercie notre confrère et le prie de transmettre aux membres de la Société qu'il dirige si heureusement l'expression de sa vive gratitude.



**Admissions.** — Aucune candidature n'ayant été présentée à la dernière réunion du Conseil, il n'y a pas d'admission.

**Candidatures nouvelles.** — M. Paul BESSAC, 44, rue Lagrange, Paris.

M. G. HABERT, 7, rue de l'Ancienne-Comédie, Paris.

M. HARTMANN (Ferdinand), Suresnes.

M. RAUX (Firmin), 31, rue de Sambre-et-Meuse, Paris.

M. SEQUER (Georges), 38, rue de Mainguy, Bondy.

**Avis.** — Les confrères, membres de notre Syndicat, sont instamment priés de faire parvenir au Président les observations ou protestations qu'ils auraient à formuler contre les candidats ci-dessus.

**Etat de caisse.** — M. le Trésorier donne lecture de son état de caisse qui se solde par un excédent de quatre mille francs cinquante-cinq centimes à ce jour.

J. F.

## COMITÉ INTERSYNDICAL DES PHARMACIENS DE LA SEINE

Séance du 23 octobre 1915.

Présidence de M. LAURENCIN.

Le Comité intersyndical des Groupements pharmaceutiques de la Seine s'est réuni, le 23 octobre, au Siège social de la Chambre syndicale, à 14 h. 1/2.

Excusé : M. LAFON.

M. LAURENCIN lit la correspondance manuscrite émanant de confrères qui posent certaines questions d'ordre général et d'autres se rattachant à l'approvisionnement de l'alcool, à la hausse des matières premières, à l'augmentation des prix de vente aux pharmaciens de certaines spécialités affiliées aux Groupes de Réglementation, etc.

**Approvisionnement de l'alcool.** — Le Comité intersyndical exprime à M. le P<sup>r</sup> BÉHAL, Directeur de l'Office des Produits chimiques et pharmaceutiques, ses remerciements pour le souci qu'il a pris d'assurer l'alcool aux pharmaciens, après la réquisition militaire. Il espère que M. le P<sup>r</sup> BÉHAL parviendra à écarter les difficultés que rencontrent

encore nos confrères de la banlieue pour leur approvisionnement régulier.

Le Comité intersyndical rappelle à tous les pharmaciens :

1° Que la distillerie Springer ne se charge pas de la distribution de l'alcool au détail ;

2° Que tous les bons d'alcool délivrés par l'Office doivent être remis aux fournisseurs habituels, qui établissent un bordereau et procèdent ensuite à la distribution mensuelle de l'alcool nécessaire à chaque officine ;

3° Que la délivrance d'alcool, en dehors de prescription magistrale ou de préparation officinale exposerait les délinquants à la suppression de leur approvisionnement régulier.

Petites et grandes pharmacies doivent se soumettre à la même discipline : dans les circonstances actuelles c'est manquer au devoir patriotique que de dérober aux besoins de l'armée, l'alcool qui servirait à des préparations de fantaisie pour des clients moins intéressants que les défenseurs du territoire national.

**Hausse des matières premières.** — Le Comité intersyndical renseigné sur les raisons qui légitiment dans une certaine mesure les variations de prix qui touchent presque tous les produits chimiques usités en pharmacie exprime à ses fournisseurs l'espoir que cette certaine mesure ne sera pas dépassée dans un but de lucre.

Très au courant des difficultés que rencontre la droguerie pour assurer au marché national les produits indispensables, le Comité intersyndical espère que les directeurs des maisons de produits chimiques s'efforceront de s'approvisionner des quelques produits manquant car il est presque impossible au Corps pharmaceutique de faire savoir au Corps médical les produits qui ne peuvent plus être prescrits, soit à cause de leur rareté qui entraîne un prix excessif, soit à cause de leur manque absolu sur le marché.

Cette liste de produits qui font défaut ne pourrait pas d'ailleurs être tenue à jour actuellement et la mémoire des médecins, même renseignés par leurs Syndicats professionnels, serait soumise à une épreuve difficile.

Il rappelle à tous les pharmaciens que le service de l'inspection et du laboratoire des fraudes fonctionne normalement et qu'il est de leur devoir strict de prévenir le médecin qui a formulé un produit manquant qu'ils sont dans l'impossibilité d'exécuter l'ordonnance, au lieu d'opérer une substitution qui les exposerait à des pénalités.

**Variations des prix des spécialités réglementées.** — Le Conseil est d'avis que les fabricants affiliés aux Groupes de la Réglementation n'ont pas le droit de modifier leurs prix de façon à ce que l'escompte dû aux intermédiaires soit diminué. Il engage ces fabricants à suivre l'exemple de leurs confrères qui ont supprimé le prix minimum pour ne laisser subsister que le prix marqué.

Quant aux fabricants qui vendent déjà leurs unités au prix marqué, s'ils modifient le prix de vente aux pharmaciens, ils doivent changer



leur prix marqué, de façon à ce que le bénéfice de l'intermédiaire reste proportionnel.

**Réglementation du prix des eaux minérales.** — Au sujet de cette réglementation modifiée en juin dernier, le Conseil rappelle que tous, pharmaciens, herboristes, épiciers, sont tenus de la respecter. C'est au Groupe des Tickettistes qu'il appartient de prévenir les herboristes et les épiciers que cette réglementation leur est applicable, sans quoi les abus de la concurrence continueraient à se produire. Le Directeur du *Bulletin* est chargé de publier de nouveau le tarif de vente arrêté en juin.

**Eaux minérales réglementées au groupe des Tickettistes**

NOMS DES SOURCES	Prix aux Pharmaciens	Prix de vente minimum au Public
Chatelguyon-Gubler . . . . .	» 66	» 75
Contrexéville-Pavillon . . . . .	» 70	» 80
Evian-Cachat . . . . .	» 58	» 65
Martigny . . . . .	» 66	» 75
Pougues-Alice . . . . .	» 62	» 70
Vals Saint-Jean . . . . .		
— Désirée . . . . .	» 66	» 75
— Dominique . . . . .		
— Magdeleine . . . . .		
— Précieuse . . . . .		
Vichy Célestins . . . . .		
— Grande-Grille . . . . .	» 66	» 75
— Hôpital . . . . .		
— Chomel . . . . .		
— Lucas . . . . .		
— Parc . . . . .	» 48	» 60
Vittel Grande-Source . . . . .	» 38	» 60
— Salée . . . . .	» 66	» 75
	» 66	» 75

Le Comité intersyndical apprécie, comme il convient, le procédé des marchands d'eaux minérales qui viennent d'augmenter d'un centime les sources de Vals et de Vichy, peu de temps après la reprise des bouteilles vides à onze centimes.

La séance est levée à seize heures.

J. FEUILLOUX.

## Comment lutter contre l'invasion des médicaments allemands?

Par le Dr P. GALLOIS

### Communications à la Société de Médecine de Paris (1).

Depuis le mois de juin, nous avons eu l'occasion d'analyser ou de reproduire dans le *Bulletin* les publications relatives à ce problème qui s'est posé en France bien avant la guerre, mais dont la solution apparaît plus urgente sous la pression des circonstances actuelles. Les points de vue diffèrent naturellement selon la spécialisation des auteurs qui traitent cette question et c'est pourquoi nous jugeons utile de les mettre sous les yeux du lecteur.

Aujourd'hui nous reproduisons les passages principaux de deux communications du Dr GALLOIS à la Société de Médecine de Paris.

Le Dr GALLOIS n'ignore pas les mesures préconisées, dans d'autres milieux, pour résister à l'invasion des produits allemands, mais pour lui la principale cause de la fortune de l'industrie chimique allemande, c'est la législation allemande en matière de brevet.

« En France, on n'a pas le droit de breveter un médicament. Notre législation à cet égard date, je crois, de 1843, c'est-à-dire d'une période où l'industrie chimique n'existait pour ainsi dire pas. Inventer un médicament, cela consistait à reconnaître que la digitale, par exemple, agissait sur le cœur et l'on estima qu'il n'y avait pas là matière à brevet.

Pourtant déjà à cette époque, GAY-LUSSAC dans la discussion de cette loi, avait défendu les intérêts de l'industrie chimique naissante. Il avait fait remarquer que la chimie allait de plus en plus découvrir des médicaments, que ces recherches seraient forcément coûteuses et que si le chimiste ne pouvait espérer tirer un bénéfice de ses travaux, il chercherait dans une autre voie. Mais son opinion ne prévalut pas.

La loi allemande qui autorise le brevet pour le procédé de fabrication des médicaments date d'après 1870 et constitue un progrès sur notre législation. Sous le bénéfice du brevet, voici ce qui se passe en Allemagne.

Un chimiste découvre un médicament : il fait une demande de brevet. L'Office des brevets, le *Patentamt*, nomme trois commissions, une de chimistes, une de physiologistes et une de médecins, choisis généralement parmi des savants notoires, des professeurs de facultés. Les chimistes déterminent s'il s'agit vraiment d'un médicament nouveau, les physiologistes recherchent son action sur les animaux, les médecins étudient ses applications à l'homme malade. Si ces trois commissions décident qu'il y a matière à brevet, le brevet est délivré.

Les chimistes même établissent le prix de revient et fixent le prix de vente, laissant un bénéfice appréciable à l'inventeur. Ce brevet se

(1) Bulletins et Mémoires de la Société de Médecine de Paris, n° 10 (séance du 23 mai 1913) et n° 13 (séance du 30 juillet 1913).



trouve par suite avoir en quelque sorte une garantie du Gouvernement.

Or, c'est cette loi allemande qui a fait, à mon avis, la prospérité formidable de l'industrie chimique chez nos ennemis.

Les grandes usines chimiques allemandes gagnant de l'argent avec des médicaments, ont pu vendre à bas prix d'autres substances telles que les matières colorantes, les parfums ou les produits photographiques, de sorte que les fabriques similaires françaises n'ont pu soutenir la concurrence. La loi sur les brevets des médicaments en Allemagne a tué par suite toute notre industrie chimique.

Mais en même temps que la loi allemande favorisait la découverte de médicaments nouveaux, elle tendait au contraire à restreindre les mélanges de médicaments déjà connus. En effet, pour les spécialités qui ne sont que des mélanges, elle exige que la formule en soit indiquée sur les boîtes ou les cartons qui en sont le conditionnement. De la sorte le médecin est averti, il sait si ce qu'il prescrit est un médicament nouveau ou si ce n'est qu'un mélange de produits classiques et dans ce cas il connaît la nature de ces produits et leurs proportions.

Toutes ces garanties ont leurs répercussions même en France. On se plaint de ce que les médecins français adoptent si facilement les médicaments allemands, tandis que des médicaments français vraiment nouveaux ont souvent de grandes peines à percer. Cela s'explique. Nous savons que quand un médicament allemand est lancé, il s'agit vraiment d'un médicament nouveau et nous l'essayons volontiers.

Quand il s'agit d'un médicament français, nous ne savons pas la plupart du temps s'il est vraiment nouveau ou s'il n'est qu'un mélange et dans ce cas nous ignorons souvent de quoi il est composé et dans quelles proportions. Donc il suffit qu'un médicament soit allemand pour que nous l'adoptions, il suffit qu'il soit français pour que nous soyons en défiance. C'est un joli résultat. »

Après une discussion à laquelle prirent part plusieurs collègues du Dr GALLOIS, ce dernier soumet à une commission nommée dans la séance du 30 juillet les propositions suivantes qui seront discutées ultérieurement :

- 1° Qu'on pût breveter un médicament vraiment nouveau ;
- 2° Que le brevet visât le procédé de fabrication plutôt que le corps lui-même ;
- 3° Que le nom d'un médicament soit distinct de la marque commerciale et ne puisse être considéré comme une marque ;
- 4° Que les spécialités qui ne sont que des mélanges de médicaments déjà connus ne puissent être mises en vente qu'avec leur formule inscrite sur leur étiquette ;
- 5° Que la fabrication d'un médicament en gros puisse être faite par d'autres que des pharmaciens, mais que les pharmaciens aient seuls le droit de le présenter au public sous la forme où il pourra être utilisé en traitement.

**ÉTUDE**  
SUR  
**les Moyens propres à assurer le Développement en France**  
**de l'Industrie des Médicaments chimiques**

Par M. TIFFENEAU (1)

**DEUXIÈME PARTIE**

**Spécialités pharmaceutiques.**

Devant la Société de thérapeutique, M. TIFFENEAU avait déjà, en juin dernier, présenté un rapport sur ce sujet, mais en traitant d'abord dans une première partie des médicaments chimiques définis.

A la séance du 7 juillet, M. TIFFENEAU a continué son étude et ce sont des extraits de la seconde partie que nous proposons à l'attention de nos confrères qui ne sauraient se désintéresser de l'avenir de la spécialité pharmaceutique.

Sous le nom de *spécialités pharmaceutiques*, dit M. TIFFENEAU, ou de produits pharmaceutiques spécialisés, on a coutume de comprendre des préparations médicamenteuses dosées au poids médicinal par le fabricant et conditionnées par lui pour être vendues au public sous son cachet. Il va de soi que le pharmacien détaillant, qui est l'intermédiaire habituel de cette vente, n'a aucune espèce de contrôle sur la composition et la qualité des produits spécialisés ainsi vendus par lui.

Pour la plupart, elles n'ont pas d'existence légale, et malgré cela, le régime de tolérance auquel elles se sont accoutumées, est d'un libéralisme sans égal, d'un libéralisme qui, dans certains cas, est voisin de la licence.

Sans doute, leur situation illégale de remèdes secrets a permis d'en poursuivre quelques-unes et de les faire condamner; mais il convient de reconnaître que ces mesures, trop restreintes d'ailleurs, présentent toujours quelque chose d'arbitraire, puisque légalement tous les remèdes secrets sans exception devraient être poursuivis.

Comme pour les produits chimiques définis, nous examinerons successivement :

1° Les questions de législation pharmaceutique. — Marques de fabrique. — Statut légal.

2° La lutte contre la spécialité étrangère.

**I. — Législation.**

1. — MARQUES DE FABRIQUE. — Comme pour les produits chimiques

---

(1) Bulletin de la Société de thérapeutique. N° 7.



définis, la législation française sur les marques de fabrique ne contient aucune disposition restrictive concernant les *spécialités pharmaceutiques*.

Celles-ci peuvent donc être protégées, comme les autres produits industriels, non seulement par l'adjonction d'un nom patronymique réel ou de fantaisie ou par les diverses formes habituelles des marques de fabrique (vignettes, emblèmes, étiquettes, forme extérieure, etc.), mais encore par l'emploi d'une *dénomination*, comme marque de fabrique.

*Questionnaire.* — 1° Doit-on au point de vue des marques de fabrique, notamment de la *dénomination-marque*, maintenir les spécialités pharmaceutiques dans le droit commun, comme elles le sont actuellement?

2° Quelles solutions y a-t-il lieu de proposer pour l'emploi de la *dénomination-marque* à la fois pour le produit chimique défini et pour la spécialité qui en dérive?

2. — STATUT LÉGAL DE LA SPÉCIALITÉ PHARMACEUTIQUE. — *Questionnaire.* — 1° Faut-il maintenir la spécialité dans l'état actuel, c'est-à-dire dans l'illégalité, ou faut-il lui accorder une situation légale?

2° Comment organiser le statut légal de la spécialité?

a) Faut-il modifier la conception actuelle des remèdes secrets et ne considérer désormais comme tels que les remèdes dont la formule (ou à défaut de celle-ci la préparation) est tenue secrète?

Autres solutions?

b) Les remèdes ainsi *logiquement* qualifiés « secrets » seront-ils systématiquement interdits, ou pourront-ils être autorisés dans certaines conditions à préciser? Qui donnera l'autorisation? Académie de médecine ou Commission permanente du Codex, ou l'une et l'autre?

3° Dans quelles conditions la composition d'un remède pourra-t-elle être rendue publique?

a) Doit-on exiger la communication de la formule intégrale? Sinon que doit-on exiger?

b) Où se fera la publication de la formule? sur le récipient? sur un registre? avec ou sans secret?

3. — CONTRÔLE DE LA SPÉCIALITÉ. — Pour qu'une spécialité puisse justement prétendre ne pas être assimilée à un remède secret, il est indispensable que la formule publiée par son fabricant ne renferme pas d'inexactitudes ou d'omissions voulues et intéressées; aussi semble-t-il indispensable de contrôler cette formule (ou à défaut la préparation).

Il y aurait ainsi en matière de spécialités deux sortes de contrôles officiels:

1° Un contrôle initial — indépendant du service de l'inspection en pharmacie — ne comportant aucune sanction pénale, mais décidant si le produit examiné correspond ou non à la formule déclarée, c'est-à-dire s'il est remède libre ou remède secret;

2° Un contrôle permanent, déjà exercé actuellement par les inspecteurs en pharmacie et se rattachant au service des fraudes. Ce contrôle

peut entraîner comme on sait des pénalités diverses. Notons en passant que les attributions de cet organe de contrôle devraient être élargies (à condition toutefois d'être précisées); c'est ainsi qu'à côté du contrôle de la composition, il y aurait lieu d'exercer également un contrôle de la réclame; les exagérations et les mensonges de celle-ci pouvant, dans certains cas, constituer une véritable tromperie dont le public est la première victime.

*Questionnaire.* — a) Nécessité d'un contrôle initial distinct du service de l'inspection et comportant un laboratoire d'essai chimique et biologique ?

b) Extension à donner au contrôle permanent des inspecteurs en pharmacie.

Contrôle de la réclame ? des propriétés expérimentalement contrôlables ?

*Mise en vigueur du système de la déclaration et du contrôle; dispositions transitoires.* — En ce qui concerne les spécialités actuellement existantes il y aurait lieu de se borner à exiger de celles-ci la déclaration de la formule, étant donnée l'impossibilité de les contrôler toutes.

Dès lors, aucune objection ne saurait être opposée, nous semble-t-il, à la mise en vigueur immédiate du système de la DÉCLARATION pour toutes les spécialités existantes. Un délai de 3 à 6 mois pourrait être imparti pour l'accomplissement des formalités de cette déclaration. Après cette période, toutes les spécialités existantes dont la formule n'aurait pas été déclarée seraient considérées comme remèdes secrets et seraient poursuivies si elles n'ont pas, entre temps, obtenu l'autorisation de l'Académie de médecine ou de la Commission du Codex (sauf toutefois, si elles sont encore en instance d'autorisation).

Quant aux spécialités créées après la mise en vigueur des nouveaux règlements, elles devraient être immédiatement soumises au double régime de la déclaration et du contrôle de la formule.

*Questionnaire.* — Les mesures que nous proposons, concernant l'indication de la formule des spécialités, devront-elles être exécutoires immédiatement après la promulgation des nouveaux règlements ou devra-t-on en différer l'application ?

4. — CONDITIONS REQUISES POUR LA FABRICATION ET LA VENTE DES SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES. — *Questionnaire.* — La préparation et la vente en gros des spécialités pharmaceutiques, c'est-à-dire de produits dosés au poids médicinal et conditionnés pour la vente en public, doivent-elles être déclarées libres, ou doivent-elles être réservées aux seuls pharmaciens diplômés ?

Si le diplôme de pharmacien est nécessaire, comment devront être constituées les sociétés formées pour l'exploitation des spécialités ?

Nombre de sociétaires diplômés par rapport aux autres, fonctions de ces sociétaires, responsabilité réelle, propriété de la marque, etc. ? Dispositions transitoires ?

Quid en cas de décès d'un sociétaire diplômé ?

*Nécessité d'une prescription médicale pour la délivrance des spécialités.*

En principe, aucune préparation médicinale ou drogue composée ne devrait être délivrée sans ordonnance d'un médecin (loi de germinal,



article XXXII). On sait combien, dans la pratique, est impossible l'application rigoureuse de cette règle.

Dans le projet de loi de 1894, l'article 14 tient compte de ces nécessités évidentes de la pratique et les dispositions qu'il énonce sont beaucoup plus larges, puisque la défense de délivrer sans ordonnance ne s'applique qu'aux substances simples toxiques et aux médicaments composés doués de propriétés vénéneuses nominativement désignées dans le décret du 8 juillet 1850 ou qui le seront dans le règlement d'administration publique prévu à l'article 28 de la présente loi ou dans des décrets ultérieurs.

La même défense s'applique aux médicaments simples et composés dont la liste sera dressée par la Commission du Codex.

*Questionnaire.* — Certains médicaments simples ou composés (ou certaines spécialités) peuvent-ils être délivrés sans ordonnance?

L'article 14 du projet de loi de 1894 suffit-il pour préciser ce point de vue?

## II. — Lutte contre les spécialités étrangères.

1. — SPÉCIALITÉS ÉTRANGÈRES FABRIQUÉES A L'ÉTRANGER. — *Questionnaire.* — 1° Etes-vous d'avis de refuser l'introduction en France aux spécialités étrangères qui ne se conformeraient pas aux dispositions de nos lois, notamment en ce qui concerne leur préparation par un pharmacien diplômé français responsable?

2° Peut-on, sous condition de réciprocité, accorder certaines facilités aux spécialités étrangères qui demanderaient à être introduites en France sous leur cachet d'origine réelle et en leur langue originelle? Préciser ces facilités et les conditions à imposer.

2° SPÉCIALITÉS ÉTRANGÈRES FABRIQUÉES EN FRANCE. — *Questionnaire.* — 1° La fabrication des spécialités étrangères en France peut-elle être interdite?

2° Si cette fabrication ne peut être interdite, comment assurer l'application rigoureuse de la loi sur l'exercice de la pharmacie, notamment en ce qui concerne la nécessité d'un pharmacien diplômé responsable?

3° Avez-vous des idées sur les moyens de lutter d'une manière permanente et efficace contre les spécialités étrangères? Rôle des syndicats de spécialistes français?

Nos lecteurs estimeront comme nous qu'il sera très intéressant de connaître les réponses que donneront prochainement les membres de la Société de thérapeutique à un questionnaire aussi complet que celui du Dr TIFFENEAU.

## NÉCROLOGIE

---

Nous avons appris avec regret la mort de M. André FOURNIER lieutenant-aviateur, pharmacien aide-major de 1<sup>re</sup> classe, décédé le 4 octobre, à la suite d'une chute, à l'École d'aviation militaire de Pau.

---

## CITATIONS A L'ORDRE DU JOUR

---

M. Gabriel CAZENEUVE, sergent au 23<sup>e</sup> régiment d'infanterie coloniale, — fils de M. le sénateur CAZENEUVE, Président du groupe pharmaceutique parlementaire, — grièvement blessé il y a quelques mois, vient d'être décoré de la médaille militaire. M. Gabriel CAZENEUVE a déjà reçu la croix de guerre avec palme, comme ayant été cité à l'ordre de l'armée.

Le caporal André DELATTRE, du 120<sup>e</sup> bataillon de chasseurs à pied, fils de notre confrère M. DELATTRE, 5, rue Chauveau-Lagarde, a été nommé sergent, sur le champ de bataille, le 5 août, et cité à l'ordre du jour de son régiment pour avoir fait preuve d'un courage et d'un sang-froid remarquables pendant l'attaque du 29 juillet 1915.

Le sergent André DELATTRE a reçu la croix de guerre.

---

## INFORMATION

---

M. CAPGRAND-MOTHES, directeur de l'École de Saint-Pau, près Sos, ancien Président de la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine, ayant pris sa retraite après 33 années de dévoués services à la Direction de cette École, a reçu une lettre très élogieuse de M. le Ministre de l'Agriculture qui lui a conféré le titre de Directeur honoraire de l'École pratique d'Agriculture de Saint-Pau.

Le Bureau de la Chambre syndicale prie son ancien Président d'agréer ses félicitations sincères.

---



## L'Approvisionnement du Charbon

Nous rappelons à nos confrères que la Maison Maurice CROQUIN, 25, rue de la Chapelle, Paris (Téléphone Nord 24-00), leur offre de leur fournir pendant la saison d'hiver, les *Charbons, Cokes, Anthracites et Bois* aux cours fixés, comme suit.

Ces prix qui sont sujets à variations s'entendent pour Paris seulement.

Voici les prix pour novembre :

### Charbons pour cuisinière

	Flambant. les 1.000 Kilos.	Sans fumée. les 1.000 kilos.
Gaillèterie . . . . .	98 »	110 »
Gaillétins . . . . .	99 »	115 »
Têtes de Moineaux . . . . .	100 »	120 »
Braisette . . . . .	95 »	105 »

### Charbons pour calorifère

Gaillèterie . . . . .	98 »
Briquettes pleines . . . . .	98 »
Gaillétin d'anthracite anglais . . . . .	au cours.
Coke de four . . . . .	au cours.
Fine d'anthracite . . . . .	60 »

### Charbons pour salamandre et choubersky

Anthracite anglais extra . . . . .	au cours.
— grains 15/25 . . . . .	120 »

### Coke de gaz

L'hecto n° 0, 4 fr. 05 ; n° 1, 4 francs ; n° 2, 3 fr. 95.

Boulets moyens . . . . .	100 »
Briquettes perforées, les 1000 kil. . . . .	100 »

### Bois 1<sup>er</sup> choix

Scié en 1 et 2 traits . . . . .	76 »
— 3 4 — . . . . .	78 »

Ligots résinés, le cent : 10 francs ; Margotins, le cent : 12 francs.

Charbon de bois, le sac, étranger : 7 fr. 50 ; français : 8 fr. 50.

## MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

Abécédol.	Digestocao Papin.	Omnivaxiin.
Acarpol.	Diotril.	Or du Rein (L').
*Acoine.	Dippol.	Ostérid.
Adrénocaine.	Divaris (Dr Mémé).	Oxydante (Eau).
Alliés (Baume des).	Dodol.	*Oxydasique (Eau).
*Amiral.	*Duotal.	Papin (Digestocao).
Anabruine.	Epursang.	*Paracelsus (Pectoral).
Anaphtol.	Euneurone.	*Persodine.
*Anusol français.	Eutraumase.	Phormoid.
Apérital.	Fonchiotti (Dr E.).	Polival.
Appui (L').	Fruidoré.	Polyval.
*Arménien (Emplâtre).	Formocaine.	Pulmonéol.
Aseptimiro.	*Gendron (Pain Dr).	Radiole.
Bestioline (La).	*Gentia.	Radiospray.
*Biosine.	Gentiana.	Rectosol.
*Boudin (Laboratoire).	Gentianeau.	Rein (Heure, Or du).
*Bromidia.	Gentiano.	*Respirine.
Carbonatine.	Gentianol.	*Rheumacilate.
Carne liquida.	Gyna.	Robursang.
*Cauvin (Pilules).	Hémosthéol.	*Salamandre (Ma).
Céler (Tampon).	Heure du Rein (L').	Sanodrap.
Ciel d'azur.	Heure du Ventre (L').	Sapocci.
Collosol (Créoxyl).	Ingestoserum.	*Soldat (Baume du).
*Crédé.	*Itrol.	Soldol.
Créoxyl-Collosol.	Kolalol (Vin).	Stomocaine.
*Cristal (Pur).	Libérase.	Syncaïne.
*Crystallose.	Liquida (Carne).	Thymodol.
Curatène.	Mémo Divaris (Dr).	*Urodonal.
*Curatine.	*Merveilleux (Le).	Ventre (Heure du).
*Curatol.	Mudal.	*Vibert (Menthe F.).
*Curatolème.	Murol.	*Vichy-Etat.
*Curatoline.	Mutry.	Vitalium.
*Curatonine.	Nono.	*Xeroform.
*Dehaut (Pastilles).	Novamidon.	*Yabon.
Dietrine.	Nujol.	
*Dieu (Pommade de).	Omnimmunisant.	

Les Pharmaciens (spécialistes ou détaillants) peuvent s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités, leurs dépôts de marques, ainsi que pour les conseils techniques à l'occasion des marques de fabrique.

Tous renseignements sur les marques ci-dessus sont entièrement gratuits.

Le Directeur du Bureau des Marques,  
J. LOUIS JEUNE.

Le Gérant, E. HÉLIE.



# BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE

DES

## PHARMACIENS DE LA SEINE

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

30 Novembre 1915.

### SOMMAIRE

L'Emprunt de la Victoire, p. 249. — Ministère de l'Agriculture, p. 251. — Avis relatif à la déclaration des créances des Français sur les Austro-Allemands et réciproquement, p. 251. — Avis important, p. 253. — Souscription au profit des Pharmaciens mobilisés du département de la Seine, p. 253. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 9 novembre 1915, p. 255. — Bulletin de variations, p. 256. — Lettre de M. le Directeur de la Pharmacie Centrale des Pharmaciens de France relative au service des livraisons, p. 262. — Du gaz d'éclairage on extraira des explosifs, p. 263. — L'invasion dans l'industrie et le commerce de la photographie, p. 264. — Inscription au tableau spécial de la Légion d'honneur, p. 268. — Citations à l'ordre du jour de l'armée, p. 269. — Information, p. 269. — L'Approvisionnement du Charbon, p. 270. — Marques de fabrique, p. 272.

## L'Emprunt de la Victoire

M. le Ministre des Finances a fait appel au concours des Chambres syndicales pour demander à leurs adhérents de contribuer au succès de la souscription publique ouverte le 25 novembre 1915 pour l'émission de rentes 5 % autorisée par la loi du 16 novembre 1915.

Nous sommes assurés que nos confrères sollicités par l'appel que nous leur avons déjà adressé dans le *Bulletin* du 30 octobre dernier n'hésiteront pas à souscrire à cet emprunt, car comme l'écrivait tout récemment un ancien ministre, ne pas souscrire dans les circonstances actuelles, c'est ne pas vouloir contribuer à la défense nationale, ne pas souscrire, c'est désert.

Les pharmaciens français sont trop conscients du devoir patriotique et trop bien renseignés sur les modalités et sur les avantages du présent emprunt pour hésiter à contribuer à son succès dans la limite de leurs disponibilités.

Nous ne saurions mieux faire que de reproduire la péroraison du discours que M. Ribot a prononcé à la Chambre des Députés, séance du 12 novembre 1915.

### Le devoir national

« L'emprunt est clair et avantageux. Le pays comprendra qu'il doit y souscrire, que c'est pour lui un impérieux devoir. (Applaudissements.) »

« A qui confierons-nous en effet le sort de cet emprunt ? C'est au pays lui-même (*Vifs applaudissements*) ; c'est lui qui comprendra que sa vie est en jeu, en face d'une invasion qui le menace des pires retours de la barbarie. (*Vifs applaudissements.*) »

« Celui qui se déroberait à ce devoir serait coupable envers la patrie. Il ne suffit pas d'être prêt à verser son sang, il ne suffit pas de combattre dans les tranchées ; tout cela, sans doute, est beau, héroïque, mais ce n'est pas suffisant ; il faut encore apporter tout son or, toutes ses ressources à la défense nationale, au lieu de thésauriser dans l'égoïsme et l'avarice. »

« L'égoïsme, à cette heure, n'est pas seulement une lâcheté, une sorte de trahison, mais c'est encore la pire des imprévoyances. (*Vifs applaudissements.*) »

« Que deviendraient ces réserves si la France demain devait être vaincue ? elles seraient la rançon de la défaite au lieu d'être le prix de la victoire. (*Vifs applaudissements.*) »

« Tous ceux qui peuvent éclairer leurs concitoyens ont le devoir de le faire. Je compte sur les Chambres de Commerce et sur les syndicats, qui m'ont offert leur concours ; sur la presse, qui nous a donné déjà un si précieux appui. Je fais appel à tous, aux humbles comme aux puissants, aux pauvres comme aux riches ; que tous nous apportent leur effort et préparent avec nous les destinées de la France. (*Applaudissements.*) »

« Qu'elle se lève, l'armée de l'épargne française ! Comme celle qui est au front, elle constitue l'armée de la France. Saluons-la, messieurs, elle nous aidera à combattre et à vaincre ! (*Applaudissements unanimes et répétés.*) »

De ces phrases si françaises par la clarté, si vibrantes du patriotisme le plus pur, les hésitants, s'il s'en trouvait parmi nos confrères, pourraient méditer celles-ci :

« L'égoïsme, à cette heure, n'est pas seulement une lâcheté, une sorte de trahison, mais c'est encore la pire des imprévoyances. »

« Que deviendraient ces réserves si la France demain devait être vaincue ? Elles seraient la rançon de la défaite au lieu d'être le prix de la victoire. »

Nous rappelons à nos lecteurs qu'un arrêté prochain fixera la date de clôture de la souscription qui ne pourra dépasser le 15 décembre 1915.

Comme les guichets ouverts aux souscripteurs seront multipliés, nos confrères auront la facilité de faire leur devoir sans dérangement de longue durée.

J. FEUILLOUX.



## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

### Direction des Services sanitaires et scientifiques et de la Répression des Fraudes

Paris, le 11 novembre 1915.

*Le Ministre de l'Agriculture,  
à Messieurs les Inspecteurs des Pharmacies,*

J'ai l'honneur de vous signaler, à toutes fins utiles, qu'on offre, en ce moment, aux pharmaciens et aux droguistes, sous le nom de **benzonnaptol**, un produit semblant être de provenance allemande, qui ne serait, en réalité, que du sucre de lait impur, résultant de l'évaporation à sec du petit lait.

*Le Ministre de l'Agriculture,  
Pour le Ministre et par autorisation,  
Le Directeur des Services Sanitaires  
et Scientifiques et de la Répression des Fraudes,  
ROUX.*

### Avis relatif à la Déclaration des Créances des Français sur les Austro-Allemands ET RÉCIPROQUEMENT

Le Gouvernement se préoccupe dès maintenant des conditions dans lesquelles s'opérera, à la fin des hostilités, le règlement de la situation économique et commerciale de la France à l'égard des pays ennemis. Afin de pouvoir procéder à ce règlement en connaissance de cause, il a besoin de connaître *exactement* le montant des dettes que des Français peuvent avoir contractées envers des sujets austro-allemands (à l'exclusion des sujets des autres puissances avec lesquelles la France est en guerre), ainsi que le total des créances dues par des austro-allemands à des nationaux français.

Ce que désire connaître le gouvernement, ce sont les sommes dues à des Français pour fournitures dont le prix n'a pas été réglé avant l'ouverture des hostilités; les parts d'intérêts, les actions et les obligations que possèdent des Français dans des entreprises commerciales ou industrielles situées en pays ennemi ou appartenant à des Allemands ou à des Austro-Hongrois; les fonds d'État allemands ou austro-hongrois appartenant à des Français; les sommes dues à des Français par des Allemands ou des Austro-Hongrois à titre d'émoluments, d'appointements, de salaires, de courtages ou commissions; les revenus ou loyers de biens-fonds ou d'immeubles dus par des Allemands ou des Austro-Hongrois et qui n'ont pas été payés en raison de l'état de guerre; les intérêts de créances ou de prêts dus par des nationaux des

pays ennemis ; les annuités de rente viagère dont le service a été suspendu, etc., en un mot toutes les opérations se traduisant par des obligations pécuniaires pour des sujets de l'Allemagne ou de l'Autriche-Hongrie.

Inversement, l'enquête du Gouvernement porte sur les opérations de même nature constituant des Français débiteurs envers des Allemands ou des Austro-Hongrois.

Afin de faciliter le groupement de ces informations, le Gouvernement a manifesté le désir qu'elles soient consignées sur des tableaux formant quatre catégories distinctes :

- 1° Créances des Français sur des Allemands ;
- 2° Créances des Français sur des Austro-Hongrois ;
- 3° Dettes des Français envers des Allemands ;
- 4° Dettes des Français envers des Austro-Hongrois.

Il est peu probable que beaucoup de nos confrères aient à faire les déclarations ci-dessus indiquées ; il peut néanmoins s'en trouver quelques-uns, et il nous semble être de notre devoir de leur faire connaître la décision qu'a prise le Gouvernement, décision qui est transmise à tous les Syndicats professionnels par le Président de la Chambre de commerce, avec invitation d'en saisir leurs adhérents.

Nous devons avertir ceux de nos confrères qui sont créanciers ou débiteurs de sujets allemands ou austro-hongrois que, s'ils s'abstenaient de faire connaître leur situation active et passive à l'égard de nos ennemis, ils s'exposeraient aux peines très sévères prévues par une loi spéciale qui est actuellement soumise au Parlement, et qui rend obligatoire cette déclaration. Cette loi a été discutée par la Chambre des députés et par le Sénat ; comme cette haute Assemblée l'a modifiée sur quelques points de détail, elle doit retourner à la Chambre qui la votera très vraisemblablement sans modifications.

Le Gouvernement a pensé que les Chambres de Commerce constituaient des intermédiaires très autorisés pour solliciter leurs adhérents et les inviter à faire la déclaration des dettes et des créances dont il vient d'être fait mention ; c'est donc au nom de la Chambre de Commerce de Paris que le présent avis est adressé aux membres de notre Chambre syndicale. Ceux d'entre eux qui auraient une déclaration à faire voudront bien demander à notre siège social, 5, rue des Grands-Augustins, le ou les modèles de tableaux dont ils auraient besoin.

On ne doit faire figurer sur ces tableaux que les dettes ou créances d'ordre commercial ou industriel devenant exigibles d'ici à la fin de l'année 1915, dettes ou créances établies en vertu de titres certains ; on doit s'abstenir de mentionner les sommes qui pourraient être dues pour inexécution de contrats conclus antérieurement aux hostilités et dont la guerre a différé la réalisation, les sommes constituant des dommages-intérêts à fixer suivant les circonstances.

Les tableaux remplis et signés doivent être adressés à la Chambre de Commerce, 2, place de la Bourse, à Paris, sous pli fermé, avec la mention : *Service de l'enquête*.

Il est bien entendu que les renseignements transmis conserveront un caractère strictement confidentiel et que les mesures sont prises pour qu'ils ne puissent être l'objet d'aucune divulgation.

*Le Président,*  
LAURENCIN



## AVIS IMPORTANT

Un pharmacien est libre de vendre ou de ne pas vendre le produit de marque que le client lui demande : une restriction n'est imposée que contre les produits des pays ennemis.

Dans le cas d'un produit suspect au point de vue de la nationalité du fabricant, *il est de l'intérêt du pharmacien* de s'abstenir de tout commentaire relatif à l'origine du produit. La qualification d'un produit de nationalité neutre ou ennemie est basée le plus souvent sur des « on-dit » bien vagues et l'on se perd dans le maquis des marques quand on veut scruter les ténèbres où prospèrent capitaux et propriétaires.

Mes confrères connaissent peut-être la pèche « aux arlequins » qui se pratique aux abords des Halles : le coup de fourchette du « philosophe » ramène pêle-mêle des débris de veau, de bœuf ou de mouton.

De même le coup de sonde de l'indiscret pharmacien qui veut connaître la nationalité du fabricant qui lui donne 20 % et souvent beaucoup moins pour assurer un heureux sort à ses « ours » ramène à la surface un « lot » où se retrouvent neutres et ennemis, quelquefois même, horreur ! des Français.

Donc tous nos confrères ont la plus grande liberté d'appliquer, en leur for intérieur, telle nationalité à tel produit, mais vis-à-vis de la clientèle, ils doivent se rappeler la recommandation fameuse :

« Taisez-vous, méfiez-vous, les oreilles ennemies vous écoutent. »

J. F.

## SOUSCRIPTION au profit des Pharmaciens mobilisés du Département de la Seine

### QUATORZIÈME LISTE

NOMS ET ADRESSES DES SOUSCRIPTEURS		Montant des souscriptions
Association générale des Pharmaciens Infirmiers et Brancardiers militaires à Chancelade (Dordogne) . . . . .		20 »
	août sept. oct. nov. déc.	
MM.		
BARTHET, 1, rue de Phalsbourg, Paris . . . . .	10 »	10 »
BEAULIEU, 38, boulevard de Cha- ronne, Paris . . . . .	» 20 » 10 » 10 » 10	50 »
BONNERON, à Fontenay-aux-Roses	20 »	20 »
A reporter . . . . .		100 »

	Report. . . . . 400 »				
	août	sept.	oct.	nov.	déc.
MM.					
BOURBON, 139, boulevard Magenta, Paris . . . . .			7 50	7 50	15 »
CAILLEBOTTE, 23, boulevard de l'Hôpital, Paris. . . . .		20 »			20 »
CANTON, 43, rue Faidherbe, Paris			10 »		10 »
CORDIER, 27, rue de la Vilette, Paris. . . . .			50 »		50 »
DEBRUÈRES, 26, rue du Four, Paris. . . . .			50 »		50 »
DREYER-DUFER, 79, rue de la Chapelle, Paris . . . . .		10 »			10 »
DURAND, 119, rue Saint-Charles, Paris . . . . .			7 50		7 50
FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême, Paris . . . . .			7 50		7 50
GAUDIN, 22, avenue de Neuilly (Neuilly) . . . . .	7 50	7 50			15 »
GILBERT, 47, avenue de l'Observa- toire, Paris . . . . .			7 50		7 50
GOUDAL, 213, rue Saint-Honoré, Paris . . . . .	10 »		10 »		20 »
GUIMOND, place de la Mairie, au Parc Saint Maur . . . . .	22 50	7 50	7 50	7 50	45 »
HARTMANN, 15, rue Emile-Zola, à Suresnes . . . . .				20 »	20 »
HEMMERLÉ, 3, rue Dufaut, Gentilly.		10 »			10 »
HILBERT, 58, rue Carnot, Stains .			7 50		7 50
HUBAC, 4, rue Méchin, Ile Saint- Denis . . . . .	7 50	7 50	7 50	7 50	7 50
KARTOW, 12, r. de la Boule-Rouge. Paris . . . . .			10 »		10 »
LAIR, 93, rue Didot, Paris. . . . .			7 50	7 10	15 »
LAURENCIN, 41, rue Clignancourt, Paris . . . . .			10 »		10 »
LESAGE, 16, r. de Paris, Clamart			7 50		7 50
LOISEL, 4, square des Maronniers, Saint-Maur . . . . .			7 50		7 50
G. MARIE, 112, rue de Paris, Puteaux . . . . .	20 »	20 »	20 »		60 »
RAFFEGEAU, 3, r. de l'Amiral-Mou- chez, Paris . . . . .			7 75		7 75
ROUSSEAU, 4, place de la Répu- blique, Levallois . . . . .		10 »			10 »
VALENTIN, 48, Grande-Rue, Créteil.			7 50		7 50
Total de la quatorzième liste . . . . .					567 75
Montant des listes précédentes . . . . .					37.602 80
Total au 20 novembre 1915. . . . .					38.170 55



Extrait du procès-verbal de la Séance du  
CONSEIL D'ADMINISTRATION  
du 9 novembre 1915.

Présidence de M. LAURENCIN, Président.

Étaient présents : MM. LAURENCIN, CRINON, FEUILLOUX, HERBAIN,  
LOISEL et TRINQUART.

Excusés : MM. COULLON et GRÈS.

M. LE PRÉSIDENT informe le Conseil que M. CHAMPIGNY, Président honoraire, est venu remercier la Chambre syndicale de l'honneur qui lui avait été fait, lors de la dernière Assemblée générale, par la remise de la médaille de 45 années de sociétariat.

M. CHAMPIGNY a en même temps remis à notre Bureau la somme de cent francs destinés à notre Caisse des secours annuels.

Le Conseil remercie vivement M. CHAMPIGNY de sa démarche et du don qu'il a bien voulu faire au profit de nos pauvres.

Après la lecture de la correspondance, le Conseil s'occupe d'une importante affaire de fraude en cours et lui donne la suite qu'elle comporte.

Eaux minérales réglementées au groupe des Tickettistes. — M. LONGUET, secrétaire-général du groupe des Tickettistes, informe les pharmaciens que ce Syndicat de la Réglementation a décidé d'envoyer une circulaire à tous les détaillants leur rappelant l'obligation d'observer rigoureusement le tarif réglementaire publié dans le *Bulletin* de la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine, n° du 31 octobre 1913, page 239.

Produits austro-allemands. — M. LONGUET propose au Conseil d'adresser un vœu à l'Académie de Médecine afin de la prier d'établir une liste des synonymes que les médecins devraient employer pour désigner les produits d'origine allemande, actuellement en usage dans la thérapeutique française et qui ont fait l'objet d'un dépôt d'une marque de fabrique consistant en une dénomination.

Ce vœu est adopté et le Président est chargé de le porter à la connaissance de M. le Secrétaire perpétuel de l'Académie de Médecine,

Lettre de M. J. Laurencin, Président de la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine, à M. le Professeur G.-M. DEBOVE, Secrétaire perpétuel de l'Académie de Médecine.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE PERPÉTUEL,

Dans sa séance du 9 novembre 1915, le Conseil d'administration de la Chambre syndicale, s'inspirant du Rapport de M. le P<sup>r</sup> GRIMBERT sur les mesures à prendre contre l'envahissement de la thérapeutique par

les produits médicamenteux d'origine étrangère, a émis le vœu suivant que j'ai l'honneur de vous transmettre :

« Que l'Académie de Médecine « seule capable de remplir cette tâche » veuille bien, vis-à-vis des marques ayant une valeur légale, chercher un synonyme facile à retenir, le publier et en proposer l'usage au corps médical tout entier ».

J'ai l'honneur, Monsieur le Secrétaire perpétuel, de vous prier d'agréer l'expression de mes sentiments respectueux.

J. LAURENCIN.

**Admissions :**

MM. BESSAC, 41, rue Lagrange, Paris; parrains : MM. Langlet et Bernhard.

HABERT, 7, rue de l'Ancienne-Comédie, Paris; parrains : MM. Herbain et Angélini.

HARTMANN, 45, rue Emile-Zola, Suresnes; parrains : MM. Loisel et Walter.

RAOUX (Firmin), 31, rue de Sambre-et-Meuse; parrains : MM. Pila et Bichet.

SEQUER (Georges-Eugène), 38, rue de Muigny, Bondy; parrains : MM. Grès et Laurencin.

**État de Caisse.** — M. le Trésorier communique au Conseil son État de caisse qui se solde, au 31 octobre par un excédent de 6.595 fr. 45.

J. FEUILLOUX.

## BULLETIN DE VARIATIONS

*Les Confrères sont priés de mettre en tête de leurs prochaines factures la mention suivante : « Mémoire fait avec le nouveau Bulletin de variations, en date du 1<sup>er</sup> Octobre 1915. »*

DÉSIGNATION DES MÉDICAMENTS	Nombres de référence au barème	DÉSIGNATION DES MÉDICAMENTS	Nombres de référence au barème
Acétanilide . . . . .	43	Acide picrique solution aqu. . . . .	10
Acide acétyl salicylique . . . . .	55	— pyrogallique . . . . .	45
— benzoïque . . . . .	46	— salicylique . . . . .	49
— borique officinal . . . . .	43	— tartrique . . . . .	31
— — pulv. . . . .	44	— thymique . . . . .	55
— chlorhydrique du commerce . . . . .	8	— valérianique . . . . .	45
— citrique . . . . .	35	Alcool rectifié à 90° . . . . .	29
— lactique officinal . . . . .	41	— — à 80° . . . . .	26
— phénique — . . . . .	38	— — à 60° . . . . .	22
— — liquide . . . . .	43	— camphré fort . . . . .	27
— picrique . . . . .	41	— — faible . . . . .	21
		Alcoolat de Fioravanti . . . . .	28



Alcoolat de romarin . . . . .	28	Bromure d'éthyle . . . . .	50
Aldéhyde formique . . . . .	20	— de lithium . . . . .	47
Alun pulv. . . . .	12	— de potassium . . . . .	45
Amidon pulv. . . . .	42	— de sodium . . . . .	43
Amidopyrine . . . . .	53	— de strontium . . . . .	45
Ampoules (même tarification avec augmentation de 0,05 par c. c. et par ampoule, pour 2, 3, 4 et 5 c. c.). . . . .	51	Cacodylate de soude . . . . .	50
Analgsine . . . . .	43	Caféine . . . . .	55
Antifébrine . . . . .	51	— granulée . . . . .	34
Antipyrine . . . . .	62	Calomel pur . . . . .	31
Argent colloïdal . . . . .	53	Calomel pur additionné d'une poudre inerte . . . . .	34
Aristol Bayer (supprimé) . . . . .	53	Camphre monobromé . . . . .	40
Aristol (Iodo-thymol) . . . . .	53	Capsules d'essence de Santal à 0 gr. 50, les 10 : 1 fr. 50 ; les 20 : 3 fr. ; les 30 : 4 fr. 25 ; les 50 : 6 fr. 50 ; les 100 : 12 fr.	
Aspirine . . . . .	80	Capsules d'essence de Santal à 0 gr. 20, les 10 : 1 fr. ; les 20 : 2 fr. ; les 30 : 2 fr. 75 ; les 50 : 4 fr. 50 ; les 100 : 8 fr. 50.	
— Bayer (supprimée) . . . . .	45	Capsules d'essence de Santal et de Salol, les 10 : 1 fr. ; les 20 : 2 fr. ; les 30 : 2 fr. 75 ; les 50 : 4 fr. 50 ; les 100 : 8 fr. 50.	
Atropine . . . . .	70	Carbonate de bismuth . . . . .	49
Azotate (sous-) de bismuth . . . . .	21	— de créosote . . . . .	47
Azotate de pilocarpine . . . . .	28	— de gaiacol . . . . .	53
— de potasse pulv. . . . .	30	— de magnésie . . . . .	18
Bassin de lit : en porcelaine : 6 fr. 50. en tôle émaillée : 12 fr. 50.		— de soude du com- merce . . . . .	4
Baume de Fioravanti . . . . .	30	— (Bi-) de soude pulv. . . . .	10
— Opodeldoch . . . . .	30	Cassis, feuilles . . . . .	19
le flacon : 1 fr. 70 le 1/2 flacon : 1 fr.		Chiendent coupé . . . . .	14
Baume Opodeldoch liquide . . . . .	46	Chloral antipyrine . . . . .	50
— du Pérou . . . . .	22	— hydraté . . . . .	41
— Tranquille . . . . .	32	Chlorate de potasse . . . . .	22
Belladone, feuilles . . . . .	36	— pulv. . . . .	23
— pulv. . . . .	50	— soude . . . . .	34
Benzoate de bismuth . . . . .	40	Chlorhydrate d'ammoniaque . . . . .	27
— de lithine . . . . .	45	— de cocaïne . . . . .	68
— de soude foluol . . . . .	47	— d'héroïne . . . . .	68
— du benjoin . . . . .	53	— de morphine . . . . .	70
Benzo-naphtol . . . . .	53	— de quinine : . . . . .	54
Bétol . . . . .	10	Chlorhydro-sulf. de quinine . . . . .	54
Bicarbonat de soude pulv. . . . .	29	Chloroforme . . . . .	34
Boldo, feuilles . . . . .	12	— pur anesth. . . . .	44
Borate de soude pulv. . . . .	36	Chlorure d'éthyle, en tubes de 10 gr., le tube 2,75.	
Bouillon blanc, fleurs . . . . .	26		
Bourdaïne . . . . .	54		
Bromhydrate de caféine . . . . .	54		
— quinine . . . . .	38		
Bromidia . . . . .	53		
Bromoforme . . . . .	43		
Bromure d'ammonium . . . . .	44		
— de calcium . . . . .	46		
— de camphre . . . . .			

Chlorure (bi-) de mercure. . . . .	36	Extrait de quinquina rouge	
— (proto-) de mercure		sec . . . . .	54
(voir Calomel).		Extrait de ratanhia . . . . .	50
Chlorure de sodium pur. . . . .	18	— de valériane . . . . .	49
— — desséché . . . . .	27	— fluide de boldo . . . . .	39
Cigarettes médicinales,		— — bourdaine . . . . .	45
les 10 : 0 fr. 90.		— — coca . . . . .	36
Citrates (tous portés à trois		— — valériane . . . . .	38
numéros supérieurs).		Farine de lin . . . . .	9
Coca, feuilles. . . . .	30	— de moutarde . . . . .	12
Codéine. . . . .	72	Fécule de pommes de terre . . . . .	12
— (phosphate de) . . . . .	76	Fleurs pectorales. . . . .	26
Collargol . . . . .	66	Formaldéhyde . . . . .	20
Comprimés d'aspirine à 0gr.50	55	Frêne (feuilles). . . . .	12
— de sacch. à 0gr.25 . . . . .	50	Gaïacol crist. . . . .	50
Crème de tartre . . . . .	26	Gallate de bismuth. . . . .	48
— — soluble. . . . .	28	Gaze chiffon (voir Taffetas	
Créosotal . . . . .	47	chiffon).	
Dermatol . . . . .	48	Glycérine . . . . .	23
Diastase. . . . .	53	— le litre, 8 fr. 75;	
Digitaline cristallisée (solu-		le 1/2 litre, 4 fr. 60.	
tion Codex) . . . . .	48	Glycérolé d'amidon. . . . .	27
Dionine . . . . .	73	Glycérophosphate de chaux . . . . .	38
Douche d'Esmarch en tôle		— de potasse ou de soude	
émaillee, la pièce : 8 fr.		à 50 p. 100. . . . .	40
Douche d'Esmarch, le réci-		— de potasse ou de soude	
pient seul : 4 fr.		sec . . . . .	50
Eau de Cologne . . . . .	31	— de fer, de lithine ou de	
— dentifrice . . . . .	31	magnésie . . . . .	50
— de mélisse des Carmes . . . . .	31	Graine de lin. . . . .	10
— phéniquée à 1 p. 100. . . . .	8	— — triée . . . . .	12
— — 2 p. 100. . . . .	10	Guimauve fleurs . . . . .	25
— — 5 p. 100. . . . .	14	— racine . . . . .	25
— de vie camphrée . . . . .	21	— pulv. . . . .	30
— dist. de rose . . . . .	18	Héroïne (chlorhydrate) . . . . .	68
Eaux minérales (toutes aug-		Hexaméthylène tétramine . . . . .	43
mentées de 0 fr. 05).		Hopogan. . . . .	48
Ectogan . . . . .	45	Huile de belladone . . . . .	22
Elixirs (tous augmentés d'un		— de foie de morue blanche	
numéro au barème).		le litre : 7 fr. 75.	
Emulsion d'huile de foie de		le 1/2 litre : 4 fr.	
morue. . . . .	24	Huile de foie de morue ambrée	21
le litre : 7 fr. 75.		le litre : 5 fr. 40.	
le 1/2 litre : 4 fr.		le 1/2 litre : 3 fr.	
Espèces pectorales . . . . .	26	Huile de foie de morue blonde	20
Extrait de belladone. . . . .	42	le litre : 5 fr.	
— d'ipéca . . . . .	64	le 1/2 litre : 2 fr. 75.	
— de kola. . . . .	50	Huile de foie de morue brune	19
— de lactucarium . . . . .	67	le litre : 4 fr. 50.	
— d'opium . . . . .	60	le 1/2 litre : 2 fr. 50.	
— de quinquina rouge			
(Codex). . . . .	45		



Huile de foie de morue créosotée . . . . .	22	Miel blanc . . . . .	46
le litre : 6 fr.		— commun ou de Bretagne . . . . .	46
le 1/2 litre : 3 fr. 20.		— rosat . . . . .	27
Huile de foie de morue émulsionnée . . . . .	24	Molène, fleurs . . . . .	36
le litre : 7 fr. 75.		Morphine basique . . . . .	72
le 1/2 litre : 4 fr.		Naphtol-alpha . . . . .	38
Huile de jusquiame . . . . .	22	— bêta . . . . .	37
Huile de ricin . . . . .	49	— camphré . . . . .	40
— vaseline . . . . .	26	Noyer, feuilles . . . . .	43
— volatile de wintergreen		Nucléinate de soude . . . . .	62
artificielle (salic. de méthyle)	47	Oeuf, la pièce 0,35.	
Huile volatile de wintergreen		Onguent mercuriel double . . . . .	32
vraie . . . . .	50	— — belladonné . . . . .	36
Hydrate d'amylène . . . . .	52	— — simple . . . . .	22
— de chloral . . . . .	41	Opium pulv. . . . .	51
Hypnal . . . . .	50	Orge perlé . . . . .	10
Hyposulfite de soude . . . . .	44	Oxyde (Per) de magnésium . . . . .	48
Iode . . . . .	46	— de zinc . . . . .	45
Iodoforme . . . . .	46	Oxymel simple . . . . .	17
Iodo-Thymol (Aristol) . . . . .	53	— scillitique . . . . .	22
Iodures (tous augmentés de		Pancréatine . . . . .	51
nouveau de trois numéros		Pastilles de baume de tolu . . . . .	18
au barème. Ex. : Iodure de		— de bicarb. de soude . . . . .	15
potassium (primitivement		— de bismuth . . . . .	30
au 40, passé au 43, est		— de borate de soude . . . . .	18
maintenant au 46).		— de borate et cocaïne . . . . .	26
Ipécacuanha, racine pulv. . . . .	47	— de calomel . . . . .	24
Lactucarium . . . . .	60	— de charbon . . . . .	20
Lanoline . . . . .	40	— de chlor. de potasse . . . . .	18
Laudanum de Rousseau . . . . .	42	— — et cocaïne . . . . .	26
— de Sydenham . . . . .	42	— de cocaïne . . . . .	26
Limonade purgative au citrate		— de gomme . . . . .	18
de magnésie à 60 gr. et au-		— de goudron . . . . .	17
dessous, la dose : 1 fr. 50.		— de guimauve . . . . .	18
(Au-dessus de 60 gr. ajou-		— d'ipécacuanha . . . . .	20
ter à 1 fr. 50 la somme de		— de kermès . . . . .	20
0 fr. 25 par chaque 10 gr.		— de magnésie . . . . .	20
ou fraction de 10 gr.).		— de manne à la goutte . . . . .	26
Lin (graine de) mondée . . . . .	40	— de menthe — . . . . .	17
— — triée à la main . . . . .	42	— de menthe anglaise . . . . .	26
Liqueur d'Hoffmann . . . . .	28	— de menthol, borate	
Lycétol . . . . .	65	et cocaïne . . . . .	26
Lycopode . . . . .	40	— de phosphore de fer . . . . .	26
Maltine . . . . .	53	— de rhubarbe . . . . .	29
Masse de cynoglosse . . . . .	51	— de sautonine . . . . .	32
Mauves, fleurs . . . . .	30	— — au chocol. . . . .	15
Mellite de rose rouge . . . . .	27	— de soufre . . . . .	15
— scillitique . . . . .	22	— de tolu . . . . .	15
Methylacétanilide . . . . .	45	— de Vichy . . . . .	50
		Pepsine officinale . . . . .	46
		Peptone sèche . . . . .	46

Permanganate de potasse . . .	31	Salinaphtol . . . . .	53
Pessaires Dumontpallier, de 1		Salipyrine . . . . .	54
à 5 : 3 fr. 50; au-dessus,		Salol . . . . .	52
0 fr. 25 en plus par numéro.		Salophène . . . . .	53
Phénacétine . . . . .	50	Salsepareille . . . . .	27
Phénol officinal . . . . .	36	Sangsues, les 6 : 1 fr. 80.	
Phénolphthaléine . . . . .	50	— la pièce : 0 fr. 35.	
Phosphate de gaïacol . . . . .	55	Santonine . . . . .	62
Pipérazine . . . . .	66	Sauge, feuilles . . . . .	16
Pipérazine granulée . . . . .	39	Sel d'Epsom . . . . .	10
Podophyllin . . . . .	63	Sel de Glauber . . . . .	10
Polygala de Virginie . . . . .	36	— de nitre pulv. . . . .	21
Pommade belladonnée . . . . .	40	— de Sedlitz . . . . .	10
— de chloroforme . . . . .	35	— de Vichy . . . . .	10
— d'Helmerich . . . . .	23	Semen-Contra . . . . .	32
— d'iodure de potas-		— — pulv. . . . .	34
sium . . . . .	34	— — couv. ou sucré. . . . .	29
— d'iodure de potas-		Seringues à injections pour	
sium iodée. . . . .	36	hommes, la pièce : 0 fr. 50.	
— d'iodure de mer-		Seringues à injections pour	
cure, de plomb,		oreilles ou nez, la pièce, 0,70	
de soufre . . . . .	36	Seringues de Pravaz : 8 fr.	
— mercurielle double	32	Sirops (tous augmentés de	
— — belladonnée	36	nouveau d'un n° au barème).	
— — simple. . . . .	22	Ex. : Sirop d'absinthe, pri-	
Poudre de Dower . . . . .	42	mitivement 14, est passé à	
— de réglisse composée	29	16, maintenant 17.	
Pyramidon . . . . .	55	Soufre sublimé . . . . .	9
— Creil (supprimé).		— — lavé. . . . .	11
Pyréthre, fleurs pulvérisées . . . . .	29	— précipité . . . . .	30
Ratanhia, racine concassée. . . . .	28	Sparadraps (0 fr. 50 de plus	
— — pulvérisée . . . . .	30	par mètre et 0 fr. 30 par	
Réglisse sèche coupée. . . . .	13	demi-mètre).	
— pulvérisée . . . . .	20	Sublimé corrosif . . . . .	36
Résorcine . . . . .	49	Sulfate de magnésie. . . . .	40
Riz mondé . . . . .	41	— de quinine . . . . .	52
— pulvérisé . . . . .	43	— de soude . . . . .	40
Ronce, feuilles . . . . .	16	— — desséché . . . . .	17
Roses de Provins . . . . .	33	Sulfogaïacolate de potasse . . . . .	54
— — pulvérisées. . . . .	35	Taffetas chiffon : . . . . .	
Salicylate d'amyle . . . . .	50	6 fr. le mètre en longueur.	
— d'antipyrine . . . . .	50	Taffetas gommé : . . . . .	
Salicylate de bismuth. . . . .	51	en } le mètre : 4 francs. . . . .	
— de lithine. . . . .	45	longueur } le 1/2 mètre : 2 fr. 20 . . . . .	
— de magnésie . . . . .	45	les 25 cent. : 1 fr. 25.	
— de méthyle pur . . . . .	47	Tannin à l'alcool . . . . .	36
— de naphthol . . . . .	53	— à l'éther . . . . .	36
— de phénol. . . . .	52	Teintures (toutes portées au	
— de pyramidon. . . . .	59	n° du barème immédiate-	
— de quinine . . . . .	54	ment supérieur).	
— de soude. . . . .	50	Terpine . . . . .	32
		Terpinol . . . . .	36



Thé noir ou vert . . . . .	32	Valériane d'amm. composé	34
Théobromine . . . . .	54	— de caféine . . . . .	56
Thermomètre médical à maxima : la pièce, 6 francs ;		— de quinine . . . . .	56
contrôlé : la pièce, 10 fr.		— de zinc officinal . . . . .	45
Thermomètre pour bains : la		Valériane officinale . . . . .	24
pièce : 2 francs.		— pulv. . . . .	26
Thiocol . . . . .	54	Vaseline . . . . .	20
— Roche . . . . .	54	— boriquée . . . . .	23
Thymol cristallisé . . . . .	53	— camphrée . . . . .	31
— bi-iodé . . . . .	53	— iodoformée . . . . .	35
Trional . . . . .	54	— liquide . . . . .	26
Ulmarene . . . . .	51	— mentholée . . . . .	32
Uréthane . . . . .	50	— salolée . . . . .	35
Urinal en verre, la pièce :		— au sublimé . . . . .	26
3 francs.		Vius médicaux (tous portés	
Urotropine . . . . .	43	au n° de barème immédia-	
Valériane d'amm. crist.	43	tement supérieur).	

#### BANDAGES

	Enfants		Cadets		Adultes	
	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
Bandage simple, inguinal ou crural . . .	4	»	5	»	6	»
— brisé double . . . . .	6	50	7	»	8	»
Ceinture ventrière . . . . .	»	»	»	»	8	»

#### OBJETS DE PANSEMENT

	Kil.	500 gr.	250 gr.	125 gr.	50 gr.
	fr.	c.	fr.	c.	fr.
Coton hydrophile . . . . .	7	»	3 75	2	»
— — par divisions . . . . .	7	»	3 75	2	»
— ordinaire cardé . . . . .	6 75	3 60	1 90	1	»
— — la feuille . . . . .					0 45
— — 0 m. 50 . . . . .					0 60
— — 1 mètre . . . . .					1 40
Gaze hydrophile purifiée, le paquet de 5 mètres . . . . .					3 »
— — — 1 — . . . . .		1			0 70
— iodoformée, le flacon de 1 mètre . . . . .					2 50
— — — 0 m. 50 . . . . .					1 50

#### TARIF DE LA VERRERIE

Augmentation de 50 0/0 sur tous les articles.

*AVIS.* — Ces prix s'entendent pour Paris seulement, le prix de revient étant augmenté en Province pour les multiples frais supplémentaires occasionnés par suite de la mobilisation et les grandes difficultés de réapprovisionnement.

**Lettre de M. le Directeur**  
DE LA  
**PHARMACIE CENTRALE DES PHARMACIENS DE FRANCE**  
relative au service des livraisons

---

Paris, le 23 novembre 1915.

*A Monsieur le Président de la Chambre syndicale  
des pharmaciens de la Seine.  
5, rue des Grands-Augustins.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT ET CHER CONFRÈRE,

La mobilisation nous a pris nos livreurs de profession qui avaient à la fois l'expérience de leurs fonctions et la connaissance parfaite de notre clientèle. Nous avons dû recourir à un personnel de fortune et tout à fait réduit dont la bonne volonté est indéniable mais qui est moins entraîné, et, par conséquent, moins rapide et moins sûr dans ses mouvements.

Nous voudrions réclamer en leur faveur, non seulement la bienveillance de nos confrères mais encore leur concours.

Les visites de nos livreurs sont faites à jours fixe ; que nos clients veuillent bien tenir prêts pour ce jour-là les vases qu'ils ont à nous rendre et qui doivent provenir uniquement des livraisons précédentes : aucun rendu, donc, aucun transvasement des marchandises de la livraison du jour, car cette façon de procéder entraîne des retards et des complications de toute nature qui donnent les plus mauvais résultats au point de vue de nos relations communes et des opérations même de la livraison ; celle-ci ne doit comporter que les mouvements suivants : remise des marchandises commandées, reprise des vases des marchandises antérieurement livrées, règlement des comptes ; en quelques secondes cette triple manœuvre peut être faite avec un minimum d'attente et de perte de temps.

Les journées sont courtes, les moyens de transport rares et difficiles ; ce sont de nouvelles considérations qui influenceront sans aucun doute sur les bonnes dispositions coutumières de nos clients ; nous leur serons vivement reconnaissant du bon appui qu'ils voudraient nous prêter et des instructions dans ce sens qu'ils auront l'amabilité de donner à leurs élèves.

En terminant cette note, nous tenons à vous dire, Monsieur le Président, nos très particuliers remerciements pour la bonne hospitalité que vous voudrez bien lui donner dans votre journal et nous vous prions d'agréer l'expression de nos très distingués et dévoués sentiments.

Ch. BUCHET.



## Du Gaz d'Éclairage on extraiera des Explosifs

La Commission de l'armée de la Chambre s'est occupée d'un projet de loi autorisant le ministre de la Guerre à se servir des gaz d'éclairage produits par les sociétés concessionnaires du territoire national comme par les régies municipales pour la fabrication des explosifs. La Commission a chargé M. Eugène TREIGNIER de faire un rapport à ce sujet, rapport que le député du Loir-et-Cher vient de déposer.

« Tout le monde sait actuellement, dit dans son rapport M. TREIGNIER, que c'est avec la benzine que se fabrique l'acide picrique ou « mélinite » ou « lyddite » ; avec le toluène que se fait le trinitrotoluène avec lequel sont chargées les torpilles sous-marines allemandes ; le xylène est également employé à l'état de dérivé nitré. Les autres explosifs ne sont guère que des succédanés de ceux-ci.

« On s'explique l'importance qu'attachent à l'heure actuelle à ces sous-produits de la distillation du coke, non seulement les belligérants, mais des neutres qui, de la fabrication des munitions, tirent également un bénéfice important.

« Jusqu'ici on avait pu se contenter de faire appel, pour les besoins toujours croissants des belligérants, à la production des fours à coke qui produisent le coke métallurgique nécessaire à la métallurgie. Ces fours, lorsqu'ils sont convenablement aménagés, c'est-à-dire quand ils sont « à récupération », permettent de recueillir 4 à 5 kilos de benzol par tonne de houille transformée en coke.

« A l'heure actuelle, les produits obtenus de tous les fours à coke sont utilisés et ceux dont la transformation et la construction sont activement poussées donneront des quantités insuffisantes de sous-produits.

« Il était donc devenu indispensable de faire appel à une nouvelle source très importante de benzol, en retirant celui qui est contenu dans le gaz dit « d'éclairage », fabriqué dans les villes pour l'éclairage et le chauffage de leurs habitants.

« Ce gaz contient une proportion plus forte de benzol que celui des fours à coke métallurgiques ; il est fabriqué avec des charbons spéciaux et peut donner 6 à 7 kilogrammes de benzol par tonne de houille distillée, tandis que le gaz de fours à coke ne donne que 4 à 5 kilogrammes.

Les Allemands, les premiers, sont entrés dans cette voie, malgré les quantités considérables de benzol qu'ils produisent dans leurs fours qui sont très nombreux.

« Nos alliés, les Anglais, ont fait de ce côté, un effort analogue et des installations sont en cours dans un grand nombre de grandes villes.

« Dès le mois de mars dernier, le ministre de la Guerre français s'est également préoccupé de s'assurer une ressource qu'il prévoyait devenir indispensable à l'accomplissement du programme qu'il s'était proposé pour l'accroissement de la production des explosifs.

« Les essais faits à la Société du Gaz de Paris, sur une échelle industrielle, ont permis de recueillir 27 grammes de benzol brut par mètre cube de gaz. Les essais au Gaz de la Banlieue, qui ont porté sur près

de 70.000 mètres cubes, ont donné, par mètre cube de gaz, 27 gr. 8 de benzol commercial, contenant 19 grammes de produits purs, soit 14 gr. 2 de benzine et 4 gr. 8 de toluène pur.

« A Paris, Lyon, Marseille et Bordeaux, on obtiendra ainsi 21.726 kilos de benzine pure et 7.344 kilos de toluène pur représentant 55.000 kilos d'explosifs par jour. C'est donc 55.000 kilos de supplément d'explosifs par jour dont on pourra disposer par les procédés de traitement dont la mise en œuvre est proposée, pour les quatre principales villes de France, par la future loi. Il n'est pas possible de continuer à laisser inutilisées de semblables ressources. »

Ajoutons au point de vue des consommateurs, que le gaz, ainsi traité, ne perdra rien de son pouvoir éclairant, grâce aux manchons à incandescence. Quant au pouvoir calorifique, la perte ne dépassera pas 5 %.

Le projet de loi ayant pour objet d'extraire du gaz d'éclairage les produits nécessaires à la fabrication des explosifs a été adopté par la Chambre des députés, dans la séance du 18 novembre.

Cette nouvelle source de benzol permettra-t-elle à l'administration de la guerre de laisser, à la disposition des fabricants de produits chimiques un peu plus de matière première?

Nous le souhaitons, sans oser l'espérer.

## L'INVASION <sup>(1)</sup>

### dans l'Industrie et le Commerce de la Photographie

Il ne s'agit pas ici de l'invasion qui a souillé et dévasté nos départements du Nord et de l'Est. Celle-là, notre héroïque armée se charge de lui faire expier ses horreurs. Il s'agit de cette infiltration industrielle et commerciale qui nous avait littéralement englués avant la guerre et qui se dispose à nous embourber encore après, si nous n'y mettons bon ordre.

Je voudrais appeler l'attention sur un des points caractéristiques de cette mainmise allemande, de cette inondation, dans une des branches de notre industrie qui, par certains côtés, tient au tourisme, et montrer, pour éviter la reproduction des mêmes erreurs, de quelle façon nous avons été noyés dans certains produits de la Kultur.

Il s'agit de la photographie.

Si je choisis ce sujet, c'est d'abord parce que, par sa nature, il intéresse notre association et parce que les procédés employés par nos

(1) Nous sommes heureux d'avoir trouvé pour la rédaction de cet article un accueil empressé, dont nous le remercions bien vivement, auprès de M. J. Demaria, président de la Chambre syndicale de la Cinématographie, ancien président de la Chambre syndicale de la Photographie.

Cet article est extrait de la *Revue mensuelle du Touring-Club de France* (n° de juillet-octobre 1915.)



ennemis, contrairement à leurs habitudes, ne constituent, en ce cas particulier, pas autre chose qu'une habileté tenace et patiente à laquelle notre bonne foi, notre insouciance du danger, un peu d'apathie aussi, se sont trop aisément laissés prendre. Nous avions en face de nous quelques maisons sérieuses, dirigées avec une véritable maîtrise commerciale. Elles ont envahi la France, qui ne s'est pas défendue autant qu'elle l'aurait pu. Nous ne devons pas mépriser de tels adversaires.

Nous allons montrer quelle importance ils avaient su prendre chez nous ; puis nous verrons si leurs produits justifiaient leurs succès ; et enfin nous nous demanderons quels efforts exige la nécessité de les chasser afin de rester les maîtres dans notre maison.

Commençons par les points où nous avons été le plus rudement malmenés : la fabrication des appareils photographiques, et principalement des appareils à main, de beaucoup les plus nombreux. Là, nous avons subi une grave défaite ; non pas que nos constructeurs manquent d'habileté technique, mais ils se sont certainement montrés moins bons commerçants. Il y avait de tout dans la fabrication allemande, de la camelote inénarrable à côté d'appareils soignés ; mais le tout était toujours assez bien présenté, et les prix de revient nous déconcertaient.

Nos fabricants vendaient peu. Ils ont reculé devant l'audace nécessaire pour entreprendre la fabrication en série, la seule qui puisse donner des bénéfices. Ils ont dû lutter péniblement contre une organisation industrielle puissante, contre une main-d'œuvre moins coûteuse et plus docile, et le résultat a été, en dépit des tarifs douaniers, que sur 10 appareils vendus, 9 étaient « made in Germany ».

Les tarifs douaniers, ils s'en sont longtemps moqués. Vous vous rappelez qu'à certain moment la douane française refusait au touriste, retour de l'étranger, l'entrée en franchise de son appareil personnel, fût-il outrageusement usagé. Plus tard la douane s'adoucit et mitigea ses rigueurs. Mais elle avait été parfaitement fourrée dedans.

Les pièces détachées payant moins cher que les objets fabriqués, les Allemands envoyaient par divers bureaux de douane les pièces séparées de leurs appareils, et, à Paris, un atelier boche les montait et leur donnait le dernier coup de vernissage. Il n'y avait rien à dire. Mais ils trouvèrent mieux. La douane tolérante laissait au voyageur la faculté d'entrer en franchise un ou plusieurs appareils, même non usagés, pourvu qu'ils fussent transportés avec lui. C'était une simple tolérance. Mais l'Allemand ne manque pas d'astuce. Il se faisait adresser à Deutsch-Avricourt sa pacotille, et moyennant un billet pour Igney-Avricourt (2 kilomètres) et même sans billet, car on peut user de la route, par des voyages successifs, à la barbe du poste de douane, il faisait franchir, sans bourse délier, la frontière à ses appareils. La douane finit par se fâcher, mais elle y mit le temps. Inutile de dire que pour l'avenir les précautions sont prises.

Disons bien vite que parmi les fabricants français il y eut de très heureuses initiatives, et quelques-unes connurent des succès éclatants. Je ne veux faire ici de réclame à personne. Mais je puis bien dire que je possède depuis plusieurs années un appareil stéréoscopique qui porte un numéro de fabrication compris entre 26 et 27.000. Je ne pense pas que le constructeur ait triché sur les chiffres. Cela représente donc une jolie série et un succès bien franc. Je pourrais, fort heureusement, citer

d'autres exemples. Mais si considérable qu'ait été notre production, elle n'est rien à côté de la masse formidable des appareils allemands qui, tantôt avec parfaite franchise, tantôt avec une dissimulation plus ou moins complète, étaient importés d'Allemagne.

Pour les objectifs, le mal fut considérable encore, et il faut bien l'avouer, le public français montra une légèreté vraiment coupable. Il existe en Allemagne une maison, une seule, d'ailleurs très importante, qui est, *non pas supérieure*, comme on l'a dit, mais égale pour la qualité aux opticiens français. On pourrait presque dire qu'elle jouit, au delà du Rhin, d'un monopole de fait au moins pour certains articles. J'ai nommé Zeiss. La maison d'Iéna est une des plus considérables du monde. Elle a reçu longtemps une subvention annuelle de 100.000 marks du kaiser lui-même qui passe pour un de ses plus gros commanditaires. C'est une société dont le capital est formidable, et curieusement réparti, puisque la part seule de l'Université d'Iéna est évaluée à vingt millions. Elle contrôle la grande verrerie Schott.

En dehors de cette marque, les autres, vis-à-vis des opticiens français, sont dans un état d'infériorité manifeste, et le public qui se laisse prendre à une réclame plus ou moins bruyante fait vraiment preuve d'une naïveté par trop grande.

Zeiss fabrique bien, mais il n'est nullement supérieur, je le répète, aux opticiens français. Des concours ouverts dans nos ministères l'ont prouvé.

Son seul avantage, c'est qu'il est infiniment plus cher : la différence est d'environ un tiers. Et ce qui est inadmissible, c'est que cette différence de prix, loin d'arrêter les demandes du public, n'a fait que les provoquer. Il semble bien que soit justifiée cette parole ironique entendue par moi dans la bouche d'un commerçant notable : « Plus j'augmente mes prix, plus j'augmente la demande. Le public en photographie ne veut pas du bon marché. »

Les objectifs sont composés, vous le savez, de plusieurs lentilles formées elles-mêmes de plusieurs verres. Autrefois, avec les objectifs aplanétiques que l'on abandonne bien à tort, une lentille se composait de verres symétriques, crown à base de chaux, flint à base de plomb, dont la composition ne variait guère.

Avec les progrès de la verrerie, tout cela s'est modifié peu à peu. De nouvelles substances, le baryte, entr'autres, ont été introduites dans la composition des verres qui répondent maintenant à des exigences très diverses. Les catalogues des verriers renferment aujourd'hui des milliers de verres qui diffèrent sensiblement des anciens. C'est dans une verrerie parisienne dont je parle plus loin qu'ont été obtenus, *pour la première fois*, les verres nouveaux dits, bien injustement, *verres d'Iéna*.

L'opticien prend chez le verrier les morceaux de verre dont les propriétés correspondent aux qualités de l'objectif qu'il prépare, et il les taille en éliminant les parties qui présentent trop de bulles. (Il en reste toujours dans les objectifs faits avec les verres nouveaux.) Il les assemble suivant les règles dont il a reconnu l'excellence. Or, ces verres dont l'optique géométrique a besoin, en France une seule et très bonne maison, je crois, les fabrique, bien qu'actuellement des essais soient tentés autre part. La maison française possède un catalo-



gue, peut-être moins considérable que celui de sa rivale allemande, mais qui montre pourtant une jolie variété. Bien entendu, il existe des maisons du même genre à Londres et à New-York, et c'est dans les milliers de verres catalogués que l'opticien choisit de façon à former ce que l'un d'eux appelait : un ménage bien assorti. Il en résulte que la France fournit parfois à l'Allemagne des verres bruts qui lui sont nécessaires, et nous-mêmes nous prenons des verres à Iéna, encore que depuis quelques années, nous ne soyons plus aussi nécessairement tributaires de l'étranger. Mais il n'est pas certain que l'élimination absolue soit possible ou désirable.

Ce qui manquerait à nos opticiens, d'ailleurs fort habiles, ce serait plutôt une sorte de conseil scientifique attaché aux grandes maisons d'optique. On y trouve bien quelque chose de ce genre, et quelques savants très connus ont, par leur collaboration avec des industries de marque, fait réaliser de sensibles progrès. Mais il existe en France une tendance extrêmement fâcheuse. Nos savants se cachent pour venir en aide à l'industrie. Ils auraient honte, et on leur garderait rancune, de se créer des ressources avec la science. Cet état d'esprit, fort noble en soi, est très préjudiciable. C'est la porte fermée au progrès, impossible quand l'industrie est privée du concours de la science.

En France, on s'écarte du savant qui gagne de l'argent, même quand l'État le paie mal, et c'est la règle. En Allemagne, plus il gagne d'argent, plus il rend de services, plus on le considère. — Question de tempérament.

Mais revenons à l'optique. Les Allemands ont les premiers construits des anastigmats, c'est-à-dire des objectifs corrigés de certaines aberrations. Les premiers, ce qui est déconcertant dans la patrie des Fresnel et des Foucault. — ils ont fabriqué des objectifs extra-rapides ( $F : 4,5$ ), d'un emploi d'ailleurs difficile et restreint. Mais cette antériorité n'a fait que susciter l'ardeur de nos opticiens, et, dans tous les genres, on trouve en France des objectifs égaux, sinon supérieurs, aux objectifs étrangers, quels qu'ils soient.

Je suis heureux de signaler une branche de la photographie où l'invasion allemande, malgré des efforts inouïs, a été radicalement nulle : c'est la cinématographie. Pour les appareils de prises de vue, pour ceux qui servent à imprimer les positifs, pour tout le matériel nécessaire aux différentes phases de la fabrication, pour les lanternes à projeter, nos constructeurs ont fait preuve d'une ingéniosité extraordinaire, d'une sorte de génie. Non seulement nous dépassons de beaucoup l'Allemagne, mais nous accentuons chaque jour une avance qu'elle ne rattrapera pas d'ici longtemps.

Quant aux sujets même des films, aucune comparaison n'est possible entre eux et nous. Ils ont apporté dans la composition des scènes la lourdeur de leur esprit, la brutalité de leurs conceptions. La grâce française, le bon goût de notre pays sont restés maîtres incontestés de la place et le monde entier nous rend justice.

Les plaques et les papiers photographiques n'étaient pas mal fabriqués en Allemagne ; mais on n'y trouvait rien de transcendant. Le temps est passé où les Allemands avaient un monopole pour le papier albuminé. Nous faisons tout aussi bien, et même mieux. Nos papiers au gélatino-bromure, malgré la main-d'œuvre abondante et moins chère

en Allemagne, coûtaient moins que les leurs. Le prix des plaques était plus élevé en Allemagne que chez nous, et par une anomalie que j'ai peine à m'expliquer, pour vendre en France, — où ils vendaient peu, — ils étaient obligés de diminuer les prix pratiqués en Allemagne et ils n'arrivaient aux nôtres qu'à grand'peine. Quant aux plaques en couleurs, malgré leurs efforts acharnés, ils n'ont rien pu produire qui approche des plaques autochromes françaises.

Il semblerait donc que de ce côté encore la concurrence ne soit guère à craindre. Cependant la guerre a eu un contre-coup désastreux. Les verreries d'où l'on tirait les verres pour les plaques photographiques étaient presque toutes installées dans le Nord de la France et en Belgique, tout près des centres miniers. Par l'invasion allemande, les produits se sont raréfiés et les prix ont plus que doublé. En outre, sachant pertinemment que leur séjour dans ces pays ne pouvait avoir qu'un caractère éphémère, les Allemands, sans parler de leurs autres brigandages, se sont livrés à un cambriolage méthodique, étudié, complet et sauvage des usines. Après leur départ, c'est le néant. C'est l'impossibilité de la concurrence immédiate.

On conçoit donc quelles précautions devront être prises dans le traité de paix qui remplacera l'odieux traité de Francfort. La première condition sera de les empêcher de jouir de leurs vols. Toutes les Chambres syndicales de France devront — chacune dans sa partie — s'inspirer de cette idée et s'efforcer de prévoir l'avenir.

Mais tout ne peut être prévu dans un traité. Il faudra que des efforts énormes soient faits, que ces groupements plus puissants que les énergies individuelles, — ce qui fut jusqu'ici contraire au tempérament français, — soutiennent les industries faiblissantes ou menacées, que l'État peut-être vienne en aide à certaines productions vitales et d'une improvisation impossible.

Certes, après la guerre, il y aura une effervescence heureuse, une glorieuse renaissance. Mais de quel amas de ruines horribles la brillante image de la civilisation renouée devra-t-elle sortir ?

L. BOULANGER.

---

#### INSCRIPTION AU TABLEAU SPÉCIAL DE LA LÉGION D'HONNEUR

---

Est inscrit au tableau spécial de la Légion d'honneur (*Journal officiel* du 9 novembre 1915) pour le grade de chevalier : Stéphane GLAIZE, pharmacien-major de 2<sup>e</sup> classe au service de santé d'une région fortifiée : rend depuis la mobilisation, par son zèle et sa compétence, de précieux services à l'hôpital des contagieux auquel il est attaché.



Nos félicitations les plus cordiales vont à notre confrère de la rue d'Alésia : je suis heureux d'y ajouter celles des internes de la promotion de 1887, très fiers de la haute distinction qui récompense les services justement appréciés de leur sympathique camarade.

---

### CITATIONS A L'ORDRE DU JOUR DE L'ARMÉE

---

M. JAVILLIER, chef du laboratoire des examens pratiques de l'Ecole supérieure de Pharmacie de Paris, a été récemment cité à l'ordre du jour de l'armée :

JAVILLIER, pharmacien aide-major de 2<sup>e</sup> classe au laboratoire de bactériologie et de chimie d'armée du ...<sup>e</sup> corps d'armée : a, par des recherches conduites avec un esprit scientifique remarquable, contribué très activement à la détermination des gaz toxiques employés par l'ennemi et à la mise en œuvre des moyens propres à en combattre les effets ; s'est, dans ce but, exposé lui-même à l'action prolongée et dangereuse de ces gaz, soit pendant les expériences d'étude, soit pendant les démonstrations pratiques faites aux troupes pour l'utilisation des appareils protecteurs.

Quelle belle mention pour le futur livre d'or de la Pharmacie que nous promet notre distingué confrère L.-G. TORAUDE !

\* \* \*

M. Achille Cousin, pharmacien à Bouchain (Nord) mobilisé comme pharmacien aide-major s'est particulièrement distingué lors de l'arrivée des Allemands à Maubeuge. Sa conduite lui a valu la croix de guerre, à sa rentrée en France, car notre confrère a dû subir un internement de trois mois en Allemagne.

---

### INFORMATIONS

---

#### Projet de loi de M. Astier en faveur du moratorium des veuves

La proposition de loi de M. ASTIER votée par le Sénat a été transmise à la Chambre des Députés dans la séance du 21 octobre dernier ; elle a été renvoyée à la Commission de la législation civile et criminelle.

Nous en donnerons le texte définitif quand la Chambre l'aura adopté; mais nous ne voulons pas attendre cette date prochaine pour adresser à notre éminent et dévoué confrère l'expression de notre reconnaissance.

---

### Jurisprudence

#### Tribunal de Commerce de la Seine

*Audience du 4 mai 1915*

Remercié au bout de 8 jours, c'est-à-dire pendant la période d'essai de 10 jours, un préparateur en pharmacie réclamait à son patron 4.200 francs d'indemnité pour brusque renvoi; il l'avait assigné devant le Tribunal de Commerce en élevant sa demande, primitivement fixée à 600 francs, et ce, afin d'échapper à la compétence des prud'hommes; le Tribunal de Commerce, adoptant la jurisprudence du Conseil des prud'hommes, décide que le préparateur ayant été congédié en période d'essai, n'a droit qu'au salaire des 8 jours pendant lesquels il a travaillé.

---

#### Fournitures de spécialités pharmaceutiques aux victimes des accidents du travail

Nous rappelons à nos confrères que certaines Compagnies d'assurances contestent le paiement des spécialités pharmaceutiques parce que la spécialité « médicament illégal » ne figure pas au tarif officiel des accidents du travail.

Il est donc prudent de demander au patron assuré d'acquitter le prix de la spécialité prescrite en la délivrant.

---

### L'Approvisionnement du Charbon

Nous rappelons à nos confrères que la Maison Maurice Croquin, 25, rue de la Chapelle, Paris (Téléphone Nord 24-00), leur offre de leur fournir pendant la saison d'hiver, les *Charbons, Cokes, Anthracites et Bois* aux cours fixés, comme suit.

Ces prix qui sont sujets à variations s'entendent pour Paris seulement.



Voici les prix pour décembre :

*Charbons pour cuisinière*

	Flambant. les 1.000 kilos.	Sans fumée. les 1.000 kilos.
Gailleterie . . . . .	98 »	110 »
Gailletins . . . . .	99 »	115 »
Têtes de Moineaux . . . . .	100 »	120 »
Braisette . . . . .	95 »	105 »

*Charbons pour calorifère*

Gailleterie . . . . .	98 »
Briquettes pleines . . . . .	98 »
Gailletins d'anhracite anglais . . . . .	au cours.
Coke de four . . . . .	au cours.
Fine d'anhracite . . . . .	60 »

*Charbons pour salamandre et choubersky*

Anthracite anglais extra . . . . .	au cours.
— grains 15/25 . . . . .	120 »

*Coke de gaz*

L'hecto n° 0, 4 fr. 05 ; n° 1, 4 francs ; n° 2, 3 fr. 95.

---

Boulets moyens . . . . .	100 »
Briquettes perforées, les 1000 kil. . . . .	100 »

*Bois 1<sup>er</sup> choix*

Scié en 1 et 2 traits . . . . .	78 »
— 3 4 — . . . . .	80 »

Ligots résinés, le cent : 10 francs ; Margotins, le cent : 12 francs.

Charbon de bois, le sac, étranger : 7 fr. 50 ; français : 8 fr. 50.

---

## MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

Airessé (Xématol).	Graux (Docteur).	Poudroline.
Albert (Royal).	Headson (Docteur).	Présol (Le).
Anfray.	Hémostop.	Purifilair.
*Assainilair.	Hypocalcium.	Pyolisan.
Baniacac.	*Ingluvin.	Resurrex.
Benziline.	Isa (Savon).	*Ricqlès (Menthe).
Biosérine.	*Javanaises.	*Robert (Dentier).
Bitrate.	*Jeanne d'Arc.	*Robert (Huile).
*Boissy (Pilules).	*Jeannon (Eau de).	*Salvarsan-Natrium.
Brulur (Pommade).	*Jubol (Intestin).	*Salvator (Le).
Byron (Lord).	Jubolitoire.	Secourine.
*Califig.	Kassium.	Sœurs Blanches.
Calvé-Delft.	*Kolamint.	Sœurs Noires.
*Chatelain (Etabliss.).	*Lorrain (Apéritif).	Stéryl.
Comprimints.	*Mikado.	*Sulphaqua.
Cytodynamogène.	Muscadins (Bâtonnets).	*Syrup Figs.
Datca.	Natrium (Salvarsan).	Théodora (Pâte).
Dellia.	Nof.	Tranchées (Le Tube des).
Dentibus.	*Notre-Dame.	Trépo-Vaccin.
Dia (Pastilles).	Novamidon.	Tube des Tranchées.
Emulsor.	Osbif.	Ulcérocure.
Este (Ampoules).	Ovinon.	*Urodonal.
Eumatos (Ampoules).	Paratétanine.	*Victor (Kola).
*Favorites (Extrait).	Pepsigénol.	*Villard (Docteur).
Ferrocarnine.	Phitiriasine.	*Virginie (Elixir de).
*Gabriel (Quinquina).	*Poilus (Poudre des).	Xématol-Airessé.
Gip.	Poudral.	Yucca.
*Globéol.	Poudraline.	
Graminon.	Poudrol.	

Les Pharmaciens (spécialistes ou détaillants) peuvent s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités, leurs dépôts de marques, ainsi que pour les conseils techniques à l'occasion des marques de fabrique.

Tous renseignements sur les marques ci-dessus sont entièrement gratuits.

Le Directeur du Bureau des Marques,  
J. LOUIS JEUNE.

Le Gérant, E. HÉLIE.



# CONSEIL D'ADMINISTRATION

POUR L'ANNÉE 1915-1916

## I. BUREAU

MM.

PRÉSIDENT :	LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt (xviii <sup>e</sup> ). — <i>Mardi matin à son domicile, mercredi et samedi à 3 h. au Siège social.</i> — NORD 27-82.	
VICE-PRÉSIDENT :	BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (xvii <sup>e</sup> ). — <i>Vendredi à 2 h. à son domicile, jeudi et samedi, à 3 h., au Siège social.</i> — WAGRAM 02-76.	mobilisé.
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL :	PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernay, à Paris (xiv <sup>e</sup> ). — <i>Vendredi et samedi, au Siège social, à 3 h.</i>	mobilisé.
SECRÉTAIRE ADJOINT :	BERNHARD, 11, rue Lafayette (ix <sup>e</sup> ). — <i>Mardi et samedi, à 3 h. au Siège social; Jeudi à son domicile.</i> — GUTENBERG 49-33.	mobilisé.
TRÉSORIER :	COULLON, 108, rue Vieille-du-Temple (iii <sup>e</sup> ).	
ARCHIVISTE :	CRINON, 45, rue de Turenne (iii <sup>e</sup> ).	
DIRECTEUR DU BULLETIN :	FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (xi <sup>e</sup> ).	

## II. CONSEILLERS

M.

ANCIEN PRÉSIDENT :	CORDIER, 27, rue de la Villette (xix <sup>e</sup> ).	mobilisé.
--------------------	--	-----------

## DÉLÉGUÉS DES CIRCONSCRIPTIONS

MM.

1 <sup>re</sup> (1 <sup>er</sup> et II <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	LONGUET, 54, rue des Lombards (i <sup>er</sup> ). — <i>Mercredi après-midi.</i> — CENTRAL 46-56.	
2 <sup>e</sup> (III <sup>e</sup> et IV <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	NORMAND, 324, rue Saint-Martin (iii <sup>e</sup> ). — <i>Lundi matin, de 9 h. à 11 h.</i> — ARCHIVES 36-55.	
3 <sup>e</sup> (V <sup>e</sup> et VI <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	HERBAIN, 44, rue Saint-André-des-Arts. — Gobelins 28-99.	
4 <sup>e</sup> (VII <sup>e</sup> et XVI <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	LENAIN, 126, rue de la Pompe (xvi <sup>e</sup> ). — <i>Lundi matin.</i> — PASSY 99-08.	mobilisé.
5 <sup>e</sup> (VIII <sup>e</sup> et XVII <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	PELLISSIER, 33, avenue de Villiers (xviii <sup>e</sup> ). — <i>Jeudi, de 2 h. à 4 h.</i> — WAGRAM 14-59.	mobilisé.
6 <sup>e</sup> (IX <sup>e</sup> et XVIII <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	GAUCHER, 157, Boulevard Magenta.	mobilisé.
7 <sup>e</sup> (X <sup>e</sup> et XIX <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	COLLIN, 19, boulevard Magenta (x <sup>e</sup> ). — <i>De 1 h. à 3 h.</i> — NORD 15-18.	
8 <sup>e</sup> (XI <sup>e</sup> et XX <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	COLLESSON, 5, rue d'Angoulême (xi <sup>e</sup> ). — <i>Jeudi, de 2 h. à 4 h.</i>	mobilisé.
9 <sup>e</sup> (XII <sup>e</sup> et XIII <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	BOINOT, 18, place d'Italie, le <i>Mercredi matin.</i> — Gob. 26-75.	mobilisé.
10 <sup>e</sup> (XIV <sup>e</sup> et XV <sup>e</sup> Ar <sup>t</sup> ) :	WEILL, 7, avenue d'Orléans (xiv <sup>e</sup> ). — <i>Dimanche matin.</i> — Gob. 23-39.	mobilisé.
11 <sup>e</sup> (LEVALLOIS) :	DELMOND, 4, avenue Sainte-Foy, à Neuilly-sur-Seine. — <i>Mardi matin.</i>	mobilisé.
12 <sup>e</sup> (ASNIÈRES) :	WALTER, 2, rue Denis-Papin, à Asnières.	
13 <sup>e</sup> (SAINT-DENIS) :	TRINQUART, 69, avenue de Paris, à la Plaine-Saint-Denis. — <i>Mardi matin.</i> — 5-32.	
14 <sup>e</sup> (AUBERVILLIERS) :	GRÈS, à Noisy-le-Sec.	
15 <sup>e</sup> (MONTREUIL) :	FAYOL, 17, boul. de Belfort, à Montreuil-sous-Bois.	mobilisé.
16 <sup>e</sup> (SAINT-MAUR) :	LOISEL, 4, square des Marronniers, à Saint-Maur. — <i>Jeudi.</i>	
17 <sup>e</sup> (IVRY) :	POUILH, 27, route de Choisy, à Ivry.	
18 <sup>e</sup> (MONTROUGE) :	PRÉVOST, 45, rue Houdan, à Sceaux.	

### III. COMITÉ DISCIPLINAIRE

	MM.
PRÉSIDENT :	LAURENCIN, 41, rue de Clignancourt (XVIII <sup>e</sup> ).
VICE-PRÉSIDENT :	BARTHET, 1, rue de Phalsbourg (XVIII <sup>e</sup> ).
SECRÉTAIRE :	PÉAN, 21, rue Mouton-Duvernet (XIV <sup>e</sup> ).
ARCHIVISTE :	DESVIGNES, 2 bis, rue Gustave-Zédé (XVI <sup>e</sup> ).
MEMBRES TITULAIRES :	BILLON, 50, av. de Villeneuve-l'Étang, à Versailles (S.-et-O.).
	BOUSQUET, 140, faubourg Saint-Honoré (VIII <sup>e</sup> ).
	DUMOUTHIER, 19, rue de Bourgogne (VII <sup>e</sup> ).
	LACROIX, 31, rue Philippe-de-Girard (X <sup>e</sup> ).
	LAFAY, 54, rue de la Chaussée-d'Antin (IX <sup>e</sup> ).
	RENARD, 8, rue de Passy (XVI <sup>e</sup> ).
	WEIL, 62, route d'Orléans, à Montrouge.
MEMBRES ADJOINTS :	FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême (XI <sup>e</sup> ).
	GUILLAUMIN, 168, boulevard Saint-Germain (VI <sup>e</sup> ).
	RENGNIEZ, 56, rue de Passy (XVI <sup>e</sup> ).

### IV. COMMISSIONS

	MM.
CONSEIL DE FAMILLE :	LAURENCIN, <i>Président</i> , BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CRINON, COULLON, CORDIER, FEUILLOUX.
CONTENTIEUX :	LAURENCIN, <i>Président</i> , BARTHET, PÉAN, BERNHARD, CORDIER, CRINON, FEUILLOUX, LONGUET, HERBAIN.
ÉTUDES :	PÉAN, <i>Président</i> , COLLESSON, CORDIER, HERBAIN, LENAIN, LONGUET, PELLISSIER, WEILL.
MUTUALITÉ :	BERNHARD, <i>Président</i> , COLLIN, FAYOL, N., GRÈS, N., POUILH.
INTÉRÊTS COMMERCIAUX :	BARTHET, <i>Président</i> , BOINOT, FAYOL, LENAIN, NORMAND, WEILL, N.
TARIF :	PÉAN, <i>Président</i> , BERNHARD, <i>Secrétaire</i> , BOINOT, CRINON, DELMOND, TRINQUART, NORMAND.
FINANCES :	LOISEL, <i>Président</i> , BERNHARD, LONGUET, COULLON, N.
BULLETIN :	FEUILLOUX, <i>Président</i> , LAURENCIN, BARTHET, PÉAN, BERNHARD, LONGUET, <i>Administrateur du service de Publicité</i> .

### CONSEIL JUDICIAIRE

MM.
MORET, avocat à la Cour de cassation, 211, boulevard Saint-Germain (VII <sup>e</sup> ).
POIGNARD, avocat à la Cour d'appel, 3, rue Danton (VI <sup>e</sup> ).
CLAPPIER, avoué à la Cour d'appel, 241, boulevard Saint-Germain (VII <sup>e</sup> ).
HÉBERT, avoué au Tribunal civil de la Seine, 3, rue des Pyramides (I <sup>re</sup> ).
DORÉ, huissier, 17, rue du Bouloi (I <sup>re</sup> ).
BAREILLIER-FOUCHÉ, expert-comptable des Tribunaux, 16, rue Condorcet (IX <sup>e</sup> ).
HÉLIE, agent judiciaire, au Siège social.

### ASSURANCES

MAURICE-LAJOUX, assureur-conseil, 12, rue de Provence (IX<sup>e</sup>). Tél. : CENTRAL 75-54.

### SERVICE DE LA PUBLICITÉ

MAURICE ROUFF, agent de la publicité, 17, rue du Delta (IX<sup>e</sup>).



# BULLETIN DE LA CHAMBRE SYNDICALE

DES

## PHARMACIENS DE LA SEINE

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884).

31 Décembre 1915.

---

### SOMMAIRE

Vœux pour le Nouvel An, p. 275. — Ils ont déshonoré la Science, p. 276. — Recouvrement des Cotisations, p. 277. — Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 15 décembre 1915, p. 277. — Notre Caisse de Secours immédiats, p. 278. — Souscription au profit des pharmaciens mobilisés du département de la Seine, p. 279. — Remerciements à tous nos Souscripteurs, p. 280. — La hausse des prix des médicaments, p. 281. — La période d'essai dans le contrat de travail en pharmacie, p. 283. — Informations, p. 285. — L'approvisionnement du charbon, p. 287. — Marques de Fabrique, p. 288. — Table des matières, p. 289.

---

### Vœux pour le Nouvel An

---

L'année rouge enfin s'achève : 1915 finit comme il a commencé, dans le sang. Mais notre espoir en l'immanente Justice reste intact. Les sacrifices humains que les Français et leurs Alliés font à leur idéal de Liberté ne seront pas stériles. La douleur des parents se résigne à la nécessaire patience, comme l'endurance de nos défenseurs se fortifie dans les tranchées ; durer c'est vaincre.

Le mot de Victoire résume tous les vœux qui s'échappent des cœurs angoissés au souvenir du martyre de nos soldats intrépides, au rappel des souffrances des malheureuses victimes de l'Invasion.

Au seuil de l'année nouvelle nos vœux prennent naturellement forme de prières : car pour nous, la prière c'est la Foi dans les destinées de la France, c'est l'Espérance dans la Victoire, c'est la Charité par le dévouement inlassable à tous ceux qui souffrent et meurent pour nous.

J. F.

---

## Ils ont déshonoré la Science

Plus que tous les autres, ceux qui ont grandi dans le culte de la Science, ceux qui se sont agenouillés devant le Progrès, doivent jeter l'anathème sur les Boches et sur leur sinistre Empereur.

Quel dégoût soulèvent leurs savants, chimistes, physiciens, ingénieurs attelés à leur infernale besogne d'assassins ! Comment qualifier autrement les lâches qui installent jusque dans notre Champagne leurs entrepôts de gaz asphyxiants ?

Leur Maître a signé les conventions de La Haye que la sagesse des peuples avait dressées contre la barbarie de la guerre et voilà que devant l'insuccès de la ruée de ses hordes, il a vomé ses gaz de mort sur ses loyaux ennemis qui combattaient à visage découvert.

Les Neutres n'ont pas protesté ; ils ont feint de croire aux mensonges du Kaiser qui a eu l'effronterie de nous accuser d'avoir été les premiers à pratiquer le coup de l'asphyxie.

Où aurions-nous pris le chlore et le brome dont l'Allemagne a des réserves inépuisables ? Est-ce notre civilisation qui nous aurait donné cette mentalité d'apaches empressés à déshonorer ceux qu'ils étouffent lâchement ?

Est-ce que la faiblesse de nos essais de riposte à ces procédés barbares nest pas une réfutation suffisante de leurs impudents mensonges ?

Les Boches avaient préparé, dès longtemps avant la guerre, leur chimie meurtrière ; nous, stupéfaits d'un pareil cynisme nous avons fait un pressant appel à nos savants pour protéger nos soldats contre l'avalanche empoisonnée. Même après plusieurs mois de cette satanique expérience, nos poilus ne se méfiaient pas encore assez du coup du Boche.

Lisez ce tableau saisissant tracé par Pierre Loti :

« Le soir donc (de novembre) où s'est accompli ce dernier forfait, six cent de nos hommes prenaient tout juste leur poste avancé, après une longue et fatigante marche ; tout-à-coup, au milieu d'une salve d'obus qui les surprenait dans leur premier sommeil, ils ont distingué, çà et là, des petits sifflements discrets, comme poussés par de sournoises sirènes à vapeur, — et c'était le gaz de mort qui fusait autour d'eux, épandant ses épaisses, ses lugubres nuées grises. En même temps, leurs fanaux, tout de suite, ne jetaient plus dans ce brouillard que de petites lueurs troubles. Affolés alors, suffoquant déjà, ils songèrent trop tard à ces masques qu'on leur avait donnés et auxquels du reste ils ne croyaient guère ; c'est trop gauchement qu'ils s'en couvrirent ; quelques-uns même, par un irrésistible instinct de conservation, devant la brûlure des bronches, cédèrent à l'envie de courir, et ceux-là furent les plus terriblement atteints, à cause de l'excès de chlore inhalé, dans les grandes aspirations de la course. »



Ces victimes de la lâcheté allemande nous les retrouvons dans une ambulance du front où l'on entend surtout des halètements d'agonie. Ils sont là six cents couchés sur des lits de fortune demandant à l'oxygène et à la chaleur les moyens de lutter contre l'asphyxie, de mieux respirer, de moins souffrir.

Tel est le crime de la science allemande ! Qui pourra jamais l'oublier ? Nous voulons espérer qu'après la guerre on ne continuera plus à « nous bourrer le crâne » avec la science allemande qui s'est à jamais déshonorée.

J. FEUILLOUX.

## RECOUVREMENT DES COTISATIONS

Les quittances de cotisation pour l'exercice 1916 seront présentées à nos sociétaires, comme d'habitude, à partir du 10 janvier 1916.

Nous prions nos sociétaires de vouloir bien prendre note de cet avis afin de réserver bon accueil à cette première présentation. Il nous éviteront ainsi une grande complication de travail à un moment où notre personnel est considérablement réduit, ainsi que des frais supplémentaires inutiles à un moment où nous avons besoin de toutes nos ressources pour continuer notre œuvre d'assistance, de solidarité et aussi de défense professionnelle.

*Le Conseil d'Administration.*

### Extrait du procès-verbal de la Séance du CONSEIL D'ADMINISTRATION du 15 décembre 1915.

*Présidence de M. LAURENCIN, Président.*

*Étaient présents :* MM. LAURENCIN, COULLON, CRINON, HERBAIN et POUILH.

*Excusés :* MM. PÉAN, FEUILLOUX, LONGUET, LOISEL, DELMOND, COLLIN, GRÈS et TRINQUART.

*Correspondance.* — M. LE PRÉSIDENT informe le Conseil qu'il a reçu une lettre de M. H. Rogier, pharmacien, avenue de Villiers, lui deman-

dant les formalités à remplir pour être membre perpétuel de notre Chambre syndicale. Ce confrère nous adresse, en outre, la somme de cent francs pour la Caisse de Secours. M. LAURENCIN a remercié M. ROGIER de la souscription qu'il a bien voulu lui adresser et lui a donné les renseignements utiles pour qu'il puisse devenir membre perpétuel.

M. LE PRÉSIDENT donne lecture au Conseil de deux lettres de M. LOXGUET. Le Conseil s'entretient longuement des sujets traités par M. LOXGUET et M. LE PRÉSIDENT est chargé d'informer notre collègue des décisions prises.

M. LE PRÉSIDENT a le plaisir d'annoncer au Conseil que M. DELMOND, délégué de la onzième circonscription, vient d'être nommé pharmacien auxiliaire au 85<sup>e</sup> régiment d'infanterie.

Le Comité central des Chambres syndicales nous fait part des dispositions prises par le Gouvernement relativement aux expéditions à faire en Suisse et nous adresse un exemplaire de la liste des marchandises à consigner à la *Société suisse de surveillance économique* dont le siège est à Berne.

**Encaissement des cotisations syndicales.** — M. LE PRÉSIDENT soumet au Conseil un projet de circulaire rédigé par M. LAJOUX, concernant les cotisations syndicales des sociétaires mobilisés. Le Conseil, après en avoir entendu la lecture, approuve l'envoi de cette circulaire aux membres qui n'auraient pas encore payé leur cotisation.

**État de Caisse.** — M. LE TRÉSORIER donne lecture de son état de caisse qui se solde, au 30 novembre dernier, par un excédent de 4.623 francs 45.

J. LAURENCIN.

---

## Notre Caisse de Secours immédiats

---

### CLOTURE DE LA SOUSCRIPTION

---

Le Bureau de la Chambre syndicale a décidé de mettre fin à ses appels en faveur des familles nécessiteuses des confrères mobilisés de la Seine.

Je suis son interprète en disant un sincère merci à tous nos donateurs. Pendant seize mois, les sommes s'ajoutèrent aux sommes tant et si bien que nous devons à la générosité de nos confrères de la Seine une fortune : *quarante mille francs*.

Avec leur argent, nous avons eu l'incomparable satisfaction de soulager des misères insoupçonnées : au souvenir d'une infortune poignante, je peux écrire que nous avons aidé les vivants et honoré les morts.

Je suis ému d'une inoubliable reconnaissance en me rappelant les



heures délicieuses vécues en compagnie du Président et du Trésorier, lorsque, chaque samedi, nous faisons le total des souscriptions qu'on nous adressait.

Et, puisque l'âge nous mettait à l'écart du service de la Défense nationale, nous nous sentions réhabilités à nos yeux en disposant de nos courts loisirs et de l'argent des nôtres pour les familles des confrères mobilisés.

Cela établissait entre ceux qui ont l'orgueil de porter l'uniforme et nous un lien de solidarité que nous brisons à regret.

Mais que dis-je ? ce lien subsistera tant qu'il restera une infortune à soulager, tant qu'il y aura dans notre caisse une vignette à offrir : car si nous avons distribué une partie de ce qui nous a été donné, il nous reste encore une grosse réserve pour les besoins de demain.

Jusqu'au terme de cette année, vous nous avez envoyé, chers confrères, vos offrandes généreuses : mais malgré la clôture de la souscription, votre tâche, comme la nôtre, n'est pas terminée.

Aidez-nous jusqu'au bout, en nous signalant les misères qui se cachent ; dites autour de vous que la Pharmacie de la Seine a fait son devoir d'assistance confraternelle, que par elle un trésor reste à la disposition de celles de nos familles réduites aux privations, pendant que leur chef sert la Patrie.

J. FEUILLOUX.

## SOUSCRIPTION

### au profit des Pharmaciens mobilisés du Département de la Seine

#### QUINZIÈME LISTE

NOMS ET ADRESSES DES SOUSCRIPTEURS

Montant  
des  
souscriptions

MM.	sept.	oct.	nov.	déc.	
BEYTOU, 4, faubourg Poissonnière, Paris (autre versement) . . . . .					100 »
ESMENARD, LANGLET, 11, rue Ferdinand-Duval, Paris (2 <sup>e</sup> versement) . . . . .					100 »
ROGIER, 19, avenue de Villiers, Paris. . . . .					100 »
BEYTOU et TERTREAU, 4, faubourg Poissonnière, Paris (autre versement). . . . .					50 »
CHABONAT, 3 bis, rue des Rosiers, Paris (2 <sup>e</sup> versement) . . . . .					50 »
Souscription de M. COULLON sur les « Sonnets de Guerre » . . . . .					20 »
	sept.	oct.	nov.	déc.	
MM.					
AMSLER, 36, Grande-Rue, Créteil . . . . .	7 50	7 50			15 »
BARTHET, 1, rue de Phalsbourg, Paris. . . . .		10 »			10 »
BERNHARD, 11, rue Lafayette, Paris. . . . .	10 »	10 »			20 »
BORNE, 4, place du Val, Vanves . . . . .	7 50	7 50	7 50		22 50
CANTON, 43, rue Faidherbe, Paris . . . . .			10 »		10 »
CHOPIN, 32, boulevard Diderot, Paris. . . . .	15 »	7 50	7 50	7 50	37 50
COLLOMBY, 97, rue Dareau, Paris . . . . .	10 »	10 »	10 »		30 »
DELANNAY, 64, rue de Tocqueville, Paris . . . . .			20 »		20 »
DREYER-DUFER, 79, rue de la Chapelle, Paris . . . . .		10 »			10 »
A reporter. . . . .					595 »

MM.	Report. . . . . 595 »			
	sept.	oct.	nov.	déc.
DUBOURG, 1, avenue Ménéclottes, Colombes		10 »	10 »	20 »
DURAND, 119, rue Saint-Charles, Paris.			7 50	7 50
FEUILLOUX, 22, rue d'Angoulême, Paris.			7 50	7 50
GOBERT, 83, Grande-Rue, Boulogne-sur-Seine . . . . .			20 »	20 »
GREFFIER, 11, rue Lepic, Paris. . . . .	10 »	10 »		20 »
GREFFIER, 18, rue de Meudon, Clamart.		10 »	10 »	20 »
HEMMERLÉ, 3, rue Dufaut, Gentilly . . . . .		10 »		10 »
HILBERT, 58, rue Carnot, Stains. . . . .			7 50	7 50
JOUANETON, 116, rue de Vanves, Paris. . . . .		50 »		50 »
KARTOW, 12, r. de la Boule-Rouge, Paris.		10 »		10 »
LAIR, 93, rue Didot, Paris. . . . .			15 »	15 »
LAURENCIN, 41, rue Clignancourt, Paris.			10 »	10 »
LOISEL, 4, square des Maronniers, Saint-Maur . . . . .			7 50	7 50
MARIE, 112, rue de Paris, Puteaux . . . . .		20 »		20 »
H. MOREAU, 5, rond Point-de-Longchamp, Paris. . . . .			10 »	10 »
PASSAT, 102, avenue de Versailles, Paris,	10 »	10 »		20 »
POUILH, 27, route de Choisy, Ivry . . . . .		10 »		10 »
RAFFEGEAU, 3, rue de l'Amiral-Mouchez, Paris . . . . .			7 50	7 50
ROUSSEAU, 4, place de la République, Levallois . . . . .			10 »	10 »
ROZAN, 96, avenue de Clichy, Paris . . . . .	15 »	7 50	7 50	7 50
SOUCHEYE, 118, avenue de Villiers, Paris.	15 »	7 50	7 50	36 »
VALENTIN, 48, Grande-Rue, Créteil. . . . .			7 50	7 50
VILLIÈRE, 61, Grande-Rue, Maisons-Alfort . . . . .			90 »	90 »
Total de la quinzième liste . . . . .				1.042 50
Montant des listes précédentes . . . . .				38.190 55
Total au 23 décembre 1915. . . . .				39.213 05

## A tous nos Souscripteurs

Chacun de nous, suivant son âge ou ses moyens,  
Offre sa vie ou bien son or à la Patrie.  
Mais, au moment tragique où la France est meurtrie,  
Il faut jeter à bas quelques murs mitoyens...

Car, entre tous, l'épreuve a créé des liens.  
Honte aux indifférents de chaque confrérie :  
Cœurs secs ou simplement atteints de ladrerie !  
L'épithète leur sied de tièdes citoyens.

Quant à vous, dont les noms fleurirent sur nos listes,  
La bonté vous transforme en vrais syndicalistes,  
Et de nombreux papas vous béniront en chœur.

Eux absents, maint foyer a connu des alarmes...  
En leur nom, recevez un merci ! de tout cœur :  
Vous soutenez l'espoir et tarissez les larmes.

Décembre 1915.

Le Trésorier : H. COULLON.



## LA HAUSSE DES PRIX DES MÉDICAMENTS

Puisque la grande Presse se préoccupe de la cherté des médicaments, il a paru opportun au Directeur du *Bulletin* de se renseigner sur la situation actuelle des principaux produits chimiques.

Pour avoir des précisions, j'ai cru devoir m'adresser à M. A. MICHEL, l'actif Président du Syndicat Général de la Droguerie Française.

De l'entretien qu'il a bien voulu m'accorder j'ai recueilli l'impression que la plupart des Maisons de Droguerie ont eu, depuis le début de la guerre, d'énormes difficultés à surmonter pour assurer notre approvisionnement. L'Office des produits chimiques et pharmaceutiques dont l'éminent Directeur, M. le Professeur BÉHAL, mérite la particulière gratitude du corps pharmaceutique, a lutté avec la Bureaucratie, pour obtenir les disponibilités indispensables. De son côté, le Syndicat général de la Droguerie a institué une Commission composée de MM. BUCHET, DARRASSE, GALLOIS afin de donner le plus de modération possible aux cours élevés et changeants dont nous avons à souffrir. Nous pouvons donc constater que si la situation n'est pas aussi bonne qu'on aurait pu l'attendre de tant d'efforts coordonnés vers le même but, il reste acquis que le dévouement de M. le Professeur BÉHAL et des sommités du Comité de Direction de l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques a eu des résultats appréciables, si l'on compare les prix du marché de Paris avec ceux de Londres et de New-York.

M. A. MICHEL voudra bien trouver ici l'expression de mes remerciements pour son aimable accueil et pour la note qu'il a rédigée, à l'intention de nos lecteurs.

J. F.

### Situation des principaux produits chimiques au 20 Décembre 1915.

*Produits Boraciques.* — Impossibilité de se procurer le minéral d'Asie Mineure;

Obligation de le chercher en Amérique du Sud;

Hausse des frets, manque d'emballages, difficultés de transport (manque de matériel roulant) sont les principales causes qui ont contribué à la hausse et même à la rareté de ces produits.

*Acide Lactique.* — Peu ou pas fabriqué en France. La Suisse seule alimentait l'industrie française avec un produit d'origine allemande probablement.

*Analgsine et Amidopyrine.* — La matière première (Aniline) est exclusivement réservée aux besoins de la défense nationale et les petites quantités mises à la disposition des fabricants ne suffisent pas pour alimenter raisonnablement les besoins civils.

Il en est de même pour les dérivés du Phénol : Produits salicylés (Acide Acétylsalicylique et Salicylate de Méthyle).

*Benzonaphtol.* — Produit de fabrication exclusivement allemande et devenu introuvable.

*Bromures.* — Le Brome vaut 2 marks à 2 marks 30 le kilog en Allemagne; il vaut Frs 60/65. — en Amérique. Cet écart énorme est dû à ce que l'Allemagne, seul pays producteur, en interdit sévèrement l'exportation.

Les dérivés, notamment le Bromure de Potassium, ont atteint des prix excessifs, soit Frs 80/90, et encore ce sont là des prix nominaux cotés par les fabricants pour indiquer la valeur actuelle des bromures à la parité des cours étrangers.

*Codéine.* — La production est limitée à deux fabricants anglais, et les cours ont presque triplé.

*Camphre. Produits de Chine, du Japon et des Indes.* — Les menaces allemandes de campagne contre l'Égypte rendent la situation des produits de cette provenance très précaire. Les frets ont haussé considérablement; les taux d'assurance ont passé ces jours-ci encore de fr. 1/2 à 4 et 5 %.

*Digitaline.* — La fabrication est arrêtée partout faute de matière première.

*Emétine.* — L'énorme consommation du Service de Santé a absorbé toutes les existences de racine d'ipéca dont le prix est passé fr. 40 à fr. 70 le kilo en très peu de temps.

*Eau oxygénée.* — La production déjà très limitée par le manque de bioxyde de manganèse est réquisitionnée pour les 9/10 par l'Autorité Militaire.

*Phénacétine et Phénolphtaléine.* — Fabrication exclusivement allemande. Produits très rares, appelés à manquer.

*Quinine.* — Le manque de personnel et les difficultés d'obtenir certains sous-produits indispensables à la fabrication, ont considérablement réduit la production qui, au surplus, est absorbée pour les 2/3 par le Service de Santé.

*Opium.* — Les provenances de Turquie étant devenues introuvables les cours ont doublé de prix et ont passé de fr. 80 à fr. 130 et 140 le kilo. Les sels : morphine et codéine ne tarderont pas à monter rapidement.

*Conclusion.* — La situation des produits chimiques et pharmaceutiques est certainement précaire en France; il est à craindre qu'elle ne fasse qu'empirer et que certains produits arrivent à manquer sous peu.

Elle est encore beaucoup plus difficile à l'étranger. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil sur le tableau ci-joint indiquant les prix pratiqués à la date du 15 décembre à Paris, Londres et New-York.



*Tableau comparatif des prix pratiqués à la date du 15 décembre 1915  
à Paris Londres (1) et New-York (2) des produits chimiques ci-dessous :*

Désignation des produits	Paris		Londres		New-York	
	—	—	—	—	—	—
Acide phénique cristallisé. . . . .	le kilo	fr.	18/20	22 50	22 50	
Analgsine . . . . .	—	—	85/100	230 »	330 »	
Amidopyrine . . . . .	—	—	125/150	275 »	306 »	
Baume du Pérou . . . . .	—	—	65/75	65 »	70 »	
Bromure de potassium. . . . .	—	—	80/90	80 »	80 »	
Permanganate de potasse . . . . .	—	—	12/15	15 »	18 »	
Phénacétine . . . . .	—	—	140/160	170 »	185 »	
Quinine . . . . .	—	—	125	180 »	250 »	
Résorcine . . . . .	—	—	130/150	150 »	160 »	
Salol. . . . .	—	—	100/110	130 »	200 »	

Le Syndicat général de la Droguerie française s'efforce dans la mesure de ses moyens de parer à ces difficultés. Il intervient auprès des Pouvoirs pour faciliter aux fabricants le ravitaillement en matières premières et pour obtenir la main d'œuvre indispensable. C'est ainsi qu'il a réussi, grâce au concours de l'éminent Directeur de l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques (dont nous ne saurions trop apprécier les grands services rendus à notre profession depuis la guerre) à ce qu'une plus grande quantité de Phénol et d'Aniline soit mise à la disposition des fabricants, ce qui leur permettra d'intensifier la fabrication des dérivés de ces deux produits, soit : Analgsine, Amidopyrine, Salicylates, Acide Acétylsalicylique. Nous pouvons donc espérer une amélioration de la situation, tout au moins pour ces produits, dans un avenir assez rapproché.

*Le Président,*  
A. MICHEL.

## JURISPRUDENCE

### La période d'essai dans le contrat de travail en pharmacie

Il nous paraît utile d'attirer l'attention de nos lecteurs sur l'importance du jugement rendu par le Tribunal de Commerce le 4 mai 1915 sur la question de la *période d'essai* indispensable dans le choix du personnel de nos officines (voir *Bulletin* du 30 novembre, page 270).

Nous connaissons tous les difficultés devant lesquelles se trouve le pharmacien qui veut se procurer un aide.

Après avoir fait une demande à ses fournisseurs (de préférence, on ne sait pourquoi, à la Chambre syndicale), le pharmacien reçoit la visite

(1) Cours anglais (voir *Chemist et Druggist* du 18 décembre).

(2) Cours américains (feuille de renseignements hebdomadaires H. F. H. courrier de New-York.)

de jeunes gens munis de certificats plus ou moins vagues qui ne lui donnent aucune assurance sérieuse sur les capacités professionnelles des candidats.

Parfois, pressé par les circonstances, le confrère embarrassé base son choix sur les apparences et au bout de quelques jours, il s'aperçoit que le prétendu aide en pharmacie ou le « préparateur » souvent garçon de laboratoire fraîchement promu est complètement dépourvu des connaissances indispensables à l'emploi sollicité.

Pour sa sécurité, comme pour celle de ses clients, le pharmacien veut alors rompre le contrat de travail dont l'application est à peine commencée et il se heurte à une demande d'indemnité pour rupture brusque de contrat.

Devant les tribunaux de commerce, il y a eu des condamnations de patrons au paiement d'une indemnité correspondant à un mois de traitement (!)

Il y avait là pour les pharmaciens une situation absolument intolérable à laquelle notre Chambre syndicale s'est employée à porter remède.

Tout d'abord, elle a recommandé à tous les confrères de ne conclure aucun contrat de travail verbal et d'introduire dans la rédaction de leurs contrats écrits la clause de la période d'essai au cours de laquelle chacune des parties, patron et employé, était libre de rompre du jour au lendemain sans indemnité. Des formules imprimées furent mises à la disposition de tous les confrères (1).

Ensuite, prenant en main la première affaire sérieuse apparaissant comme « bonne espèce » elle a fait plaider par M<sup>e</sup> Albert CARNON, devant le Conseil des prud'hommes de la Seine, la nécessité de reconnaître comme *usage de la profession* l'obligation d'une *période d'essai de dix jours*. Le Conseil des prud'hommes fit bon accueil à notre argumentation en faveur de l'intérêt de la santé publique; la jurisprudence favorable était créée.

Elle se trouve confirmée par le Tribunal de Commerce; c'est une satisfaction de plus, nous ne doutons pas qu'elle soit confirmée dans l'avenir par la Cour d'Appel, s'il y avait lieu.

---

(1) Ces formules sont toujours à la disposition de nos confrères.



## INFORMATIONS

### Vote du moratorium des Veuves de Pharmaciens.

Dans sa séance du 2 décembre 1915, la Chambre des Députés a adopté l'ensemble de la proposition de loi ainsi rédigée.

*Proposition de loi tendant à modifier l'article 25 de la loi du 21 germinal an XI et à étendre le bénéfice du moratorium aux veuves, enfants ou héritiers des pharmaciens décédés en ce qui concerne les délais impartis pour la vente de l'officine.*

Le titre ainsi rédigé a été adopté ainsi que l'ensemble de la proposition de loi qui comprend trois articles :

ART. 1<sup>er</sup>. — L'article 25 de la loi du 21 germinal an XI est complété ainsi qu'il suit :

« Au décès d'un pharmacien, la veuve, les enfants ou héritiers pourront continuer de tenir son officine pendant un délai qui, en aucun cas, ne pourra dépasser une année à compter du lendemain du décès, aux conditions de présenter à l'agrément de l'École ou Faculté dont dépend l'inspection de l'officine, un étudiant majeur et pourvu d'au moins huit inscriptions de scolarité, en même temps qu'un pharmacien diplômé, établi ou non, sous la responsabilité duquel seront dirigées et surveillées toutes les opérations de l'officine.

« L'autorisation de gestion sera délivrée après avis conforme de l'École ou Faculté, par le préfet du département dans lequel est située l'officine. »

ART. 2. — Le délai d'un an accordé par l'article 1<sup>er</sup> de la présente loi, à la veuve, aux enfants ou héritiers d'un pharmacien décédé, est suspendu à dater du 31 juillet 1914. Un nouveau délai de deux ans est accordé aux personnes visées audit article. Il aura comme point de départ le 1<sup>er</sup> novembre qui suivra la date à laquelle le décret prévu aux articles 1<sup>er</sup> et 2 de la loi du 4 juillet 1915 (1) sera promulgué au siège de chacune des Écoles ou Facultés dont dépend l'inspection de l'officine.

« Ce même délai profitera aux veuves, enfants ou héritiers des pharmaciens décédés antérieurement à la mobilisation, au profit desquels le délai d'un an avait commencé à courir, mais qui n'était pas antérieurement révolu audit jour. »

ART. 3. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies. »

### Distinction honorifique.

Dans sa séance publique annuelle du 25 novembre, l'Académie française a décerné le prix de vertu à notre confrère M. CAPON, maire de Wacquemoulin (Oise.)

(1) Le décret dont il s'agit est celui qui mettra fin aux hostilités.

Nous adressons à notre confrère nos plus cordiales félicitations pour la citation élogieuse dont il a été l'objet.

« Emmené à la suite d'une discussion avec le chef d'un détachement de uhlans, à l'extrémité du village pour être fusillé, a dit, au moment d'être attaché à un arbre : « Inutile, je ne bougerai pas et n'ai pas peur de la mort. » En a imposé à ce moment par sa fermeté au chef allemand, qui a remis au lendemain son exécution ainsi que celle de dix habitants. Le retour des troupes françaises les a sauvés et Wacquemoulin a été délivré. »

---

**Institut Pasteur. — Service de sérothérapie**  
**22, rue Dutot, Paris.**

L'Institut Pasteur a eu connaissance que le sérum antidiphthérique manquait chez plusieurs pharmaciens qui répondaient au public que ce médicament était réquisitionné par l'armée.

Le sérum antidiphthérique, ainsi que les autres sérums préparés par l'Institut, est distribué comme avant la guerre et les pharmaciens peuvent s'approvisionner directement au service de sérothérapie de l'Institut Pasteur ou par l'intermédiaire des droguistes et des commissionnaires.

Comme l'Institut Pasteur ne vend ses sérums ni aux médecins ni au public, nos confrères doivent donc assurer la délivrance de ces médicaments à leur clientèle.

---

**Diplômes visés à la Préfecture de Police.**

LAROZE (Ludovic-Marie-Joseph), 54, rue de Paris, Charenton.

ROY (Louis-Marie-Joseph), 26, rue Ramey.

ROESHE (Jules-Adolphe-Alexandre), 51, rue Ernest-Renan, à Issy.

CHEVALLIER (Ferdinand-Emile-Louis), 5, rue Aubriot.

---

**Cession d'Officine.**

M. ABRAM a cédé son officine sise 54, rue de Paris, à Charenton, à M. LAROZE.

---



## L'Approvisionnement du Charbon

### PRIX POUR JANVIER 1916

de la Maison Maurice CROQUIN, 25, rue de la Chapelle,  
Paris. (Téléphone Nord. 24-00).

#### Charbons pour cuisinière

	Flambant. les 1.000 kilos.	Sans fumée. les 1.000 kilos.
Gaillèterie . . . . .	108 »	120 »
Gaillétins . . . . .	109 »	125 »
Têtes de Moineaux . . . . .	110 »	128 »
Braisette . . . . .		110 »

#### Charbons pour calorifère

Gaillèterie . . . . .	108 »
Briquettes pleines . . . . .	108 »
Gailletin d'anhracite anglais . . . . .	au cours.
Coke de four . . . . .	au cours.
Fine d'anhracite . . . . .	60 »

#### Charbons pour salamandre et choubersky

Anthracite anglais extra pour salamandre . . . . .	au cours.
— grains 15/25 pour Radieux . . . . .	125 »

#### Coke de gaz

L'hecto n° 0, 4 fr. 15 ; n° 1, 4 fr. 10 ; n° 2, 4 fr. 05.

Boulets moyens . . . . .	100 »
Briquettes perforées, les 1000 kil. . . . .	100 »

#### Bois 1<sup>er</sup> choix

Scié en 1 et 2 traits . . . . .	80 »
— 3 4 — . . . . .	82 »

Ligots résinés, le cent : 10 francs ; Margotins, le cent : 14 francs.

Charbon de bois, le sac, étranger : 7 fr. 50 ; français : 8 fr. 50.

## MARQUES DE FABRIQUE

(Communication du Bureau des Marques, 21, rue Meslay, Paris)

Les pharmaciens (Paris ou province), en relations avec le Bureau des Marques, peuvent demander leurs recherches par téléphone.

Téléphone : ARCHIVES 38.92.

Liste alphabétique des Marques pharmaceutiques déposées et publiées en France pendant le dernier mois.

N.-B. — Les marques précédées d'une étoile figuraient déjà sur le Répertoire Général; elles ont donc fait l'objet d'un dépôt antérieur.

Antoridine.	Greffier (D').	*Phénix.
Aséol.	Hydrofébrine.	*Phosphodol.
Aspiraise.	Hydropirine.	Piéline.
Atoxicocaine.	Hypoforme.	*Pinel (D' A.).
*Bactérol.	*Iodose.	*Poilu (Le).
Bambó.	*Joffre (Quina).	Poillol.
Bifalite.	Jour (Pilules, Grains).	*Poilus (Baume des).
*Bravais (Vin).	Kinola.	Quotidien (Grain).
*Cauvin (Pilules).	*Konakry (Le).	Radiole.
Chloraseptol.	Lafran.	Rosalie (La).
Colicéine.	Lainol.	Sazof.
Dihéroïne.	Lanothermine.	Seltigène.
Ektopon.	Lutsia.	Sévescin.
Entériteine.	Marine (Cure).	Sleepeine.
Entéroféol.	Minérobiose.	Soconol.
Eudormine.	Néocalme.	*Solantine.
Eusomnine.	Nihjap.	*Somnigène.
Exopon.	Niomol.	Stadol.
Fébroxil.	Osarsan.	Thermolainol.
Fluctine.	Oxilol.	Triadol.
Formitrol.	Papizol (Le).	Verminine.
Gautier (Baume).	*Patria.	Versomnal.

Les Pharmaciens (spécialistes ou détaillants) peuvent s'adresser au bureau des Marques (21, rue Meslay, Paris), pour faire opérer leurs recherches d'antériorités, leurs dépôts de marques, ainsi que pour les conseils techniques à l'occasion des marques de fabrique.

Tous renseignements sur les marques ci-dessus sont entièrement gratuits.

Le Directeur du Bureau des Marques,  
J. Louis Jeune.



Timbre d'Origine  
française des Produits

### Propagande Nationale

Le Timbre ci-contre est destiné à attester l'origine Française des produits qui en sont revêtus.

Il ne peut être délivré qu'à des Maisons françaises et il ne peut être apposé que sur des Produits Français.

Les spécialistes désireux d'apposer le Timbre d'origine sur leurs spécialités doivent adresser leur demande au

**BUREAU DES MARQUES, 21, Rue Meslay, PARIS**



# TABLE DES MATIÈRES

du Bulletin de la Chambre syndicale des Pharmaciens de la Seine

Année 1915

## A

Administration générale de l'Assistance publique à Paris . . . . .	182
Anniversaires . . . . .	51 191
A nos annonceurs . . . . .	19
Approvisionnement (L') du charbon . . . . .	224, 247, 270 287
Assemblée générale de la Chambre syndicale . . . . .	27 54
Assemblée générale de la Chambre syndicale (Convocation) . . . . .	102
Association générale des Syndicats pharmaceutiques de France (Appel à la solidarité pharmaceutique) . . . . .	133
Avis . . . . .	224
Avis important . . . . .	253
Avis relatif à la déclaration des créances des Français sur les Aus- tro-Allemands et réciproquement . . . . .	251

## B

Babillarde du Parigot (La) . . . . .	44
Bulletin de variations (Tarif de la Chambre syndicale de Pharma- ciens de la Seine) . . . . .	62, 163, 184 256
Bulletin de variations (Tarif accidents du Travail) . . . . .	160

## C

Caisse de Secours immédiats (Voir aussi à Notre Caisse) . . . . .	147, 176 231
Caisse Mutuelle Pharmaceutique de retraites . . . . .	62 98
Citations à l'ordre du jour . . . . .	246 269
Comité Intersyndical des Pharmaciens de la Seine . . . . .	33, 178 237
Comment lutter contre l'invasion des médicaments allemands . . . . .	240
Communication du groupe pharmaceutique parlementaire . . . . .	27
Compte-rendu de la réunion du Syndicat de la Droguerie française et du Comité Intersyndical des Pharmaciens de la Seine . . . . .	82
Conseil d'administration (Séances du) . . . . .	9, 36, 59, 88, 134, 150 179, 233, 255 277

## D

De Charybde en Scylla . . . . .	171
Décoration militaire . . . . .	158
Des causes politiques, sociales et économiques de l'hégémonie industrielle allemande . . . . .	202
Du gaz d'éclairage on extraiera des explosifs . . . . .	263

E

Emprunt (L') de la Victoire . . . . .	249
Erratum (Bulletin de variations) . . . . .	102
Étude sur les moyens propres à assurer le développement en France de l'Industrie des Produits chimiques . . . . .	242

F

Fils d'Aquila . . . . .	73
-------------------------	----

H

Hausse (La) des prix des médicaments . . . . .	281
--	-----

I

Ils ont déshonoré la Science . . . . .	276
Informations. . . 44, 45, 74, 103, 137, 166, 186, 207, 246, 269	285
Industrie (L') chimique en Allemagne. . . . .	143
Industrie (L') des produits pharmaceutiques en France. . . . .	172 192
Inscription au tableau spécial de la Légion d'Honneur. . . . .	268
Intérêts professionnels. . . . .	200 222
Invasion (L') dans l'industrie et le commerce de la photographie. . . . .	264

K

Kultur (La) allemande et la Science française . . . . .	1
---	---

L

La défense nationale et la défense économique . . . . .	79
La hausse du prix des eaux minérales . . . . .	153
La question de l'alcool. . . . .	212 230
La période d'essai dans le contrat de travail en pharmacie. . . . .	283
La question des loyers . . . . .	4
La mésaventure d'un quêteur . . . . .	25
La thérapeutique et les produits chimiques définis d'origine étran- gère . . . . .	213
La substitution des marques françaises aux marques allemandes. . . . .	175
Les affaires..., c'est l'argent des autres. . . . .	20
Les affaires sont les affaires . . . . .	52
Les assurances et la mobilisation générale. . . . .	11
Les laboratoires aux armées. . . . .	205
Les pharmaciens aux armées . . . . .	162
Les poilus. . . . .	192
Les successions des militaires et marins. . . . .	201
Lettre de M. le Directeur de la Pharmacie centrale des pharma- ciens de France relative au service des livraisons . . . . .	262
Lettres du Président de la Chambre syndicale. . . . .	42



M

Marques de fabrique	74, 107, 139, 167, 187, 207, 226, 248, 272	288
Ministère de l'Agriculture		251
Modifications du tarif « Accidents du Travail »		158

N

Nécrologie	69, 132, 156, 184, 196, 246	...
Nominations militaires		206
Nomination des pharmaciens auxiliaires		229
Note du Comité intersyndical des Pharmaciens de la Seine pour le Comité de direction de l'Office des produits chimiques et pharmaceutiques		81
Notre Caisse de secours immédiats (Voir aussi Caisse...)	3, 22, 53, 84	278
Nouveau tarif des eaux minérales réglementées au Groupe des Tickettistes		183

O

Observations relatives au tarif « Accidents du Travail »		183
--	--	-----

P

Permissionnaires		211
Promotions		13
Promotion militaire		224
Promotions et décorations militaires		184

R

Rapport général sur les travaux du Conseil d'administration pendant l'exercice 1914-1915		118
Rapport sur les opérations financières de la Chambre syndicale pendant l'année 1914		91
Recouvrement des cotisations	146	277
Remerciements à tous nos souscripteurs		280
Ristourne pour la vente d'eaux minérales		91

S

Société de Pharmacie de Paris		221
Sonnets de guerre		32 72
Souscription au profit des pharmaciens mobilisés du département de la Seine	4, 23, 86, 88, 130, 148, 176, 193, 220, 231, 253	279

**T**

Table des matières . . . . .	239
------------------------------	-----

**V**

Vœux pour le Nouvel An . . . . .	275
----------------------------------	-----



---

*Le Gérant, E. HÉLIE.*

---

43941. — Paris. Imp. Dracv et C<sup>e</sup>, 22, rue Dussouls. — 12 1915.



P 40100

24<sup>e</sup> Année.

BULLETIN  
DE LA  
CHAMBRE SYNDICALE



DES  
PHARMACIENS DE LA SEINE

(Ancienne Société de Prévoyance 1824-1884)

MENSUEL, SUCCESSIVEMENT DIRIGÉ PAR

V. RIETHE, Fondateur. — D<sup>r</sup> Henri MARTIN, Directeur honoraire

A. JABOIN. Ancien Président.

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

J. FEUILLOUX, Docteur en Pharmacie.

*Membre-adjoint au Comité disciplinaire.*

N° 12 — 31 DÉCEMBRE 1915

ABONNEMENTS { Paris et Départements . . . . . 6 fr.  
Étranger . . . . . 8 fr.

SIÈGE SOCIAL :

5, Rue des Grands-Augustins, 5

PARIS (6<sup>e</sup>) TÉL. : Gobelins-18-37



## AVANTAGES OFFERTS A SES MEMBRES

PAR LA

### Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Seine

La CHAMBRE SYNDICALE protège ses membres contre le tort que leur cause l'exercice illégal de la profession et assure la défense de leurs intérêts moraux et matériels.

Elle les conseille et, chaque fois que cela est possible, leur donne tout son concours, pour l'heureuse solution de leurs difficultés personnelles.

Elle leur procure des avantages importants, au point de vue de leurs assurances, notamment par les services professionnels suivants

Assurance mutuelle contre les accidents en pharmacie (Fondée en 1886);  
Caisse mutuelle pharmaceutique de retraites (Fondée en 1903);

Assurance mutuelle contre le bris des glaces, etc., etc

La CHAMBRE SYNDICALE met en outre à la disposition de ses membres :

- 1° Un service de placement pour le personnel;
- 2° Un service de recouvrements, à la fois économique et rapide;
- 3° Un Conseil de famille, destiné à solutionner par arbitrage les différends entre confrères;
- 4° Un Registre spécial pour les offres directes de vente d'officines;
- 5° Une Bibliothèque professionnelle, composée d'ouvrages de jurisprudence, formulaires d'actes sous-seing privé, tarifs pharmaceutiques, formulaires de toute nature, etc., etc.;
- 6° Une salle de réunion à l'usage des sections syndicales et toutes réunions de défense professionnelle.

*Pour éviter toute perte de temps,*

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

à

Monsieur le **PRESIDENT**

de la CHAMBRE SYNDICALE  
des PHARMACIENS de la SEINE

5, Rue des Grands-Augustins — PARIS (VI<sup>e</sup>)

L'Administration la fera parvenir aux services compétents

(Affaires judiciaires, Administration Syndicale et Sociétés de Secours Mutuels, Rédaction du Bulletin, Réglementation, Sociétés d'arrondissements, Caisse de Retraites, Publicité, Recouvrements et Assurances, Cessions d'officines et Changements d'adresses, Placement du Personnel.)

Les lettres portant une suscription personnelle seront remises au membre du Conseil nommément désigné comme destinataire.

Pour les changements d'adresses, renvoyer l'ancienne bande du BULLETIN avec la nouvelle adresse.



# PHARMACIE CENTRALE DE FRANCE



FONDÉE PAR DORVAULT  
EN 1852

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PAR ACTIONS  
entre seuls Pharmaciens  
AU CAPITAL DE DIX MILLIONS

**CHARLES BUCHET & C<sup>ie</sup>**  
Successeurs  
de Menier, Dorvault et C<sup>ie</sup>  
Em. Genevoix et C<sup>ie</sup>



SIÈGE SOCIAL :

7, rue de Jouy, Paris (4<sup>e</sup>)

BUREAUX et MAGASINS :

21, rue des Nonnains-d'Hyères.

USINE A SAINT-DENIS (SEINE)

Succursales à LYON et à BORDEAUX. — Agences à Lille, Marseille, Nancy,  
Nantes, Rouen, Toulon et Toulouse — Office à LONDRES

## Fabrique de PRODUITS CHIMIQUES PURS pour la Pharmacie

Bi-carbonate de soude, sels de bismuth, de fer, de magnésie, d'antimoine, de chaux, etc., chloral, acides purs, sels de mercure, iodures et bromures, lactates, phosphates, glycérophosphates, etc., etc.

### ALCALOÏDES ET GLUCOSIDES

Aconitine, Cocaïne, Digitaline, Cicutine, Atropine, Brucine, Quassine, Strophanthine, Strychnine, Vératrine, Sparteine, etc., etc.

### PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET GALÉNIQUES

Extraits mous et secs obtenus dans le vide; Extraits fluides selon la Pharmacopée américaine, Granules dosés, Dragées, Pilules, Capsules gélatineuses élastiques entièrement solubles, Onguents, Tissus emplâtrés, Teintures et Alcoolatures, Ovules, Saccharolés, granules, Médicaments galéniques du Codex.

### POUDRES IMPALPABLES

FABRIQUE DE SULFATE

ET DE SELS DE QUININE

PRODUITS ANESTHÉSISQUES

Chloroforme, Ether, Bromure d'éthyle.

Laboratoires spéciaux pour la préparation des

SÉRUMS ET AMPOULES STÉRILISÉS

pour Injections hypodermiques.

MÉDICAMENTS COMPRIMÉS

## DROGUERIE MÉDICINALE ET HERBORISTERIE DE 1<sup>er</sup> CHOIX

Importation de Drogues exotiques et Produits rares. Huiles de foie de morue médicinales pures.

### POUDRES IMPALPABLES

CONFISERIE PHARMACEUTIQUE

PRODUITS CONDITIONNÉS

FABRIQUE DE CHOCOLAT

POUDRE DE CACAO

CRÈPE VELPEAU



PRODUITS ŒNOLOGIQUES

OBJETS DE PANSEMENTS

ASEPTIQUES ET ANTISEPTIQUES

STÉRILISÉS

BANDAGES ET ACCESSOIRES

PRODUITS ALIMENTAIRES AU GLUTEN POUR DIABÉTIQUES — PRODUITS HYGIÉNIQUES

Exposition Universelle : TROIS GRANDS PRIX, Paris 1900



# DESNOIX ET DEBUCHY

Téléphone : ARCHIVES 54-57

Pharmaciens de 1<sup>re</sup> classe.

Téléphone : ARCHIVES 54-57

FOURNISSEURS DES HOPITAUX CIVILS ET MILITAIRES

Membre du Jury. — Hors Concours, Exposition Universelle de 1900.

17, Rue Vieille-du-Temple, Paris (4<sup>e</sup>).

## OBJETS DE PANSEMENTS

ANTISEPTIQUES & ASEPTIQUES

Cotons, Gazes, Bandes, Compresses, Catguts, Drains, Lint, Mackintosh. Protective, Soie, Crins de Florence, etc., etc.

## PRODUITS STÉRILISÉS

SPÉCIAUX POUR LA CHIRURGIE

Catguts stérilisés. — Drains, Crins, Soies stérilisés. —  
Coton, Compresses, Bandes, Gazes stérilisés  
pour pansements vaginaux et utérins, hystérectomie, curetage, etc.

## PAPIER RÉVULSIF D.C.

Par boîtes de 10, 25, 50 et 100 feuilles.

## EMPLATRES MÉDICAMENTEUX

ET ANTISEPTIQUES

Emplâtre rouge (formule Vidal), Acide salicylique, Iodoforme,  
Goudron, Huile de cade,  
Ichthyol, Ichthyol et Résorcine, Acide picrique, Acide phénique  
Huile de foie de morue. Oxyde de zinc, etc., etc.

## TAFFETAS MÉDICAMENTEUX

ET ANTISEPTIQUES

## EMPLATRE POREUX ANCELIN

La pièce. . . . . » 50

THAPSIA

TOILES VÉSICANTES — TAFFETAS D'ANGLETERRE

BAUDRUCHES GOMMÉES

MOUCHES DE MILAN D.C. — TOILE SOVERAINE

TOUS LES SPARADRAPES

ONGUENTS — EMBLATES — HUILES

PAPIERS MÉDICINAUX

43.941. — Imp. DUREY et C<sup>ie</sup> (M. VILLAIN et M. BAR, succ<sup>rs</sup>), 22, rue Dussoubs Paris